



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

Discours du Président Borrell à la Chambre des Députés

Commission, Turquie et siège du PE

En visite officielle à Luxembourg en date du 18 novembre 2004, le Président du Parlement européen M. Josep Borrell Fontelles s'est adressé aux député(e)s luxembourgeois(es) réuni(e)s en séance publique. Quatre sujets ont dominé son discours. M. Borrell a tout d'abord commenté les discussions précédant l'investiture de la nouvelle Commission Barroso intervenue le même jour grâce au vote largement favorable de son assemblée: «À aucun moment je considérerais qu'il s'agissait d'une

crise institutionnelle. Ce qui s'est passé s'inscrit tout à fait dans les normalités du débat démocratique», a-t-il dit avant de conclure: «Nous avons donc une Commission plus forte, un Parlement plus crédible, et c'est l'Europe toute entière qui y gagne.»

Autres sujets: l'éventuelle ouverture de négociations d'adhésion avec la Turquie et le débat sur la future Constitution européenne. M. Borrell a fait l'appel d'éviter tout amalgame entre ces deux sujets: «Le hasard de l'histoire a

voulu que la question de la Turquie ait lieu au moment de la question de la Constitution. Et j'ai bien peur, et vous aussi, je pense, que la question turque ne contamine le débat constitutionnel. On court le risque que les citoyens répondent «en turc» à la question sur la Constitution européenne. Ces questions n'ont rien à voir l'une avec l'autre. Chaque chose en son temps.»

Finalement le Président du Parlement s'est clairement prononcé en faveur de Luxembourg comme un des trois lieux de travail de son institution: «J'ai toujours dit et je le répète ici et pas seulement parce que je suis à Luxembourg aujourd'hui, que nous avons trois lieux de travail, que ça fait partie de l'histoire de l'Europe, que c'est comme ça que les traités définissent le travail de nos institutions et que c'est inutile d'en discuter plus, parce que c'est comme ça et pour très longtemps.» La politique immobilière du Parlement serait d'ailleurs la meilleure preuve de la volonté du PE de pérenniser sa situation à Luxembourg (cf. verbatim du discours aux pages 70 à 71 de ce compte-rendu).



(Photo: Luxemburger Wort)



(Photo: Luxemburger Wort)

Le Premier Ministre turc à la Chambre des Députés

Erdoğan revendique une chance équitable



«Il n'y a aucune raison que l'islam empêche mon pays de se développer en véritable démocratie à l'occidentale!» Selon le Premier Ministre de la République de Turquie, M. Recep Tayyip Erdoğan, les doutes existants à cet égard ne peuvent être liés qu'à une mauvaise compréhension et interprétation de la croyance prédominante dans son pays. Mais malgré cette prédominance de l'islam «la Turquie est un État laïque désireux d'adhérer à une Union laïque, et non pas à un club chrétien» a-t-il dit le 17 novembre 2004 devant une délégation parlementaire luxembourgeoise composée de membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Pour le Premier Ministre turc, «il est clair que les négociations devront aboutir un jour à l'adhésion de la Turquie». Quand? M. Erdoğan s'est refusé à tout pronostic: «Nous n'accordons aucune

importance à cette question. Mais je puis vous assurer que nous travaillons jour et nuit pour y arriver dans les meilleurs délais.»

En contrepartie, le Premier Ministre espère que la demande d'adhésion soit traitée de la même manière que les demandes d'autres pays. «L'UE a énoncé des règles de jeu claires et nettes: Il serait inacceptable qu'elle les change en cours de route.» Dans un même ordre d'idées, M. Erdoğan verrait d'un mauvais œil l'organisation de référendums sur l'adhésion de son pays dans un ou plusieurs États membres de l'Union européenne. «Jamais dans l'histoire de l'UE une demande d'adhésion n'a été soumise au vote populaire. Nous considérerions une telle démarche comme discrimination.»

Avant son entrevue avec la délégation élargie, M. Recep Tayyip Erdoğan s'était entretenu en tête-à-tête avec le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler.



Le Président de la Chambre a reçu MM. John Castegnaro et Robert Weber



A quelques jours de son départ de la présidence de l'OGB-L, M. John Castegnaro a été reçu par le Président de la Chambre des Députés. M. Lucien Weiler a fait part au président de l'OGB-L de tout le respect qu'il porte à son engagement exemplaire pour la cause sociale. Le Président de la Chambre a remercié M. Castegnaro de son action durant un quart de siècle. «La fin de mon mandat syndical ne met pas un terme à mon engagement» a dit M. Castegnaro, qui a souligné son intention de le poursuivre e.a. au niveau politique en tant que membre de la Chambre des Députés.

Au cours de l'entretien, M. Castegnaro a réitéré son opposition au projet du Gouvernement de faire financer le forfait d'éducation (dit «Mammerent») par le biais des caisses de pension. «Je comprends vos arguments, mais désamorçons la polémique!» a dit M. Weiler. Le Premier Ministre ayant proposé un dialogue sur ce sujet controversé, le Président de la Chambre préconise d'attendre les conclusions de ce dialogue avant de continuer le débat public.

Quelques jours après sa reconduction à la tête du LCGB, M. Robert Weber a été reçu à la



Chambre des Députés par le Président M. Lucien Weiler. Le Président a félicité M. Weber d'avoir été plébiscité au récent congrès national de son syndicat. Après avoir fait un tour d'horizon des principaux sujets de l'actualité sociale - déficit des caisses de maladie, chômage, financement du forfait d'éducation (dit «Mammerent») - les deux présidents se sont penchés sur une réflexion lancée récemment par M. Weber.

Dans un article de presse, le président du LCGB s'était interrogé sur le rôle des syndicats dans un monde en mutation. Il avait notamment soulevé la question si les syndicats ne s'étaient pas trop éloignés des soucis et problèmes de celles et ceux qu'ils étaient censés représenter. Les deux présidents ont eu à un échange de vues approfondi sur cette remise en question. «Une réflexion nécessaire et utile» selon M. Weiler «afin que les syndicats puissent continuer à jouer un rôle de première importance en ces temps difficiles.» Aux yeux des deux présidents, la Tripartite est et devra rester l'instrument privilégié du modèle social luxembourgeois.

Visite officielle de M. Terry Davis

Recentrer les activités



M. Terry Davis signe le Livre d'Or de la Chambre des Députés, entouré de Mme Anne Brasseur, M. Marcel Glesener, M. Niki Bettendorf, Mme Lydie Err, M. Ben Fayot, Mme Nancy Arendt et M. Xavier Bettel (de gauche à droite).

Dans le souci d'éviter un trop de double emploi avec d'autres institutions européennes et internationales, le nouveau Secrétaire général du Conseil de l'Europe M. Terry Davis entend recentrer les activités de son organisation. «Je souhaite qu'à l'avenir le Conseil de l'Europe joue un rôle primordial dans quelques domaines bien définis» a-t-il dit le 25 novembre 2004 au cours d'un entretien à la Chambre des Députés, en citant notamment la promotion de la culture ou encore la lutte contre le racisme et la torture.

Le Secrétaire général déplore le manque de visibilité du Conseil de l'Europe dans l'opinion publique. Une nouvelle stratégie de communication qui commencera à être élaborée dès le début de l'année prochaine devrait y remédier.

M. Davis n'a pas caché que, sans la Cour des Droits de l'Homme, le manque de visibilité du Conseil de l'Europe serait encore plus éclatant. Or, cette Cour, «victime de son propre succès», risque d'être paralysée par le nombre énorme d'affaires dont elle est saisie. Rien qu'en 2004 elle a été saisie de plus de 45.000 doléances. «Nous réfléchissons actuellement aux moyens à mettre en œuvre pour permettre à la Cour de continuer à rendre ses

jugements dans des délais raisonnables.» Non sans un brin d'ironie, le Secrétaire général a ajouté qu'une chose était sûre: «De meilleurs jugements des juridictions nationales déchargeraient la Cour de beaucoup de soucis...».

Sans rentrer dans le détail des récents événements autour des élections présidentielles en Ukraine, M. Terry Davis a préconisé devant la délégation luxembourgeoise une éducation à la démocratie à l'intention des pays toujours fragiles: «Montrons à eux le fonctionnement de nos systèmes démocratiques. Je pense qu'une telle démarche est plus utile que d'aller dans ces pays pour leur donner des leçons».

M. Terry Davis, Secrétaire général du Conseil de l'Europe depuis le 1^{er} septembre dernier, a été reçu à la Chambre des Députés par le Vice-Président M. Niki Bettendorf. Il s'est ensuite entretenu avec une délégation composée de membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et de la délégation luxembourgeoise à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, à savoir: MM. Ben Fayot et Marcel Glesener, Mmes Lydie Err, Anne Brasseur et Nancy Arendt ainsi que M. Xavier Bettel.

XVII^e Assemblée régionale Europe de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

M. Jos Scheuer, Vice-Président de la Chambre des Députés et Trésorier international de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie a représenté le Grand-Duché lors de l'Assemblée régionale Europe de l'APF qui s'est tenue à Saint-Vincent (Vallée d'Aoste) du 26 au 30 octobre 2004. 17 sections européennes de l'APF avaient répondu à l'invitation de la section valdôtaine.

Dans le cadre des travaux, M. Scheuer présidait la commission analysant la place de la francophonie dans l'Europe élargie et qui se penchait en outre sur l'avenir des minorités linguistiques. Autre sujet des discussions: La

coopération décentralisée, un puissant facteur de démocratie locale et de rapprochement des peuples. C'est à travers la réalisation d'actions concrètes au profit des populations locales, comme par exemple des jumelages ou des échanges au niveau scolaire et professionnel, que la coopération décentralisée peut établir un véritable partenariat entre les peuples. La francophonie n'est pas une fin en soi, mais permet de s'enrichir des différences de l'autre et de partager, à travers cette diversité, certaines valeurs communes telles le respect des minorités et celui des droits de l'homme.

La solidarité francophone est un principe qui trouve sa place dans le préambule de la Charte de la Francophonie et qui fait du partage d'une langue commune un facteur d'action communautaire au service de la paix, de la coopération et du développement. «La solidarité des peuples apparaît comme une solution face au risque d'isolement et de marginalisation et dans la lutte contre la pauvreté», telle était la position du gouvernement burkinabé en vue du Sommet de la Francophonie qui s'est tenu les 26 et 27 novembre au Burkina Faso et qui a eu comme thème «La francophonie, un espace solidaire pour un développement durable».



Mme Sonja Benassutti, secrétaire administrative de la délégation luxembourgeoise, et M. Jos Scheuer, Trésorier de l'APF



Subsidiarité, semaine européenne et échange d'informations entre Parlements

Les représentants des Commissions spécialisées en affaires communautaires et européennes des États membres, des pays candidats et du Parlement européen se sont réunis les 22 et 23 novembre 2004 à La Haye dans le cadre de la XXXII^{ème} COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les affaires communautaires et européennes). La délégation de la Chambre des Députés se composait de M. Laurent Mosar, Président de la délégation, ainsi que de M. François Bausch, M. Ben Fayot et M. Gast Gibéryen.

Les parlementaires ont étudié les systèmes de contrôle du respect du principe de subsidiarité que les Parlements sont en train de mettre en place dans le contexte du mécanisme d'alerte précoce. Introduit par la Constitution européenne, ce mécanisme permettra à tout Parlement national d'un État membre, dans un délai de six semaines à compter de la date de transmission d'un projet d'acte législatif européen, d'adresser aux Présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission un avis motivé exposant les raisons pour lesquelles il estime que le projet en cause

n'est pas conforme au principe de subsidiarité. Dans le cas où un tiers des Parlements concluent au non-respect du principe de subsidiarité, le projet de la Commission européenne doit être réexaminé.

La délégation luxembourgeoise a plaidé en faveur de l'implication de toutes les Commissions parlementaires concernées dans les dossiers européens, de manière à ne pas en réserver l'examen aux Commissions des Affaires européennes.

Les représentants parlementaires ont conclu dans ce contexte qu'ils ont un intérêt certain à échanger leurs conclusions en matière du contrôle du respect du principe de subsidiarité.

Donnant suite à un document intitulé «Declaration on the role of national parliaments to raise national European awareness», établi par deux membres néerlandais de la Convention sur l'avenir de l'Europe, les parlementaires ont lancé un appel à la Conférence des Présidents des Parlements afin de déterminer une semaine pour débattre sur le programme législatif annuel de la Commission européenne.



(de gauche à droite) M. François Bausch, M. Laurent Mosar, M. Ben Fayot, M. Gast Gibéryen

50^{ème} session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN



(de gauche à droite) M. Fred Sunnen, Mme Lydia Mutsch, M. Marc Angel, Mme Colette Flesch, M. Jean-Pierre Koepf

M. Marc Angel, M. Fred Sunnen, Mme Colette Flesch, Mme Lydia Mutsch et M. Jean-Pierre Koepf ont représenté la Chambre des Députés à la 50^{ème} session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, qui s'est déroulée du 12 au 16 novembre 2004 à Venise.

L'Assemblée a adopté des résolutions concernant les moyens pour faire face à la prolifération nucléaire, la reconstruction et le développement en Iraq et en Afghanistan après les conflits, les opérations de l'OTAN en Afghanistan, la relance du dialogue transatlantique en matière de sécurité ainsi que la traite des enfants.

Les 300 parlementaires des 26 pays membres de l'OTAN et des 13 délégations associées ont également discuté sur la lutte contre

le terrorisme, les capacités et les nouveaux partenariats de l'OTAN.

Dans le cadre de la réunion conjointe de l'Assemblée de l'OTAN et du Conseil de l'Atlantique Nord, M. Jaap de Hoop Scheffer, Secrétaire général de l'OTAN a expliqué que «Le renforcement du rôle politique de l'OTAN requiert (...) une culture du débat». Une culture où les discussions sur l'avenir du Kosovo, de l'Afghanistan et même de l'Iraq, ne sont pas des exceptions, mais la règle. Une culture où les Alliés n'abordent pas les aspects fondamentaux de la sécurité dans le seul but de parvenir à un consensus ou de prendre une décision, mais aussi pour échanger des points de vue, même si cela n'aboutit qu'à un «accord sur

l'existence d'un désaccord». Nous ne devons pas nous accrocher à l'idée qu'une discussion au Conseil de l'Atlantique Nord doit toujours se conclure par un consensus sur une opération militaire.

Un autre orateur, à savoir le Général James Jones, Commandant Suprême des forces alliées en Europe (SACEUR), a déclaré que «L'OTAN se transforme. Elle est toujours considérée comme une institution utile et son action peut influencer sur le cours des événements. Elle deviendra ce que l'on veut qu'elle soit, et je suis persuadé que, comme au XX^e siècle, elle représente un des meilleurs espoirs de sécurité et de stabilité pour l'avenir.»

Site internet de l'AP-OTAN: www.nato-pa.int

Visite de la Grande Commission de l'Eduskunta en vue de la présidence luxembourgeoise en 2005

Une délégation de la Grande Commission de l'Eduskunta, le Parlement de la Finlande, a rencontré en date du 24 novembre 2004 les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés. La délégation luxembourgeoise était composée par Mme Nancy Arendt, Mme Lydie Err, M. Ben Fayot, M. Charles Goerens, M. Jean-Pierre Koepf et M. Michel Wolter.

Lors de leur entrevue, les parlementaires ont discuté des relations entre le Parlement européen et les Parlements nationaux, de l'examen parlementaire des dossiers européens, de la future présidence luxembourgeoise de

l'Union européenne ainsi que de la ratification de la Constitution européenne. Les députés ont en outre profité de l'occasion pour informer leurs homologues finlandais sur le référendum qui se déroulera le 10 juillet 2005.

À noter que la Chambre des Députés organisera notamment en mars 2005 une réunion des Présidents des Commissions des Affaires étrangères des pays de l'Union européenne, des pays candidats et du Parlement européen et au mois de mai 2005 une réunion de délégations des Commissions des Affaires européennes, regroupées dans la Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires et européennes (COSAC).



Les délégations finlandaise et luxembourgeoise



Die OSZE-Sonderbeauftragte für Menschenhandel in Luxemburg

„Der Worte sind genug gewechselt ...“

„... lasst mich auch endlich Taten sehen!“. Helga Konrad, die Sonderbeauftragte für Menschenhandel der Organisation für Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa (OSZE), hält die bestehenden Bestimmungen zur Bekämpfung des Menschenhandels in internationalen Erklärungen und nationalen Gesetzgebungen für ausreichend. Die Defizite lägen vielmehr an der Anwendung der bestehenden Maßnahmen, sagte sie am 15. November 2004 im Rahmen einer Unterredung mit einer Delegation der „Chambre des Députés“.

Im Gegensatz zur luxemburgischen Abgeordneten Lydie Err, die eine engere Verknüpfung des Begriffs Menschenhandel mit dem Thema Prostitution verlangt, plädiert die Sonderbeauftragte der

OSZE für eine weitere Ausdehnung des Begriffs: Eine wirksame und globale Bekämpfung des Menschenhandels müsse auch Phänomene wie Zwangsarbeit, Schuldknechtschaft, Kinderhandel oder Zwangsheirat berücksichtigen.

Vorrangig gehe es darum, die Opfer von Menschenhandel zur Aussage zu ermutigen. In diesem Zusammenhang seien Auffangstrukturen für aussagewillige Opfer und besondere Maßnahmen im Bereich Zeugen- und Opferschutz unabdingbare Voraussetzungen.

Frau Konrad wurde von Lucien Weiler, dem Präsidenten der „Chambre des Députés“ empfangen. Neben Lydie Err nahmen auch die Abgeordneten Alex Bodry und Niki Bettendorf an der Unterredung teil.



(von links nach rechts) Herr Alex Bodry, Frau Lydie Err, Frau Helga Konrad, Herr Lucien Weiler, Herr Niki Bettendorf

Visite à Luxembourg du Vice-Premier Ministre chinois

«Relations exemplaires»



(de gauche à droite) M. Huang Ju, M. Alex Bodry, M. Lucien Weiler

Malgré toutes les différences qui séparent la République Populaire de Chine et le Grand-Duché de Luxembourg - du système politique à la taille du pays -, les relations sino-luxembourgeoises sont au beau fixe. Au cours d'un entretien avec une délégation de la Chambre des Députés le 15 novembre 2004, le Vice-Premier Ministre chinois M. Huang Ju les a qualifiées d'«amicales et globales» et leur a promis un «bel avenir».

Même si la coopération bilatérale ne se limite pas aux échanges commerciaux, c'est bel et bien le domaine économique qui offre les plus belles opportunités de développement. Dans le secteur de la sidérurgie par exemple, où

l'expérience luxembourgeoise serait - d'après M. Huang Ju - «sans doute d'une grande utilité pour les efforts de restructuration de notre industrie métallurgique». Ou encore dans le domaine financier, où la Chine espère pouvoir compter sur le know-how de la place financière luxembourgeoise et dans la formation du personnel et dans les projets de privatisation des banques nationales chinoises. Finalement, le Vice-Premier Ministre a esquissé une troisième piste permettant d'approfondir les liens: des investissements d'entreprises luxembourgeoises venant s'installer sur un marché de 1,3 milliards de personnes dont les régions de l'ouest et du centre seraient parti-

culièrement intéressantes, selon M. Huang Ju, vu qu'au niveau du développement économique elles étaient restées quelque peu arriérées. «Nous avons discuté toutes ces options la semaine dernière durant la visite officielle de votre Premier Ministre en Chine» a-t-il dit: «Maintenant il s'agit de les concrétiser rapidement!»

La délégation luxembourgeoise, présidée par M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés, se composait par ailleurs de Mme Lydie Err et de MM. Ben Fayot, Niki Bettendorf, Laurent Mosar, Henri Grethen, Alex Bodry, François Bausch, Charles Goerens, Robert Mehlen, Roger Negri, Lucien Thiel et Norbert Haupt.

Eveline Herfkens à la Chambre des Députés

C'est dans la perspective de la Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne au cours du premier semestre 2005 que la coordinatrice exécutive du Secrétaire général des Nations Unies pour la Campagne de promotion des objectifs du millénaire pour le développement, Mme Eveline Herfkens, a placé ses différents entretiens à Luxembourg, dont l'entrevue avec une délégation de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés.

Mme Herfkens s'est dite «soulagée et contente» du fait que le Gouvernement luxembourgeois assumera la Présidence du Conseil à un moment crucial dans la préparation de la réunion de haut niveau prévue à New York en septembre 2005. Cette réunion est appelée à faire un premier bilan de la réalisation des différents objectifs du millénaire, adoptés en septembre 2000 et visant une réduction substantielle de la pauvreté au niveau mondial jusqu'en 2015. Elle espère que le Luxembourg - lui-même très bon élève



Madame Herfkens entourée des membres de la délégation luxembourgeoise

en matière de politique de développement - pourra pousser les autres pays membres de l'Union à augmenter leur contribution à la lutte contre la pauvreté. «Mais pour cela il faudra que le sujet soit discuté non seulement à l'échelle des ministres compétents, mais également au niveau du Conseil ECOFIN», a-t-elle ajouté.

La délégation luxembourgeoise était présidée par M. Charles Goerens, Vice-Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, et se composait par ailleurs de Mmes Lydie Err et Nancy Arendt ainsi que de MM. Michel Wolter, Jean Huss, Jacques-Yves Henckes et Marc Angel.

Visite à Strasbourg

Sur invitation de M. Jean Spautz, Président honoraire de la Chambre des Députés qui - depuis les élections européennes du 13 juin 2004 - siège au Parlement européen, une délégation du Greffe de la Chambre des Députés et des groupes parlementaires s'est rendue à Strasbourg en date du 15 novembre 2004 pour y visiter l'assemblée parlementaire

de l'Union européenne. Au cours de la visite, M. Spautz a été rejoint par trois autres eurodéputés luxembourgeois, à savoir Mme Astrid Lulling, MM. Robert Goebels et Claude Turmes, pour répondre aux questions de leurs hôtes.

L'assistance aux tribunes à une séance plénière du Parlement européen a clôturé cette visite.



Ordre du jour

1. Dépôt d'un projet de loi
2. Communications
3. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés
4. Heure de questions au Gouvernement
 - Question N° 8 du 15 novembre 2004 de Madame la Députée Martine Stein-Mergen au sujet de l'information des parents en matière des infections au molluscum contagiosum, adressée au Ministre de la Santé
 - Question N° 9 du 16 novembre 2004 de Monsieur le Député Xavier Bettel au sujet de la mise en œuvre pratique de la loi sur le partenariat, adressée au Ministre de la Justice
 - Question N° 10 du 12 novembre 2004 de Monsieur le Député Roger Negri au sujet des conditions à respecter et des mesures à prendre en matière de protection de la nature, de restauration et de compensation des milieux naturels dans le cadre de la route reliant Luxembourg à Ettelbruck (route du Nord) prévues par la loi du 27 juillet 1997, adressée au Ministre de l'Environnement et au Ministre des Travaux publics
 - Question N° 11 du 16 novembre 2004 de Monsieur le Député Aly Jaerling au sujet des pensions dans le secteur privé, adressée au Ministre de la Sécurité sociale
 - Question N° 12 du 16 novembre 2004 de Monsieur le Député Marcel Glesener au sujet de la professionnalisation accrue de l'armée luxembourgeoise, adressée au Ministre de la Défense
 - Question N° 13 du 16 novembre 2004 de Monsieur le Député Niki Bettendorf au sujet du réaménagement sécuritaire de l'échangeur Helfenterbruck, adressée au Ministre des Travaux publics
 - Question N° 14 du 12 novembre 2004 de Madame la Députée Claudia Dall'Agnol concernant les démarches futures du Gouvernement au sujet des décisions prises par l'Assemblée générale de l'Union des Caisses de Maladie, adressée au Ministre de la Sécurité sociale
 - Question N° 15 du 16 novembre 2004 de Monsieur le Député Emile Calmes concernant l'adhésion de la commune de Bastendorf au Syndicat du Crématoire de Luxembourg, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire des Caisses de Maladie, adressée au Ministre du Trésor et du Budget
 - Question N° 16 du 16 novembre 2004 de Monsieur le Député Laurent Mosar au sujet des répercussions budgétaires des récentes décisions de l'Assemblée générale de l'Union
 - Question N° 17 du 15 novembre 2004 de Monsieur le Député Ben Fayot au sujet d'une introduction éventuelle d'une taxe sur l'occupation de logements destinés à l'habitation et utilisés à des fins commerciales, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
 - Question N° 18 du 15 novembre 2004 de Monsieur le Député Jos Scheuer au sujet des mesures de sécurité au bâtiment scolaire "Jenker" du Lycée Technique Mathias Adam à Differdange, adressée au Ministre des Travaux publics
5. Interpellation de M. Henri Kox relative à la politique agricole, la sécurité alimentaire, la santé et le bien-être des animaux

(Discussion générale - Motions et résolution - Votes)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Fernand Boden, Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Neen, Här President.

Une autre voix.- Dach.

(Interruption et hilarité)

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Dach, Här President.

(Hilarité)

M. le Président.- Dir musst lech eens ginn.

1. Dépôt d'un projet de loi

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- D'Regierung déposéiert de Projet de loi iwwert d'Erhéijung vum Mindestloun.

- *Projet de loi 5399 modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum 2. l'article 45 de la loi du 12 septembre 2003*

relative au revenu des personnes handicapées

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech ginn Akt vum Dépôt vum Här Aarbechtsminister vum Projet de loi iwwert d'Erhéijung vum Mindestloun. De Projet gëtt un déi zoustänneg Kommissioun verwisen.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1. 5391 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Dépôt: M. le Ministre des Finances, le 05.11.2004

2. 5392 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne relatif au statut du personnel militaire et civil détaché auprès des institutions de l'Union européenne, des quartiers généraux et des forces pouvant être mis à la disposition de l'Union européenne dans le cadre de la préparation et de l'exécution des missions visées à l'article 17, paragraphe 2, du Traité sur l'Union européenne, y compris lors d'exercices, et du personnel militaire et civil des États membres mis à la disposition de l'Union européenne pour agir dans ce cadre (SOFA UE), signé à Bruxelles, le 17 novembre 2003

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.11.2004

3. 5393 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne concernant les demandes d'indemnités présentées par un État membre à l'encontre d'un autre État membre en cas de dommages causés aux biens lui appartenant, qu'il utilise ou qu'il exploite, ou de blessure ou de décès d'un membre du personnel militaire ou civil de ses services dans le cadre d'une opération de gestion de crises menée par l'Union européenne, fait à Bruxelles, le 28 avril 2004

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.11.2004

4. 5394 - Projet de loi portant sur l'acquisition d'un avion de transport militaire A400M

Dépôt: M. le Ministre de la Défense, le 10.11.2004

5. 5395 - Projet de loi portant engagement à durée indéterminée du personnel du Service ré-éducatif ambulatoire (SREA)

Dépôt: M. le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 10.11.2004

6. 5396 - Projet de loi portant approbation - de la révision 2, entrée en vigueur le 16 octobre 1995, de l'Accord concernant l'adoption de conditions uniformes d'homologation et la reconnaissance réciproque de l'homologation des équipements et pièces de véhicules à moteur, fait à Genève, le 20 mars 1958 et approuvé par la loi du 1er août 1971 (Accord concernant l'adoption de prescriptions

techniques uniformes applicables aux véhicules à roues, aux équipements et aux pièces susceptibles d'être montés ou utilisés sur un véhicule à roues et les conditions de reconnaissance réciproque des homologations délivrées conformément à ces prescriptions); - de l'Accord concernant l'établissement de règlements techniques mondiaux applicables aux véhicules à roues, ainsi qu'aux équipements et pièces qui peuvent être montés et/ou utilisés sur les véhicules à roues et des Annexes A et B, faits à Genève, le 25 juin 1998

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 15.11.2004

7. 5397 - Projet de loi portant approbation - de l'Amendement à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, adopté à Genève, le 21 décembre 2001; - du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Protocole V), fait à Genève, le 28 novembre 2003

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 15.11.2004

8. 5398 - Projet de loi relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2003

Dépôt: M. le Ministre du Trésor et du Budget, le 15.11.2004

3) M. Jos Scheuer, Vice-Président de la Chambre des Députés et Trésorier international de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, a représenté le Grand-Duché lors de l'Assemblée régionale Europe de l'APF qui s'est tenue à Saint-Vincent (Vallée d'Aoste) du 26 au 30 octobre 2004. 17 sections européennes de l'APF avaient répondu à l'invitation de la section valdôtaine.

Dans le cadre des travaux, M. Scheuer présidait la commission analysant la place de la francophonie dans l'Europe élargie et qui se penchait en outre sur l'avenir des minorités linguistiques.

La coopération décentralisée, un puissant facteur de démocratie locale et de rapprochement des peuples

C'est à travers la réalisation d'actions concrètes au profit des populations locales, comme par exemple des jumelages ou des échanges au niveau scolaire et professionnel, que la coopération décentralisée peut établir un véritable partenariat entre les peuples. La francophonie n'est pas une fin en soi, mais permet de s'enrichir des différences de l'autre et de partager, à travers cette diversité, certaines valeurs communes telles le respect des minorités et celui des droits de l'homme.

La solidarité francophone

Il s'agit là d'un principe qui trouve sa place dans le préambule de la Charte de la Francophonie et qui fait du partage d'une langue commune un facteur d'action communautaire au service de la paix, de la coopération et du développement. „La solidarité des peuples apparaît comme une solution face au risque d'isolement et de marginalisation et dans la lutte contre la pauvreté“. Telle est la position du Gouvernement burkinabé en vue du prochain Sommet de la Francophonie qui se tiendra les 26 et 27 novembre au Burkina Faso et qui aura comme thème „La Francophonie, un espace solidaire pour un développement durable“.

4) Par lettre du 10 novembre 2004, le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre des Députés le texte de la résolution et de la recommandation adoptées par le Parlement européen au cours de sa période de session du 13 au 14 octobre 2004:

- résolution sur la Géorgie;

- recommandation sur le futur de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice ainsi que sur les conditions pour en renforcer la légitimité et l'efficacité.

3. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Op Virschlag vun der Presidentenkonferenz froen ech d'Chamber, ob si domat averstanen ass de Projet de loi 4546 iwwert d'Structures de long séjour vum Rôle ze strächen.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, haut de Mëtten hu mer eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 78 vum Chamberreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit fir seng Fro virzedroen an d'Regierung huet véier Minutten Zäit fir drop ze äntwerten. D'Fro kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit a vun der Opposition.

Als Éischt hu mer d'Fro N° 8 vun der Madame Martine Stein-Mergen un de Gesondheitsminister iwwert d'Informatioun un d'Eltere bei verschiddenen Infektiounskrankheiten. Madame Stein, Dir hutt d'Wuert.

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question N° 8 du 15 novembre 2004 de Madame la Députée Martine Stein-Mergen au sujet de l'information des parents en matière des infections au molluscum contagiosum, adressée au Ministre de la Santé

Mme Martine Stein-Mergen (CSV).- Merci, Här President.

Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Molluscum contagiosum ass eng Hautkrankheet mat engem Pouke-Virus; de Koseng vum Variola-Virus, dee jo ausgerott ass. Hie gëtt bis fënnf Millimeter grouss, gläicht enger décker Waasserpouk a wann een drop dréckt, da kënnst dee Bräi eraus, deen en esou ustiechend mécht; souwuel fir den eegene Kierper wéi och a Kontakt mat anere Leit.

Dës Krankheet ass weder geféierlech nach huet se e groussen Impact op d'öffentlech Gesondheet. D'Ursaach, firwat dass ech déi Fro awer wollt stellen, ass, dass se an de leschte Joren ëmmer méi heefeg gëtt. Fréier war dës Krankheet nämlech sielen. Se war ze fanne bei immuninkompetenten, also schwéier kranke Leit, oder si war als geschlechtlech iwwerdroe Krankheet bekannt.

Eng Ursaach fir d'Progredienz ass wahrscheinlech déi, dass mer net méi géint d'Pouke géimpft ginn an dass onser Kierper keng Immunkompetenz géint dës Famillje vu Viren huet.

Eng aner Ursaach ass awer sécher och den nidderege Bekanntheetsgrad vun der Krankheet, deen da bei deene Betreffenen zu zwou ënnerschiddleche Reaktiounen féiert. Déi éischt ass Panik bei deene Leit an Elteren, déi an engem medizineschen Dictionnaire liesen, dass

et sech eben em eng geschlechtlech iwwerdroe Krankheet handelt oder eng Krankheet vu schwéier kranke Leit; an déi zweet Reaktioun ass einfach ignoréieren, wat dann erëm dozou féiert, dass d'Krankheet ëmmer méi heefeg gëtt. Mir begéine Patienten, déi 50, alt bis 100 verschidde Lésiounen um Kierper hunn.

Meng Fro ass also déi: Gesat d'Heefegkeet vun der Krankheet an den Onbekanntheetsgrad, froen ech mech, ob et net wichteg wier eng Informatiounscampagne ze starte fir d'Leit ze informéieren, fir op där enger Säit ze verhënnere, dass se ze vill Angscht virdrun hunn, an op där anerer Säit dass se sech esou fréi behandle loosse, dass se d'Krankheet net kënnen virginn.

Merci.

M. le Président. - Merci, Madame Stein. Den Här Gesondheitsminister Mars Di Bartolomeo huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss lech gestoen, dass ech de Moien, wéi ech d'Fro kritt hunn, eppes bäigeléiert hunn, well wéi déi meescht vun lech hunn ech bis de Moien de Molluscum contagiosum nach net kennt. Ech hu mech du bei eise Servicer klug gemaach, wéi et lech net wäert iwwerraschen. Si hunn deen Erreeger mat komeschem Numm kennt a si huelen en och, wann en u sech harmlos ass, ganz eescht. Preventioun an de Piscinen an Informatioun duerch d'schoulmedezinesch Servicer gi gemaach. Wann dee Virus optaucht, wann déi Knippercher op den Hänn oder op den Äerm oder op anere Plazen optauchen, reagéieren eis schoulmedezinesch Servicer an informéieren d'Elteren, dass et Methode gëtt, déi net ganz komplizéiert sinn, fir dee Mollusque lass ze ginn.

Et ass effektiv esou, dass en ustiechend, awer harmlos ass. Dat heescht, et brauch ee sech keng Suergen ze maachen, dass elo eppes Schlëmmeres géif geschéien, an et ass och net esou, wéi d'Madame Stein richteg gesot huet, dass d'Ustiechung iwwer Geschlechtsrelatiounen géif geschéien. Et ass am Contraire esou, dass dat dote meeschtens duerch einfachen Hautkontakt entsteet.

Wéi gesot duebel Aktioun, preventiv doduerch, dass mer systematesch haaptsächlech an de Piscinen seriö Preventioun maachen, zweetens dass mer d'schoulmedezinesch Servicer unhalen, fir dat seriö ze huelen.

An dann drëtens zur Fro vun der Madame Stein-Mergen, ob mer géife wëllen eng Informatiounscampagne doriwwer maachen. Do muss ech lech soen, dass ee mat Informatiounscampagnen a mat Campagnen insgesamt sollt spuersam emgoen, well mer hunn e ganze Koup Campagnen déi sech joen. Wann een d'Wierksamkeet vun de Campagnen wëllt halen, da muss een net nëmme informéieren, mä et muss ee kucken, dass no der Informatioun, no der Sensibiliséierung och eng Aktioun kënn; sou dass ech d'Fro am Raum gestallt loosse, ob et noutwendeg ass hei eng grouss Informatiounscampagne ze maachen.

Ech géif et éischter punktuell maache wa systematesch a Schoulen déi dote Krankheet optaucht, dass een dann iwwer anstänneg Informatiounsmaterial, wou d'Santé driwwer verfügt, d'Elteren informéiert, dass se sech keng gréisser Suerge brauchen ze maachen, dass se bei hiren Dokter solle goen an dass et gutt Methode gëtt, fir de Molluscum contagiosum schnell lass ze ginn a fir de Molluscum net méi contagiéiert ze maachen, well wann e fort ass, da stécht en och net méi un.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Ech stelle fest, dass den Här Di Bartolomeo excellent Äntwerte ka ginn, och an dräi Minuten, obschonn der Regierung véier Minuten als Zäit zur Verfügung stinn.

(Brouhaha général)

Déi nächst Fro ass déi vum Här Xavier Bettel un de Justizminister iwwert d'Emsetzung vum Partnariatsgesetz. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

- Question N° 9 du 16 novembre 2004 de Monsieur le Député Xavier Bettel au sujet de la mise en œuvre pratique de la loi sur le partenariat, adressée au Ministre de la Justice

M. Xavier Bettel (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi Dir wësst ass d'Entrée en vigueur vum Gesetz iwwert d'Partenariat elo zwou Wochen ongeféier al, obwuel verschidde Buergermeeschteren, verschidde Gemenge grouss ugekënnegt hunn, se hätten déi éischt gemaach, well ech hei den Här Body net enttäuschen a virun allem net erofmaachen, well en net hei ass, mä ech muss en awer leider soen, dass d'Gemeng Lëtzebuerg an d'Gemeng Wëntger virun him der scho célébriert haten. Mä bon.

Wéi gesot, et si scho verschidde Koppelen, Här Minister, déi sech presentéiert hunn op de Gemengen, déi am Ausland bestuet waren, wat jo an der Belsch elo zum Beispill méiglech ass, an déi dann hei zu Lëtzebuerg gefrot hu fir kënnen ee Partenariat anzegoen, an déi du gesot kritt hunn: Neen, dat geet net, well d'Konditioun hei zu Lëtzebuerg ass déi vum Célibat. De Problem ass: D'Hochzäit vun deene gläichgeschlechtliche Koppelen gëtt awer hei zu Lëtzebuerg net unerkannt. Wat heescht dat? Wa mir jo awer da soen, se kéinten net e Partenariat agoen, well se bestuet sinn, heescht dat implicite, dass hinnen awer dann d'Rechter vum Mariage, déi se an der Belsch jo da kritt hunn, hei missten unerkannt ginn?

Et geet méi wäit. Leit, déi an der Belsch bestuet gi si mat enger Person aus engem Pays tiers an déi dann hei op Lëtzebuerg kommen, déi da gesot kréien dass d'Openhaltsgenehmigung vun hirem Partner, obwuel se bestuet sinn, hei zu Lëtzebuerg net géif gëllen a se wa méiglech d'Land sollte verloossen, wa se net regulariséiert géife ginn, obwuel se bestuet gi sinn.

An dann, Här President, gëtt et och nach eng ganz Rétsch vu Froen, en point de vue Applikatioun a verschidde Administratiounen, wéi zum Beispill am Enregistrement, wou d'Notairé keng Circulaire kritt hu wou se wësse géife wéi se ganz genau sollen d'Partenariatsgesetz elo upassen.

Wier et net opportun, Här Minister, fir elo justement, dass all Instanz, déi an deem Partnariatsgesetz op jidde Fall matzeschaffen huet, gutt informéiert wär, fir dann och kënnen deene concernéiert Leit déi bescht Informatiounen kënnen ze ginn?

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Bettel. Den Här Justizminister Luc Frieden huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, dass d'Gesetz iwwert d'Partenariat en vigueur ass. Ech mengen, dat war e Gesetz an dat mer vill Energie verwennt hunn, an ech war am Fond erstaunt, well an der Pressekonferenz vun der Demokratescher Partei d'lescht Woch gesot ginn ass,

datt géif gemengt ginn, dass déi, déi fir dat Gesetz zoustänneg wäeren, net hannert deem Gesetz géinge stoen.

Et ass ee Gesetz vun der CSV-DP-Regierung, dat de Justizminister vun där Regierung, wat deeselwechten ass vun deser Regierung, nämlech ech selwer, abruucht huet, an dat ech frou sinn, dass dat Gesetz a Kraaft getrueden ass, grad esou wéi vill Leit, déi an deenen éischte 14 Deeg, wou dat Gesetz a Kraaft ass, vun deem Gesetz profitéiert hunn.

(Interruption)

Vill ass ëmmer relativ an deem dote Beräich. Et sinn der och ganz vill, déi mir matgedeelt hunn, dass an deenen nächste Wochen a verschidde Gemengen där Partnariaten nach hannerluecht ginn an domadder, mengen ech, ass eng zousätzlech Possibilitéit, déi eis Gesetzgebung bis elo net hat, geschafé ginn.

Duerfir, mengen ech, solle mir eis doriwwer freeën, dass dat den 1. November eréischt geschitt ass, an net den 1. Oktober, den 1. September. Dat kann ee selbstverständlech bedauern, mä wësst Dir, wann een e Partenariat ageet, ob een dat am September, am Oktober oder am November mécht, dat ännert schlussendlech ganz weéneeg. Déi lescht 20 Joer, déi lescht zéng Joer, déi lescht fënnf Joer gouf et déi Méiglechkeet iwwerhaupt net.

De Summer huet et effektiv e bëssen an d'Verlängerung gezunn, well mir hunn eng Instruktioun un d'Gemenge wollt maachen. An zweetens steet am Gesetz selwer, dass d'Entrée en vigueur dräi Méint no dem Vote an der Chamber ass. Ech wollt dat hei soe fir all deenen entgéintzietrieden, déi ebe gemengt hunn, mir hätten dat absichtlech am Tirang leie gelooss. D'Gesetz ass elo en vigueur, très bien, an all déi, déi wëllen dovunner profitéieren, kënnen dat maachen, wéi gesot. Ech mengen net, dass deenen hiert Liewe geännert huet, ob een dat am Oktober oder am November mécht.

Da gëtt et eng Rei Konditiounen an deem Gesetz, an eng vun deene Konditiounen ass, dass een e Certificat muss bréngen dass ee Célibataire ass, dat heescht net am Lien vun engem Mariage ass. An déi Leit, déi den Här Bettel a sengem Beispill ugeschnidden huet, kënnen esou ee Certificat net bréngen an dofir mengen ech, dass dat kee Problem vun der Lëtzebuergeser Gesetzgebung ass, mä dass dat e Problem ass vun deene Länner, wou déi Leit an engem Mariage sinn, dass déi esou ee Certificat musse bréngen, esou wéi mir haut och wa Leit aus ganz anere Situatiounen, aus anere Länner kommen, eis och eng Rei Certificate musse bréngen. Mir hu regelméisseg Problemer bei Mariagen tëschent heterosexuelle Leit, Mariagen no eisem Gesetz, wou déi bei enger Rei Dokumenter Schwierigkeeten hunn, déi ze bréngen, well et déi an hirem Pays d'origine net gëtt.

M. Xavier Bettel (DP). - Dat heescht si musse gescheet ginn, fir kënnen hei e Partenariat anzegoen?

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice. - Neen, se mussen net gescheet sinn. Wann se an der Belsch bestuet sinn, da kënnen se jo ganz glécklech no hirem belsche Mariage liewen.

M. Xavier Bettel (DP). - Jo, mä hei zu Lëtzebuerg kréie se jo keng Rechter, Här Minister.

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice. - Si brauche jo net onbedéngt, wa se an der Belsch glécklech bestuet sinn, dann och nach

zu Lëtzebuerg e Partenariat ze maachen. Ech mengen, dat ass de Choix.

M. Xavier Bettel (DP). - Jo, mä wa se hei wunnen!

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Huet een eppes géint d'Belsch? Loosst den Här Minister elo schwätzen.

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice. - Mir hunn also eng Rei Konditiounen an deem Gesetz, an déi Konditiounen, déi si vu jidderengem ze respektéieren!

Dat Zweet, wat ech wollt soen, dat ass: Ech sinn der Meenung, dass d'Verwaltungen allegueren iwwert d'Mise en vigueur vun deem Gesetz vun der Regierung a vum Parlament adequat informéiert sinn. Et ass mir net bewosst, dass nach zousätzlech Circulaire misste kommen. Et ass also net esou, dass all Gesetz wat kënn och eng Circulaire muss hannendrun hunn. Wann also nach praktesch Froen do sinn, dann ass d'Regierung gare bereet, déi ze klären.

Dat drëtt, wat ech wollt soen: Dat Gesetz ass ganz genee 15 Deeg en vigueur. Ech hu mat enger Rei Buergermeeschtere geschwat, ech hunn dat virdu gesot, déi och an deenen nächsten Deeg a Wochen esou Partnariaten unhuelen an hire Gemengen, an duerfir mengen ech wier et gutt, wann een op d'mannst deem Gesetz géif dräi oder sechs Méint ginn, dat ass jo wierklech net laang, bis dohinner sinn eng ganz Rei Partnariats gemaach, an da kuckt een, mat de Buergermeeschteren, wat fir eng praktesch Froe sech do stellen. An da si mir bereet op déi praktesch Froen, insofern se keng Gesetzesännerung mat sech zéien, déi Clarificatioun ze bréngen.

Op jidde Fall soen d'Verwaltungen mir, dass si bis elo vun de Gemengen net vill Problemer matgedeelt kritt hätten, an déi puer Problemer, déi komm sinn, déi kënnen mer op eng einfach Aart a Weis héchstwahrscheinlech léisen. Dat géllt fir all Verwaltungen mat deenen ech geschwat hunn, dat si se vläicht net all, mä duerfir, esou Problemer soll een dann eis matdeelen, dem Justizministère, a mir kucken dann, mat deenen zoustänneg Verwaltungen eng Solutioun ze fannen.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Mir kommen elo zur Fro 10 vum Här Roger Negri un den Umweltminister an un de Bauteminister iwwert de Respekt vum Naturschutz beim Bau vun der Nordstrooss. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- Question N° 10 du 12 novembre 2004 de Monsieur le Député Roger Negri au sujet des conditions à respecter et des mesures à prendre en matière de protection de la nature, de restauration et de compensation des milieux naturels dans le cadre de la route reliant Luxembourg à Ettelbruck (route du Nord) prévues par la loi du 27 juillet 1997, adressée au Ministre de l'Environnement et au Ministre des Travaux publics

M. Roger Negri (LSAP). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Kader vun der Realisatioun vun der Nordstrooss vu Miersch op de Kierchbierg duerch de Mamerdall, den Uelzechtdall an duerch de Gréngewald waren am respektive Gesetz an am Règlement grand-ducal vun 1997 eng ganz Rei vu Kom-

penséierungsmoosnamen am Beräich Naturschutz virgesinn, bedéngt virun allem duerch d'Ofholze vun engem groussen Deel vu Beem fir Bëschschneise vun der Nordstrooss ze realiséieren.

An deemem Kontext hunn ech folgend dräi Froen un déi Här Bau-ten- an Umweltministeren:

1. Am Gesetz an am Règlement grand-ducal vun 1997 iwwert de Bau vun der Nordstrooss si Kompenséierungsmoosnamen am Naturschutz virgesinn, déi an engem Zäitraum vun zéng Joer sollte realiséiert sinn. Dës betreffe virun allem Neupflanzung vu Beem, Aménagementen vu Fiichtgebüdder, Wëldebrécken an esou weider. Wéi wäit sidd Dir grondsätzlech mat der Emsetzung vun dese Kompenséierungsmoosnamen?

2. An der Regierungserklärung steet op der Säit 49: «Le Gouvernement comblera le retard pris dans la mise en œuvre des mesures de compensation relatives à la route du Nord.» Aus enger Emis-sioun vum 11. November 2004 op „RTL Radio“ kéint een awer verstoen, dass dës Gesetz, beziehungsweise dese Règlement grand-ducal soll geännert ginn. Kënn Dir eis vläicht do informéieren?

3. Falls et effektiv Problemer gëtt mat dese Kompenséierungs-moosnamen: Wat gedenkt d'Regierung ze ennerhuelen, fir dass bei zukünftege Projete vun Naturschutzkompenséierungs-moosnamen, déi solle realiséiert ginn, net méi déiselwecht Situatioun wéi bei der Nordstrooss entsteet?

Ech soen lech am Viraus Merci fir Är Antwerten.

M. le Président. - Merci, Här Negri. Den Här Minister Lux äntwert dorobber. Wëllt den Här Wiseler och d'Wuert kréien?

(Interruption)

Neen, den Här Lux äntwert. Très bien.

M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement. - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn de 17. September am Regierungsrot de Point gemaach bei der Nordstrooss a mir hunn en natierlech och gemaach wat déi Kompensatiounsmoosnamen ubelaangt, déi am Gesetz vum Juli 1997 virgesi sinn, a mir hunn, wéi den Här Negri, festgestallt, dass et en evidente Retard gëtt an der Emsetzung vun deene Kompensatiounsmoosnamen.

Elo wëll ech virausschécken, emol a mengen an am Numm vum Här Wiseler, dass et fir eis keen Zweifel daerf dru ginn, dass mir an der Emsetzung, souwuel wat d'Qualitéit wéi och Quantitéit vun deene Moosnamen ubelaangt, dass et do keng Kompromisser ka ginn, dass dat e feste Bestanddeel ass vum Gesetz wat d'Chamber hei gestëmmt huet an dass et eis Pflicht ass dofir ze suergen, dass mir déi Moosnamen an hirer Integritéit och emgesat kréien. Dat sollte mir virun allem och versichen ze maachen, zesumme mat der Landwirtschaft, well mir hei an engem Spannungsfeld sinn, wou et net ëmmer sou einfach ass. Ech mengen eise Souci sollt sinn och ze versichen, dass mat hinnen zesummen emzesetzen.

Lo geet et haaptsächlech em zwou Saachen: Dat eent ass d'Kompensatioun vun allen Hektare genau op d'Zuel, déi gebraucht gi si fir d'Nordstrooss ze bauen. Et geet hei em ronn 56 Hektaren, wouvan an der Tëschenzäit eréischt 21 Hektaren iwwer Compromis konnten nach net ganz an d'Propriétéit vum Stat bruecht ginn, mä wou awer mol en Akt gesat ass.

Et geet schlussendlech och em den Aménagement vun der Zone humide an dem Uelzechtdall, wou et em 64 Hektar geet, wouvan ee kann ausgoen, dass am Moment ronn en Drëttel vun deene Flächen do och iwwer Compromis an der

Propriétéit vum Stat ass, wou also déi Ëmsetzung ka stattfannen. Déi Zuele weisen, dass mir also do nach eng Aarbecht virun eis hunn, fir wierklech op déi Integralitéit ze kommen.

Da gëtt et eng Rei vu Saachen, déi am Gesetz stinn - Aménagement vu Passagen, Brécken -, wou et effektiv grouss technesch Schwieeregkeete gëtt, wann net souguer Onméiglechkeeten, fir déi Projeten esou ze realiséieren, wéi dat am Gesetz de Fall ass. Lo ass et gewosst, dass et zu enger Revisioun vun deem Gesetz wäert kommen an dass mir also am Kader vun där Prozedur, déi jo dann och hei stattzefannen huet an ze diskutéieren ass, wäerten dofir suerge fir nei Propositionen ze maachen, déi also déi ersetzen, déi am Gesetz virgesi waren, an déi sech als onméiglech erweisen.

An da gëtt et eng Fro, déi Dir gestallt hutt: Wéini si mir da fäerdeg? Zéng Joer ware virgesinn, dat war 2007: vun där Deadline ass net méi auszegoen, eleng wat d'Ëmsetzung vum gesamte Projet ubelaangt, sou dass mir also och do en neie Virschlag an där Revisioun vum Gesetz wäerte maachen, déi mir wéi gesot dann ze diskutéieren hunn.

Schlussendlech wëll ech soen, dass et evidenterweis Schwieeregkeete gëtt fir an de Besëtz vun deenen Terrainen all ze kommen, déi hei virgesi sinn. Hei hu mir also eis ze iwwerleeën, ob mir en Effort maachen um Niveau vum Präis, dee mir hei ubidden. Mir leien am Moment bei 7.500 aler Lëtzebuerger Frang den Ar. Et ass sech also ze iwwerleeën, ob mir hei en Effort masse maache fir weiderzokommen; an et ass sech zweetens a vläicht graduell ze iwwerleeën, wa mir iwwer e bessere Präis net weiderkommen, dass mir eis dann och mussen iwwerleeën awéiwäit dass mir dat, wat am Gesetz jo och virgesinn ass, nämlech dass déi Kompensatiounsnoomsnamen d'utilité publique sinn, an deemtsprechend vun der Regierung ass sech dann ze iwwerleeën, ob se iwwert de Wee vun der Expropriation versicht deem ganzen Dossier Been ze maachen, fir effektiv weiderzokommen.

Schlussendlech dann nach doriwwer eraus ass et sech ze iwwerleeën, fir och iwwer aner Flächen zu engem Resultat ze kommen, mä alles dat si mir amgaangen eis ze iwwerleeën. Mä nach eng Kéier, wat déi Kompensatiounsnoomsnamen ubelaangt, souwuel vun hirer Quantitéit, därer et keng Kompromesser ginn.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Mir kommen elo zu Fro Nummer 11 vum Här Aly Jaerling un de Minister fir d'sozial Sécherheet iwwert d'Pensiounen am Privatsecteur. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

- Question N° 11 du 16 novembre 2004 de Monsieur le Député Aly Jaerling au sujet des pensions dans le secteur privé, adressée au Ministre de la Sécurité sociale

M. Aly Jaerling (ADR). - Här President, den 1. am Wäimount 2004 war eng Indexbranche fälleg; d'Rentner an d'Unfallrentner aus dem Privatsecteur hunn dës Branche awer net mat hirer Pensioun vum Wäimount 2004 ausbezuelet krit. Aus der Press war gewuer ze ginn, dass dës géif mat der Joresofrechnung vum Chrëschtmount dëst Joer geschéien, dëst, well d'Informatioun iwwert dës Indexbranche ze spéit matgedeelt gi wier.

Gutt, dat ka jo mol virkommen. Gewuer ze gi war awer och aus verschiddene Quellen, dass d'Index-

branchen a verschiddene Beräicher awer am Wäimount ausbezuelet gi sinn, dëst zum Beispill an der Fonction publique, wou och d'Gehälter an d'Pensiounen am viraus bezuelet ginn, wéi grad bei de Pensiounen aus dem Privatsecteur.

Dofir meng Fro un den Här Minister: Firwat konnt déi Indexbranche un d'Rentner an d'Unfallrentner aus dem Privatsecteur net am Wäimount ausbezuelet ginn? Firwat gëtt d'Nozuelung eréischt am Chrëschtmount mat der Joresofrechnung ausbezuelet anstatt am Wantermount 2004, sou wéi dat hatt kënne sinn?

Sinn d'Indexpassungen op Pensiounen respektiv Gehälter, déi och am Viraus bezuelet ginn, effektiv am Wäimount ausbezuelet ginn? Wa jo, wiesou konnt dat méiglech sinn, an net méiglech sinn, dat och op d'Pensiounen vum Privatsecteur ausgedehnt, wou jo awer praktesch déiselwecht Servicer zousänneg si fir de Berechnungsmodus an och fir d'Berechnung vun deene Pensiounen?

M. le Président. - Merci, Här Jaerling. Den Här Mars Di Bartolomeo, Minister fir d'sozial Sécherheet, huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Merci, Här President. Effektiv, wéi den Här Jaerling richteg gesot huet, konnt d'Pensiounen am Privatsecteur net am Oktober un den Index ugepasst ginn, well d'Informatioun relativ spéit komm ass an trotz enger Rei vun Nofroen et ëmmer nach um Wackele war. Bis déi definitiv Informatioun komm ass, dass den Index géif erfallen, war de System lancéiert, fir d'Pensiounen fir den Oktober ausbezuelen.

Dir wësst, dass déi Pensiounen virbezuelet ginn an dass bei deene verschiddene Servicer déi Operationen zu verschiddenen Deeg lancéiert ginn. Wa mir déi Informatioun een oder zwee Deeg éischter krit hätten, oder mir mat definitiv Sécherheet bestäetgt hätten, dass den Index erfällt, dann hätt dat nach am Oktober kënne geschéien. Souwäit ech als Sozialminister d'Responsabilitéit dofir hunn, entschëllegen ech mech selbstverständlech och bei deene Leit, déi net wéi aner zu deem Zäitpunkt den Index kritt hunn.

Et ass och richteg, dass et beim Stat insgesamt geklappt huet, well eben de System do méiglecherweis een oder zwee Deeg méi spéit lancéiert ginn ass. Richteg ass och, dass déi Differenz, déi de Pensionären nach geschëllt ass, am Dezember ausbezuelet gëtt, zesumme mat der Joresendzoulag. Ech muss lech soen, dass ech do net am Detail verstanen hunn, firwat dass dat net hatt kënne beim Novembermount geschéien. Et ass esou, dass technesch Argumenter virbruecht ginn, an och an enzelne Fäll zousätzlech Virementskäschten hätte kënne entstoën.

Ech muss lech awer soen, fir dass an Zukunft sou Retardé verhënnert kënne ginn - iwwerregens ass dat net déi éischte Kéier passéiert -, mir wäerte probéiere verlässlech Informatiounen iwwert d'Indexpassung mat Zäit ze kréien, fir dann och d'Pensiounen am Privatsecteur zu deemselwechten Zäitpunkt unzepasse wéi an anere Secteuren. Wéi gesot, et ass geschitt an et soll een da kucken, dass mir an Zukunft an alle Secteuren dat gläichzäitig kënne maachen. Fir d'Assuréeën entsteet allerdéngs kee Schued, well selbstverständlech dat, wat net am Oktober ausbezuelet ginn ass, nobezuelet wäert ginn, also am Dezember.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Minister, fir Är detailléiert Äntwert. Als nächst hu mir d'Fro Nummer 12 vum Här Marcel Glesener un de Verdeedegungsminister iwwer eng méi grouss Professionalisatioun

vun eiser Arméi. Här Glesener, Dir hutt d'Wuert.

- Question N° 12 du 16 novembre 2004 de Monsieur le Député Marcel Glesener au sujet de la professionnalisation accrue de l'armée luxembourgeoise, adressée au Ministre de la Défense

M. Marcel Glesener (CSV). - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, geleeëntlech vum Patronatsfest vun eiser Arméi, déi lescht Woch, huet den Här Frieden, den Arméiminister, a senger Usprooch zum Ausdruck bruecht, hie géif sech Gedanke maachen iwwer eng verstärkte Professionalisierung vun eiser Arméi. Déi Ausso vum Här Frieden huet Ulass gi fir divers Spekulationen, net nëmme an Arméikreeser, mä och doriwwer eraus, an dofir war ech och der Meenung, et wier gutt wann den Här Frieden d'Geleeënheet géif kréien, fir hei an der Chamber an der Öffentlechkeet déi noutwendeg Erklärungen ze ginn.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Glesener. Den Här Verdeedegungsminister Luc Frieden huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, Ministre de la Défense. - Här President, d'Welt huet geännert an d'Aufgaben, déi op d'Lëtzebuerger Arméi zoukommen, hunn och geännert. Dofir war ech am Fong erstaunt, dat eng ganz Rei Leit erstaunt waren iwwert déi Aussoen, déi ech bei Geleeënheet vum Patronatsfest vun der Lëtzebuerger Arméi gemaach hunn. Während deene leschte 50 Joer huet sech d'Lëtzebuerger Arméi op ee Scénario virbereet, sou wéi déi aner Arméien an Europa, dee wou een ëmmer gehofft huet, dat en net géing anrieden, dat war den Ost-West-Konflikt, a Gott sei Dank ass d'Mauer gefall an dee Scénario besteet haut net méi.

Déi nei Erausforderung ass elo, fir datt d'europäesch Arméien am Kader vun der NATO an am Kader vun der Europäescher Unioun d'Krisenmanagement maachen op deene Plaze wou Onstabilitéit herrscht an duerno friddenserhaltend Missiounen maachen. Dofir ass souguer d'NATO wéi d'Europäesch Unioun amgaang sech total ze transforméieren am Kontext vun der Sécherheetspolitik an doriwwer kënnt d'Iddi op an Europa an an der NATO fir kleng Equipen ze hu vun Zaldoten, déi schnell kënne op enger Plaz agesat ginn; „NATO Response Force“ a „groupement tactique“ heescht dat bei der NATO respektiv bei der Europäescher Unioun. An d'Konzept ass esou, datt innerhalb vu fënnf Deeg muss esou eng Equipe vun Zaldote kënne agesat ginn a spéitstens no zéng Deeg operationell sinn.

Am nämlechte Kontext verlaangt d'NATO, datt wann ee Member ass vun der NATO, Lëtzebuerg ass Member vun der NATO, datt ee muss 8% vu sengen Zaldote permanent am Ausland hunn a 40% vu sengen Zaldoten déployabel hunn, also prett hu fir kënne an d'Ausland ze goen.

Wa mir Member vun der NATO wëlle bleiwen, wa mir Member wëlle si vun der europäescher Verdeedegungsolitik, da kënne mir net viruere mat deem aktuelle System vum duebele Volontariat; et ass ee Volontaire fir an d'Arméi ze goen an et ass ee Volontaire fir iergendswou am Ausland an den Asaz ze goen. Mir kënne op kenger vun deene Missiounen deelhuele, well mer ni

wëssen, wien da schlussendlech bereit ass an eng gewëssen Operationen ze goen, an doriwwer hu mer fir de Moment déi gréisste Schwieeregkeeten an der NATO an an der Unioun, déi eis soen: Dir profitéiert gäre vun der internationaler Stabilitéit, mä Dir bréngt et net fäerdeg Are Bäitrag ze leeschten.

Et ass doriwwer wou mer amgaang sinn eng Reflexioun ze féieren, fir ze kucke fir höchstwahrscheinlech nieft dem Statut vum Volontaire, dee seng Utilitéit huet notament an der Formatioun vu verschiddene Beruffer, déi mer am Lëtzebuerger Stat hunn, derniewent en Element ze hu vun enger Berufsarmee, vun Zaldoten, déi fir eng länger Zäit sech engagéieren an déi op Uerder vun der Regierung am internationale Kontext an der NATO an an der Europäescher Unioun kënne op deene Plazen agesat ginn, wou d'international Stabilitéit a Gefor ass, well extern Sécherheet an intern Sécherheet hänke ganz enk zesummen.

Dat Konzept iwwert d'Arméi vum Joer 2010 wëll ech an deenen nächsten dräi Méint finaliséieren fir och eng Niche ze fannen, déi kënnt vun der Lëtzebuerger Arméi am internationalen Asaz erfüllt ginn.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Minister Frieden. Den honorabelen Här Bettendorf wëllt mat der Fro Nummer 13 un de Bauteminister verschidden Opklärunge kréien iwwert den Echangeur Helfenterbréck. Här Bettendorf, Dir hutt d'Wuert.

- Question N° 13 du 16 novembre 2004 de Monsieur le Député Niki Bettendorf au sujet du réaménagement sécuritaire de l'échangeur Helfenterbruck, adressée au Ministre des Travaux publics

M. Niki Bettendorf (DP). - Merci, Här President. Et sinn am Fong geholl zwou Froen an enger, déi ech wollt un de Minister vun den Travaux publics stellen.

De 5. Mee 2004 hu mer hei an der Chamber d'Gesetz gestëmmt fir d'Autobunnopfaart op der Helfenterbréck méi sécher ze maachen. Dat ass e Gesetz wat fir d'Sécurité routièr op dëser Plaz vun extrem grousser Wichtigkeet ass. Accidenter sinn op där Plaz un der Dagesuerdnung, et sinn och schon Doudeger ginn. D'Situatioun ass einfach katastrophal an et ass net auszedenken, wann eng Kéier do e Bensinscamion, deen aus der Zone pétrolière do erop kënnt, wann do eng Kéier géif nach méi e groussen Accident geschéien.

Dofir ass meng Fro un den Här Minister, datt dat Gesetz, wat mer 2004 gestëmmt hunn, wat een excellent Gesetz ass; dofir wësst ech gären, wéi et an der Praxis wier, wéini dass dat Gesetz kënnt ëmgesat ginn a wéini mat deenen Aarbechte kënnt ugefange ginn.

Do derniewent, an deem Zesummenhang, hu mer d'Route nationale 34, déi vun Helfent, vun der Lonkecherstrooss op d'Areler Strooss geet, déi ass zu 2/3 fäerdeg. Dat Stéck an der Mëtt tëschent der Route de Strassen, de Rondpoint Route de Strassen an de Rondpoint an der Rue de l'Industrie, dat Stéck feelt, a just dat Stéck ass extrem wichteg zum Beispill fir d'Autobunnpolizei oder fir d'Streedéngsachter vun de Ponts et Chaussées, fir do a kuerzer Zäit op d'Autobunn kënne eropzekommen. Or, ech weess dass den Tracé vun der Strooss op Dränge vun der ITM eng Kéier licht geännert ginn ass, mä et si lo zwee, dräi Joer hier dass déi Strooss am Bau ass an nach ëmmer net fäerdeg ass. Si ass och vun extrem grousser Wichtigkeet, an dofir hätt ech

gäre vum Här Minister gewosst, wéini dass et mat deenen Aufgabe kënnt ugoen.

Ech soen lech Merci am Viraus.

M. le Président. - Merci, Här Bettendorf. Den Här Bauteminister Claude Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics. - Merci, Här President. Op d'Fro vum Här Bettendorf, wat am Fong zwou verschidde Froen sinn, wëll ech ganz kuerz äntweren.

Wat déi éischt Fro ugeet, dat ass den Ufank vun de Bauten, wat den Echangeur Helfenterbréck ugeet, dee jo gestëmmt ginn ass nach virun der Vakanz, ass effektiv, seet en, e ganz wichtige Projet, well e béuechtlech d'Sécurité op deem Punkt, op där Ausfaart do vun der Autobunn wäert verbesseren.

Et muss een awer och wëssen, op där anerer Säit, datt dee Projet an zwee Stécker ass, an ee wiesentlech Stéck dovunner ass och de Giratoire, dee sech op der N5 op der Lonkecherstrooss befënt an deen och Partie prenante vun deem Gesetzestext do ass. Och do muss ee soen, datt d'Totalitéit vun den Emprisé momentan nach net gemaach gi sinn, déi engem et géifen erlaben, fir op déi Partie op jiddede Fall unzefänken; dat engersäits.

An et muss een och wëssen, datt mer jo am Kader vun deene Recommandatiounen, déi mer am Avis vun der Cour des Comptes kritt hunn, éier mer esou Projeten ufänken, kloer an daitlech gesot kréien, datt all Emprisé mussen am Besëtz vum Stat sinn éier ee soll mat den Texter ufänken; dat ass dat éischt.

Dat zweet, wat ech do wëll soen, dat ass datt momentan amgaang ass mat de SEBES-Leitungen, déi nach musse verluecht ginn, wann een Deel vum Echangeur selwer, also hei elo net de Giratoire, den Echangeur selwer, gebaut gëtt, do den Dossier bei d'Ponts et Chaussées momentan a Preparatioun ass an datt dat Ofkommen amgaang ass definitiv gemaach ze ginn an duerno muss genehmt ginn, éier dann d'Aarbechte vum Echangeur selwer vun der Helfenterbréck kënne lass goen.

Ech hu mer ofgewinnt prezis Datumen ze nennen, well ech mat prezisen Datumen an deenen Domänen normalerweis gesinn, datt ech se net esou agehale kréie wéi ech se wëll anhalen. Ech si mer awer bewosst, Här Bettendorf, datt dat hei e wichtige Projet ass, aus Sécherheetsgrënn e wichtige Projet, an datt mer op alle Fall sou schnell wéi méiglech wäerten och déi noutwendeg administrativ Schrëtt maachen, fir prett ze si fir unzefänken.

Deen zweeten Deel vun Ärer Fro, do hutt Der d'Äntwerten zu engem Deel jo scho selwer ginn. De Projet ass zu engem Deel retardéiert ginn, aus deene Sécherheetsgrënn, déi doranner bestanen hunn, datt deen éischten Tracé, dee gezeecht war, no bei de Bensinsréservoir war an do duerch den Tracé huet misse licht ëmgeännert ginn. An Zwëschenzäit ass dann och deen Tracé fixéiert a mer wëssen och vun ITM, datt mer e genehmt kréien, esou wéi e lo läit. Do sinn awer, souwäit meng Servicer mer den Dossier erkläert hunn, och nach eng Rei Froen vum Emprisen déi ze kläre sinn an déi einsteiweilen den Ufank vun deenen Aarbechten do blockéieren. An eng drëtt Saach wëll ech dann hannendru soen, well se mer och an all deenen Diskussiounen, déi mer an der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire haten an der leschter Zäit, wichteg waren, datt ass datt ech de Servicer gesot hunn, notament wat deen zweeten Deel vun Ärer Fro ugeet, datt ech gär verifiéiert hätt, wéi wäit mer elo fir dës Étape e separate Gesetzestext bräichten oder net, fir sécher ze goen datt ech do och an alle Pro-

zedure richtig leien, an zwar vun Ufank u richtig leien. Dat ass dann nach eng zousätzlech Fro derbäi.

Mä och hei wëll ech lech just soen, datt ech mer bewosst sinn, datt et e Projet ass, wou mer solle schnell maachen, well mer déi zwee Dealer nach hannen a vir vum Projet jo scho gemaach hunn, an datt déi am Fong geholl hire ganze Wäert eréischt kréien, wann deen Deel an der Mëtt fäerdeg ass. Voilà.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Als nächst hu mer d'Fro Nummer 14 vun der Madame Claudia Dall'Agnol an de Minister fir d'sozial Sécherheet iwwert d'Décisionen vun der Generalversammlung vun der Union des Caisses de Maladie. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

- Question N° 14 du 12 novembre 2004 de Madame la Députée Claudia Dall'Agnol concernant les démarches au sujet des décisions prises par l'Assemblée générale de l'Union des Caisses de Maladie, adressée au Ministre de la Sécurité sociale

Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP). - Merci, Här President. Dir Hären aus der Regierung, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, d'Generalversammlung vun der UCM ass eriwuer, an dëst mat deene bekanntene Resultater.

Meng Fro un den Här Minister wär lo déi fir gewuer ze ginn, wéi geet et weider a wéi sinn notament déi nächst Démarchen. Konkret: Wéini kënn d'Quadrupartite erëm zesammen? Well an engem éischten Austausch mat der Quadrupartite si jo schonns nohaltig Moosnamen diskutéiert ginn. Wéi soll et domat weider goen? Oder ass et no den Décisionen vun der Generalversammlung gedoen? Ass lo keen Defizit méi do? Si mat deene Moosnamen d'Keesen erëm am Gläichgewicht oder wat kënn nach no? A wéi sinn eben hei déi verschidden Etappen?

Et gëtt och vill vum utile a vum nécessaire geschwat: Gëtt och dat nach méi kloer definéiert? Och d'Responsabiliséierung vun deene verschiddenen Acteuren ass schonns ugeschwat ginn, och thematiséiert ginn, an och hei: Wat kann ee sech méi konkret dodrënner virstellen? An zum Schluss vläicht nach: Wat ass nach vu weidere Spuermoosnamen an der Diskussion?

Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président. - Merci, Madame Dall'Agnol. Den Här Mars Di Bartolomeo, Minister fir Gesondheet a sozial Sécherheet, huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Merci, Här President. Ech huele mech léiwer direkt selwer an d'Gitt, well dat do ass e Sujet, iwwert deen ee méi laang wéi véier Minutte ka schwätzen; ech wäert mech awer drun halen.

(Interruptions)

Effektiv ass et net esou, dass elo mat de Moosname vun der Generalversammlung vun der Union des Caisses de Maladie d'Problemer geléist sinn. Dir wësst, dass mer unni den Transfert vun de Pensionskeese vum leschte Joer am Joer 2005 eigentlech mat engem Découvert vun 100 Milliounen Euro konfrontéiert wäeren. Dat, wat d'Union des Caisses de Maladie elo decidéiert huet, ass en anstännege Mix, deen eis Zäit gëtt fir ze iwwerleeën, fir méi nohaltig Mesuren nokommen ze loossen.

Dat heescht, et ass eigentlech eng Schounfrist, déi mir eis ginn hunn, wou Moosnamen decidéiert gi sinn, déi kengem ze vill wéi dinn. An ech ënnersträichen dat, well wann een dee ganzen Defizit hätt wëllen épongéieren an net de Spuerdrock hätt wëllen halen, dann hätt een d'Bäitrag net missen ëm 0,3%, mä ëm 0,5% erhéijen. Mir wollten dat awer net maachen, well mir der Meenung sinn, dass iwwer eng Rei vun anere Moosnamen e Spuerpotenzial do ass.

Déi einfach Mëttelen, déi einfach Léisungen, déi louchen och um Dësch, déi wollte mir net, déi hätte geheescht, méi eng héich Participatioun vun den Assuréeen a Senkung vun de Leeschtungen. Mir sinn der Meenung, dass d'Zäit dofir net komm ass an dass d'Zäit do ass, fir méi Responsabilitéit ze iwwerhuelen.

Dir wësst, dass an der Santépolitik wäert an deenen nächste Jore vill méi op Preventioun gesat ginn, op méi gesond Liewensaart a -weis, mä mir maachen eis net d'Illusioun, dass ee kuerzfristeg domat Defiziter gesenkt kritt, mä jiddefalls awer d'Liewensqualität verbessert kritt a laangfristeg och d'Liewensqualität vun de Keesen.

Dat, wat mir wëlle maachen a wäerte maachen, dat ass Sensibiliséierung, Informatioun, Responsabiliséierung, Kontroll. A Kontroll ass näischt Negatives, well deen, dee sech un d'Spilleregelen hält, brauch keng Kontroll ze fäerten. Dee sech allerdéngs net un d'Spilleregelen hält, an dat géllt souwuel fir den Assuré wéi fir de Prestataire oder de Prescripteur, dee muss domat rechnen, dass méi wéi an der Vergaangenheet gekuckt gëtt, ob ee responsabel mat de Mëttelen ëmgeet. Wie fuddelt gëtt gestrooft!

Konkret ass et esou, dass vu gëschter un en Aarbechtsgrupp funktionéiert um Niveau Sécurité sociale, fir déi Propositionen, déi vun der Quadrupartite definéiert gi sinn, a Musek ëmzesetzen. Konkret ass et esou, dass d'Quadrupartite schonn erëm Enn Februar, uganks März wäert zesammekommen. Konkret ass et esou, dass de Comité scientifique, deen den utile an den nécessaire soll definéieren, amgang ass opgestallt ze ginn. Konkret ass et esou, dass mir an der Diskussion mat de Spideeler och d'Spideeler wëllen an d'Spuepotenzial an an d'Spuebestriewung mat abannen, an och do: Spueren ass näischt Negatives, well wann ee seng Mëttele gutt asetzt, da behält een dee Spitt fir dat ze investéieren, wat een zu Verbesserung vun der Qualitéit brauch. Da wäerte mir den 2. Dezember och Verbesserung bréngen, zum Beispill iwwert de Projet de loi fir de Re-remboursement vun den homöopathesche Mëttelen, dee virun d'Chamber kënn, a spéitstens am Januar kënn de Projet 5322, do wou et drëm geet fir d'Décisionen vun dem Comité de coordination tripartite betreffend d'Krankeschäiner a Musek ëmzesetzen.

Konklusioun: Mir hunn eis eng Schounfrist gesécher, mir wäerten déi nächste Kéier net brauchen iwwer Bäitragserhéijungen ze diskutéieren, wa jiddefree seng Responsabilitéit iwwerhëlt. Mir all hunn et also an der Hand.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Di Bartolomeo. Da komme mer zur Fro Nummer 15 vun der Här Emile Calmes un den Innenminister iwwert de Bäitrag vun der Gemeng Baastenduerf an de Syndicat du Crématoire de Luxembourg. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

- Question N° 15 du 16 novembre 2004 de Monsieur le Député Emile Calmes concernant l'adhésion de la commune de Bastendorf au

Syndicat du Crématoire de Luxembourg, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Emile Calmes (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Virfeld vun deem Gesetz, iwwert dat mir muer den Owend dann hei wäerten diskutéieren, an nodeems iwwert de Rapport an der zoustänneger Kommissioun ofgestëmmt ginn ass, sinn ech op e Problem opmierksam gemaach ginn, dee sech ënner Emstänn kéint stellen no der Fusioun da vun deenen zwou Gemenge Baastenduerf a Furen.

De Fall ass esou, datt am Syndicat intercommunal du Crématoire eng vun deenen zwou Gemengen dran ass, dat ass d'Gemeng Furen, an d'Gemeng Baastenduerf ass et net. Op där anerer Säit ass et jo dann esou, datt, fir an dee Syndicat ze kommen, en Apport au capital, e Bäitrag huet misse bezuelt ginn, deen da vun der Gemeng Furen bezuelt ginn ass, awer nach net vun der Gemeng Baastenduerf.

D'Fro, déi sech am Fong geholl stellt, ass, ob een dat net am Gesetz hätt misse virgesinn, fir dee Problem hei ze regelen, well dat soss néierens virgesinn ass. A vu datt dat net de Fall ass, wollt ech d'Fro stellen, wéi dat da lo vir sech geet, fir déi Gemeng Baastenduerf, déi da bleibt, an dee Syndicat hei eranzekréien.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Calmes. Den Här Minister Jean-Marie Halsdorf huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, a sech werft den Här Calmes eng Fro op, et schéngt him hei, wéi wa keng Indikatiounen do wäeren a Modalitéiten, wéi dat hei kënn iwwert d'Bühn goen.

Ech muss awer soen, dass hei am Fong geholl dese Projet oder des Démarche ganz kloer ass. Hei spillt d'Autonomie communale, a wann d'Autonomie communale spillt, dann ass et esou, dass all Gemeng fräi kann entscheeden, an deem Fall all Gemengerot fräi kann entscheeden, wéi engem Syndicat en zoutritt. Dat ass am Syndicatsgesetz vum 23. Februar 2001 esou festgehale an d'Gemeng Baastenduerf, déi muss elo kucken ob se do zoutrieden oder net zoutriede wëllt. Wëllt se dat net maachen, da muss deen neie Gemengerot, dee vum 1. Januar 2006 un ass, dat decidéieren, ob en dat wëllt oder ob en dat net wëllt, ob e sech wëllt zréckzéien. Dat ass ganz kloer, do wëlle mir eis och guer net améschen.

Dofir hutt Dir déi Fro gestallt, ob mir do sollten, fir esou Situatiounen an Zukunft ze évitéieren. Mir wëllen d'Autonomie communale spille loossen, mir mëschen eis also net an an déi Prozeduren, wëll se sou kloer sinn, wéi ech lech se lo hei virgedroen hunn. Déi mussen dann och sou iwwert d'Bühn goen, wéi et ass. Ech weess och, dass déi Gemengepäpp, déi hei concernéiert sinn, sech conscient sinn, also bewosst sinn, datt hei musse Solutiounen gesicht ginn. Dat hei ass net deen eenzege Problem, deen am Kader vun deser Fusioun muss harmoniséiert ginn, mä, wéi gesot, si hu bis den 1. Januar 2006 Zäit fir praktesch Léisungen ze fannen, an deem Fall wéi gesot entweder Baastenduerf jo oder Baastenduerf neen, a wann net, dann déi nei Gemeng jo oder neen. Voilà.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Minister Halsdorf. Als nächst Fro hu mer d'Fro Nummer 16 vun der honorabelen Här Mosar un de Budgetminister iwwert den Néierschlag vun der Erhéijung vun de Krankekeesebeitrag op eise Budget. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

- Question N° 16 du 16 novembre 2004 de Monsieur le Député Laurent Mosar au sujet des répercussions budgétaires des récentes décisions de l'Assemblée générale de l'Union des Caisses de Maladie, adressée au Ministre du Trésor et du Budget

M. Laurent Mosar (CSV). - Meng Fro, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass eng ganz kuerz. D'lescht Woch sinn am Kader vun der Generalversammlung vun de Krankekeesen eng ganz Rei vu Moosnamen ugeholl ginn, ënnert deenen och eng Erhéijung vun de Cotisatiounen ass. Ech wëll vum Budgetminister wëssen, wat des Moosname fir en Impakt op de Budget 2005 wäerten hunn.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Mosar. Den Här Budgetminister Luc Frieden huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. - Här President, et ass effektiv esou, datt déi Décisionen, déi geholl gi sinn am Kontext vun der Assemblée vun de Krankekeesen, datt déi net nëmmen d'Leit betreffen an d'Betriber betreffen, mä datt déi selbstverständlech och eng Inzidenz hunn op de Stat.

Déi Augmentatioun vun de Cotisatiounen, déi do beschloss ginn ass, kascht de Lëtzebuerger Stat, an domadder de Steierzueler - well de Stat géréiert d'Sue vun de Steierzueler -, am nächste Joer ronn 26,5 Milliounen Euro. 26,5 Milliounen Euro, dat ass eng ganz considéerabel Zomm, an ech muss d'Chamber och doriwwer informéieren, an dofir héchstwahrscheinlech d'Fro vun dem Kolleg Mosar, dee jo Budgetsrapporteur ass, datt mir selbstverständlech där do Décision am Projet de budget fir d'nächst Joer net konnte Rechnung droen, well dee Budgetsprojert jo schonn dee Moment déposiert war.

Am Budget ass virgesinn als Contributioun vum Stat un d'Krankekeesen déi Gesamtzomm vu 437 Milliounen Euro. 437 Milliounen Euro, dat baséiert natierlech op enger Estimatioun, an dofir kann een dat ni mat 100%eger Präzisioun festleeën, wéi vill déi Contributioun vum Stat ass. Mir mussen also héchstwahrscheinlech am Laf vun nächste Joer dee Kredit upassen, iwwer en Dépassement; elo upasse geet net. Ech gesinn och net, wéi mer dat, well mer dat op Hypothese baséiert hunn, maachen. Mä et muss ee wëssen, dass déi 26,5 Milliounen Euro, déi mer heifir ausginn, net fir aner Saachen do sinn.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Frieden, fir Är Äntwert. Als nächst hu mer d'Fro Nummer 17 vun der honorabelen Här Fayot un den Här Innenminister iwwert d'Aféierung vun enger Taxe sur l'occupation de logements. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

- Question N° 17 du 15 novembre 2004 de Monsieur le Député Ben Fayot au sujet d'une introduction éventuelle d'une taxe sur l'occupation de logements

destinés à l'habitation et utilisés à des fins commerciales, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Ben Fayot (LSAP). - Här President, et ass gewosst, dass an de Stiet vun onsem Land, besonnesch an der Haaptstad, ganz vill Wunnenge mat der Zäit ënnert dem Drock vun der Immobilienspekulatioun zu Bureauen transforméiert gi sinn. Dat ass natierlech besonnesch frappant an engem zentrale Quartier an awer och an der Périphérie vun deem zentrale Quartier, an déi Evolutioun dauert scho ganz laang, op d'mannst schonn 20, 30 Joer; op jidde Fall wat d'Stad Lëtzebuerg ueget.

D'Augmentatiounen hunn hire Bebauungsplang an hir Dispositionen iwwert d'Utilisatioun vun deenen eenzelne Quartieren, an do gëtt et Quartieren, déi sollen dem Bebauungsplang no exklusiv dem Habitat reservéiert sinn, anerer, wou Utilisatiounen mixtes sinn, mä nach constatéiert een, dass et géint de Bebauungsplang esou Transformatiounen vu Wunnengen a Bureauen, respektiv an anerer Arten Aktivitéite geschitt sinn.

D'Autoritéite soen, dass se keng Méiglechkeet hätte fir dogéint unzegen, an ech hu viru kuerzem an engem Gespréich zwëschen dem Här Innenminister an dem Här Helming, Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg, héieren, wéi Rieds gaangen ass fir dee Problem duerch eng Taxe an de Grëff ze kréien.

An ech wollt dofir den Här Innenminister froen, wéi hie sech dat virstellt a wéi d'Modalitéiten dofir kéinte sinn.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Fayot. Den Här Innenminister huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Fro vun Här Fayot kann ech sécherlech ganz gutt verstoen, well ech selwer mol d'Kap vun engem Buergermeeschter un hat an ech weess, dass dat e Problem ass. Et ass och richtig, dass mer an engem Gespréich mam Paul Helming, dem Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg, am Kader vun deem Masterplan „Ban de Gasperich“, déi Fro opgeworf hunn, well jo do am Fong geholl am ganzen 30.000 Bürosplaz geschaft ginn, an op där anerer Säit awer gewosst ass, dass an der Stad Lëtzebuerg selwer 80.000 m² si vu Flächen, wat Wunnfläche sinn, déi als Bureau benotzt ginn, an dass et also net evident ass, wann een op där enger Säit esou eppes kreéiert, dass op där anerer Säit dann och eng Äntwert dorop kënn.

An do musse mer eis Moyenë ginn, mä d'Moyenen u sech, déi si virgezechent, an zwar iwwert d'Gesetz vum Aménagement communal. Wann een och do de Règlement grand-ducal kuckt, d'Exekutiounsgesetz vum Contenu vum PAG, dee jo d'Urbanisatioun definéiert, dee seet am Artikel 11 an de Zones d'habitation: «Les zones d'habitation englobent les terrains réservés à titre principal aux habitations.» Et ass also à titre principal aux habitations. An da seet en: «Y sont également admises des activités de commerce, de service artisanal et de loisirs...» an esou weider, dat heescht des professions libérales, des établissements socio-culturels.

Also déi Mixitéit ass eppes wat normal ass u sech an de Wee dann och kloer virgezechent iwwert d'Gesetz, respektiv den Artikel 107, dee seet heizou: «...enfreigne de quelque manière que ce soit...» Do kënnen dann de Buergermeeschter, respektiv d'Gemen-

genautoritéite virgoen. Dat ass de Wee à titre principal.

Wann een elo à titre subsidiaire géif eng Tax aféieren, déi dann och géif vun der Gemeng ageféiert ginn, dat schéngt mer e bësse komesch an diskutabel, mä et schéngt mer awer derwärt fir driwwer nozedenken an ech mengen et sollt een déi Diskussiounen an déi Weeër hei elo kucken, wann een déi Etüde vun deenen neie PAGE mécht. Do muss jo Études préparatoires gemaach ginn an do kann ee jo vläicht d'Konditiounen drasetzen oder Elementer afléisse loosse, déi engem Méiglecheete ginn, déi nach vläicht anerer si wéi déi, déi d'Gesetz virgesäit.

Mä esou sympathesch wéi d'Iddi vun der Tax och ass, fir se einfach esou iwwert d'Bühn ze zéien, dat schéngt mer juristescht gesi ganz komplizéiert a ganz schwéier, esou dass mer kucke fir iwwert de Wee - wou ech lech elo gesot hunn - vun den Études préparatoires vun de PAGen ze goen; dat schéngt mer eng Pist ze sinn.

An déi zweet, déi mer nach hunn, déi stécht net ëmmer eraus, dat ass déi wou ech och mam Här Boden am Kader vum Logement ofgeschwat hunn, do kënt en neit Mietgesetz an do sollen och Pein virgesi ginn, wann am Loyersgesetz Affektatiounen net esou respektéiert gi wéi et ass.

Dat ass eng aner Pist, déi huet natierlech näischt mat deem heiten an deem Sënn vun der Urbanisatioun ze dinn, mä et ass awer och eng Méiglecheet oder e Moyer fir och do Drock ze maachen. Kloer ass et, mir mussen eis alleguerten dru gi fir de Problem an de Gréff ze kréien, an dofir fannen ech Är Fro och richteg an déi Diskussioun soll een och féieren.

M. le Président. - Merci, Här Innenminister. Mir kommen dann elo an déi lescht Fro fir haut, an dat ass d'Fro Nummer 18 vum honorablen Här Scheuer an de Bauteminer iwwert d'Sécherheitsbestëmmungen an dem Lycée technique Mathias Adam zu Déifferdeng. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

- Question N° 18 du 15 novembre 2004 de Monsieur le Député Jos Scheuer au sujet des mesures de sécurité au bâtiment scolaire «Jenker» du Lycée Technique Mathias Adam à Differdange, adressée au Ministre des Travaux publics

M. Jos Scheuer (LSAP). - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, am Joer 2003 ass en Avant-projet de loi entstanen, dee folgenden Titel huet: „Transformation et extension du Lycée technique Mathias Adam annexe Jenker à Differdange“, a fir d'Réentrée scolaire 2004-2005 ass eng Lésch publizéiert ginn, wat fir eng Bauprojeten an der Educatioun a fir den Educatiounsministère solle realiséiert ginn: Dat si 14 nei Infrastrukturen, déi relativ fäerdeg sinn oder ganz fäerdeg sinn, déi op den Instanze-wee kënnen goen, a fénnef Projeten, déi nach an der Préparatioun sinn.

Elo ass et esou, dat just déi Annexe Jenker zu ganz vill Diskussiounen féiert. An där Annexe Jenker ass de Préparatoire ënnerbruecht an d'Leit hunn esou bëssen d'Impressioun - dat géllt fir d'Direktioun, fir d'Eléven an och fir d'Professeren -, wéi wann de Préparatoire och um Niveau vun den Infrastrukturen e bëssen „Parent pauvre“ vun der Lëtzeburger Educatioun an och an deem Fall vun den Travaux publics wier, déi jo exekutieren.

Ech wollt éischtens froen: Wéi gesäit et mat deem Projet de loi aus, wou ass en drun a wéi ass den

Timing? An déi zweet Fro, déi sech stellt, déi schléisst sech logesch dorun un, vu datt jo awer eng gewëssen Zäit gebraucht gëtt, dat ass dass mer eis Gedanke maache mussen, wéi mer d'Konditiounen vun der Hygiène a vun der Salubritéit an deem besteende Gebai kënnen esou an d'Rei setzen, datt enner anstännege Konditiounen Schoul gehale gi kann.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Scheuer. Den Här Bauteminer Claude Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics. - Merci, Här President. Ech soen dem Här Scheuer och Merci fir seng Fro, well et gëtt mer d'Geleeënheet hei eng Kéier de Point vun deem Dossier ze maachen. En Dossier, dee fir mech e wichtege Dossier ass, well eng vun de Prioritéiten ewenterweis vun deser Regierung och déi muss sinn, datt mer och weider kommen am Schoulbau, datt mer déi Projeten, déi mer fir déi nächst Jore brauchen, déi deelweis och scho vun der leschter Regierung ugefaange gi sinn, esou schnell wéi méiglech an eng Phas kréien, wou mer se kënnen fir de Schoulgebrauch gebrauchen.

Hei geet et ëm e Projet, deem u sech no der Integratioun vum Régime préparatoire an d'Lycée-technique doraus entstanen ass, datt 1998 de Jenker vun der Déifferdenger Gemeng ofkaaft ginn ass. Déi Zäit, wéi e vum Stat kaaft ginn ass, war e schon an engem Zoustand, deem net ganz gutt war. Et sinn eng Rei Moosnamen, Aarbechte geholl ginn, wat Basisarbechte waren, fir d'Sécherheit, zum Beispill d'Mise en conformité vun de Läschsysteemer, d'Mise en conformité vum Beliichtungssystem, d'Elaboratioun vun de Plans d'évacuation, de Renforcement vun Dieren, vun Accèsen vu Grillagë vu Fënsteren, fir einfach ze kucke fir d'Gebai e weineg ofzesécheren.

Elo ass et awer ganz kloer datt et noutwendeg ass, datt eng gréisser Revisioun vum Gebai gemaach gëtt an datt e groussen Deal dovunner ganz einfach nei gebaut gëtt. An dat ass och e Projet, deem an der leschter Regierung scho relativ wäit virbereet ginn ass, well en Avant-projet de loi en tant que tel fäerdeg ass. Ech hunn deem Avant-projet elo nach eng Kéier an deene leschte Wochen aus zwee Grënn vu menge Servicer duerchkucke gelooss, och well mer nach eng Kéier wollten assuréiere wéi de Phasage géng geschéien, fir de Schoulgebrauch esou ze maachen, datt en och méiglech wier an ofgesécheret kënt gi während de Bauarbeiten, déi da mussen do stattfannen, well mir kënnen déi Schoul net eidel maachen; et muss also an engem Phasage geschafft ginn, dat op där enger Säit.

An zweetens dann, och fir nach eng Kéier ofzesécheren, a wat fir enger Prozedur dat leeft, just fir nach eng Kéier ganz kuerz ze erklären, wat den Avant-projet elo virgesäit. Den Avant-projet gesäit vir, datt fir d'éischt en neie Fligel gebaut gëtt an der Rue Frieden, datt dann d'Démolitioun an den Neibau vun de Sportssäll gemaach gëtt an da schlussendlech d'Rénovation vun dem zentrale Fligel, deem aktuell schon existéiert.

Et muss een och wëssen, datt duerch de Fait, datt dee Phasage esou entsteet, erheblech Méikäschten do sinn, déi awer einfach noutwenneg sinn, wann ee wëllt de Fonctionnement vun der Schoul während där ganzer Zäit assuréieren; an déi bedroe ronn 1.850.000 Euro.

Stellt sech dann zum allerleschten nach d'Fro, a wat fir eng Prozedur mer hei ginn, well hei ass elo e Projet, dee quasiment prett ass fir déposéiert ze ginn. D'Educatioun kuckt en elo kuerzfristeg nach eng Kéier no an da wäerte mer en och hei an der Chamber déposéieren.

Da stellt sech fir mech d'Fro, ob mer en an déi Prozedur bréngen esou wéi mer et elo bei alle Bauprojeten an der lescht gemaach hunn oder ob mer deem hei an eng nei Prozedur bréngen, eventuell an e Second vote.

Dat ass eppes, wat mer nach mat der Chamberkommissioun mussen duerchdiskutieren, wéi och ëmmer. Mä ech géing proposéieren, datt mer hei dee schnellste Wee huelen. Well ech si mer och bewosst, datt dat hei e prioritäert Gebai ass an datt dee Projet och scho vun der leschter Regierung fäerdeg gemaach ginn ass a prett ass fir an d'Aarbechten ze goen. Voilà. Merci.

M. le Président. - Merci, Här Bauteminer. Domat ass dese Punkt, nämlech d'Froestonn un d'Regierung, ofgeschloss a mir kommen zum nächste Punkt vun eiseem Ordre du jour vun haut de Mëtten.

Do hu mer d'Interpellatioun vum Här Henri Kox iwwert d'Akerbaupolitik, d'Sécherheet vun den lesswueren an d'Liewensbedingung vum Véi. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deementsprechend opgedeelt. Den Interpellant huet 20 Minutten, d'CSV 34, d'LSAP 24, d'DP 20, DÉI GRÉNG 17 an den ADR 15, währenddeems d'Regierung 20 Minutten Zäit huet.

Eist Reglement gesäit vir, wann den Auteur vun der Interpellatioun déi Zäit, déi him laut Reglement zur Verfügung steet, iwwerscreit, dass dann déi Zäit imputéiert gëtt op d'Riedezäit vu sengem Grupp. Étant donné dass déi Gréng kee Riedner ageschriwwen hunn, mat Ausnahm vum Interpellant, kéimen deementsprechend fir den Interpellant 37 Minutten a Fro.

Här Kox, ech ginn lech d'Wuert an Dir hutt d'Recht déi Zäit voll auszeschöpfen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

5. Interpellation de M. Henri Kox relative à la politique agricole, la sécurité alimentaire, la santé et le bien-être des animaux

M. Henri Kox (DÉI GRÉNG), interpellateur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi sécher sinn eis Liewensmittel? Maachen eis Liewensmittel krank? Mat wat a wéi ginn eis Liewensmittel hiergestallt? Wou kommen eis Liewensmittel hier a wéi gi se transportéiert? Wéi gëtt d'Ëmwelt an d'Landschaft bei der Hierstellung vun de Liewensmittel belaauscht? Wéi eng Belaaschtung a Quale mussen d'Déieren erliden? Wéi ee Stellewärt huet eis Landwirtschaft nach an der Gesellschaft? Huet d'Landwirtschaft iwwerhaupt nach eng Zukunft an engem Héichlohnland wéi Lëtzebuerg?

Dat sinn alles Froen, déi nach virun net allze laanger Zäit hei op deser Tribün gestallt goufen. Froen, do sinn ech éierlech, déi net einfach nëmme mat enger Äntwert gekläert kënnen ginn, déi awer, wa se bis beäntwert sinn, nei Froen nees opwerfen, déi hirersäits erëm no neie Léisunge verlaangen. E Prozess also, dee stännege a Bewegung ass, eng Bewegung, déi wichteg ass, well si all Prozess no vir bréngt. Si ass de Garant fir d'Ännerung. Keng Bewegung ass Stéllstand a Stéllstand ass jo bekanntlech Réckstand. Dës Bewegung kann ee selwer steieren, domat och selwer beaflossen an domat och hir Vitesse bestëmmen an och kontrolléieren. Oder eng Bewegung, déi ee vu baussen erageluecht kritt an déi dann oft en onkontrolléiert Egeliewe kritt. Eng Bewegung also, wa se emol ausser Kontroll ass,

déi zu villen onnéidege Schied, Leed a Réckschléi féiert.

Dës war sécherlech de Fall bei der BSE-Kris, wou d'Landwirtschaft an net nëmme d'Landwirtschaft an eng déif gräifend Existenzkris gefouert gouf. Dobäi gouf vill onnéidege Parzelläin zerbrach. No esou turbulenten an onkontrolléierte Bewegunge stellt sech ëmmer nees d'Fro, ob mer doraus geléiert hunn. Si mer haut besser drop virbereet, wann d'Vitesse am Prozess nees méi grouss gëtt? Behale mer bei esou Wäissen den Tram nach op de Schinnen?

D'Chamber hat sech an deser turbulenten Zäit vill Gedanke gemaach an och eng ganz Rei vun Iwwerleeungen ugestallt. Et gouf en Hearing organiséiert wou sämtlech Organisatiounen an Associatiounen, déi mam Liewensmittel iergendwéi a Kontakt waren, gelauschtert goufen. Vum Stéck bis op den Dësch an nees zréck. Sämtlech Prozesser goufen dobäi belicht. En décke Rapport gouf verfaasst an e groussen Débat hei an der Chamber och ofgehalen. Vill Motiounen goufen dobäi eestëmmege hei ugeholl - op déi wäert ech am Laf vu menger Interpellatioun nach zréckkommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Summer 2004 zu Lëtzebuerg, schrecklech Biller vun engem Bauerenhaff vu Fréiseng. Déieren, déi net aartgerecht gehale goufen, hygiensch Zoustand, déi alles anescht wéi e gutt Bild vun enger nohalteger Landwirtschaft hannerlooss hunn. Et kann dach net sinn, mir hunn dach e performante System op d'Bee gestallt, deen esou Situatiounen net méi zouléisst, eng Cellule de concertation agriculture-santé, déi all Aspekter vun enger sécherer Liewensmittelproduktioun begleet. D'Gesondheet vum Produkt, aartgerechten Émgank mat Déieren a villes méi gëtt dach kontrolléiert. En trauregen Eenzelfall also?

„99% vun eise Bauere schaffe korrekt a maachen hiren Job anstännege“, esou emol d'Ausso vun offizieller Stell. Oktober 2004, erëm e Bild vun net aartgerecht gehalene Déiere kurséieren an de Medien. Och nëmme Eenzelfall? Éischt Reaktiounen vun der Veterinärsinspektioun weisen awer op strukturell Problemer am Secteur hin. Also dach keng Eenzelfall?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dräi Joer no dem Débat iwwert d'Landwirtschaft am Allgemengen an d'Liewensmittelsécherheet an Speziellen, stellt sech haut d'Fro wou mir stinn. Sinn déi Motiounen, déi deemools eestëmmege ugeholl goufen, haut emgesat? Sti mer haut besser do wat d'Liewensmittelsécherheet am Allgemenge betrëfft? Ass d'Agropolitik hei vu Lëtzebuerg ausgerüst op dat wat vum europäeschen Niveau nach alles op Lëtzebuerg kënn?

Dräi grouss Achse wëll ech dofir dévelloppéieren. En éischte Punkt méi allgemeng iwwert d'Produktioun, d'Promotioun an d'Commercialisatioun vu Produité vun héijer Qualitéit, dat besonnesch wat de Biolandbau ubelaangt. Hei interesséiert mech och speziell den Dialog, oder ob en Dialog gefouert ginn ass tëschent all den Intervenanten, siefen dat d'Produzenten, d'Distributeuren an d'Restaurateuren. Zum Schluss an deem Punkt nach eng Kéier d'Qualitéitslabelen, wou eng ganz Rei an der leschter Zäit entstanen sinn.

Beim zweete Punkt wëll ech op d'Liewensmittelsécherheet am Allgemengen an d'Gesondheet an de Bien-être vun deenen Déieren agoen.

A schlussendlech am drëtten Punkt wëll ech nach iwwert d'Agarreform schwätzen, déi jo bekanntlech 2005 uleeft.

Zum éischte Punkt. Ass eng Beerechaft do d'Qualitéit vun de Liewensmittel, d'Sécherheet vun de Konsumenten an de Schutz vun

der Ëmwelt iwwer all aner Ziler ze setzen? Ass de Willen do d'Biolandwirtschaft, déi zu Lëtzebuerg nach ëmmer nëmme marginal ass, an déi emol kaum 1% vun der gesamter Landwirtschaft ausmécht - am Wäibau ass se souguer nëmme homöopathesch -, méi staark ze ënnerstëtzen?

Ech zitieren aus dem Débat virun dräi Joer: „D'Tendenz weist daitlech no uewen. Lëtzebuerg hinkt, wat de Stellewärt vum biologesche Landbau ugeet, am Verglach zu deene verschiddeenen europäesche Partnerstaten, awer nach e gutt Stéck hannendrun. Ekonomesch, agronomesch, ethesch a gesellschaftlech Aspekter si fir en ökologescht ausgeriicht Bewirtschaftungssystem wichteg. Si striewe virun allem d'Erhalen, d'Verbesseren an d'Schoune vun den natierleche Ressourcen un, an d'Erhale vun der Natur mat hiren Eegewärter wéi Buedem, Waasser, Loft, Planzen, Déieren a villsäiteg Ökosysteemer a Landschaften.“

Et ass wichteg, dass Lëtzebuerg dem biologesche Landbau eng stabil Basis gëtt. Déi konventionell Landwirtschaft ka vun der biologescher Landwirtschaft profitéieren an d'Vertraue vum Konsument zréckgewannen, andeems si sech novollzäier ekologescht Kritäre setzt a respektéiert.“

A weider: „Fir d'Nofro nach weider ze stimuléieren, mussen breet ugeluechten, cibléiert Informations- a Sensibilisierungscampagnen lancéiert ginn. Och sollen eis Kantinen a Grousskichen hir Moolzechte mat regionalen an nationalen a mat Bioproduiten zoubereeden.“

Dat war, wéi Der vläicht héiere konnt, net onbedéngt eng Interpellatioun oder eng Ried vun deene Gréngen, neen, dat war e Passage aus enger Ried vun enger fréierer an neier Majoritéitsdeputéiert, nämlech aus der Ried vun der Madame Marie-Josée Frank. Ech kann nëmme soen, dass ech dat, wat deemools gesot ginn ass, zu 100% ënnerschreiw kann.

Leider stellen ech awer fest, dass an deem Beräich op Regierungssäit, wat de Biolandbau ugeet, net allze vill an deene leschte Jore passéiert ass. Sou wéi a ville Bäräicher, speziell an der Ëmweltpolitik, stellt een ëmmer nees fest, datt mir eis nëmme bewegen, wann eppes vu Bréssel erofdiktiert gëtt. Esou ass dat och erëm hei am Beräich vun der Biolandwirtschaft.

Sou stinn an engem Bericht vun der europäescher Commissioun ënnert dem Titel «Plan d'action européen en matière d'alimentation et d'agriculture biologiques», deem den 10. Juni 2004 publizéiert gouf, folgend Satz: «L'exploitation des terres selon les principes de l'agriculture biologique assure, on le sait, des services publics, en apportant des avantages non seulement et surtout au bénéfice de l'environnement mais aussi du développement rural, ainsi qu'une amélioration du bien-être des animaux. Considéré sous cet angle, le développement de l'agriculture biologique doit avoir la société pour moteur.» - a weider - «Un des objectifs de la réforme de la PAC de 2003 était de promouvoir une production axée sur des produits de qualité, respectueux de l'environnement. L'agriculture biologique constitue un outil précieux pour atteindre cet objectif.»

Am Ganze ginn an deem Bericht vum 10. Juli 2004 21 Aktiounen beschriwwen, déi am europäesche Kader solle weidergedriwwen ginn. Ech weess, datt sech neierdengs e Grupp am Ministère konzipéiert huet fir endlech och hei am Land den ekologesche Landbau ze propagéieren.

Här Minister, Dir kënt sécher sinn, dass mer do aktiv wäerte mathëllefe fir deem Aktionsplang mat Liewen ze fëllen. Dofir hei vläicht speziell dräi Froen. Wéi eng Zilsetzung huet dee Grupp, dee sech mat

dem ökologesche Landbau befaasst, dass et net iergendwann am Kaffiskränzchen ausleeft?

Am Kader vun der Présidence ass et wichteg, dass Lëtzebuerg eng aktiv Roll an deem Dossier iwwerhëlt. Gedenkt d'Regierung déi 21 Aktiounen fir den ökologesche Landbau um europäeschen Niveau weiderzedreien?

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Drëtens, och am Kader vum Ausbau vun der ökologescher Landwirtschaft ass eng Fro, ob eng Initiativ geplangt ass fir esou Produkter verstärkt an d'öffentlech Kantinen ze propagéieren, sou wéi dat och an deem Bericht ze fannen ass.

Do gouf et jo och eng Gesetzespropos vu mengem Kollege Garcia oder nach eng Gesetzespropos vun den Häre Loes a Schank, déi an déiselwecht Richtung gaange sinn. Dofir erlaabt mer, dass ech dem Här President e Bréif hannerloosse fir vläicht erëm déi zwee Gesetzesproposen erauszehuelen an déi da weiderzeleeden an d'Kommissioun vun der Agrikultur, fir vläicht do nach eng Kéier nei diskutéiert ze ginn. Wa mer wierklech den ökologesche Landbau hei am Land wëlle weiderféieren, dann ass dat e wonnerbare Moyaen fir dat ze proposéieren.

Am Kader vum Hearing an dem folgenden Débat an der Chamber gouf och vill iwwer eng nei Ausrichtung vun de Labelen zu Lëtzebuerg vu Lëtzebuurger Produkter geschwat. D'Traçabilitéit vun de Liewensmëttel ass bekanntlech e wichtege Kritär fir d'Vertraue bei de Konsumenten oprechtzuerhalen. Sait Jore geet awer d'Zuel vun de Labelen hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi an d'Luucht. Dëst ass net ëmmer am Interesse vum Konsument, dee sech net méi an deem Labelsbesch zréckfënn. Dese Labelsbesch kann domat och net am Interesse vum Produzent sinn. Do ass eng Iwwerschaffung méi wéi sennvoll. Eng éischt Approche war sécherlech d'Initiativ vun der Bauerenallianz, déi déi Zäit vun engem roude Punkt geschwat huet. Och dozou meng Fro: Gëtt et e Koordinationsgrupp iwwer d'Ausschaffung, respektiv d'Zesummeleeë vu Labelen? Wa jo, mat wéi enger Zilsetzung?

E weideren, ganz wichtege Punkt ass net nëmme d'Informatioun iwwer d'Liewensmëttel selwer, mä och iwwer hir Herkunft, hiren Traitement an och d'Transformatioun. Hei gouf am Kader vun deem Débat eng Motioun gestëmmt, déi d'Regierung opfuert en Dialog tëschent dem Produzent vun de Liewensmëttel engersäits, den Distributeuren an de Restaurateuren op där anerer Säit ze féieren, dëst am Sënn vun enger besserer Traçabilitéit vun de Produiten, wat dem Vertraue vum Konsument vis-à-vis vun de Liewensmëttel zegutt kënn. Ech mengen, jiddferree kënn d'Initiativ vun enger grousser Distributionschaine zesumme mat enger Zuuchtorganisatioun an den entsprecheuden Baueren. Ech mengen, déi Initiativ huet en immensen Erfolleg, wat jiddfalls dat Produkt ubelaangt.

Dofir meng Fro, Här Minister: Ass en Aarbechtsgrupp gegrennt ginn, deen den Dialog tëschent de Produzenten engersäits, den Distributeuren an och de Restaurateuren anerersäits iwwer d'Kommunikatioun vu sämtlechen Aspekter vun der Chaîne alimentaire fördert - dat heescht, alles wat sech dorëms dréint, dass och déi Traçabilitéit zréckzefannen ass bis an de Restaurant?

Zum zweete Punkt iwwer d'Sécurité alimentaire mat all senge Strukturen an Ennerstruktur stelle sech och eng ganz Rei vu Froen. Dass déi Struktur weider ausgebaut a stänneg verbessert muss ginn, huet d'Beispill vu mat Dioxin verseuchte Fudderemittel an Holland viru knapps zwou Wochen erëm

bewisen. Ouni performant Laboen an eng gutt Koordination tëschent den eenzelne Kontroll- an Iwwerprüfungsorganer wier et och hei erëm zu gesondheetlech schiedleche Stoffen an der Liewensmëttelkett komm. Hei weist et sech erëm, wéi wichteg eng Iwwerprüfung vu sämtleche Prozesser, déi bei der Hierstellung vu Liewensmëttel beedelegt sinn, ass. Et ass net fir näischt, dass d'europäesch Parlament seit Joren eng Positivlescht fuerdert, déi festleet wat alles als Fudderemittel däerf a wat als Fudderemittel net däerf verkaaft ginn. Dëst ass sécherlech och en Dossier, deen ee mat an d'Présidence kann huelen.

Hei stellt sech natierlech d'Fro, ob Lëtzebuerg och an darselwechter Efficacitéit déi Iwwerprüfung hätt kënnen duerchféieren. Ech wëll den Däiwel net op d'Wand molen, mä ech bezweifelen et staark. Hei fir gëtt et eng Rei ganz konkret Ursachen. Mir hunn nach ëmmer e schrecklechen Defizit, dee souwuel déi personell wéi déi materiell Ausstattung vun eise Laboe betrëfft. Vun enger Akkreditierung vun enger Rei vu Laboen ass och nach näischt ze gesinn. Des Weidere weess ech net, ob dee Labo iwwerhaapt a leschter Zäit geschafft huet, well wéi ech de Rapport 2003 vun där Cellule de coordination gelies hunn, ass grad iwwer dee Labo näischt méi opzefanne gewiescht, well do war eng Kopie vum Rapport vun 2002 dran. Eréischt haut de Moien ass déi Kopie Gott sei Dank awer zréckfonnt ginn. Vläch kann een och do déi Kopie erëm op den Internet setzen, well seit Joren, wann een do op déi Plaz klickt - an do si mer wäit ewech vun engem eLuxembourg oder eGovernment -, kënn bei der Sécurité alimentaire ëmmer nëmme e schéine Männchen, deen nach ëmmer um Buedem do kappt, mä absolut keng aner Informatiounen sinn ze fannen iwwer d'Sécurité alimentaire. Hei wier e schéint éischt Beispill fir kënnen deen Text zumindest dann op den Internet ze setzen. Dat wier en éischte Start an déi Richtung.

Dozou hunn ech zwou Froen. Wéi steet et speziell dann elo mat der Regroupement an der Akkreditierung vun de Laboen hei zu Lëtzebuerg? Hu mir dat néidegt Personal an déi materiell Ausstattung fir performant Analysen an de Laboe kënnen duerchféieren? Wéi steet et iwwerhaapt mat den Analysen, fir GMO-Produiten hei zu Lëtzebuerg och efficace kënnen ze iwwerprüwen? Ech mengen, dat ass e Beräich, deen d'Leit insbesondere dobause ganz vill interesséiert.

Wat de Service vun de Veterinären ubelaangt, sou schéngt et mer, datt mer dem Defizit vu Veterinären an Inspektoren wuel vläch mat Leit kënnen entgéintgoen. Awer wéi sot schonn den Direkter, den Här Besch: Dat wäert an nächster Zäit och nach laang op sech waarde loosse.

Mir schéngt et, dass de Problem éischer um strukturelle Plang ze sichen ass. No mengem Verständnis kann et net sinn, datt de Veterinär, deem säin éischte Rôle u sech d'Hëllefstellung an d'Berodung vum Bauer bei Problemer mat der Gesondheet oder dem Bien-être vum Béischt um Terrain sollt sinn, gläichzäiteg och eng efficace Kontroll vun der Hygiène an dem Bien-être vum Déier ka maachen. Hei ass vu virer an eng Vermischung, en Interessekonflikt virprogramméiert. D'Gefor, dass Gefällegkeetsberichter hei kënnen entstinn, ass ginn.

Wann een engersäits muss Berichter verfaassen iwwer d'Kontroll, wat dee Bauer do alles mécht, an anerersäits och Hëllefstellung mécht, dann ass legitim dass do mol en Interessekonflikt kann entstoen. Hei muss aus Siicht vun deene Gréngen eng kloer Trennung vu Berodung, Hëllefstellung an och Kontroll virleien.

Dës Propos kënn jo net eleng vläch vum deene Gréngen. D'Associatioun vun de Lëtzebuurger Médecins vétérinaires ruraux oder, wéi géif och hei am Eck gesot ginn, d'Groussdéierepraktiker, wéi dat op Lëtzebuergesch heescht, hu schonn nom Fréisenger Problem eng Rei vu Virschléi gemaach. Proposen déi a sech an déi Richtung ginn, fir deen Interessekonflikt zumindest e bëssen ofzeschwächen. Menges Wëssens jiddfalls sinn nach do keng informell oder offiziell Gespréicher tëschent dem Ministère an deene Vertrieeder gefouert ginn.

Dofir eng Rei vu Froen, Här Minister. Gëtt d'Veterinärskontroll reforméiert? Wa jo, wéi? Sinn oder gi Gespréicher mat der zoustänneger Associatioun gefouert? Wéi kommt Der dem Personalmangel an der Veterinärsinspektioun entgéint? An da vläch et e ganz wichtege Punkt: Misst een net eng cibléiert Campagne féieren, fir dass de Beruff vum Groussdéierepraktiker och erëm e bësse méi attraktiv gëtt?

Am Secteur ass e grouss Manktum an et muss oft laang op e Veterinär gewaart ginn, wa mol effektiv e Problem um Haff besteet, sief et bei der Gebuert oder bei anere Problemer. Do misst och d'Regierung, respektiv eng Campagne um Terrain fir dee Beruff gemaach ginn.

Eppes steet jiddfalls fest: Datt esou Zoustänn wéi zu Fréiseng schonns laang bekannt waren, an dat seet lech jiddferree am Milieu.

De groussen Deel vun eise Baueren hei am Land, an dat wëll ech awer och hei betounen, brauche sech, wat d'Hygiène an de Bien-être vun hiren Déieren ubelaangt, awer näischt virzeweeren.

De Problem vun deene Bauerebetriber ass och net eleng mat enger Veterinärskontroll gedoen. Hei ass de Problem op engem aneren Niveau ze sichen. Oft sinn déi Leit hoffnungslos iwwerfuert fir e moderne Bauerebetrib vun haut ze féieren, dat besonnesch um administrative Plang.

D'Koordinatioun tëschent deenen eenzelnen Instanzen am Beräich vun der Sécurité alimentaire mag vläch um ieweschten Niveau mëtlerweil e bësse besser klappen; um Terrain schéngt et mir awer, dass do nach viles muss reforméiert ginn.

Firwat net och do eng Aart, wéi a villen anere Beräicher, vun engem Guichet unique fir de Bauer anzeféieren, wou all Aspekter vun enger moderner Gestiou vun engem Bauerenhaff belicht kënnen ginn? Dëst gëtt ëmsou méi wichteg, wann d'nächst Joer oder an deenen nächste Joren déi nei Reform a Musek ëmgesat gëtt, an do kommen nach eng ganz Rei vun neie Paperassen op se duer.

Fir d'éischt wëll ech awer nach op ee Punkt zréckkommen, dee vun der Sécurité alimentaire, a méi speziell iwwer d'Agences de sécurité alimentaire. Do gouf et och e Gesetzestext vum Här Fayot aus dem Joer 2001, dee seet, fir déi Agence do och kënnen anzeféieren. Aus dem Regierungsaccord geet och ervir, dass d'Kreatioun vun esou enger Agence sollt studéiert ginn. Wann déi Agence elo de Volet och kritt wéi déi a Frankräich, esou kënn mir jiddfalls vun deene Gréngen ganz averstane sinn. Wann de Rôle sech nëmme op eng Veille an d'Iwwerprüfung vun de Liewensmëttel a respektiv d'Berodung an d'Alerte versteet, a kee Pouvoir de contrôle, wéi dat a Frankräich de Fall ass, da kënn mir duerch aus domadder averstane sinn.

Dofir meng Fro heiriwwer: Wéini lafen d'Etüden, fir d'Kreatioun vun enger Agence de sécurité alimentaire ze studéieren, un? Wéi e Rôle

huet déi Agence? Dëst betrëfft vläch och den Här Santésminister, hien ass leider net méi do, awer dat ass u sech e Beräich, deen ech a sengem Ministère fonnt hunn.

(Interruption)

■ Une voix.- Wou steet dat dann?

■ M. Henri Kox (DÉI GRÉNG), *interpellateur*.- Dat weess ech net.

Da musst der do vläch innerhalb der Regierung nach eng Kéier driwwer diskutéieren.

E leschte Punkt: Ech wëll nach en Ausbléck iwwer déi Agrarreform, déi jo bekanntlech d'nächst Joer uleef, verléieren. Gläichzäiteg wëll ech awer och profitéieren, nach eng Kéier dee Guichet unique fir d'Bauern e bësse méi ze explizéieren.

Bon, déi nei europäesch Agrarpolitik, déi ab dem 1. Januar och hei zu Lëtzebuerg uleef, gesäit jo bekanntlech eng Entkopplung vun der Produktioun vun de staatlechen Hëllef vir. Dëst fir engersäits d'Iwwerproduktioun vu Liewensmëttel ze vermeiden an op där anerer Säit vläch méi verstärkt Natur-, Ëmweltschutz-, respektiv Déiereschutzoplage méi gerecht kënnen ze ginn, wat mir an deem Sënn nëmme kënnen ënnerstëtzen dann. Dës Bähëllef, déi als Aart Jeton ausbezuelt gëtt an un d'Fläch vum Bauerebetrib gekoppelt ass, ass awer u gewëssen Oplage gekoppelt. An des Oplagen, an dat mécht d'Saach elo vläch komplizéiert fir de Bauer um Terrain, déi ënnert dem Numm vum Öko-Conditionnement bekannt sinn, gesinn eng Rei vun Iwwerprüfungen, ech mengen an 18 Fäll vir, déi lues a lues ab 2005 ulafen, déi och deels schonn an deene leschte Jore kontrolléiert ginn. Do ass eng Unité de contrôle.

(Interruption)

Wat gelift?

■ Une voix.- Gréisstendeels!

■ M. Henri Kox (DÉI GRÉNG), *interpellateur*.- Gréisstendeels. Mä gréisstendeels ass nach net schlussendlech, well iwwer déi Kontrolle kann ee sech jo nach ëmmer ënnerhalen, an och de Kritär, no wéi engem Prinzipie mer dee Contrôle duerchféieren.

Dës Felder ginn iwwer den Ëmweltschutz an natierlech och iwwer den Déiereschutz. Bei Verstéiss, an dat ass nei, ginn déi, natierlech prozentual wéi grouss dann dee Verstouss ass, elo réckwierkend op de Beitrag zréckgespillt. Dat heescht, d'Bähëllef gëtt entsprechend gekierzt.

Dir gesitt, datt hei eng weider Etapp trotzdeem vun administrativer Aarbecht op de Bauer zoukënn, déi d'Loscht um Beruff u sech net grad fördert.

Mir müssen also vläch besser Instrumenter schafen, déi éischters de Bauer a senger administrativer Aarbecht entlaascht, an op där anerer Säit Hëllefstellung a Form vu Berodung zum Beispill ubitt, fir sech deenen neien Erausforderungen vun enger moderner an nohalterer Landwirtschaft entgéint ze stellen.

Ech denken hei besonnesch och un eng Berodung, an dat ass vir d'ru an deem klengen Zitat erauskomm, wat ech gesot hunn, dass d'Biolandwirtschaft, och fir déi konventionell Landwirtschaft, an dat gëtt ëmmer verkannt, ganz vill Virdeeler mat sech bréngt. Well firwat d'Biolandwirtschaft hei zu Lëtzebuerg net an deem Sënn ëmgesat gëtt, berout a groussen Deeler op der Onwëssenheet an einfach op engem Wëssensdefizit, deen an der konventioneller Landwirtschaft besteet.

Wa mer op dee Wee ginn, dass mer déi biologesch Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg méi verstärkt ausbauen, da kommen do och eng ganz Rei vun neien Erkenntnisser

eraus, déi mer duerch mussen de konventionelle Bauere mat op de Wee ginn.

Wat ass d'Iddi, déi hannert deem Guichet unique u sech stécht? Mir schwätze souwuel am Handwerk wéi bei anere Firmae vun enger Regruppierung vun allen administrative Chargen. Mir wëssen duerch den Öko-Conditionnement an där Unité de contrôle, dass do eng ganz Rei vun anere Ministären, et ass d'Ëmweltverwaltung oder den Innenministère mam Waasserwirtschaftsamt, verschidde Reie vu Moosnamen, oder wat d'Waasserqualität ubelaangt, iwwerféiert. Sou mécht et duerch Sënn eng Cellule ze schafen, déi u sech dat alles regruppéiert, dass de Bauer net, nodeem en d'Unité de contrôle schonn eng Kéier laansch gehat huet an immens vill Defizitter festgestallt goufen, dass am Virfeld zu deene Kontrollen u sech eng Unitéit wier, déi dat alles regruppéiert.

Dat heescht, et si jo eng ganz Rei vu Moosnamen, déi scho lafen. Ech mengen d'ASTA mécht seng Berodung. Et ass de Veterinär dee selwer an deem Beräich eng Berodung mécht.

De Fall Fréiseng huet bewisen, dass et jo net nëmme e Fall vun Déiereproblematik war, mä och e Fall vu Sozialproblematik. Dass een an där Cellule do praktesch och Elementer erabrëngt, wann et muss de Fall sinn, och op sozialem Plang kënnen Hëllef ze stellen.

Dat ass e Beräich, deen och bei de Baueren e groussen Defizit opweist, well eng ganz Rei vun administrativen Hürden d'Loscht u sech an och d'Zukunftsperspektiv vun dem Bauerestand behënnert. Dofir déposéieren ech eng Motioun, déi all déi Punkten opwerft, fir ze soen dass sollen Ennersichunge gemaach gi fir an déi Richtung vun engem Guichet unique ze goen, och fir de Bauer, dee sech do kéint eng Hëllefstellung an deem Beräich virstellen.

Motion 1

La Chambre des Députés, considérant

- que l'agriculture se trouve face à un nombre croissant de règlements techniques, hygiéniques et sanitaires;

- que la réforme de la politique agricole commune implique le respect de nouvelles exigences en matière de protection de l'environnement, de la nature et des animaux;

- que l'agriculture a souvent des difficultés à assumer ce travail «administratif» sans cesse croissant à côté de son travail «pratique» sur le terrain;

- que les formalités administratives et les procédures de contrôle devraient être facilitées pour permettre à l'agriculture de se consacrer davantage à sa fonction essentielle: la production de denrées alimentaires;

- qu'une transparence et une meilleure communication sur les formalités administratives et les contrôles sanitaires profiteront aussi bien à l'agriculture qu'aux consommateurs;

- que toutes ces formalités visent finalement à garantir la qualité des produits;

- que les consommateurs sont en droit d'exiger toutes les garanties de qualité;

- que le Gouvernement a annoncé l'élaboration d'un Code des consommateurs;

invite le Gouvernement

- à mettre en place une structure pluridisciplinaire et interministérielle de type «guichet unique» rassemblant tous les services concernés et ayant au moins les trois objectifs suivants:

1. améliorer l'information et les connaissances de l'agriculture luxembourgeoise;

2. *fournir une assistance administrative et technique à l'agriculture luxembourgeoise;*

3. *viser une simplification de l'ensemble des formalités administratives auxquelles l'agriculture luxembourgeoise doit faire face.*

(s.) Henri Kox, François Bausch.

Bon, ech gesinn dass ech schonn e bèsse méi wäit iwwert déi 20 Minuten eraus sinn.

Zum Schluss vu menger Interpellation wëll ech awer nach e puer perséinlech Remarquen oder Bemerkungen iwwert d'Landwirtschaft am Allgemenge maachen, wat och eis heibannen all misst ugoen.

D'Produktion, den Émgank an de Gebrauch vu sécheren a gesonde Liewensmëttel - ech mengen dat ënnerschreift jiddereen - ass e ganz wichtege Beräich vun eiser Gesellschaft ginn, an dofir muss mir als Politiker dëst och prioritär behandelen. Heibäi spillt d'Landwirtschaft e ganz wichtege Rôle, och an engem Land wéi Lëtzebuerg, wann net déi zentral Roll.

Et ass dofir en Optrag un d'Gesellschaft déi Mëttel a Ressourcë fräizestellen, datt d'Landwirtschaft erëm méi selbstbewusst dee Rôle kann iwwerhuelen. D'Landwirtschaft däerf net nach weider, wéi dat de Moment de Fall ass, an den Eck gedréckt ginn an als lescht Glidd vun enger industrieller Kette, als Handlanger vu multinationale Gesellschaften. Ech froen lech: Ass et dann normal wa mer dem Bauer Mais verkafen, dee sech net méi selwer ka reproduzéieren, dee Mais just dann nach gutt wüsst wa mer och nach déi Sprézmëttel an Düngermëttel vun darselwechter Firma mussen asetzen? Wat ass dat fir eng Zukunftsperspektiv fir e Bauer? Dat kann u sech keen heibanne kal loossen. Do muss mir u sech vill méi staark dorobber reagieren. Do heescht et u sech, wéi ech am Virfeld gesot hunn, net stëll ze sinn, mä sech ze bewegen.

Bei esou enger Landwirtschaft, an dat kann ech lech hei versécheren, maachen ech, maachen déi Gréng jiddefalls net mat. Mir däerfen d'Gesetz vun der Natur net op d'Kopp setzen.

Villes ass bei der Landschaft duerch déi industriell Logik och verluer gaangen. Aus eegener Erfahrung, an dat ass meng ganz perséinlech Vue vun deene Joren, déi ech do matgemaach hunn, ass d'Emstellung aus deem Sens unique, dee mer de Moment hunn, immens schwéier.

Säit fënnef Joer schaffen ech aktiv un enger Emstrukturierung vun engem Wénzerbetrib op Biowäin mat, fir aus dem Sens unique eraus a gläichzäitig erëm zréck an en natierleche Kreeslaf ze kommen, d'Ofhängegkeet vun industriellen a kënschtleche Mëttelen ze reduzéieren, souguer deels, wat d'Liewensmëttel Wäin, a fir mech ass et e Liewensmëttel, komplett ze verbannen. Haut kann ech jiddefalls soen, dass et geet, an et geet souguer gutt. De Problem awer ass, dat verlaangt Wëssen, dat verlaangt Iwwerzeugung, dat verlaangt Kooperatioun, dat verlaangt Vertrauen an d'Natur an dat verlaangt Loscht an dat verlaangt Visiounen, déi jo och oft verpöht waren.

D'Kompetenze kommen awer net zum selwen. D'Kompetenzen an d'Motivatioun fir an déi Richtung ze goen, déi muss mir, déi mussen d'Politik, déi mussen d'Gewerkschaften, déi an deem Beräich schaffen, och erëm vermittelen. Hei huet déi industriell Logik jiddefalls bei de Bauere komplett Aarbecht gemaach. Et muss immens vill Iwwerzeugungsleeschtung nach do erageluecht ginn, fir dat effektiv ze duerchbréchen, well de meeschte Widderstand par rapport zu dem Biolandbau kënnt aus den eegene Reien. An dat mécht mech

ëmsou méi rosen, dass dat esou de Fall ass.

Dir Dammen an Dir Hären, do kënen vill Leit dovunner profitieren. Jiddereen vun deem Wandel huet do seng Part, déi en dovu ka profitieren. Ech nennen do nëmmen ee Beispill, dat ass dat vun de Kanner, well et sinn d'Kanner, déi an der Zukunft wäerten ënnert deem Sens unique vun enger Landwirtschaft, wéi se de Moment bedriewe gëtt, leiden. Leider feelt mer d'Zäit e bèsse méi wäit dorobber anzegoen, awer just een Aspekt, well deen och an der leschter Zäit an der Diskussioun ass, dat ass den Aspekt vum Iwwergewicht.

Dir wësst alleguerten, wa mir samschdes owes emol feieren doheem, mir maachen eis et gemittlecht mat de Frënn, mir maachen e regelrechte Kult wat d'Lesskultur ubelaangt, mä firwat maache mer dat dann net mat eise Kanner? Firwat vermëttelen mer net erëm de richtigen ëmweltbewossten Émgank mat de Liewensmëttel? Firwat loosse mer se eleng an deem Domän, wat dozou féiert, dass mer haut all véiert oder all fënneft Kand hei a Lëtzebuerg scho mat Iwwergewicht hunn.

D'Erzuegung zum Liewen heescht och eng Erzuegung zu enger gesonder an ausgeglachener Lesskultur. Hei sinn net nëmmen d'Elteren oder d'Gesellschaft, mä do mengen ech speziell d'Schoule gefuerdert, déi, an do ass dat wat virduen och schonn ugeschwat ginn ass, dat vun de Kantinnen, e ganz wichtege Apport erëm iwwert d'Kantinnen de Wee an d'Loscht op gesond lesse kënnen ze vermittelen. Dëst geet awer net zum selwen. Do sinn Initiative gefrot an net d'Ofwaarde bis d'Kand erëm am Pëtz läit. De Stëlstand ass also out, d'Bewegung ass in. Wat mir brauchen ass eng regelrecht Bewegungsrevolution an net nëmmen an deem Beräich, mä a ville Beräicher.

Ech soen lech Merci.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Kox. Als éischte Riedner ass den Här Lucien Clement ageschriwwen. Här Clement, Dir huit d'Wuert.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Här President, ech wollt just eng Remarque maachen. Bei der Motioun, déi den Här Kox déposéiert huet, sinn nëmmen zwou Ennerschreften drop. Dat ass, well mer deenen anere Fraktiounen d'Chance wëlle gi mat drop ze ënnerschreiwene, wa se d'accord wieren. Ansonste brénge mir eis Ennerschreft natierlech.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Bausch.

Discussion générale

■ **M. Lucien Clement (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn et haut, wéi mer héieren hunn, mat enger Interpellation vun der Regierung ze dinn iwwer verschidden Aspekter vun der Agrarpolitik. Ufanks 2004 hat den Här Georges Wohlfart schonn dës Iddi, mä him seng Demande fir eng Interpellation vun der Regierung gouf zu deem Zäitpunkt an eng Question avec débat ëmgewandelt, déi dann och de 5. Mee 2004 heibanne stattfont huet an diskutiert gouf.

Den Interpellant, den Här Kox, vun der grénger Fraktioun gëtt als Diskussiounssujet drai Haapttheberäicher un:

1. d'Répercussioun an de Contrôle vun der Réforme communautaire,
2. d'Sécurité alimentaire an
3. de Bien-être des animaux.

Här President, ech fänke mat deem un, mat deem den Här Kox opgehale huet, d'Entkopplung vun den direkte Bähëllefene, déi zu bal 100% u sech Produktiounsbähëllefene sinn, ass e Schrëtt, deen ee bei der Mise en oeuvre vun der Agen-

da 2000 nach net virusgesi konnt. Et war du bei der sou genannter „midterm review“ 2003, wou den Här Fischler dunn d'Kaz aus dem Sak gelooss huet. Et koum 2003, nodeems en nach majoritär déi europäesch Agrarministere vu sengen Iddien iwwerzeegt hat, net zu der Zéiung vun enger renger Zwëschebilanz, neen, et koum ganz schnell zu enger kompletter Emorientierung vun der europäescher Subventiounspolitik, wat déi direkt Bähëllefene ueegt.

Et ass u sech eng Reform vun der europäescher Machtordnung. Et ass keng Reform u sech vum Agrargesetz. Ouni elo wëllen an den Detail ze goe wéi oder no welche Modellen déi eenzel Memberstaten dës Entkopplung vun direkte Bähëllefene realisieren wëllen, bleift awer festzhalen, datt et an all Memberstat zu komplett neien Orientierung komme wäert. Och wann am Ufank, soen ech emol, net jiddereen sech séier mam Här Fischler senger Gedankengang konnt ufrënnen, esou muss een awer agestoen, wann een éierlech mat sech selwer ass, a wann een dat wat geschitt net ze vill duerch de Brëll vun dem eegene Betrib gesäit, datt ënnert dem Stréch bei dëser Reform dach awer dat Positiiv dat Negatiiv iwwerweert.

Wichtig fir d'Lëtzebuenger Landwirtschaft ass, datt déi Gelder, déi bis elo direkt als Produktiounshëllefene der aktiver Landwirtschaft zegutt komm sinn, an ech betounen, Här President, datt der aktiver Landwirtschaft déi Gelder och erhale bleiwen. Firwat dréine mer elo schonns op hallwem Parcours deem ale Bähëllefesystem de Réck? Et gëtt verständlech Grënn an och verständlech Erklärungen dofir an och dozou.

Mir hunn an Europa, och hei zu Lëtzebuerg, sief et am Fleeschsecteur oder an anere Secteuren, wou et zu Produktiounsbähëllefene koum, et och ganz dacks mat enger Iwwerproduktioun ze dinn. Et ass an deem Kontext, wann een éierlech mat sech selwer ass, en Onsënn sonnergläiche fir verschidde Produkter esou staark ze subventionieren an iwwert de Wee vu Subventionen dann d'Iwwerproduktioun och nach ze fördern. Well eent ass kloer, wann d'Politik wéi bis elo der Meenung war, duerch direkt Bähëllefene d'Produktioun ze fördern, dann ass d'Iwwerproduktioun eng logesch Konsequenz dovunner.

Den Här Friedrich-Wilhelm Graefe zu Baringdorf huet, wéi en hei bei eis am Hearing iwwert d'Sécurité alimentaire war, Folgendes gesot: „Überschüsse hat es überall da gegeben, wo diese staatliche Intervention griff, weil sie wie ein Staubsauger gewirkt hat. Die Betriebe haben nicht mehr für den Absatz sorgen müssen und in diese staatlichen Interventionen hinein produziert. Und die Preise waren so angesetzt, dass die rationalisierte Produktion gerade ihre Kosten deckte. Das ist ungefähr so als wenn Sie VW für den Golf eine Abnahmegarantie geben, legen 20.000 Mark drauf auf jeden und tun ihn auf den Weltmarkt. Die hören nie auf Golfe zu produzieren. Wir haben Golfberge mit Sicherheit“, huet deen Här hei gesot.

■ **Une voix.** - Dat ass ganz richtig.

■ **M. Lucien Clement (CSV).** - An der Nokrichszäit, soen ech emol, huet ee Stot praktesch d'Halbschent, 50% vu sengem Akommes fir Liewensmëttel ausginn. Net jiddereen hei zu Lëtzebuerg an och net sosswou an Europa konnt sech zu där Zäit dat um Dësch leeschten zu deem e Loscht hat. D'Politik huet zu där Zäit gemengt, se misst do reagieren an huet versicht iwwert de Wee vu Subventionen un

d'Agrarwirtschaft d'Liewensmëttel méi bëleg ze maachen. Dat war zu deem Zäitpunkt sécher net falsch, an d'Operatioun war bis zu den 90er Joren, dat kann ee roueg soen, e rísege Succès. De Bifdeck blouf fir de Konsument bëleg, während all déi aner Saachen deem normalen Zyklus vun der Deierecht ënnerleeë waren.

Dunn ufanks den 90er Jore gouf den Zäitpunkt awer verpasst fir der Landwirtschaft en neit Konzept ze verschreiwen. D'Landwirtschaft huet ausganks den 80er, ufanks den 90er Joren duerch nei, méi performant Produktiounsmethoden an ëmmer méi op Produktioun ausgerichte Bähëllefene ëmmer méi produzéiert, wat dunn zum Resultat hat, datt déi bis dohinner nach eenegermoossen annehmbar Präisser ëmmer méi déif an de Keller gerutscht sinn.

De Succès vun dëser Politik ass an deem Sënn - soen ech mol iwwerspézt - esou grouss, datt haut an der Europäescher Unioun de Botter méi bëleg ass wéi Schongwachs an d'Mëllech bëleger wéi de Vittel, datt eng Tonn Weess, déi de Bauer verkeeft, manner wäert ass wéi ee muss ausgi fir eng Tonn Müll fortzeféieren an ze entsuergen.

Dem neie Modell soll een dofir - soen ech emol - och net allze pessimistesch entgéintkucken. Et ass schonns bal eng radikal Emännerung. Et wäert eng Neiausrichtung ginn. De Bauer kann an Zukunft mat deem neie Primemodell méi maartgerecht produzieren an do duerch och méi laangfristeg plangen. E kann, ouni sich missen u Produktiounsprimen ze orientieren, dat produzieren, wat e fir richtig hält a wouvun e mengt, wat am beschten zu sengem Betrib passe géif.

Och wann, wéi schonns ufanks gesot, net jiddereen mat deem zréckbehale Modell, oder deem Modell, dee wäert zréckbehale ginn, zefriden ass, sou ass en fin de compte dach wichtig, dass an hirer Gesamtheit der Landwirtschaft keng Gelder verluer ginn.

Mä ee Volet vun dëser kompletter Emorientierung vun de Primé léisst awer nach Froen op. Et ass nämlech virgesinn, datt bei den zukünftege Verkeef oder Verpachtungen d'Prime à l'hectar op den Terrain bleiwe kann. Verpacht kann nëmmen den Terrain mat der Prime ginn. Beim Verkaf dogéint ass et méiglech den Terrain oder d'Prime eenzel ze veräusseren. Bleift et bei dëse Virschléi, wäerten elei allerdéngs der aktiver Landwirtschaft zugongschte vun deenen, déi ophalen, massiv Gelder verluer goen. Mir wäerten elei e System kréien oder heiduercher kréieren, deen ähnlech wäert si wéi deen, dee mer vun de Mëllechquoten hier kennen. Duerch de Verkaf oder d'Verpachtung vu Mëllechquoten huet en fin de compte de sou genannte „Sofamelker“ netto méi Geld verdéngt wéi deen, deen an der Realitéit Kéi gestrach huet.

Ech mengen, Här Minister, et soll ee versichen dëse Volet vun der Neiorientierung nach eng Kéier opzemaachen a mat deene Responabele probieren ze diskutieren an och no neie Solutiounen ze sichen.

Ass awer elo - soen ech emol - op europäeschem Niveau keng Solutioun méiglech an d'Kommissioun bleift stur bei hire Virstellungen, wëll ech awer einfach emol vun dëser Plaz aus en Appel un all Bauer maachen, un deen, deen en Terrain pachten oder kafe geet, an och un déi, déi verpachten oder verkafen, fir korrekt mat dëse Präisser, wat de Volet Primen ueegt, déi op den Terrain sinn, emzegen. Et bréngt der aktiver Landwirtschaft näischt, wa Gelder, déi hinne vu Rechts wegen zoustinn, herno zu engem groussen Deel an de Pensione verschwannen.

Mir brauchen, Här President, hei zu Lëtzebuerg performant Agrarbetri-

ber. D'Fro stellt sech dofir net, wéi vill Betriber Joer fir Joer ophalen, mä d'Fro déi sech stellt, oder déi ee sech stelle muss, ass déi, ob déi Betriber, déi hei zu Lëtzebuerg bleiwen, performant genuch sinn, fir och kënnen ze bestoen. Fir performant Betriber zu hunn, muss an der Landwirtschaft grad wéi an anere Secteuren vum Handwerk oder vum Commerce d'Ausbildung a virun allem awer d>Weiderbildung eng richtig Prioritéit kréien.

Dofir ass et nëmmen ze begréissen, dass d'Regierungserklärung d'Kreatioun vun engem Centre de compétence virgesäit. Nëmme e gebündelt Wëssen, dat un déi Aktiv aus dem Secteur weidervermëttelt gi kann, bréngt eis elei no vir. Allerdéngs - an dat ass séier wichtig - muss och d'Bereitschaft vun all eenzelnen do sinn, fir sech dat Wëssen och wëllen unzëeegnen. E moderne Bauer ass wirtschaftlech gesinn en Entrepreneur, dofir ass et wichtig dass de Bauer och anere Betribsleedene aus dem Artisanat gläichgestallt gëtt. D'Aféierung vun engem Brevet de maîtrise pour le secteur agricole, wéi et an der Koalitiounserklärung steet, ass nëmmen ze begréissen. Eng Meeschterprüfung dréit nieft der Wëssensvermëttlung, déi ee souwiso doduerjer kritt, mat Sécherheet awer och zum Image vun deem ganze landwirtschaftleche Stand bái.

Entrepreneur sinn - a gleeft mer es, de Bauer vun der Zukunft wäert Entrepreneur sinn - heescht ënner anerem och, dass een innovativ muss sinn; eng Eegenschaft, déi zwar och an anere Secteuren ëmmer méi rar gëtt. De Lëtzebuenger huet eben d'Tendenz an zéit et ëmmer méi vir, fir an deem sou genannte Secteur protégé sai Geld wëllen ze verdéngen.

Dovun ofgesinn hunn d'Lëtzebuenger Landwirtschaft an de Waibau hei zu Lëtzebuerg och dank deem neien Agrargesetz an deene leschte Jore ganz vill awer investéiert. 210 Milliounen goufen an deene leschte véier Joer am Secteur fir de Secteur investéiert. Dat Ganzt ass dunn och mat ronn 95 Milliounen Euro vum Stat begleet ginn. Ech mengen net, dass eis Baueren a Wénzer sou domm si fir vill, an hei kann ee scho soe ganz vill Geld an hir Betriber ze investieren, ouni dass se un d'Zukunft vun hire Betriber gleewen. Déi bestoend oder déi verbleiwend Betriber wäerten duerch sou héich Investitiounen wesentlech méi performant ginn a wäerten och en fin de compte wesentlech méi rationell schaffe kënnen.

De Biolandbau muss a soll weider gefördert ginn, dat huet den Här Kox gesot. Ech ënnerstëtzen dat och, mä ech sinn awer trotzdem net iwwerall senger Meenung, wat dat betrëfft, wat en do gesot huet, an ech expliziere mech och. Falsch wier et menger Meenung no awer fir sech haut festzeleeën, wéi vill Prozent Biolandbau et solle sinn. Dat soll menger Meenung no de fraie Maart, de fraie Marché, d'Angebot an d'Nofro, déi mussen dat selwer regelen. Gëtt et nämlech ze séier en Uwuesse vum Biolandbau duerch staatlech Ennerstëtzen oder aner Mesuren, gëtt dat Uwuessen ze séier an de fraie Maart dobause verschafft dat net an deem Mooss a verkraaft dat net an deem Mooss, rétscht et ganz séier wéi an deem anere Secteur och am Biolandbau mat Sécherheet an eng Iwwerproduktioun eran. Eng Iwwerproduktioun, déi dann, wéi ech et scho virdu gesot hunn, als logesch Folleg och negativ sech op d'Präisser vun de Bioprodukter nidderschloe wäert.

Et gëtt, Här President, nach Agrarischen hei zu Lëtzebuerg. Ech denken do speziell un d'Gefligel an un d'Kanéngerschzucht. Och e Schluechthaus fir Gefligel a Kanéngercher a méi enger reduzéierter Planung misst hei zu Lëtzebuerg menger Meenung no machbar sinn. D'Argument, wat een héiert, nëmmen ab enger gewëssener

Déieren. Dat ass nun emol noutwendeg an enger Gesellschaft...

(Coups de cloche de la Présidence)

Neen, dat ass noutwendeg, Här Grethen.

M. le Président.- Interpretéiert den Här Clement net falsch.

(Hilarité)

M. Lucien Clement (CSV).- Jo, dat ass noutwendeg an enger Gesellschaft, Här Grethen, wou mer meng mer missten e gudde Bifdeck um Dëschen, an ech mengen, dat ass och esou gewéinst an op iergendeng Aart a Weis dann och akzeptéiert. Mä ech mengen zum Beispill, dass een enger Kou oder engem Schwäin, wann een dat soll an den Unhänger lueden, net esou laang fléiwe ka bis et vum selwe wëlles huet dran ze klammen.

(Interruption)

Jo, mä ech wëll nëmme soen, dass een duerfir dat och net soll falsch interpretéieren, Här Mehlen. Et gétt nun ebe Momenter, do muss een nohëllefen, nohëllefen awer esou wéi ee Beruf, oder eng Situatioun et verlaangt, net iwwert d'Mooss vun deem Noutwendegen eraus.

Dës Approche hu mer och am neien Agrargesetz verankert, andeems mer d'Konditionalitéit vu verschiddene Primen agefouert hunn. Énnert de Konditiounen, déi fir d'Bezéie vu bestëmmte Bähëllefe mussen erfüllt ginn, ass och den Déiereschutz an den adequaten Émgank mat den Notzéieren. Esou gétt den Déiereschutz och iwwert dese Wee gefördert.

Ech kéim dann zum Schluss vu menger Interventioun a wëllt als Konklusioun dann dat heiten nach awer festhalen.

Mat der Entkopplung vun de Produktionsbähëllefe si mer menger Meinung no op deem richtege Wee.

Bedenken hu mer awer bei der Prime à l'hectare am Fall vu Verpachtung oder Vente vun Terrainen. Hei gi spéider ze vill Gelder eiser Meinung no aus der aktiver Landwirtschaft erausgeholl.

De Bien-être des animaux an den Émweltschutz sinn u Bähëllefe gekoppelt an zéie sech wéi e roude Fuedem duerch d'Bestëmmungen an d'Reglementer vum Agrargesetz.

Den Déiereschutz gétt an d'Verfassung ageschriwwen, d'Gesetz an d'Reglementer regelen d'Modalitéiten dovunner.

Absichtlech Quäle vun Déieren ass kee Kavaléiersdelikt a gehéiert deementspreechend, jee no Gravititéit, och bestrooft. Dofir muss och d'Déiereschutzgesetz op verschiddene Punkten iwwerschaft ginn.

Mir mussen och weiderhin der Sécurité alimentaire all eis Opmierksamkeet zoukomme loossen, ënner anerem mam Bau vun deenen zwee Laboren a mat Kontrollen do, wou Kontrollen néideg an och noutwendeg sinn.

Et géllt alles ze maachen, fir d'Vetraue vum Konsument dauerhaft erëmzegewannen, duerch Transparenz an duerch Promotioun vun eise landwirtschaftleche Produkter, an och fir eis landwirtschaftleche Produkter.

Dat gesot, Här President, denken ech wier mäi Bäitrag am Numm vun der CSV-Fraktioun eriwuer an ech soen lech Merci, dass Dir mer nogelasschert hutt.

M. Robert Mehlen (ADR).- Dir hutt vergiess d'Regierung ze luewen, Här Clement.

M. Lucien Clement (CSV).- Dann hutt Dir mir net richtege nogelasschert, well ech hu se dauernd gelueft.

M. Henri Grethen (DP).- Et war een eenzege Luefgesang.

(Hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Clement, fir Är Interventioun. Als nächste Riedner ass den honorablen Här Schneider ageschriwwen. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

Pardon, dat ass ganz richtege. Här Schneider, wann Dir lech nach wëllt ongeféier 20 Minute gedélegen. Den Här Goerens ass fir 20 Minutten ageschriwwen an hie kennt selbstverständlech virun der sozialistescher Fraktioun un d'Rei.

M. Charles Goerens (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dem Accord iwwert d'Reform vun der gemeinsamer Agrarpolitik vum 26. Juni 2003 seng Haaptmerkmalen sinn:

1. d'Ofännerung vun den Direktihëllefen, déi bis dohinner un d'Produktioun gekoppelt waren. An zwar ass eng Ofkopplung virgesinn, dat heescht de Produktiounsniveau ass an Zukunft net méi ausschlaggebend oder jiddefalls net méi eleng ausschlaggebend, fir déi Hëllefe virun ze accordéieren;

2. „cross compliance“, dat heescht Vereinbarkeet vun de Produktiounsmethode mat de Virschreften, wéi d'Anhale vun déieregerechter Haltung, der Émweltverträglechkeet an esou weider;

3. eng gewësse Gestaltungsfräiheet vun de Memberstaten an der Uwendung vun der Reform bei sech doheem.

Lëtzebuerg huet bis elo folgend Entscheedung geholl. Lëtzebuerg huet optéiert, fir den Entkopplungsmodell 35/15/15. Hale mer fest, dass no 1992 an 1997 dat hei déi drëtt fundamental Reform vun der gemeinsamer Agrarpolitik an engem Zäitraum vu gutt zwielef Joer ass.

Déi lescht Reform, also déi, iwwert déi mer haut hei schwätzen, ass erëm eng Kéier am Virfeld vun enger neier Verhandlung iwwert de Welthandel beschloss ginn, och bekannt énnert dem Numm OMC-Verhandlung, a gétt als Virleeschung vun der Europäescher Unioun verstanen, fir déi Verhandlungen ze erméiglechen oder villméi fir se zu engem méi schnellen Ofschloss ze bréngen. An ob et engem gefält oder net, keen Accord an deene Verhandlung bedeit och net onbedéngt eng Verbesserung fir d'europäesch Landwirtschaft, an dat ass engem ganz einfache Grund.

Fir am leschten Accord - deem vu Marrakesch aus den 90er Joren - déi fundamental Divergenzen tëschent Amerika an Europa, besonnesch an Agrarhandelsfroen, ze iwwerspillen, gouf sech op eng Netugréffsklausel geeenegt, och la clause de paix genannt. Dat heescht, d'Vereenegt Staaten hu sech engagéiert, d'Europäer net ze verkloer beim internationalen Handelsgericht, an emgékiert. An der Praxis bedeit dat, dass déi méi kriddelech Froen, déi sech am Zesummenhang mat der Produktioun gestallt hunn, net direkt virun d'Handelsgerichter bruecht ginn.

Dës Netugréffsklausel oder Fridensklause ass elo awer Enn 2003 ausgelaf, an ass nach net verlängert ginn, sou dass elo just en „Gentlemen's agreement“ besteet, fir dass net deen een deen anerem op d'Handelsgericht hëlt, wann et Divergenzen iwwert d'Héicht oder iwwert d'Natur vun den Agrarsubventiounen geet. Mengen Informatiounen no gétt et awer scho Sträitfäll, besonnesch am Zocker an um Kottengsmarché, an et risquéiert der och wahrscheinlech nach méi ze ginn, well en Accord de renouvellement schéngt nach a weiter Ferne ze sinn.

Well awer lo déi Aiden, déi d'Landwirtschaft vun der Europäescher Unioun kritt, wesentlech manner respektiv bal net méi un d'Produkt-

tioun gebonne sinn, gesäit déi reforméiert Agrarpolitik méi OMC-Kompatibilitéit vir. An deem Zesummenhang soten och de Franz Fischler an de Pascal Lamy, déi jo bekanntlech Mandat krute vum Conseil vun der Europäescher Unioun, am Juli zu Genève, dass elo virun allem d'Amerikaner och an der Bringpflicht stinn an och hir eegen Agrarpolitik mussen adaptéieren.

Här President, déi Reform bedeit awer och e Broch mat der aktueller Agrarpolitik. Broch heescht, en anere Wee goen, eng aner Approche wielen, aner Zilsetzungen ustriewen, eng nei Ausrichtung riskéieren. Broch bedeit awer och Ongewëssheet, Angscht an Onkloerheet. D'Interpellatioun vum Här Kox ka vläicht dozou bäidroen, dass mer an deem Broch och nei Méiglechkeeten respektiv nei Chancë gesinn. Dofir muss mer ufänken e kloert Bild ze hunn iwwert den nationale Gestaltungsrahmen, d'Roll vun allen Acteuren erkennen, hir Méiglechkeeten ausloten an doraus eng politesch Antwort versichen ze formuléieren. De Bauer selwer ass bestëmmt dee wichtigsten Acteur, awer net deen eenzege. Hien ass awer deen, deen als Fräiberuffer zwar an engem agéengte Spillraum, awer ëmmerhin nach d'Enddëcisoun a sengem eegene Betrib hëlt. Wat e produzéiert, wéi en och no bausse seng Produkter ubitt, hänkt awer och vum Émfeld of - vun deem administrativen, vun deem politeschen, vun deem fiskaleschen, vun deem europäeschen an och vun deem internationalen.

De Bauer ka bestëmmt viles, awer net alles, wat zur Rahmgestaltung gehéiert, maachen. Dofir kennt dann deen zweeten Acteur an d'Spill, dee politesch-administrativen, kuerz: de Stat. Grenzen a Méiglechkeeten am Agrarsektor, wéi iwwregens och an anere Beräicher, hänke staark of vun deem, wat de Stat kann a wëllt maachen.

Den drëtten Acteur ass dem Bauer säi wichtigste Partner: de Konsument, oder méi breet gesinn d'Gesellschaft.

Ech géing dann ufänke mat engem Commentaire zu de Rahmbedingungen oder zur Roll, déi d'Politik och an deem do Zesummenhang ze spillen huet. Hei géllt et virun allem klärend an erklärend ze wieren, besonnesch do wou nach Froen opstinn; zum Beispill bei der nohalteger Finanzéierung vun der reforméierter, gemeinsamer Agrarpolitik bis an d'Halschent vum nächste Jorzéngt. Allgemeng gétt déi Finanzéierung jo als garantéiert ugesinn. Der Vollständigkeit halber sief awer kuerz gesot, dass den zoustännege Kommissär Fischler laut der Agence Europe vum Februar 2004 um Agrarconseil zu Bréssel, bei der Presentatioun vun enger detaillierter Analys iwwert d'finanziell Perspektiven vun 2007 bis 2013, gewarnt huet viru budgetäre Sakgaassen.

En huet op d'Noutwendegkeet insistéiert, fir sech an der europäescher Finanzéierung op 1,14% Beitrag vum Revenu national brut ze eenegen. Géif et beim aktuelle Beitragsstand bliwen, also bei 1%, wéi Däitschland, Frankräich, Holland, Schweden, Éisträich a Groussbritannien dat verlaangen, da géif laut dem Franz Fischler Folgendes passéieren, an ech zitieren: «...le gel du budget à 1% du RNB, défendu par six États membres, conduiront à des réductions drastiques à partir de 2007.»

Lëtzebuerg läit do doudsicher richtege, andeem et als Nettozueler net de Bréif vun deene sechs virgenannte Staaten ënnerschriwwen huet, déi de Budget op 1% vum RNB afréiere wëllen. Déi Verhandlungen, déi 2005 énnert dem Lëtzebuerg Virsätz gefouert ginn iwwert

wert deen doten Aspekt, si vun enger enormer Bedeitung fir d'Landwirtschaft an och fir d'nohaltege Garantien a puncto Finanzéierung.

Meng Fro un de Minister - an dat wier meng éischt - ass, ob hien dat och sou gesäit oder ob déi Montante vu 55,3 Milliounen Euro fir 2007, vu 55,9 fir 2010 a 55,5 fir 2013 garantéiert sinn. Oder ob se a Fro gestallt sinn, wa keng Eeneegung op 1,14% budgetär Contributioun fir d'Europäesch Unioun géif fonnt ginn.

Meng zweet Fro un hie bezitt sech op déi weider Ausbezuellung vun der Indemnité compensatoire, där hir Originen op 1976 zréckginn, an iwwert déi mer och an der leschter Sëtzung vun der Agrarkommission Rieds haten. An zwar ass d'Fro déi, wéi sécher de Minister d'Bäibehale vun der Indemnité compensatoire gesäit.

De Corollaire vun deenen zwou éischte Froen ass deen, ob de Landwirtschaftsminister generell op e Maximum vun de Förderungsmeiglechkeeten ze goe bereet ass, déi de Kader an der Europäescher Unioun him erméiglechen. Dat wär also meng drëtt Fro.

Iwwert d'Sécherheet vum finanziellen Kader eraus bleift den Acteur „Politik“ awer och staark gefuerdert an de Beräicher administrativer Chargen a Prozeduren. Am Regierungsprogramm énnert dem Kapitel „Classes moyennes“ gétt - ech zitieren - d'«simplification des formalités administratives qui freinent le rendement et l'esprit d'initiative des petites et moyennes entreprises» als Prioritéit ervirgestrach. Absolut zu Recht!

A meng véiert Fro ass zugläich eng Suggestioun: Wëllt Der dem Commissaire à la simplification administrative säi Mandat net ausdehnen op d'landwirtschaftleche Betriber? Den administrativen Opwand an der Landwirtschaft ass nu mol eng Realitéit; dat gesit mer bei de Flächenanträge oder bei den Anträge fir Primen allgemeng. Dëst géllt awer och fir administrativer Chargen, fir déi aner Departementer an Administratiounen zoustännege sinn, an ech sinn net sou laang aus dem Geschäft eraus fir net kënnen do déi eng oder déi aner Schwierigkeiten nach ganz prezis an Erënerung ze hunn.

Här President, heizou wollt ech eng Motioun erabréngen an ech géif dann och nach eng zweet Motioun iwwert d'„cross compliance“ hei déposéieren. Ech wëll lech och de Contenu vun deenen zwou net virenthalen, an ech wollt lech se direkt matdeelen, fir och Kolleegen, déi sech nach wëllen deem uschlëssen, Geleeenheet ginn, se ze ënnerschreien.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que l'accord de coalition du présent Gouvernement accorde une priorité à la simplification des formalités administratives qui freinent le rendement et l'esprit d'initiative des PME;

- considérant que l'accord de coalition prévoit également la création d'une fonction d'un «commissaire à la simplification administrative» qui évaluera les frais générés par les formalités administratives et qui s'occupera à réduire de façon substantielle les charges administratives pesant sur les PME;

- considérant que les agriculteurs sont également soumis à des charges administratives importantes;

invite le Gouvernement

- à étudier l'ampleur de la charge administrative pour les exploitants agricoles et viticoles;

- à en tirer les conclusions et à préciser le cas échéant les réductions de la charge administrative pour lesdites exploitations.

(s.) Charles Goerens, Camille Gira, Henri Grethen, Henri Kox, Carlo Wagner.

Déi zweet Motioun huet Bezuch op d'„cross compliance“, an déi gesäit vir:

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant que la réforme 2003 de la politique agricole commune de l'Union européenne crée une relation directe («cross compliance») entre les aides directes accordées au secteur agricole et les responsabilités incombant à ce dernier notamment en matière de protection de l'environnement et de respect du bien-être des animaux;

- considérant que des contrôles sont nécessaires à cette fin;

invite le Gouvernement

- à informer les milieux agricoles dans les meilleurs délais sur les obligations de «cross compliance»;

- à déterminer de manière précise les administrations en charge desdits contrôles;

- à organiser les contrôles de manière à limiter au strict minimum les poids administratifs pour l'exploitant agricole;

- à encourager l'échange d'informations continu entre les administrations chargées des contrôles.

(s.) Charles Goerens, Niki Bettendorf, Lucien Clement, Henri Grethen, Carlo Wagner.

Här President, heizou wéi gesot den Dépôt vun deenen zwou Motiounen, an nëmme just niewebäi, dat neit Naturschutzgesetz ass nach ëmmer am Rodage, zum Beispill beim Entretien vun den Hecken huet d'Forstverwaltung e Positionspabeier ausgeschafft iwwert deen d'Regierung sech menges Wëssens no nach net ausgeschwat huet.

Et war sech am Fréijor nach drop geeenegt gi mat de Vertrieeder vun de Bauereverbänn an der Berufschamber, an enger Testphas vun zwee Joer prozedural verstännege an an der Praxis gangbar Léisungen unzestriewen.

A Bezuch op den agro-environmentale Beräich wier et net vu Muttwëll wa mer d'Kommissiounen, zoustännege fir Landwirtschaft an Émwelt, a Presenz vun de Ministere Boden a Lux aberuffe géifen a beroden, wéi eng Virgehensweise mir privilegiéieren, fir dem Bauer ze erméigleche konform zu de bestehende Gesetzgebungen ze handeln, ouni excessiv Délaien a Prozedure mussen a Kaf ze huelen, an dat an de Beräicher Constructions agricoles en zone verte, wou zwar schonns valabel Kompromësser fonnt goufen, awer nach oft excessiv Délaie beklot ginn.

An deem Zesummenhang presentéieren ech och eng Resolutioun, déi och den Ennerschrëfte vu Kolleegen aus anere Fraktiounen opläit.

Résolution 1

La Chambre des députés charge ses commissions

- de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ainsi que de l'Environnement d'avoir un échange de vues exhaustif sur la mise en oeuvre de la réforme de la PAC et notamment sur les aspects environnementaux plus directement liés à la «cross compliance» en présence des deux ministres de tutelle;

- de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ainsi que de l'Intérieur d'en faire de même pour ce qui est des aspects liés à la transposition de la directive «nitrates»;

- de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ainsi que de la Santé d'examiner les aspects plus particulièrement liés à la sécurité alimentaire.

(s.) Charles Goerens, Camille Gira, Henri Grethen, Henri Kox, Carlo Wagner.

lech ginn déi Sanktiounen vill méi gravéierend, wann dat op der ganzer Prime gemaach gëtt, déi d'Bauere kréien, wéi wann et elo op der Indemnité compensatoire oder soss enger gemaach gëtt.

Ech wëll och soen, dass mer am Moment amgaange si fir d'Bauere sou gutt a wäit wéi méiglech ze informéieren, wat jo och eng Ufro ass, wat d'Eko-Konditionalitéit mat sech bréngt. Mir wäerten och eng Broschür doriwwer erausginn an, wéi gesot, well dat mat relativ vill Sue verbonnen ass, si mer eis bewosst, dass een do muss Efforte maache fir hinne sou gutt wéi méiglech ze hëllefen, fir datt se kënnen déi Konditiounen a Kritären erfëllen.

Mir hunn dofir och eng GAP-Info agefouert, déi hutt Der jo vläicht och zougstellt kritt. Et sinn dräi Nummere rauskomm, wou ganz konkret a kloer de leschte Stand vun der Ausarbechtung vun eise Réglementatiounen a Kritären a Konditiounen ëmmer nees duerchleucht gëtt.

Mir hunn och eng Infoline agefouert. Wann d'Baueren also opgrond vun deenen Informatiounen, déi se kréien, Froen hunn, kënnen se telefonéieren op enger Telefonsnummer, déi uginn ass, an da kréie se och déi Äntwerten, déi do sinn.

Ech muss just soen, de Problem ass, dass d'Kommissiounsreglementer nach bis de leschte Mount komm sinn, an de leschte Mount sinn der nach ofgeännert ginn, dat heescht et ass schwierig scho lo definitiv Reglementer erauszeginn, well permanent nach där Changeementer komm sinn. Mä mir sinn amgaange lo festzhalen, wéi déi Jetonë solle berechent ginn, an do war de Wonsch mengen ech hei vun der Chamber, an och vun der Bauerwelt, dass ee géif soen, mir müssen der Entwécklung vun de Betriber Rechnung droen. An déi war hei am Land relativ grouss. D'Betriber sinn ëm zwee bis dräi Hektar pro Joer gewuess. Dat heescht an deene fënnf Joer vun 2000 bis 2005 sinn et zéng bis 15 Hektar, déi d'Betriber méi grouss gi sinn. Dofir wëlle mer kucken, bei deene Jetonen där Entwécklung do Rechnung ze droen.

Déi Betriber, déi opgebaut hunn, déi investéiert hunn, déi kréien dat deelweis guttgerecht iwwer Suen oder Jetonen, déi se aus der Réserve nationale kréien, an aner, déi ofgebaut hunn, deene kënnen mer de gréissten Deel ewechhuelen, wa se ofgebaut hunn, fir ebe lues a lues opzehalen, dass se net den historiesche Jeton kréien, mä dass se dee kréien, deen hirer Situatioun vun 2004 entsprécht. Also, dat mécht d'Saach net méi einfach, mä ech mengen et mécht se vill méi gerecht. Dat war mengen ech och de Wonsch allgemeng vun der Chamber.

Dann ass gefrot ginn, vum Här Goerens mengen ech, no der Indemnité compensatoire. Also, wat mer bis elo gemaach hunn, déi Reform, dat ass d'Reform vun der Maartuerdng, dat huet net betraff bis elo d'Entwécklung vum ländleche Raum, wat am Fong eist Agrargesetz duerstellt. Déi Reform ass elo um europäesche Plang an der Diskussioun. Do ass och e Reglement vun der Kommissioun virgeluecht ginn, an do ass de grouse Problem, dass déi sou genannte Régions défavorisées, wou zu Lëtzebuerg jo praktesch d'ganz Land begräift, mat Ausnahm vun der Muselgégend, dass déi a Fro gestallt sinn, dass déi müssen nei definéiert ginn, dass also dee politeschen Acquis, dee mer haten, net méi sou acquis ass.

Do ass effektiv déi Fro berechtigt, ech hunn dat och scho gesot. Mir mussen gutt argumentéieren a versichen, fir souwäit wéi mir et kënnen Kritären anzebannen, déi et erlaben Lëtzebuerg als Région défavorisée zréckzebehalen. Den Här Fischler war do ëmmer verstänneg - ech hoffen, dass deen nächste Kommissär dat och ass -, wa mer

gesot hunn, mä Lëtzebuerg huet eng speziell Situatioun.

Mir sinn e Land, wou d'Léin ganz héich sinn, an d'Lëtzebuurger Bauere vergläiche sech mat de Léin, déi déi aner Beruffer hei am Land kréien, an net mat dem Loun oder mat dem Akommes, wat e Bauer a Portugal, a Spuenien, a Griicheland oder an Däitschland kritt. Dofir hu mer ëmmer gesot, och där Situatioun muss ee Rechnung droen. Dat steet de Moment net am Reglement, wëll ech soen. Dat heescht, et muss ee kucken, d'Kommissioun an och d'Kollegen ze iwwerzeegen, dass se bereet sinn och där do Situatioun plus ou moins Rechnung ze droen. Also, och do wäerte mer zesammen nach Mëttel a Weeër fanne musen, fir ze argumentéieren an eis sou wäit wéi méiglech duerchsetzen, well d'Indemnité compensatoire mécht en héije Montant aus fir d'Akommes vun de Baueren. Et gëtt des Weideren eng ganz Rei vu Begëschtingungen, déi mat der Région défavorisée verbundene sinn.

Also, et ass scho wichteg, dass mer kucke fir do net ze vill Plommen ze loossen, mä datt mer versichen eis do sou gutt wéi méiglech ze verdeedegen, mat Argumenter a mat Iwwerzeegungskraaft, souwäit déi dann och kënnen duerchdréngen.

Am Kader vun der Entwécklung vum ländleche Raum hu mer mat eisem Agrargesetz e gutt Instrument fir de Strukturwandel ze begleeden. Et ass och scho vum Här Clement gesot ginn, dass d'Baueren zwëschent 2000 an 2004 210 Milliounen Euro investéiert hunn, dovunner si 95 Milliounen Euro ongeféier Bähëllefen. Dat war nach ni de Fall. Dat heescht, et ass an der Landwirtschaft e gewësst Vertrauen an d'Zukunft do, net wéi ëmmer sou gemaach gëtt, dat war net do. Dat ass do, an ech begrëissen dat och.

Ech maache mer heiansdo Suergegen, ob se net iwwerdriwwen investéieren. Mir maachen och deen Appel u se! Mä ech mengen, et ass besser, et gleeft een un d'Zukunft, et investéiert een, wéi wann een einfach mol ofwaart, wat soll lo kommen, wéi soll an Zukunft eise Beruff ausgesinn. Also, ech mengen schon, dass dat encourageant ass. Et muss ee just drop opmierksam maachen, dass d'Investitiounen sech och musse rentabiliséieren, an do hunn ech heiansdo meng Bedenken.

Mä op jidde Fall hu mer och ganz klar d'Lëtzebuurger Landwirtschaft orientéiert an eng Qualitéitsproduktioun. Mir hu keng industriell Landwirtschaft hei am Land. Gott sei Dank! Mir wëllen och versichen, an déi Richtung virunzuegoen. Méi wéi 90% vun de Betriber maache mat bei der Landschaftsfleegeprime, dat beweist dass dat, wat mer gär gehat hätten - d'grouss Mass vun de Betriber an déi richteg Richtung ze kréien -, zum gréissten Deel erreicht ass. Et gëtt der ëmmer, déi aus der Rei danzen. Dat bedauere mer. Dat muss och sanktionéiert ginn. Dat wëll ech ganz kloer soen. Och wat den Déiereschutz an de Bien-être des animaux ubelaangt. Mä mir hunn et fäerdeg bruecht, eng Orientatioun ze kréien a méi eng ëmweltschonend, déieregerecht Landwirtschaft. Dat gëtt ënnerstëtzt.

An och déijéineg, déi an d'Qualitéit investéieren, kréie méi héich Subside wéi déi, déi dat net maachen. D'Agrargesetz mécht ganz kloer eng Distinctioun tëschent normalen Investitiounen an Investitiounen an d'Qualitéit. An d'Qualitéitsproduktioun, regional Qualitéitsprodukt ass dat, wat mer müssen an Zukunft hei nach weider förderen.

Ech sinn och frou dass hei gesot ginn ass, dass mer alles solle maache fir den agroalimentaire Secteur zu Lëtzebuerg ze stäerken, dass mer en ënnerhalen, dass mer hei regional Qualitéitsprodukt kënnen am Land schafen, déi och d'Vertraue vum Konsument

kréien, wou d'Traçabilitéit ofgeschert ass, an dass de Konsument just vläicht misst bereet sinn, fir heiansdo e Frang weider ze gi fir déi Qualitéitsprodukt, déi hei gemaach ginn, well déi hu méi en héije Produktiounskäschtepunkt wéi Produkt, déi net deene Kritären a Konditiounen entsprechen.

Dann zur Biolandwirtschaft, wou den Här Kox jo domat ugefaangen hat, wëll ech ganz kloer soen: Am Kader vun dem Agrargesetz gëtt d'Biolandwirtschaft gefördert, a se gëtt souguer staark gefördert. Ech kann lech souguer...

(Interruption)

Ganz staark gefördert! An ech kann lech souguer soen, wéi d'Agrarproduktioun sech do entwéckelt huet. 1994, virun zéng Joer also, hate mer zwielef Betriber, an déi zwielef Betriber, déi hu 567,56 Hektar bewirtschaft. Haut - dat heescht souguer schonns uganks 2004 - hu mer 59 Betriber an 3.001 Hektar, also fënnemol méi Betriber a bal sechsmol méi Hektare wéi dat virun zéng Joer de Fall war. Et kann een also net soen, datt näischt geschitt wär, am Contraire.

■ M. Henri Kox (DÉI GRÉNG), *interpellateur*.- Wéi vill Prozent sinn dat dann?

■ M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*.- Oh, ech weess dat elo net genee, ech ka just nëmme soen, et ass bal sechsmol méi wéi et virun zéng Joer war.

■ M. Henri Kox (DÉI GRÉNG), *interpellateur*.- Wéi ass et op der Musel mat dem Wäibau? Dat pake mir net un!

■ M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*.- Jo, dat ass e ganz anere Problem, Här Kox, dee kënnen mer gär verdéiwen. Also och wann Dir vischt Biowäibau ze maachen...

(Interruption)

...ech mengen den Helikopter flitt awer och bei lech laanscht, hunn ech e bëssen d'Impressioun.

(Interruption)

Also dat ass schon e bësse méi differenziéiert ze gesinn. A wa mir mat Experte schwätzen am Wäibau, déi soen datt et net esou einfach wär, fir am Wäibau ouni Sprézmëttel a gewësse Saachen auszekommen, an ech mengen dat soll ee verdéiwen. Ech sinn d'accord domat, wou Wënzer bereet si fir dat ze maachen, datt se et solle maachen. Mä ech géif awer och oppassen, datt een elo net de Leit en X fir en U virmécht, well ech wëll eppes soen: Mir si bereet fir den Aktiounsprogramm Biolandwirtschaft op EU-Plang weider ze driewen. Mir hunn do ganz kloer Position bezunn. Mir hu souguer mat e puer anere Länner gesot, et misst och an deen Aktiounsprogramm eng weider Aktioun kommen, déi d'Kommissioun net esou virgesäit, datt d'Koexistenz tësche Biolandwirtschafts- an OGMen-Saatgut misst assuréiert ginn.

Also mir ginn eis do net, ech soen dat ganz offen, mä d'Kommissioun muss emol dee Plang virleeën. Si huet elo mol e Rapport gemaach wou Moosnamen opgeléicht ginn, elo muss se e Programm virleeën. Wa se dee virleest, da si mir gäre bereet fir deen esou wäit ewéi méiglech ze pousséieren. Mä och do ass et menger Meenung no wichtig, datt en EU-Logo kënn fir d'Biolandwirtschaft, well leider Gottes, soen ech, gesäit ee vill Saache wou Bio drop steet, wou vill Leit awer Douten hunn, datt och Bio dran ass. A wa mir do och Skandalen kréien, an déi kommen och eng Kéier wa systematesch

Analyse gemaach ginn, dann ass dat ganz schlecht fir d'Biolandwirtschaft. Dofir mengen ech schon, datt mir alleguer Intérêt drun hu fir och d'Biolandwirtschaft ze förderen, kloer Kritären ze maachen, datt en EU-Logo...

(Interruption)

Mä den EU-Logo ass awer nach net obligatoresch.

...datt en EU-Logo drop kënn, datt de Konsument gesäit, hei, dat do ass aus der Biolandwirtschaft, déi no europäesche Kritäre gemaach ginn ass. Well d'Kritären, wat de Bio ubelaangt, sinn heiansdo ganz ënnerschiddlech vu Land zu Land - ech wëll lech dat just soen: Do si Länner, déi haten am Ufank ganz héich Prozentsätz an der Biolandwirtschaft, an déi sinn erofgaange wéi se mol déi richteg Biolandwirtschaft hu misse méi considérieren. Mä dat ass och e Problem, deen ee méi laang kann diskutéieren.

Ech gesinn hei, de President mécht mer d'rout an d'guel Luucht alt schonn un. Et wär vläicht elo nach e puer Wuert awer ze soen zu der Liewensmittelsécherheet an dem Déiereschutz.

Ech wollt soen, no der leschter Interpellatioun sinn, wat d'Liewensmittelsécherheet ubelaangt, immens vill Saache gemaach ginn. Ech wëll nëmme déi Cellule agrisante nennen, déi sech ëm eng Rei vu Problemer soll bekëmmern, och ëm dat wat lech um Häerz läit, datt Qualitéitsprodukt sollen an den öffentleche Kantinen, sief dat Spideeler, Schoulen oder Altersheimen méi genotzt ginn, an déi do Kommissioun huet den Optrag kritt, e Groupe de travail soll kucke wat fir eng Kritären och d'Ubidders musen erfëllen, fir datt d'Kantinen dat och kënnen maachen. Do muss se si sech och e bëssen ëmstellen, et muss jo eng kontinuierlech Sécherheet do sinn, datt déi Produkt a genügendem Mooss an zur richteger Zäit dann och do sinn. Déi Kommissioun déi huet deen Optrag also kritt an an der Regierungserklärung steet et nach eng Kéier, datt mir sollen alles maache fir an der Restauration collective Lëtzebuurger Qualitéitsproduktioun ze förderen oder Qualitéitsproduktioun ze förderen - mir kënnen net soen, et muss Lëtzebuurger Qualitéitsproduktioun sinn, mä Qualitéitsproduktioun.

Et kann och menger Meenung no net sinn, datt bei Leit, déi krank oder al sinn, soll drop gespuert gi wat se sollen z'iesse kréien. Ech mengen dat wier net dee richtege Wee, do si mir alleguer d'accord domat, an dofir mengen ech och datt mer musse kucken, datt mer dat duerchgesat kréien an do gescheit Cahiers de charges ausschaffen, datt mer EU-konform sinn a méi Qualitéit ofsécheren.

Mä wat d'Liewensmittelsécherheet ubelaangt, mengen ech, si vun der EU-Kommissioun a vun dem EU-Conseil aus 80 Direktiven a Reglementer ëmgeännert ginn. A wat d'Traçabilitéit ubelaangt, sief dat beim Rëndfleesch oder elo bei den Eeër, wou eng nei gemaach ginn ass, iwwerhaapt bei allen Etiquetagen ass komplett reforméiert ginn. D'Transparenz fir de Konsument ass wesentlech an de leschte Joren an d'Luucht gaangen. Wat d'Hygiène ubelaangt, ech mengen do sinn eng 15 Direktive gebündelt ginn op dräi, do ass och versicht ginn, wat jo ganz wichteg ass fir d'Liewensmittelsécherheet, fir déi ze verbesseren, méi transparent ze maachen an d'Kontrollen ze verbesseren. An och d'Problematik vum Etiquetage vun den OGMen ass jo kloer geregelt ginn a wat mer do nach muss kréien, datt ass d'Direktiv iwwer d'OGMe-Saatgut.

An do kann ech lech och soen, datt mir méi restriktiv si wéi vill aner Regierungen - ech hunn dem Här Gira dat schon d'lescht Kéier gesot -, wou och Ärer Kollegen dra sinn. Dat heescht, mir sollen alleguer gemeinsam kucken, wa mir gären

hätten, datt d'OGMen net sollen iwerhand huelen, datt mir all Regierungen iwwerzeegt kréien, fir do Neel mat Käpp ze maachen...

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

...a versiche fir do virun ze goen.

Wat elo dee Problem vu Fréiseng ubelaangt, wëll ech och soen, datt dat eppes ass, wat keen houfreg gemaach huet, mä ech géif awer och soen, et soll een net generaliséieren, an et si jo duerno Enquête gemaach ginn iwwer d'Land, wéi vill problematesch Fäll datt dorëmmer sinn; datt sinn der net esou vill. Ech hunn d'éinescht vu fënnf Fäll geschwat, déi am Laf vum Joer 2004 sanktionéiert gi sinn.

Mä ech mengen, datt een Efforte muss maachen, fir d'Bauere selwer ze iwwerzeegen, datt se sollen an déi Richtung goen. A mir hunn hei e System opgebaut, dee misst gutt funktionéieren. Ech si frou, datt och zwee oder dräi Leit hei dee Wee begrëisst hunn, datt mer e Système d'épidémiologie-surveillance am ganze Land opgebaut hunn, wou de Veterinär op d'mannst zweemol muss e Rapport maachen un d'Veterinärsinspektioun, ob déi Kritäre vun dem Bien-être des animaux an d'Protection des animaux ofgeschert sinn. A mir hunn elo och de Veterinären nach eng Kéier e Bréif geschriwwen, fir se drop opmierksam ze maachen, dass se do eng Responsabilitéit hunn.

Ech sinn d'accord domadder, datt e Veterinär heiansdo e bëssen zéckt fir mam decken Hummer dropzeschloen, mä da solle se dee Wee aschloen, dee gesot ginn ass, da solle se - a mir hunn hinnen och e Bréif geschriwwen - periodesch mat der Veterinärsinspektioun zesumme kommen, wou déi Problemer do diskutéiert ginn, an d'Veterinärsinspektioun, déi kann dann déi Démarché maachen déi néideg sinn.

Mir hunn och drop opmierksam gemaach, datt Inspektiounen vun de Contrôleure vun der Veterinärspektioun et net eleng fäerdeg bréngen, fir do iwwerall déi schwaarze Schof erauszesechen; do muss jideree matmaachen. Ech soen e Beispill: Wann ee Mëllech op en Haff siche geet an e gesäit, datt d'Mëllechkummer hygienesch guer net an der Rei ass, souguer wann d'Qualitéit vun der Mëllech gutt ass, da soll en dat matdeelen. Dat ass een Unzeechen, datt do eppes net méi ganz richteg ass. Wann de Sanitel feststellt, datt e Betriber Problemer mat den Quermarken huet, dann ass et wichteg, datt de Sanitel der Veterinärspektioun dat matdeelt, dass se mol dohinner kucke ginn. Datt een also eng Analyse mécht vun deene Betriber, déi Risiken duerstellen an een déi méi reforcéiert kontrolléiert.

Dat ass de Wee, dee mir wëllen aschloen, an ech mengen dat wär och dee richtege Wee. An da wëll ech soen, datt mer och bereet si fir den Déiereschutz an d'Verfassung anzuschreiwen. Mir hunn eng Proposition gemaach, a mir sinn och bereet fir d'Déiereschutzgesetz ze reforcéieren. Mir hunn nämlech ee Problem. Mir hu ganz vill Reglementer, déi villes ofsécheren, well déi Leit, déi op den Terrain kontrolléieren kommen, déi kënnen am Fong geholl net direkt intervenéieren, si müssen da bei de Parquet goen an de Parquet kann dann eréischt eppes maachen. Et gi vill Leit, déi soen, dat dauert ze laang, an do misst d'Veterinärsinspektioun gewëssen Handhabsméiglechkeete kréien, déi huet se haut awer net.

■ M. le Président.- Här Minister, entschëllegt, Dir hutt elo 50% vun Ärer Zäit iwwerschratt, et sinn de Mëtte vill pertinent Froen hei gestallt ginn, mä awer och net esou vill.

■ M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*.- Gitt mer nach eng Minutt.

(Hilarité)

M. le Président.- Also ech mengen elo misste mer zum Schluss kommen.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*. - Mä wann een dobausse mat de Leit schwätzt, da menge se, de Veterinärsinspekter kënn direkt soen, elo ginn d'Béischter emol ewech geholl an iergendwou aneschtens ënnerbruecht. Dat geet leider oder Gott sei Dank net, mä dofir muss ee kucken, datt am Kader vun der Ännerung vun eisem Déiereschutzgesetz d'Veterinärsinspektioun gewësse Méiglechkeete kritt fir kënnen ze intervenéieren, datt dem Déiereschutz méi schnell ka Rechnung gedroe gi wéi et haut de Fall ass. Dat ass ee vun de Problemer, dee mer musse gemeinsam upaken.

Voilà, ech soen lech awer Merci fir déi konstruktiv Diskussiounen. Hei sinn eng ganz Rei vu Problemer an déi Diskussioun waerte mir an der Zukunft nach verdéiwen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann direkt zur Ofstëmmung vun de Motiounen a vun der Resolutioun. Den Här Bausch huet fir d'éischt nach d'Wuert gefrot. Här Bausch.

M. François Bausch (*DÉI GRÉNG*).- Ech si séier fäerdeg. Ech wollt just dem Här Minister soen, datt ech erstaunt war iwwer seng Ausso ganz am Ufank, datt e frou wär doriwwer, wa bei Interpellatiounen prezis Froe géinge gestallt ginn, da kënn ee sech besser drop virbereeden als Regierung. Mir hu quasi annerhalfe Säit nème Froen eraginn, ech weess net wéi prezis een d'Froen nach ka stellen, mä se waren op alle Fall ganz prezis an duerfir hätt et och kënnen méiglech sinn aneschtens ze äntwerten.

M. le Président.- Also et stëmmt, datt den Här Kox sech hei vill Méi ginn hat fir seng Formulatioun vu senger Interpellatioun esou prezis ewéi méiglech ze stellen, dat ass richtig.

Da komme mir lo zu de Motiounen an zu enger Resolutioun, déi während der Generaldiskussioun hei déposéiert goufen. Fir d'éischt d'Motioun 1 vum Här Henri Kox iwwer d'Schafung vun engem Guichet unique. Déi Motioun ass nach vun den Häre Gira, Goerens a Mehlen ënnerschriwwen ginn.

Motion 1

Mir stëmme elo of iwwer déi Motioun.

Vote

E Vote par main levée ass gefrot.

(Interruption)

Neen. Dann huele mer de Vote électronique.

Wien dofir ass stëmmt mat Jo, wien dogéint ass mat Neen oder en enthält sech.

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 36 Nee-, 22 Jo-Stëmme a kenger Abstentiuon.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Niki Bettendorf), M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch (par M. Charles Goerens), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Robert Mehlen), Jean-Pierre Koepf (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Nelly Stein), MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt), Marcel Oberweis, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Roland Schreiner), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Romain Schneider), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri).

Da komme mer zur Motioun 2 vum Här Charel Goerens iwwer de Verwaltungssopwand bei de Baueren an de Wënzer. Den Här Fayot dozou.

Motion 2

M. Ben Fayot (*LSAP*).- Här President, ech hunn dem Här Minister opmierksam nogelacht, dat ass déi Motioun wou et ëm d'Simplification administrative geet, an ech hat d'Impressioun wéi wann e verstan hätt, wéi wann an dëser Motioun dee Commissaire à la simplification administrative, dee jo am Regierungsprogramm virgesinn ass, d'Charge soll kréien, dat och hei fir de Bauerestand ze maachen.

Ech liesen awer hei an der Motioun, dass am Fong geholl d'Regierung invitéiert gëtt just d'Ampleur de la charge administrative vun de Baueren ze studéieren an doraus Konklusiounen ze zéien. Dat heescht, ech mengen net dass een hei ka liesen, dass dee Commissaire à la simplification administrative dat soll maachen, dass dat spezifesch fir de Baueren...

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*. - Esou hat den Här Goerens dat gesot.

M. Ben Fayot (*LSAP*).- Ah bon, d'accord. Mä ech hunn elo hei gelies, an ech hu geduecht dat wär anescht gemengt, mä wann dat d'Meenung vum Här Goerens ass, da sinn ech mat lech d'accord...

Une voix.- Dann hat e Pech.

(Hilarité)

M. Ben Fayot (*LSAP*).- ..., dass dat vläicht fir dee Commissaire do e bëssen ze vill däers Gudden ass.

M. le Président.- Den Här Goerens.

M. Charles Goerens (*DP*).- Här President, ech hunn eng Motioun, déi huet Bezuch op d',cross compliance' an eng aner iwwer aner Charges administratives. An et war am Fong iwwer déi aner Charges administratives, déi Problemer, déi den eenzelne Bauer begéint mat de Verwaltungen iwwer d'Tatbestänn, déi elo net direkt eppes mat der reforméierter Agrarpolitik ze dinn hunn. Do hunn ech a menger Ried d'Beispill vum Commissaire beméit, fir ze soen, de Minister, deen zoustänneg ass fir d'Classes moyennes, procédéiert do ganz resolut, e geet ganz determinéiert vir an e soll sech dovun inspiréieren am Fong fir och an der Landwirtschaft datselwecht ze maachen.

Mir ass et esou laang wéi breet, ob dat deeselwechte Commissaire ass oder een aner. Mir geet et hei ëm d'Saach. Här President, an dofir géing ech mengen, den Här

Fayot huet absolut Recht, en huet meng Motioun richtig gelies an och richtig interpretéiert. Ech kann him nëmmen zoustëmmen.

M. le Président.- Jo, mä ech hunn awer, mengen ech, erausgelies aus der Interventioun vum Här Fayot, dass en net domat d'accord ass.

M. Charles Goerens (*DP*).- Neen, neen. Den Här Fayot, deen e ganz nuanciéierte Mënsch ass, huet mir am Fong...

(Hilarité)

M. le Président.- Mir kommen elo zur Ofstëmmung, da gesi mer jo wéi d'Resultat ass.

M. Ben Fayot (*LSAP*).- Ech hunn, Här President, mech och un de Minister gewant, well ech am Fong geholl seng Interpretatioun net am Text gelies hunn. Dat heescht dass ech der Meenung sinn, dass mer näischt vergi wa mer soen, mir wëllen d'Charge administrative dans la limite des possibilités vun de Baueren diminuéieren, à condition selbstverständlech dass et net dee Commissaire ass, dee sécher da surchargéiert wier. Ech hunn hei just wëlle kloer soen, wat ech dra gelies hunn. Ech si gewinnt Texter prezis ze liesen an ech hunn dat dra gelies.

M. Charles Goerens (*DP*).- Jo.

M. le Président.- Kënne mer par main levée ofstëmme oder muss et e Vote électronique sinn?

(Interruption)

De Vote électronique ass gefrot. Da komme mer zum Vote.

Vote

Wien dofir ass stëmmt mat Jo, wien dogéint ass mat Neen oder en enthält sech.

D'Motioun 2 ass ofgelehnt mat 23 Nee-, 22 Jo-Stëmme an 13 Abstentiuon.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Niki Bettendorf), M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch (par M. Claude Meisch), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepf (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Sauber), MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Marcel Glesener), Marcel Oberweis, Patrick Santer (par Mme Martine Stein-Mergen), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Marie-Josée Frank), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter.

Se sont abstenus: Mme Françoise Hetto-Gaasch;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Romain

Schneider), Romain Schneider et Roland Schreiner.

Motion 3

Da komme mer zur Motioun 3 vum Här Charel Goerens, dat ass d'Motioun vun der „cross compliance“. Dës Motioun dréit véier Ennerschrëften. Wien ass nach bereet dës Motioun ze ënnerschreiwen?

(Interruption)

Den Här Kox fret d'Wuert zu dëser Motioun.

M. Henri Kox (*DÉI GRÉNG*), *interpellateur*.- Majo, mir géifen déi Motioun mat droen, wa mer dee leschten Turet géifen ewechloossen, well mir mengen dass meng Motioun do eng Iddi méi wäit gaange wär mat deem Guichet unique. An ech géif och do nach ëmmer dem Här Minister widdersprieche, well et ass jo ebe just grad, en huet virdrun opgezielt: SER, ASTA, GAP-Info, deen net ze entschlësselen ass, d'Veterinären, d'Ëmweltverwaltung, alles déi op de Bauer zoukommen. Also et ass dat wou eng Réforme administrative oder e Guichet unique misst onbedéngt kommen. Also mir géifen déi Motioun da mat droen, wa mer dee leschten Turet géifen ewechloossen.

M. le Président.- Jo, et ass eng Motioun vum Här Goerens. Här Goerens, sidd Der d'accord fir hei Ären Text ze modifizéieren?

M. Charles Goerens (*DP*).- Ech kann domat liewen, well ech e Kompromëss-Mënsch sinn, an dofir kommen ech dem Här Henri Kox do entgéint.

M. le Président.- Wéi ass dann elo deen neien Text, deen Der proposéiert? Den Text ouni dee leschten Turet?

M. Charles Goerens (*DP*).- Jo.

M. Lucien Clement (*CSV*).- Här President!

M. le Président.- Jo.

M. Lucien Clement (*CSV*).- Ech hunn d'Motioun ënnerschriwwen mam leschten Turet an ech wëll drop hiweisen, dass ech da meng Ennerschrëft zrëckzéien.

(Hilarité)

M. le Président.- Très bien.

Une voix.- Elo gëtt et komplizéiert.

M. le Président.- D'Motioun, huet se elo nach fënnf Ennerschrëften? Huet den Här Clement seng zrëckgezunn?

(Interruptions)

Da stëmme mer elo of.

M. Charles Goerens (*DP*).- Här President, an deem Fall halen ech se bäi. Eis zwou Motiounen si complémentaires, wann dat der CSV d'Adhësioun zu där Motioun hei erlichtert, da sinn ech bereet dem Här Clement do entgéintzoukommen.

M. le Président.- Très bien. Kënne mer par main levée ofstëmme?

(Assentiment)**Vote**

Wien ass d'accord mat der Motioun 3, esou wéi se virläit?

Ech gesinn, dat ass eng écrasant Majoritéit. Domat ass dës Motioun ugehooll.

Da komme mer nach zur Resolutioun vum Här Goerens iwwer d'Aarbecht innerhalb vun der Agrarkommissioun a vun der Ëmweltkommissioun. Den Här Wolter fret d'Wuert dozou.

Résolution 1

M. Michel Wolter (*CSV*).- Ech fannen einfach prinzipiell dës kee ganz gudder Stil wa mer géifen ufänken a regelméisseg Ofstänn hei eise Kommissiounen ze soen, wat se da gebiede sinn ze maachen. Ech mengen, dass d'Leit an de Kommissiounen grouss an al genuch si fir ze gesi wat se op den Ordre du jour sollen huelen. A wa vun der demokratescher Fraktioun aus e Wunsch ass fir an där enger oder aner Kommissioun iwwer eppes ze diskutéieren, dat ass den Usus, da mellst se dat an enger Kommissiounssitzung, an dann ass et och normalerweis esou, dass dat dann an enger nächster Réunioun vun där Kommissioun behandelt gëtt.

Une voix.- Très bien.

M. Michel Wolter (*CSV*).- Mir gesinn am Fong net de Sënn an, dass mer eis ufänke selwer ze invitéieren an eise Kommissiounen iwwer dat eent oder dat anert ze diskutéieren.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Goerens fret d'Wuert dozou.

M. Charles Goerens (*DP*).- Här President, meng Suerg ass et fir hei eng kohärent Démarche ze kréien an ech mengen et wier gutt wa mer géife Réunions jointes maachen an der Chamber, fir eng Kéier iwwer verschidde Saachen ze diskutéieren. Ech sinn, ech hunn dat och éineschters gesot a menger Interventioun, nach net esou laang aus dem Regierungsgeschäft eraus, fir net ze wëssen dass et absolut indispensabel ass, dass déi concernéiert Ministeren eng Kéier a Presenz vun deenen dräi Kommissiounen, déi hei concernéiert sinn, zesummekommen.

Doriwwer eraus wëll ech dem Här Wolter rappeléieren, dass d'Chamberreglement souwéiso virgesäit, dass d'Fraktiounen dat do kënnen maachen. Da gesinn ech net an, firwat dass mer dat net kënnen hei am Kader vun enger öffentlecher Debatte maachen, dat ëmsou méi wéi mer do a puncto Kohärenz an all eisen Aarbechten an deem doten Domän nëmme kënnen gewannen.

M. le Président.- Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwer d'Resolutioun.

Opgrond vun den Interventiounen denken ech, dass mer zu engem Vote électronique musse kommen.

M. Charles Goerens (*DP*).- Da mache mer herno 3 Bréiwer.

Vote

M. le Président.- Wien dofir ass stëmmt mat Jo, wien dogéint ass mat Neen oder en enthält sech.

D'Resolutioun ass verworf mat 35 Nee-Stëmme géint 22 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Niki Bettendorf), M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming (par M. Charles Goerens), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Robert Mehlen), Jean-Pierre Koepf (par M. Jacques-Yves Henckes) et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt,

Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Marie-Josée Frank), Marcel Oberweis, Patrick Santer (par Mme Martine Stein-Mergen), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes

Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Marc Spautz), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Roland Schreiner), Alex Bodry, John Cas-

tegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Roger Negri, Jos

Scheuer (par M. Romain Schneider), Romain Schneider et Roland Schreiner.

Domat, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst öffentlech Sit-

zung ass mar de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.40 heures)

MERCREDI, 17 NOVEMBRE 2004

6^E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Niki Bettendorf, Vice-Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Ordre du jour

1. Ordre du jour
2. Déclaration sur la politique de coopération et d'action humanitaire présentée par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire
Débat sur la politique de coopération et d'action humanitaire
(Discussion générale - Motions - Votes)
3. 5343 - Projet de loi portant fusion des communes de Bettendorf et de Fohren
(Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
4. Demandes en naturalisation

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Jean-Marie Halsdorf et Jean-Louis Schiltz, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.* - Neen.

M. le Président.- Gutt, mir huelen dann Akt dovunner, dass d'Regierung keng Kommunikatioun ze maachen huet.

1. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour ubelaangt, wollt ech d'Chamber uganks vun der Sitzung mat enger Fro befaassen, ob d'Chamber domat averstanen ass nom Vote vum Projet de loi 5343 iwwert d'Demandes en naturalisation ofzestëmmen, déi d'Commission juridique an hirer Réunioun vun haut de Mëtteg behandelt huet.

Sidd Der d'accord domat, dass mer dat um Enn vun der Sitzung maachen?

(Assentiment)

Voilà, dann ass dat also esou déci-déiert.

Mir héieren haut de Mëtteg dem Här Minister Jean-Louis Schiltz seng Deklaratioun iwwert d'Lëtzebuerger Entwécklungshëllef. Uschléissend féiert d'Chamber direkt den Débat iwwert déi Deklaratioun.

Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

2. Déclaration sur la politique de coopération et d'action humanitaire présentée par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

Débat sur la politique de coopération et d'action humanitaire

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.* - Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les Députés,

«La persistance de la pauvreté extrême et de la faim est économiquement non nécessaire et politiquement inacceptable.»

C'est en ces termes que le Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, s'est exprimé le 30 septembre dernier devant le Groupe des 77 qui est au niveau mondial la première organisation qui regroupe les pays en développement.

Quelque deux semaines plus tôt, le même Kofi Annan a rappelé dans le contexte des Objectifs du Millénaire que «pour réduire la pauvreté, les pays en développement ont besoin chaque année de 100 milliards de dollars d'aide publique au développement». À la même occasion, il a expressément salué les efforts du Luxembourg, du Danemark, de la Norvège, de la Suède et des Pays-Bas qui destinent chaque année plus de 0,7% de leur revenu national brut aux pays les plus pauvres.

La persistance de la pauvreté est politiquement inacceptable.

Le Luxembourg a fait sienne cette maxime depuis de nombreuses années. La lutte contre la pauvreté constitue l'un des principaux objectifs sinon le principal objectif de la politique de coopération luxembourgeoise.

Nous savons qu'un sixième de la population mondiale vit en dessous du seuil de pauvreté avec moins d'un dollar par jour.

Nous le savons, mais nous ne l'acceptons pas.

La lutte contre la pauvreté a de multiples facettes. Il s'agit d'abord d'une question de contribution budgétaire. Le Luxembourg et les personnes qui vivent dans notre pays, faisant partie du sixième de la population mondiale qui possède plus de 80% de la richesse mondiale, l'ont compris depuis longtemps et c'est ainsi que le Luxembourg consacre chaque année plus de 0,7% de son revenu national brut à l'aide publique au développement.

La volonté du Gouvernement actuel de poursuivre l'effort en matière de coopération en vue d'atteindre le montant de 1% ressort des termes même du Programme gouvernemental du 4 août 2004.

En 2003, l'aide publique au développement luxembourgeoise atteint un montant total de 171 millions d'euros. Exprimée en pourcentage du revenu national brut, l'APD s'est élevée en 2003 à 0,81%. En termes de déboursés par tête d'habitant, le Luxembourg a, avec 318 dollars, occupé le premier rang mondial devant le Danemark avec 305 dollars et la Norvège avec 298 dollars.

Notons encore que pour 2004, compte tenu du budget voté, l'objectif en matière d'APD a été fixé à 0,84% du RNB, ce qui correspond à un volume financier de l'ordre de 183 millions d'euros.

Pour l'année 2005 et sous réserve de la décision que la Chambre prendra le mois prochain sur le projet de budget, le taux de l'APD s'élèvera à 0,85% du dernier RNB.

Les efforts en vue d'atteindre le chiffre de 1% se poursuivent dès lors en dépit de la révision à la baisse de la croissance de l'économie luxembourgeoise depuis quelques années.

La lutte contre la pauvreté a de multiples facettes.

Les chiffres en eux-mêmes, Mesdames, Messieurs, ne disent rien, ou pas grand-chose, s'il n'y a pas autre chose derrière. Et cette autre chose est en premier lieu une forte volonté politique de lutter contre la pauvreté, une forte volonté politique de mettre la coopération au développement tout en haut de l'agenda politique, une forte volonté d'en faire une priorité, sans tergiverser, sans chercher des excuses et sans recours à des faux-fuyants.

Le Gouvernement l'a, cette forte volonté politique. La Chambre des Députés l'a également, cette forte volonté politique.

J'en veux pour preuve le large consensus qui existe sur tous les bancs de la Chambre quant aux grands principes de la politique de coopération, même s'il y a toujours des discussions quant à certaines modalités de mise en œuvre, quant à certaines priorités thématiques, quant à la priorité à accorder à tel ou tel pays cible.

Quoi qu'il en soit, il m'importe de citer ici le texte de la motion que la Chambre a adopté à l'unanimité le 18 février 2004 et par laquelle elle demande au Gouvernement de continuer dans la voie choisie et de mener l'effort de l'aide publique au moins jusqu'à 1%.

Mesdames, Messieurs, nous allons le faire. Nous continuons notre marche vers le 1%. Nous continuons ainsi à montrer, tous, que le Luxembourg sait partager avec les plus démunis, que le Luxembourg lutte résolument contre la pauvreté dans les pays en développement, qu'il continu de faire de la lutte contre la pauvreté une priorité et qu'il inscrit cette lutte aussi dans le long terme.

Il m'importe de relever ici que le consensus qui existe en la matière est particulièrement important à une époque où les chiffres de la

croissance luxembourgeoise ne sont plus ceux que nous avons connus notamment à la fin des années 90.

La croissance économique permet certes d'augmenter l'APD comme conséquence directe de l'augmentation du revenu national brut - et cela est important.

Mais il y a plus: Le pourcentage de l'aide - 0,84, 0,85, voire 1% à terme - montre aussi quel est le degré de priorité qu'un pays accorde au développement et à la coopération. Il est un fort indicateur de l'importance qu'un pays accorde à des valeurs aussi fondamentales que la solidarité et la citoyenneté mondiales.

Mesdames, Messieurs, la politique de coopération est une question de chiffres, elle est aussi une question de volonté politique. Je viens de l'exposer.

Ces éléments - un effort substantiel et une forte volonté politique - sont les fondements indispensables de notre action. Sans cela, il n'y a point de politique de coopération efficace.

Ceci étant dit, l'efficacité de la politique de coopération se mesure aussi par rapport à un certain nombre d'autres paramètres.

Parmi ces autres paramètres, je me permets d'insister sur le critère de la qualité - j'aurais l'occasion d'y revenir.

Mesdames, Messieurs, la persistance de la pauvreté est aussi économiquement non nécessaire.

La «non nécessité économique» de la pauvreté, tel est le deuxième constat fait par Kofi Annan.

Selon les derniers chiffres des Nations Unies, la tendance à la baisse de l'aide s'est inversée avec les engagements formulés lors de la conférence de Monterrey en 2000. Lors de cette conférence, les pays présents ont promis quelque 16 milliards de dollars supplémentaires, chaque année, à l'horizon 2006.

Pourtant, cette majoration ne porterait le total qu'à 0,26% à peine du revenu national brut des 22 membres du Comité d'aide au développement.

C'est encore loin des 0,7% vers lesquels les pays riches ont promis de tendre à Monterrey et à Johannesburg. C'est aussi nettement moins que le besoin estimé, qui a été chiffré sur une base prudente à environ 100 milliards de dollars par an. Si on veut atteindre ce chiffre, cela suppose que l'on arrive à multiplier par deux l'aide pour la porter à environ 0,5% du revenu national brut des pays que je viens de citer.

Le Président de la Banque Mondiale, James Wolfensohn, a récemment dit respectivement rappelé que les pays riches réunissent à peine 60 milliards chaque année pour l'aide au développement, alors qu'en même temps ils dépendent aussi chaque année, sans grand problème, 900 milliards de dollars pour des dépenses en armement. Il a rajouté que le terrorisme et l'Irak ont chassé le développement de l'agenda mondial.

Ces chiffres, cette comparaison nous interpelle. Ils doivent nous in-

ter à agir et nous le faisons. Nous avons redoublé d'efforts ces dernières années et nous allons continuer à augmenter nos efforts.

Mais il y a plus: Nous devons aussi faire en sorte que d'autres contribuent mieux et plus.

Ensemble avec les autres membres du Club informel des 0,7, il nous revient à cet égard un rôle particulier et le moment me semble a priori propice pour donner un coup d'accélérateur à la machine.

Au sein des Nations Unies, nous serons amenés au mois de septembre à faire le point sur la première phase des Objectifs du Millénaire. Cet exercice absolument crucial a essentiellement pour objet de situer la communauté internationale par rapport aux objectifs fixés pour 2015, dont le premier est celui de réduire la pauvreté de moitié d'ici-là.

Une augmentation substantielle des efforts de la communauté internationale est essentielle, si nous voulons atteindre les Objectifs du Millénaire et si nous voulons efficacement lutter contre la pauvreté.

Cependant, ni cette augmentation à elle seule, ni les projets et programmes - que différentes coopérations européennes et autres réalisent - ne sauraient à eux seuls résoudre le problème de la pauvreté.

Pour mettre en œuvre le concept de la «non nécessité économique» de la pauvreté, la coopération devra se concentrer également sur un certain nombre d'autres éléments-clés. Parmi ces éléments-clés, il y en a au moins deux qui revêtent une importance particulière. Je vise ici la cohérence des politiques et le développement durable.

D'abord la cohérence des politiques. Les progrès dans les relations Nord-Sud sont aussi fonction de la cohérence des politiques.

Cette cohérence permet d'introduire dans le processus de la globalisation une dimension sociale et humaine, laquelle est absolument essentielle. Cela veut dire en particulier que l'objectif de la lutte contre la pauvreté doit être pris en compte par les différentes politiques menées aux niveaux national, européen et mondial, qu'il s'agisse des politiques agricole, commerciale, environnementale, financière et autres. Il est impératif dans ce contexte que la personne humaine soit placée au centre de nos préoccupations.

L'action du Luxembourg dans les pays en développement s'inscrit dans un environnement qui est façonné en premier lieu par la politique menée par les gouvernements de ces pays, mais également par les politiques qui sont définies notamment au sein de l'Union européenne et qui sont défendues ensuite à l'OMC, à l'ONU ou encore dans les institutions de Bretton Woods.

Je voudrais ici illustrer l'importance de la cohérence des politiques par la problématique de l'agriculture. Qu'il soit cependant clair que si je prends aujourd'hui l'exemple de l'agriculture, je ne veux - ce faisant - en rien diminuer la gravité d'autres problèmes, comme celui de la dette dont nous savons qu'il réduit la marge de manœuvre des

pays en développement de façon singulière.

Quels sont les constats que nous faisons en matière d'agriculture?

Nous constatons le développement d'une agriculture à productivité élevée dans les pays du Nord et dans certains pays en développement comme le Brésil, l'Argentine, la Chine et la Thaïlande.

Nous constatons cependant que dans la grande majorité des pays en développement, l'agriculture est une agriculture familiale à très basse productivité.

Nous constatons l'ouverture des marchés, y compris agricoles des pays en développement.

Nous constatons encore la suppression de certains mécanismes de régulation des marchés agricoles notamment aux États-Unis, mais aussi, dans une moindre mesure, dans l'Union européenne.

Nous constatons une baisse des prix agricoles dans tous les pays et plus particulièrement dans les pays en développement.

Nous constatons des déficits alimentaires croissants dans les pays en développement les plus pauvres et une poursuite de l'exode rural qui conduit chaque année quelque 100 millions de ruraux à aller s'entasser dans les bidonvilles.

Les prix mondiaux des principaux produits d'exportation agricoles - maïs, blé, coton et riz - ont chuté de plus de 40% depuis 1996. Un phénomène similaire s'observe en ce qui concerne les produits d'exportation qui occupent une place importante, surtout auprès de certains des pays les moins avancés. Ainsi, en 20 ans, les prix du café, du cacao, du sucre et de l'huile de palme ont diminué de plus de 60%.

Nous constatons par ailleurs que les conditions de marché sont dans bien des cas telles que par exemple dans les pays ouest-africains les produits importés, souvent subventionnés au départ, se vendent moins chers que les produits locaux.

Au Mali, au Burkina Faso et au Niger, qui sont des pays cibles de notre coopération, le riz importé se vend à des prix inférieurs à celui du riz local.

Au Sénégal, autre pays cible, le poulet importé se vend à des prix inférieurs au prix de production et donc inférieurs à celui du poulet sénégalais. Plus de la moitié des producteurs sénégalais ont entretemps arrêté leurs activités.

Au Ghana, le riz importé est vendu à des prix inférieurs à celui des producteurs locaux. Les produits de concentré de tomate importés faits sur base de produits subventionnés concurrencent les tomates ghanéennes sur le même marché.

Haiti a été presque autosuffisant en production de riz en 1990. Aujourd'hui, la production locale s'est effondrée et elle n'est plus que de l'ordre de 50% de celle de 1990. L'autre moitié est couverte par des importations à bon marché.

L'Inde se développe depuis quelques années. Elle se développe même très vite et substantiellement. Parallèlement, la situation de la paysannerie indienne, qui compte quelque 600 millions de personnes, se dégrade rapidement. Les prix agricoles ont chuté de façon vertigineuse. Cette chute a même atteint pour certains produits, comme la canne à sucre et les oléagineux, entre 40 et 80%. La faim et la malnutrition se développent. Madame Patniak, professeur à l'université de New Delhi, parle même d'une réémergence de la famine qui devient dans certaines régions un véritable phénomène de masse.

Que peuvent faire l'Union européenne et la communauté internationale?

Nous ne saurions sous-estimer ni la gravité ni la complexité de ces questions mettant en jeu des intérêts souvent contradictoires et impliquant des États souvent inégaux de même que plusieurs organisations régionales et internationales. Il n'y a pas de réponse simple à des questions et problèmes qui sont, par définition, complexes.

Le Conseil des Ministres de l'Union européenne a adopté en avril dernier un plan d'action concernant les chaînes de produits de base agricoles et un partenariat avec l'Afrique pour le coton.

Parmi les stratégies que prévoit ledit plan d'action, on peut citer la diversification de la production, l'incitation de tous les pays développés d'ouvrir leurs marchés aux produits en provenance des pays les moins avancés conformément à l'initiative européenne «tout sauf les armes», l'investissement durable, la mise en œuvre de mécanismes visant à stabiliser les prix des produits de base.

L'intégration régionale des pays en développement - que préconise également la Convention de Cotonou - ne manquera par ailleurs pas d'avoir des effets bénéfiques sur leurs possibilités, d'une part, de développer les relations commerciales et économiques entre eux et, d'autre part, d'accroître leur accès au marché mondial. J'ai pu m'en rendre compte en particulier la semaine dernière à Accra au Ghana lors de la Troika avec les États membres de la Communauté Économique de l'Afrique de l'Ouest.

L'Union européenne a procédé l'année passée à une révision de sa Politique Agricole Commune (PAC) en découplant partiellement les aides agricoles de la production. La réforme est en cours et la discussion se poursuit pour évaluer la portée exacte de cette réforme sur le commerce agricole international.

Pour ce qui est des travaux à l'OMC dans le cadre du Doha Round, nous nous félicitons de l'adoption par le Conseil général le 1^{er} août 2004 d'un important accord-cadre dans le contexte des négociations du cycle de Doha.

Parmi les éléments les plus importants des dispositions agricoles de cet accord-cadre qui intéressent les pays en développement, on peut signaler l'engagement d'arrêter les restitutions à l'exportation et l'assistance technique liée au commerce et le renforcement des capacités. Dans le chapitre 'traitement spécial et différencié', les préoccupations particulières des pays en développement sont reconnues notamment au niveau de la sécurité alimentaire et du développement rural. Ces pays présenteront une liste de produits spéciaux et disposer d'un mécanisme de sauvegarde spéciale.

En ce qui concerne la question du coton, le Luxembourg reste sensible à l'initiative que quatre pays de l'Afrique de l'Ouest - le Burkina, le Bénin, le Mali et le Tchad - ont lancée à l'OMC. Il s'agit d'une question vitale pour ces pays et les 147 membres de l'OMC ont reconnu l'importance de la question du coton et décidé qu'elle sera traitée de manière ambitieuse, rapide et spécifique dans le cadre des négociations sur l'agriculture.

Lors de l'élaboration des modalités de l'accord-cadre à l'OMC, l'Union européenne devrait à l'avenir prendre en compte davantage encore l'évolution des marchés des pays en développement, notamment les moins avancés. Il s'agira également de concilier les intérêts de ces pays avec ceux de l'Union européenne, soucieuse de maintenir une agriculture multifonctionnelle. Il s'agira, en fin de compte, de faire du Doha Round un véritable cycle de développement.

Mesdames, Messieurs, je suis en train de parler de la «non nécessité économique» de la pauvreté. Je voudrais l'analyser maintenant

sous l'aspect du développement durable.

Le développement durable constitue, selon la loi même sur le développement, un objectif majeur de notre politique de coopération. Le principe est ancré dans la législation luxembourgeoise, il s'inscrit dans le droit fil des principes arrêtés au Sommet de Rio en 1992.

Dans la plupart des pays en développement, la question du développement durable concerne surtout les aspects de l'accès équitable aux ressources naturelles, de la gestion et de la préservation à long terme de ces mêmes ressources naturelles.

La destruction des ressources naturelles - telle le déboisement, la destruction d'habitats naturels, la surexploitation de certaines espèces animales et végétales, la pollution des eaux et la dégradation des terres due en particulier à des formes de production agricole non adaptées - accélère la croissance de la pauvreté, qui elle a, à son tour, pour conséquence que les ressources restantes sont exploitées plus vite encore, suivant le principe «premier venu, premier servi» et c'est ainsi que la dramatique mécanique du cercle vicieux s'enclenche.

L'exemple d'Haiti avec pratiquement la totalité de ses forêts déboisées, une grande partie de ses terres largement dégradées et 80% de sa population vivant sous le seuil de pauvreté illustre bien l'envergure de ce cercle vicieux.

Haiti nous montre en plus la grande vulnérabilité d'une telle société face à une crise extérieure. Je vise ici le hurricane qui a récemment frappé l'île.

Le développement durable constitue aussi un thème transversal de la coopération luxembourgeoise. Il y a ainsi une référence à la notion de développement durable dans tous les Programmes Indicatifs de Coopération.

La notion de développement durable trouve encore concrètement son reflet dans les projets de gestion des ressources en eau et d'accès à l'assainissement initié par la coopération luxembourgeoise.

Ainsi en Namibie, un projet financé par la coopération luxembourgeoise soutient dans les régions les plus pauvres la stratégie nationale qui vise à réaliser un accès durable à l'eau. Des points d'eau sont aménagés au sein des communautés qui sont responsables elles-mêmes de la gestion et du maintien en bon état de ceux-ci. Pour cela, ces communautés ont créé des comités de gestion et un code qui règle l'accès à la ressource.

Dans la région des Hauts-Bassins du Burkina, le projet d'aménagement participatif des forêts classées vise à accompagner le gouvernement burkinabé dans la mise en œuvre de son Programme National d'Aménagement des Forêts.

Le projet luxembourgeois concerne deux forêts de la province du Houet.

Dans ces deux forêts - dont l'une se trouve dans un état particulièrement dégradé -, des plans d'aménagements ont été élaborés avec les populations locales. Ils sont en cours d'exécution par des groupements de gestion forestière, élus par les populations et chargés d'opérer un suivi quotidien des différentes portions de forêt. Afin d'accélérer la régénération de ces forêts, 35.000 plants pour le reboisement ont également été mis en terre.

Dans le cas de notre coopération multilatérale, nous soutenons en outre le Water and Sanitation Program.

Il s'agit d'un partenariat international dont la mission est d'alléger la pauvreté en aidant les pauvres à obtenir un accès durable au service de l'eau et de l'assainissement.

La contribution du Luxembourg à ce projet va de pair avec son engagement pour les thèmes de l'accès à l'eau, l'assainissement et les habitations humaines dans le cadre de la Commission des Nations Unies pour le Développement Durable (CDD). Le Luxembourg est actuellement membre du Conseil de cette Commission et il assurera une fonction de coordination au cours du premier semestre de l'année prochaine, lors de la Présidence luxembourgeoise.

J'ai mentionné tout à l'heure la question de la qualité et de l'efficacité de la coopération. J'attache beaucoup d'importance à ces aspects de qualité et d'efficacité. Lorsque nous parlons de qualité et d'efficacité, nous visons en fait des facettes aussi diverses que la concentration géographique, la concentration sectorielle et la dimension stratégique, le suivi et l'évaluation, de même que le rapprochement vers le terrain.

D'abord la concentration géographique. S'agissant de la concentration géographique, le Luxembourg a choisi de coopérer avec 10 pays cibles. Vous les connaissez.

Le choix a été fait sur base de toute une série de critères, parfois variables d'ailleurs. Il se base cependant pour l'essentiel sur le classement de l'Indice de Développement Humain (IDH). Tous les pays cibles se trouvent dans la deuxième partie de ce classement, donc parmi les pays les plus pauvres.

L'accord de coalition prévoit que les critères en vue de la détermination des pays cibles seront soumis à une révision. J'ai déjà eu l'occasion de m'exprimer à différentes reprises sur la manière de mettre en œuvre ce texte.

Le choix des dix pays cibles de la coopération luxembourgeoise ne correspond pas à des critères strictement scientifiques, qui n'existent d'ailleurs pas dans la matière.

L'Indice du Développement Humain devra rester le principal critère en la matière.

J'ajoute que le texte de l'accord de coalition emploie le terme «révision», et non pas le terme «changement». J'en conclus que lorsque l'exercice de révision aura été mené à terme, il n'est pas certain qu'il y ait des changements. Cela peut être le cas, mais cela peut tout aussi bien ne pas être le cas. On verra bien.

L'exercice de révision est un exercice que je vois sur le moyen et le long terme. Il ne faut rien précipiter en la matière.

Tout comme l'on ne commence pas à coopérer avec un pays partenaire d'un jour à l'autre, on ne se retire pas d'un jour à l'autre.

Quant à la situation actuelle de nos dix pays cibles, mon analyse est qu'à ce stade, aucun des pays cibles n'a in globo atteint un stade de développement qui lui permettrait de voler de ses propres ailes et qui permettrait ainsi à la Coopération luxembourgeoise de se retirer.

Ceci ne veut pas dire que nous n'allons pas procéder à une réorientation ou une adaptation dans certains cas. Au contraire.

Je voudrais aujourd'hui illustrer mon propos par l'exemple de deux pays cibles. Le premier que j'ai visité en octobre, le Cap-Vert. Et le second que je me prête à visiter la semaine prochaine, le Vietnam.

Tout d'abord le Cap-Vert. Le Cap-Vert est classé à la place 105 de la liste du développement humain. Il est en train de réussir ce que l'on

appelle la graduation au niveau des instances internationales, ce qui lui permettra de sortir de la liste des pays les moins avancés et il faut se réjouir ensemble avec nos amis cap-verdiens.

Est-ce pour autant un pays qui peut voler de ses propres ailes? Est-ce pour autant un pays duquel le Luxembourg pourrait se retirer?

La réponse à ces deux questions est pour moi assurément négative et je pense pouvoir dire que les deux membres de la Chambre des Députés, Messieurs Bausch et Angel, qui m'ont accompagné au Cap-Vert, partageant largement ce sentiment; ils ont - comme moi - eu l'occasion de se rendre compte de visu de la situation dans l'archipel, à savoir:

Même si des progrès ont été faits, l'économie du Cap-Vert reste une économie très vulnérable qui certes se développe, mais qui se développe non sans difficultés et les secteurs réellement porteurs ne sont pas légion, loin s'en faut.

Pour ses ressources, le Cap-Vert dépend très largement d'apports provenant de l'étranger. Ces fonds représentent approximativement les deux tiers du budget. Il proviennent essentiellement des coopérations européennes et la diaspora cap-verdienne. Je vise ici en particulier la communauté cap-verdienne que nous accueillons au Luxembourg.

Plusieurs coopérations européennes se sont retirées ou s'apprêtent à opérer un retrait du Cap-Vert. Ca vient d'avoir un effet négatif sur les ressources du pays, le Luxembourg étant ensemble avec l'Union européenne et le Portugal le principal contributeur au Cap-Vert. Il reste à voir si ces retraits pourront être compensés par des initiatives émanant d'autres contributeurs.

En dépit des progrès qui sont faits et qui continuent d'être faits, des inégalités sociales persistent au Cap-Vert. Et même, la pauvreté et la pauvreté extrême continuent de progresser. Nous avons pu nous en rendre compte sur place, notamment dans les quartiers pauvres de la capitale Praia, et les chiffres des dernières enquêtes l'attestent également. Ainsi la pauvreté a augmenté de 30 à 36% entre 1999 et 2002, la pauvreté extrême augmentant dans la même période de 14 à 20%.

Tous ces éléments illustrent, avec d'autres encore, la vulnérabilité du Cap-Vert.

Ils sont pour nous non pas un motif de renonciation, mais ils constituent au contraire un défi de faire mieux encore dans les années à venir, ensemble avec nos partenaires cap-verdiens.

Abstraction faite des longues relations de partenariat et d'amitié qui lient le Cap-Vert au Luxembourg et vice versa, il nous incitent à continuer à répondre présent au Cap-Vert. Ceci étant dit, notre coopération pour les années à venir va sans doute, dans certains de ces aspects, prendre une dimension différente de la dimension du passé.

Pour ne prendre que le seul exemple du secteur de l'éducation, la Coopération luxembourgeoise était durant ces dernières années essentiellement active dans le domaine de la mise en place des infrastructures, comme la construction d'écoles. Le Luxembourg continuera de financer des infrastructures d'éducation au Cap-Vert, là où c'est encore nécessaire.

Ceci étant dit, nous constatons à l'heure actuelle que ce qui fait le plus défaut au Cap-Vert, ce sont les investissements „soft” dans le domaine de l'éducation et de la formation. Ce constat que notre partenaire cap-verdien a fait ensemble avec nous signifie qu'à l'avenir, nous serons amenés davantage encore que par le passé à investir dans la formation, dans le „soft”.

Les discussions sont en cours et s'orientent en tout cas dans cette direction.

Je signale au passage que nous avons dans cet ordre d'idées déjà signé un important accord pour la formation des formateurs à Praia en octobre dernier.

En définitive, ces quelques éléments de réflexion concernant le secteur de l'éducation au Cap-Vert permettent, je pense, d'illustrer que plutôt que de se retirer, une réorientation des programmes est parfois nécessaire et utile, de façon à répondre au plus près aux besoins de nos partenaires, respectant au mieux le principe de l'approbation qui doit présider à toute initiative en la matière.

Venons-en maintenant au Vietnam.

Le Vietnam est cité bien souvent comme un pays en plein essor. Le taux de pauvreté a pu être réduit de moitié entre 1993 et 2002. Le Vietnam fait preuve d'une croissance soutenue de son économie avec un taux de croissance moyen de l'ordre de 7%.

Face à ces indicateurs, d'aucuns pourraient se demander pourquoi le Vietnam compte parmi les dix pays cibles de la coopération.

En réalité, ces indicateurs positifs sont largement compensés, d'une façon négative, par un certain nombre d'autres facteurs. Ainsi, malgré les ressources naturelles substantielles comme le riz, le café, le pétrole ou le gaz, le Vietnam reste un pays pauvre avec un PIB par habitant de 436 dollars par an seulement.

Dans le rapport sur le développement humain, le Vietnam se situe à la 112^e place.

Environ 65% des 80 millions d'habitants vivent encore de l'agriculture, qui ne compte pourtant que pour 23% du PIB. Ces gens, qui vivent de l'agriculture, font bien souvent partie des plus pauvres parmi les plus pauvres.

Les inégalités tendent à se creuser entre la ville et la campagne. La pauvreté extrême se concentre au Vietnam pour l'essentiel dans les provinces rurales, alors que le taux de pauvreté reste en dessous de 5% dans les principales villes. Les provinces du nord, quant à elles, affichent un taux de pauvreté supérieur à 70%.

Environ 29% de la population, c'est-à-dire plus de 23 millions de Vietnamiens, vivent ou survivent avec moins d'un dollar par jour.

Au niveau national, le développement du secteur privé est ralenti par des difficultés liées à l'accès au crédit et à la terre. Environ la moitié des crédits bancaires vont aux entreprises d'État et le secteur public ne saura pas créer les emplois nécessaires pour les 1,4 millions de jeunes qui entrent chaque année sur le marché de l'emploi.

J'estime que la persistance d'une pauvreté extrême et la nécessité d'offrir des débouchés aux jeunes - que je viens d'illustrer - doivent nous conduire à concentrer à l'avenir nos activités surtout dans ces deux domaines.

Nous allons en parler la semaine prochaine avec nos partenaires vietnamiens, lorsque nous visiterons des projets sur place dans les deux domaines visés et surtout lorsque nous ferons le point sur notre coopération jeudi prochain.

Nous devons également voir ensemble avec nos partenaires vietnamiens si nous pouvons initier de nouveaux projets-pilotes à propos desquels le Luxembourg dispose d'une certaine expérience; je vise ici en particulier celle acquise par le programme des écoles hôtelières.

Mesdames, Messieurs, le passage de l'accord de coalition sur la révision des critères a relancé les discussions sur le choix d'un nouveau pays cible, notamment sur base du

critère de proximité ou de voisinage.

Je voudrais dire à cet égard que pour ce qui est du principe, je ne suis pas opposé à une telle discussion. Au contraire, le processus de coopération doit être un processus évolutif et dynamique.

Je voudrais aujourd'hui simplement nourrir ce débat en me limitant à trois ou quatre remarques d'un ordre plus général:

1. Notre objectif principal devra rester celui de lutter contre la pauvreté.

2. Le Comité d'Aide au Développement de l'OCDE a incité le Luxembourg non pas à augmenter le nombre des pays cibles, mais plutôt à le réduire, ceci dans une optique de concentration en vue de plus d'efficacité encore.

3. Le Luxembourg dédie chaque année plus ou moins six millions d'euros aux Balkans. Et même si la région des Balkans n'est pas un pays ou une région cible proprement parlé, la contribution financière annuelle dans les Balkans correspond bien à une enveloppe de pays cibles.

En termes de déboursements du moins, nous avons d'ores et déjà dans les faits une douzième région cible. La même remarque vaut pour les territoires palestiniens.

4. En fonction de leur degré de développement et dans un souci d'efficacité de la coopération, je compte voir la Coopération luxembourgeoise se retirer d'un certain nombre de pays non cibles dans les années à venir, respectivement entamer le processus y relatif.

Deuxième élément ayant trait à l'efficacité et la qualité de l'aide: la concentration sectorielle et la dimension stratégique.

Tout d'abord la concentration sectorielle.

La concentration sectorielle a conduit le Luxembourg à se focaliser sur les secteurs sociaux, à savoir l'éducation et la formation, l'eau et l'assainissement, la santé et le développement rural intégré.

À l'intérieur de ces différents secteurs, nous allons encore tenter dans les prochaines années de procéder à une nouvelle concentration à l'intérieur de chaque secteur, en nous concentrant par exemple dans le domaine de l'éducation, plus encore sur le sous-secteur de la formation professionnelle.

Il ne faut pas non plus négliger la dimension stratégique de la Coopération luxembourgeoise qui est passée d'une approche projet à une approche programme dans le cadre des Programmes Indicatifs de Coopération.

Ces programmes permettent aussi de s'assurer qu'un certain nombre de grands principes soient pris en compte dans le cadre de la coopération entre le pays cible et le pays partenaire, comme par exemple la bonne gouvernance, le respect des principes démocratiques et les droits de l'Homme, l'égalité entre les hommes et les femmes, de même que le principe de la cohérence des actions envisagées par rapport à la politique du pays partenaire, c'est-à-dire sa stratégie nationale de développement et de lutte contre la pauvreté ainsi que ses politiques sectorielles.

Le PIC est en fait et surtout un instrument de planification à long terme. Il permet un véritable suivi et une évaluation des projets et programmes, notamment par les revues et examens qui sont effectués à la moitié du parcours de chaque programme et par l'institutionnalisation des Commissions de Partenariat au sein de laquelle les responsables des deux pays se réunissent chaque année pour faire le point sur leur coopération.

La dimension stratégique de la coopération et les PIC permettent aussi de renforcer le concept de partenariat avec nos pays cibles.

Cela aussi ou plus précisément surtout cela contribue à améliorer l'efficacité de la coopération, alors qu'il ne faut jamais oublier que l'objectif final doit toujours être celui de l'appropriation, et c'est pour cela qu'une priorité absolue doit être accordée à ce principe.

«Partenariat» et «appropriation» mériteraient que l'on y consacre aussi de substantiels développements. Faute de temps, je le ferai à une autre occasion.

L'évaluation et le suivi.

La politique de coopération luxembourgeoise se veut une politique de qualité.

J'ai déjà abordé l'aspect de l'évaluation et du suivi sous l'angle des différents PIC. Je n'ai donc plus besoin de revenir à cet aspect.

Durant ces dernières années, une importance accrue a été accordée à l'évaluation et au suivi des projets. Je voudrais ici citer à titre d'exemple le programme d'évaluation externe annuel de la Coopération luxembourgeoise qui couvre soit des projets spécifiques, soit des programmes sectoriels ou bien encore des programmes pays.

Ainsi, la coopération a procédé à une évaluation pays en Namibie, et à celle du programme eau et assainissement au Nicaragua. L'évaluation du secteur éducation au Cap-Vert est en cours, celle du secteur santé au Laos est en préparation. S'y ajoutent les révisions à mi-parcours des PIC dans six de nos pays cibles, dont j'ai déjà fait état.

Ces évaluations externes sont réalisées selon une méthode standardisée qui se base sur des travaux techniques internationalement reconnus et développés au sein du Comité d'Aide au Développement.

Ces évaluations externes nous permettront - je l'espère - d'améliorer les modes de gestion et de suivi et, partant, l'efficacité de l'aide.

Il est bien entendu que nos pays partenaires tirent également de grands bénéfices de ces évaluations externes.

Ces mécanismes d'évaluation externes s'ajoutent bien entendu aux systèmes de contrôle institutionnalisés comme le contrôle financier de la Coopération par la Cour des Comptes.

Mesdames, Messieurs, oui, la politique de coopération luxembourgeoise se veut une politique de qualité. Des efforts en ce sens ont déjà été entrepris. Je viens d'en décrire un certain nombre. Des efforts continueront d'être faits dans les années à venir.

Tous les efforts faits par la Coopération luxembourgeoise en matière de qualité, comme l'évaluation et le suivi, ne signifient pas pour autant que la coopération ne risque pas de temps en temps de connaître des avatars ou qu'elle risque de se trouver exposée à des contre-coups.

L'évaluation, le suivi et le contrôle permettent de minimiser les risques pour la coopération. Ils ne sauront jamais les éliminer à 100%.

Parfois, la coopération subit aussi de véritables coups durs. Je vise ici aujourd'hui la destruction par l'armée israélienne d'un de nos projets dans la bande de Gaza il y a quelques trois semaines.

Je compte faire un rapport détaillé à ce sujet à la Commission des Affaires étrangères dans les semaines à venir.

Je voudrais cependant aujourd'hui à nouveau vous faire part de ma profonde consternation face à cette destruction, tout en exprimant le souhait que dans les mois à venir, des progrès substantiels puissent être faits dans le processus de paix au Proche-Orient.

Une chose est certaine aujourd'hui: Les habitants des territoires palestiniens ont aujourd'hui plus que jamais besoin de l'aide internationale, sans laquelle ils peuvent au mieux survivre ouivoter, l'agence de l'ONU en charge de l'humanitaire dans les territoires fait par exemple pour la seule année 2004 à ce jour état de besoins non couverts de 120 millions d'euros. Et lorsque je dis seulement, lorsque je dis que les Palestiniens continuent d'avoir besoin de notre soutien, je ne sous-estime en rien les questions de détournement alléguées qui se trouvent au centre de l'actualité ces derniers jours. Ces éléments, s'ils sont avérés, comportent des risques substantiels pour toutes les coopérations et nous sommes très vigilants dans ce contexte.

J'étais en train de parler de la qualité de la politique de coopération.

Dans ce contexte de la qualité et de l'efficacité, j'ai le plaisir de vous annoncer aujourd'hui que j'ai la ferme intention de procéder, de concert avec le Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères, à une réorganisation des services de la coopération après la Présidence luxembourgeoise. J'ai d'ailleurs déjà pris une première série de mesures dans ce contexte.

Parmi les principes qui présideront à cette réorganisation qui sera véritablement mise en œuvre dès le second semestre de l'année prochaine, je retiens d'ores et déjà les principes suivants:

concentration des ressources humaines là où il y a des besoins, là où les besoins sont les plus pressants;

redéfinition de certaines tâches;

mise en place d'une véritable structure pyramidale;

mise en place d'un véritable desk «juridique et financier»;

en fonction des disponibilités en termes de personnel, renforcement notamment du desk «Humanitaire» et du desk «ONG».

J'ajoute que je serais personnellement également favorable à la création d'un poste d'auditeur interne au sein de la Direction de la Coopération. Cet auditeur interne pourrait d'ailleurs également être mis à la disposition des ONG.

Toujours dans ce même contexte, je me prononcerai, le moment venu, sur l'opportunité ou non de procéder à une révision de la loi de 1996 sur la coopération.

Le rapprochement vers le terrain.

Le rapprochement vers le terrain vise aussi à améliorer la qualité.

Cette présence sur place permet d'assurer au mieux le suivi des projets et programmes au jour le jour. Elle permet de tenir mieux compte de la stratégie des partenaires avec pour objectif de favoriser l'appropriation.

Des bureaux sont d'ores et déjà ouverts à Dakar, Hanoi et Praia. L'expérience est concluante.

Nous allons poursuivre cette politique de rapprochement vers le terrain dans un souci d'efficacité de notre politique, sans pour autant démultiplier les missions - une mission peut parfaitement couvrir plusieurs pays cibles. L'ouverture d'une mission à Managua est prévue dans les deux années à venir. Par après, nous allons probablement établir une présence supplémentaire en Afrique de l'Ouest, vraisemblablement à Ouagadougou.

Je voudrais finalement encore, dans le contexte de la qualité de l'aide, mentionner les effets de synergie que produisent les différentes interventions de la Coopération luxembourgeoise entre elles et aussi avec les autres coopérations bilatérales de même qu'avec la coopération multilatérale.

En définitive, le processus d'évaluation et de suivi est un processus de qualité, mais aussi un processus d'apprentissage pour tous les partenaires impliqués, un processus leur permettant de tirer des enseignements pour améliorer leur travail dans le futur. C'est de cette façon que je vois les choses.

Je voudrais maintenant consacrer quelques développements, parce que je les considère comme deux des piliers de la coopération: les ONG et l'Humanitaire.

D'abord les ONG.

Je considère la coopération mise en œuvre par les ONG comme l'un des piliers de la Coopération luxembourgeoise. Leur action constitue un complément indispensable à l'action gouvernementale proprement dite et ma porte sera toujours ouverte pour toutes les ONG pour échanger des vues, des idées, des expériences pour discuter de tel ou tel problème et contribuer à sa solution.

Les 79 ONG agréées auprès du Ministère représentent un vivier de compétences aussi diverses que spécialisées.

Grâce à des instruments de coopération adaptés, nous pouvons soutenir les activités des ONG tout en tenant compte des spécificités de la société civile luxembourgeoise.

15 ONG bénéficient d'un accord-cadre, qui inscrit leur collaboration avec le Ministère dans une optique programmatique et pluriannuelle selon une orientation stratégique bien définie. Actuellement, le Ministère soutient les programmes de ces ONG à hauteur de 80% de leur budget total.

À côté de l'accord-cadre, la plupart des autres ONG agréées sont soutenues par le Ministère par le biais du cofinancement. Les taux de cofinancement varient entre 2/3 et 3/4.

Les relations de coopération entre le Ministère et les ONG sont gouvernées par le principe de l'autonomie des ONG et cela malgré le soutien financier conséquent du Gouvernement. Ainsi, le Ministère n'interfère pas dans les choix stratégiques opérés par les ONG.

Pendant l'autonomie ne veut pas dire autarcie.

Les échanges entre le Ministère et les ONG sont fréquents et francs et permettent de jeter ensemble les bases de ce que la coopération avec les ONG sera dans les années à venir.

Dans le cadre de ces échanges, le Cercle des ONG, qui regroupe la très large majorité des ONG, assume une fonction de coordination extrêmement utile tant pour les ONG que pour le Ministère.

Les ONG en général et le Cercle des ONG en particulier ont aussi un rôle d'impulsion à remplir. Elles ne cessent de dénoncer les situations intenablement ou d'attirer l'attention, à leur manière, sur de telles situations. Il s'agit d'ailleurs là de l'une de leurs forces.

Aussi nos échanges avec les ONG ne se limitent-ils pas à des échanges sur les projets et réalisations des ONG, mais ces échanges s'inscrivent dans un cadre plus vaste englobant notamment des questions ayant trait à notre coopération surtout bilatérale, voire des questions franchement politiques, telle que par exemple la cohérence des politiques dont j'ai parlé tout à l'heure.

Ces échanges, ce débat avec les ONG permet de faire avancer les choses, il permet aux idées-forces de la coopération de percer mieux encore.

Même si la politique ne peut et ne doit pas dans tout suivre les ONG, je voudrais mentionner ici le rôle particulier que les ONG auront à jouer pendant la Présidence. Je suis sûr qu'ils assumeront pleinement ce rôle.

Lors de deux rencontres avec les ONG européennes à Prague en septembre et à Maastricht en octobre, j'ai pu me rendre compte des impulsions largement positives que les ONG européennes sont capables de donner. Je suis certain que nos ONG luxembourgeoises et le Cercle des ONG seront également à la hauteur. J'en veux pour preuve la première initiative concrète qu'ils ont d'ores et déjà prise d'organiser au mois de décembre un forum avec des ONG de deux des dix nouveaux États membres afin d'échanger idées et expériences et de relancer le concept de la coopération Nord-Nord-Sud, qui peine actuellement à devenir réalité. Je me ferai bien entendu un plaisir d'assister à ce forum.

Mesdames, Messieurs, il ne suffit pas de faire, encore faut-il faire savoir que l'on fait.

Le Gouvernement se doit aussi d'informer le public des enjeux et des résultats de la coopération. Il ne peut le faire seul, il doit le faire ensemble avec la société civile en général et avec les ONG en particulier, et le Gouvernement appuie dès lors chaque année les ONG dans leurs efforts de sensibilisation.

Soucieux de tenir compte de la motion que votre Chambre a adoptée en février dernier ainsi que de l'intérêt croissant que les ONG montrent pour la question de la sensibilisation, j'ai proposé dans le cadre du projet de budget qui vous est soumis une augmentation substantielle de la ligne budgétaire permettant de cofinancer les activités de sensibilisation des ONG.

«Investissons de manière conséquente dans la sensibilisation et l'éducation au développement - les résultats seront au rendez-vous», tel doit être le mot d'ordre en la matière.

Je termine sur ce point en disant que j'accorde personnellement une importance capitale à l'éducation au développement. J'aurai l'occasion de me pencher plus en détail sur cette question lors de l'une de mes prochaines déclarations.

Ensuite l'action humanitaire.

Les besoins en aide humanitaire vont sans cesse en croissant. Les chiffres sont inquiétants. Je partage à ce sujet l'analyse du Président de la Croix-Rouge Internationale qui a déclaré lors de sa récente visite à Luxembourg qu'il n'y avait guère d'évolution positive en vue et que le nombre et l'intensité des conflits ne vont sans doute pas diminuer dans les années à venir.

La reprise de la flambée de la violence en Côte d'Ivoire et la situation des territoires palestiniens ne sont que deux exemples d'une longue liste de situations qui risquent de nous occuper au cours des mois à venir. Je pourrais citer à titre d'exemple encore l'Irak, l'Afghanistan ou les Grands Lacs.

Les interventions du Gouvernement sont multiples et variées, tant en ce qui concerne le type d'intervention que les régions dans lesquelles le Luxembourg est amené à agir; qu'il s'agisse de conflits armés, civils ou militaires - ECHO, le bureau d'aide humanitaire de la commission, en a compté plus d'une cinquantaine en 2003 - ou des crises humanitaires suite à des catastrophes naturelles; qu'il s'agisse du continent africain, de l'Asie, du Proche- et Moyen-Orient, des Caraïbes ou de l'Amérique du Sud, mais aussi des pays et régions qui se trouvent aux frontières de l'Europe.

Les inondations qui ont affecté les populations en Haïti et au Bangladesh ont conduit le Gouvernement au cours des derniers mois à fournir des aides humanitaires importantes à travers les différents bras du mouvement de la Croix-Rouge et quelques agences de l'ONU.

En réponse à l'invasion de criquets pèlerins, mettant en péril de grandes parties des récoltes de plusieurs pays de la zone du Sahel et constituant ainsi un risque important de crise alimentaire au cours de la première moitié de 2005, le Gouvernement a contribué au programme de lutte anti-acridienne mis en œuvre par l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation. Sachez du reste qu'une entreprise luxembourgeoise a été engagée par la FAO pour exécuter une partie de ce programme.

Dans le contexte de la crise au Darfour qui touche le Soudan, mais aussi le Tchad, le Luxembourg est parmi les principaux contributeurs de l'aide humanitaire avec plus de 1,2 millions d'euros alloués à ses différents partenaires. D'ici à la fin de l'année, j'entends prendre les décisions nécessaires pour doubler ce montant, afin de venir en aide à plusieurs millions de réfugiés et à quelques centaines de milliers de personnes déplacées à l'intérieur du Soudan.

Tout autant que les réfugiés, ces personnes déplacées à l'intérieur de leur pays méritent notre attention et notre soutien.

Ceux-ci se trouvent tous dans une situation d'insécurité totale, sans abris ou au mieux logés tant bien que mal dans des camps de réfugiés et dépendant presque intégralement de l'aide alimentaire. Par son action, le Luxembourg entend contribuer à cette aide alimentaire et à la gestion et au fonctionnement de ces camps, mais il entend également par ce biais garantir un retour des personnes déplacées et des réfugiés qui soit volontaire et qui se fasse dans des conditions acceptables d'un point de vue humanitaire et sécuritaire.

Parmi les défis particuliers qui nous occuperont au cours de l'année 2005, je voudrais consacrer quelques développements à la micro-finance et au SIDA.

Les Nations Unies ont proclamé l'année 2005 «Année du micro-crédit». L'année du micro-crédit sera officiellement lancée à New York demain par Kofi Annan. Elle devra permettre à la communauté internationale de prendre conscience de l'importance de la micro-finance dans l'élimination de la pauvreté. Il s'agira de même de développer les programmes déjà en place et qui favorisent tous la création de secteurs financiers intégrants et durables.

Les demandes de micro-crédits qui restent à pourvoir concernent approximativement 400 à 500 millions de personnes pauvres ou à faible revenu dans le monde. Ce secteur a donc encore un long chemin à parcourir avant de réaliser pleinement son potentiel. Le fait qu'à l'heure actuelle déjà, des dizaines de millions de clients font appel à des micro-crédits ne peut que nous inciter à être optimiste pour l'avenir. Ceci dit et bien que le secteur ait connu une expansion et une diffusion significatives au cours des trente dernières années, la demande excède encore de loin l'offre et les moyens nécessaires pour y répondre.

Le Luxembourg n'a cependant pas attendu l'initiative des Nations Unies afin de donner à la micro-finance la place qu'elle mérite au sein d'une politique de développement cohérente. Les ONG jouent dans ce contexte un rôle moteur. Elles sont les principaux animateurs de la table ronde luxembourgeoise de la micro-finance qui regroupe les principaux acteurs de la société civile et les administrations qui s'occupent de micro-finance.

Les trois axes d'interventions prioritaires que la table ronde a identifiés - et que j'ai validés - sont (1) la création d'un espace de concertation européen, (2) la sensibilisation de la place financière en vue de pouvoir mieux accueillir les acteurs potentiels comme les fonds d'in-

vestissement en micro-finance et (3) la finance rurale.

Nous allons nous attacher à faire du concret ensemble avec les ONG en 2005 dans le domaine de la micro-finance.

Nous sommes en train de préparer en particulier une semaine de la micro-finance qui aura vraisemblablement lieu en novembre 2005.

Parmi les autres défis particuliers pour l'année 2005, je voudrais dire quelques mots sur le SIDA.

Plus de 42 millions de personnes vivent dans le monde avec le SIDA. Parmi ces 42 millions, 39 vivent dans les pays en développement. Le SIDA est, avec la guerre, le pire fléau auquel le monde ait eu à faire face durant les 15 à 20 dernières années du 20^{ème} siècle. Il s'agit aussi d'un des principaux défis auxquels nous aurons à faire face durant les années à venir, aucun vaccin susceptible d'être disponible à court terme, à prix modéré et grande échelle n'étant en vue dans un avenir proche.

Le SIDA détruit des vies. Il détruit des espérances. Il frappe invariablement jeunes et moins jeunes. Il n'épargne pas les nouveaux-nés. Il freine voire anéantit tout développement.

Il frappe partout dans le monde, mais plus encore dans les pays en développement - 39 millions - je viens de citer le chiffre - et sous peine de rater totalement ses objectifs, la coopération se doit d'en faire une de ses priorités tant dans le cadre de la coopération bilatérale que dans le cadre de la coopération multilatérale.

Le Luxembourg l'a fait durant ces dernières années et la Présidence nous donnera l'occasion d'accentuer davantage encore cette priorité durant les six premiers mois de l'année prochaine.

Dans le cadre du programme stratégique qu'il a adopté en décembre 2003, le Conseil européen a clairement fait de la lutte contre le SIDA l'une de ses priorités. La Présidence néerlandaise a examiné le problème sous l'angle de vue de la santé reproductive et des droits de la femme.

Le Luxembourg basera, durant sa Présidence, son action sur la globalité de la stratégie. Cette action mettra l'accent sur l'équilibre entre la prévention et le traitement des malades du SIDA. Nous allons nous efforcer dans ce contexte de valoriser pleinement l'expérience que nous sommes en train de gagner, ensemble avec d'autres acteurs européens, sur le terrain à travers le projet ESTHER au Rwanda et qui associe deux hôpitaux de notre pays à ceux du Rwanda.

J'aurai l'occasion d'en dire plus sur notre programme «Présidence - SIDA» dans les semaines à venir et je voudrais dès lors simplement conclure ici sur ce point en rappelant avec force que pour l'heure nous perdons le combat contre le SIDA. Incontestablement.

Mesdames et Messieurs, j'aurais dû aborder bien d'autres points encore ici aujourd'hui.

J'aurais ainsi par exemple dû parler de notre coopération multilatérale qui représente 25% de notre aide au développement et qui est donc aussi un pilier essentiel de celle-ci.

J'aurais aussi dû parler de l'éducation au développement.

J'aurais dû parler des modes de financement alternatifs de l'aide au développement mis en avant sur la scène internationale, telle l'initiative dite «Lula-Chirac» ou l'«International Finance Facility» à l'initiative du Royaume-Uni, ces initiatives étant certes des initiatives intéressantes voire porteuses d'espoirs, mais

elles suscitent tout autant des interrogations et des doutes.

J'aurais dû parler des initiatives visant à étendre la définition internationale de l'aide publique au développement pour y inclure des initiatives en matière de désarmement, démobilisation, réintégration - il y a là, à mon sens, un risque réel que l'on donne des mauvaises réponses à de vraies questions.

J'aurais dû vous parler aussi de la Banque asiatique pour le développement.

J'aurais dû vous parler encore davantage de l'interrelation entre commerce et développement.

Je pourrais multiplier les exemples, mais on ne peut pas tout faire en une seule fois et le temps est maintenant venu de conclure.

Le Luxembourg assumera la Présidence de l'Union européenne lors du premier semestre 2005.

J'ai déjà abordé trois des priorités de cette Présidence, à savoir - dans le désordre - le SIDA, la cohérence des politiques et les Objectifs du Millénaire.

Dans le contexte international, l'année 2005 sera marquée par la tenue, à New York, en septembre d'un sommet appelé à évaluer le suivi qui a été réservé jusqu'à présent à la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire et à se mettre d'accord sur les efforts qui restent à consentir pour que ces objectifs soient atteints d'ici 2015.

Le Luxembourg aura, en tant que future Présidence, un rôle-clé à jouer dans le contexte des travaux de préparation.

Pour l'heure, les différents États membres sont en train de finaliser leurs rapports nationaux. Le rapport luxembourgeois a été finalisé la semaine dernière.

D'ici le mois de septembre 2005, l'Union européenne aura en particulier à convenir du montant qu'elle sera disposée à mettre à disposition après 2006.

Au niveau international, les relations avec les pays ACP revêtiront également une importance particulière à la fin de cette année 2004, mais également en 2005.

Les négociations en cours sur la révision de la Convention de Cotonou seront finalisées dans les prochains mois - espérons-le avant la fin de l'année.

L'enveloppe budgétaire à mettre à la disposition de la coopération de l'Union européenne avec les pays tiers et notamment les pays ACP durant la période 2007 à 2013 sera décidée dans le cadre des travaux sur les perspectives financières. Cette décision devra manifester concrètement la volonté politique de l'Union européenne de contribuer à la réalisation des Objectifs du Millénaire.

Nous aurons aussi à trouver une solution à la question de la budgétisation du FED sur base des propositions de la Commission et des travaux menés jusqu'à présent au sein du Conseil.

Le Luxembourg compte en tout cas, durant sa Présidence, intensifier les relations entre l'Union européenne et les pays ACP, régies par la Convention de Cotonou, ceci notamment à l'occasion du Conseil ministériel conjoint ACP-UE prévu au mois de mai.

Mesdames, Messieurs, lors de la présentation annuelle du rapport du Fonds des Nations Unies pour les Populations le 15 septembre dernier, j'ai dit que tant le Fonds pour les Populations que la Coopération luxembourgeoise avaient pour priorité d'améliorer la situation de la femme dans les pays en développement.

J'ai rajouté que j'étais personnellement persuadé que surtout en Afrique nous ne pouvions pas réussir grand-chose sans les femmes, que - par contre - avec les femmes, avec leur soutien, leur dy-

namisme, leur savoir-faire et leurs initiatives, nous pouvons réussir de grandes choses.

Un long entretien que j'ai eu avec Madame Thoraya Obaid, directrice du Fonds pour les Populations, au mois d'octobre m'a conforté, si besoin en était encore, dans cette conviction.

Je note au passage que le Luxembourg est le 17^{ème} plus grand contributeur du Fonds pour les Populations au niveau mondial.

Dans les pays en développement, les femmes sont, d'un côté, des acteurs très importants et très fiables pour un développement durable, alors qu'elles n'ont, de l'autre côté, trop souvent pas les mêmes droits dans la société.

Les jeunes filles, quant à elles, ne disposent bien souvent pas d'un accès équitable à l'éducation.

Ayant pour but de changer cette injustice envers les femmes et les jeunes filles, la Coopération luxembourgeoise s'engage résolument pour l'égalité des chances, notamment en ce qui concerne l'accès à l'éducation.

Elle s'engage par ailleurs tout aussi résolument dans le domaine de la santé reproductive et de l'accès des femmes aux soins de santé.

Madame Angela Cardoso de l'Organisation des Femmes du Cap-Vert a bien résumé le drame de bon nombre de femmes dans les pays en développement. Elle dit: «Quand une femme a une expérience avec un homme, elle en sort avec des enfants. Et à chaque fois qu'elle rencontre un nouvel homme en pensant qu'elle va enfin s'en sortir, elle alourdit son cas.»

Madame Cardoso a rajouté que «si une femme a un enfant de deux ans qui n'est pas pris en charge par une structure, ça fait un gosse de deux ans qui est dans la rue du matin au soir, sans rien avoir à manger».

Mesdames, Messieurs, qu'y a-t-il de pire qu'un enfant qui a faim, un enfant qui se retrouve dans la rue, un enfant qui n'a pas accès aux soins de base, un enfant qui n'a pas accès à l'éducation?

Mesdames, Messieurs, ensemble donnons une chance à ces enfants. Ensemble donnons un avenir à ces enfants. La coopération peut le faire, nous pouvons tous le faire, alors, ensemble, faisons-le.

Merci.

■ Plusieurs voix. - Très bien.

■ M. le Président. - Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Här Minister Jean-Louis Schiltz. Deene Kollegen, déi heibanne gemengt hunn, d'Regierung géif sech ze vill laang hei ausdehnen, wéll ech soen, dass mir en Accord mat der Regierung hunn, wat dräi Debatten ubelaangt, nämlech déi iwwert d'Entwécklungspolitik, iwwert d'Aussepolitik an déi iwwert den État de la nation, wou mir eist Reglement net uwenden.

Mir kommen elo zur Debatt iwwert dem Här Minister seng Deklaratioun. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: d'CSV 34 Minutten, d'LSAP 24 Minutten, d'DP 20 Minutten, DÉI GRENG 17 Minutten an den ADR 15 Minutten.

(Interruption)

Et sinn ageschriwwen: d'Madame Arendt, den Här Goerens, d'Madame Err, den Här Huss an den Här Hencken. D'Madame Arendt huet d'Wuert.

(Interruptions)

Den Här Fayot, den Här Angel, très bien, ech notéieren dat. Voilà, elo huet d'Madame Arendt d'Wuert.

Discussion générale

■ Mme Nancy Arendt (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, all dräi Minutte stierft e Kand un Honger oder un enger

Krankheet an der Drëtter Welt. D'Halschent vun der Mënschheet leeft mat manner wéi Dollar den Dag an et si ronderëm 1,2 Milliarde Mënschen, déi mat manner wéi engem Dollar den Dag sech mussen begnügen fir ze iwwerliewen.

An enger Welt, déi sech ëmmer méi fragmentéiert, déi ëmmer méi an eenzel Dealer zerbrécht, a wou de Gruaf sech tëschent deenen aarmen a räiche Länner ëmmer méi vergréissert, ass et blutnoutwendeg, datt och ëmmer méi Solidaritéit gefrot ass, virun allem vun deene Länner, deenen et besser geet, an zu deene gehéiere mir.

De Kooperationsminister huet elo grad an enger engagierter Ried iwwer eis Entwécklungspolitik gewisen, datt hien net fir nâischt zoustänneg ass fir dese Beräich an der Regierung. Ech wëll him am Numm vu menger ganzer Fraktioun Merci soe fir déi Déterminatioun, mat där hien d'Saach vun der Kooperatioun weiderdreift. Grad an Zäiten, wou déi budgetär Mëttelen net méi esou räichhaltig zur Verfügung stinn, ass den Asaz fir d'Entwécklung an der Welt eng nobel Saach, eng déi dat Land, wat pro Kapp weltwäit deen héchste PIB ze verzechnen huet, och muss verfollegen, well et sech einfach selwer an deenen Aarmen an der Welt dat schëlleg ass.

Eis Kooperationspolitik zeechent sech duerch e puer Konstanten aus, déi ech nach eng Kéier wëll ënnersträichen, an d'Haapteleementer vu menger Ried dréine sech och ëm dës Konstanten.

Éischtens besteet praktesch queesch duerch all d'Parteien an der Chamber Eenegkeet iwwer d'Zilsetzung, d'Héicht an d'Ausrichtung vun der Kooperationspolitik. Grad well se dach awer eng gréisser Zomm ausmécht, ass dat fundamental wichteg. Fir d'Duerstellung vun eiser Entwécklungspolitik bei de Leit ass et néideg, datt d'Parteien all derhannert stinn an datt et hei keng Trennungslinien zwëschen Opposition a Majoritéit gëtt, op d'mannst net wat d'Prinzipien ugeet. D'Entwécklungspolitik huet nëmmen, och bei de Leit dobaussen, eng Chance wa se verstanen, akzeptéiert, matgedroe gëtt, an dëst selbstverständlech och mat Hëllef vun der Press.

Zweetens ass eis Kooperationspolitik virun allem op déi sou genannten Zillänner achséiert, där mer der eng zéng hunn a bei deenen déi Lëtzebuurger Kooperatioun och gespuert an apprécieert gëtt. D'Zil an d'Politik huet sech bewährt, well mir eis Mëttelen net uechtert d'Welt verspreeden, mä op e puer Plaze konzentréieren, wou eis Politik dann och déi entsprechend Wierkung an Erfolleg kann hunn. Iwwerengens ass och dës Konzentratioun op déi zéng Zillänner eng wichteg Viraussetzung fir eng kohärent vernetzten Entwécklungspolitik, vun där de Kooperationsminister a senger Deklaratioun geschwat huet.

Drëttes schaffen déi offiziell Instanzen, virun allem de Kooperationsministère, mä och den Aussemistère, Finanz-, Gesondheits- a Familljeministère, mat dem Departement vun der Chancégläicheit, ganz enk mat enger Rei vun net Regierungsorganisationen zesummen, déi eis Entwécklungseffort op ville Plaze verlängeren a verdéieren. D'Aarbecht vun deenen ONGen ass onheemlech wäertvoll, well duerch si a mat hinnen eis Kooperatioun méi déif gräift a méi breet ka wirken.

Här President, dee gréisstendeels iwwerparteilche Konsens, dee bei der Kooperationspolitik ze fannen ass, erlaabt et, datt Lëtzebuerg op sengem Wee weiderfiert, fir seng Entwécklungshëllef lues a lues op e ganze Prozent vun eisem nationale Räichtum eropzeféieren. Ech géif an deem Sënn eng Motioun ofginn, Här President, déi och ënnerschriwwen ass.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant le relèvement graduel des moyens budgétaires affectés à la coopération au développement, qui a permis au Luxembourg de dépasser le pourcentage de 0,7 pour cent de son RNB consacrés à l'aide publique au développement fixé comme objectif par l'Organisation des Nations Unies;

- considérant que le pourcentage du RNB luxembourgeois affecté à l'aide publique au développement devra atteindre 0,85 selon le projet de budget pour l'exercice 2005, et que le Gouvernement s'est fixé comme objectif de continuer d'augmenter la part du RNB consacrée à la coopération;

- considérant que l'aide publique au développement luxembourgeoise est concentrée surtout dans dix pays cibles de coopération situés en Amérique centrale, en Afrique et en Asie du Sud-Est;

- considérant que le principe de la concentration géographique a fait ses preuves dans les pays cibles de la coopération luxembourgeoise, permettant à la contribution luxembourgeoise au développement des pays concernés d'être particulièrement efficaces;

invite le Gouvernement

- à continuer ses efforts budgétaires en vue de relever la part du RNB luxembourgeois affectée à l'aide publique au développement à un pour cent au cours des années à venir;

- à renforcer les efforts de concentration géographique de la coopération luxembourgeoise.

(s.) Nancy Arendt, Marc Angel, Lydie Err, Charles Goerens, Jean Huss.

Am Joer 2004 sti mir elo bei 0,84% vum PIB. Fir 2005 geet dese Saz licht erop a wäert bei 0,85% leien. An absoluten Zuelen ausgedréckt, sinn dat ronderëm 200 Milliounen Euro oder 8 Milliarden al Frang. Lëtzebuerg ass weltwäit féierend bei der Pro-Kapp-Ausgab fir d'Kooperatioun. 2004 leie mir hei bei 318 Dollar oder besser gesot bei 246 Euro op all Awunner vu Lëtzebuerg. Global gekuckt si mir eent vu fënnf Länner weltwäit, déi d'UNO-Zil vun 0,7% vum PIB fir d'Entwécklungshëllef errechen a souguer iwwerschneiden.

Wann een déi rezent Entwécklung an deem Spëtzeplaton kuckt, da spille mir mat Norwegen zesumme souguer eng gewësse Virbildroll dëst Joer, well mir déi eenzeg sinn, déi de Kooperationsbudget trotz der ekonomesch schwieriger Situation nach eng Kéier opbesseren. Weltwäit si mir also bei deene Länner fir déi d'Entwécklungshëllef net nëmmen eng nobel Absicht, mä e konkreten Engagement ass, deen all Joer mat genügend budgetäre Mëttelen ëmgesat gëtt.

Déi Lëtzebuurger Kooperatioun ass doriwwer eraus eng sou genannten Nettokooperatioun, dat heescht datt mir fir eis Efforten an den Zillänner nâischt en retour verlaangen, ausser der Erfëllung vun enger Partie politischer Kritären, déi mat bonne gouvernance ze dinn hunn. Aner Geberlänner, och där am Spëtzeplaton, wéi zum Beispill Schweden, verbannen hiert Engagement konsequent mat der Fördéierung vun nationale Wirtschaftsinteressen. Dat bedeit, datt d'Zillänner vun der Bruttoentwécklungshëllef sech och an de Geberstateren provisionnéieren an doduerch en Deel vun der Hëllef nees an dat Land, wat hëllef, zréckfléisst.

Lëtzebuerg huet dat bis haut nach net gemaach, d'Fro stellt sech alerdéngs, ob et net gutt Grënn kéinte ginn, fir eng gewësse Bruttodimensioun an eis Kooperatioun afléissen ze loossen, do wou dat natierlech méiglech ass, well och eis Wueren an Déngschtleeschungen op ville Plaze kéinte gebraucht ginn a Lëtzebuerg och déi iwwere

kéint. Ech muss awer fundamental soen, an ech fannen dat och richtig a wichteg, an enger Zäit déi esou vill vun Egoismus gepräegt ass, grad just dann eng engagiert an eng déif gräifend Kooperatiounspolitik ze bedreiwen, déi net nëmmen op Retour kuckt, oder net ëmmer op Retour kuckt oder Géigeleeschunge verlaangt.

D'Laache vun zum Beispill kapverdiensche Kanner, déi duerch eis Ennerstëtzung eng anstänneg Ausbildung kënne kréien an eng korrekt Gesondheitsversuergung kënnen an Usproch huelen, ass souwiesou net mat iergendenger Géigeleeschunge oder mat enger Geldleeschunge ze bezuelen. An ech ka mir och net beim beschte Wëlle virstellen, datt et méi e schéint Geschenk ampaz gëtt wéi Kanner, déi Freed ausdrécken. Eng Liewensperspektiv huet einfach kee Präis a si kann och net an Euroen oder Dollaren ausgedréckt ginn.

Déi Perspektiven, déi d'Lëtzebuurger Kooperatioun uechtert d'Welt dausende vu Leit gëtt, déi sollen a mussen eis freeën, stolz an houfreg maachen, zémools well se dach awer eng Hëllef ass, déi mir eis nach gutt kënne leeschten. Dat, mengen ech, gesinn alleguer d'Parteien am Haus esou an dat ass och gutt esou. Et weist, datt mir hei zu Lëtzebuerg, datt mir an der Lëtzebuurger Politik kënne Wichtiges a Richteges zesumme maachen, ouni nom Feedback oder Geldinterët ze kucken.

Här President, d'Zillänner vun der Lëtzebuurger Entwécklungshëllef sinn am Regelfall kleng Länner, wou de Lëtzebuurger Engagement och entsprechende Néierschlag ka fannen. Et ass dat erkläertent Zil vun der Regierungspolitik, an d'CSV-Fraktioun ënnerstëtzt dat integral, datt mir virun allem op Plazen aktiv solle ginn, wou eis Kooperatioun en Ennerscheid mécht. Am Klortext bedeit dat, datt Lëtzebuerg sech net mar esou riseg Länner wéi Indien, Nigeria, Pakistan als Zilland alze gären erausicht, wou den absolute Montant vun eiser Entwécklungshëllef kaum an d'Gewicht géif falen, also kaum sech géif bemierkbar maachen. Dat verhënnert selbstverständlech awer elo net, datt Projeten och a gréissere Länner ënnerstëtzt ginn an och musse konkret Bedierfnisser befriedegen, an dat passéiert jo och zum Beispill an Indien, China a Brasilien.

Wéi scho virdu gesot, ass d'Politik vun den Zillänner eng, déi et erlaabt op der Plaz eng kohärent Politik ze erméiglechen a mat där een erkläerten Entwécklungsziler optimal uviséieren an erreche kann. Dëst Zesummespill ass e wichteg Element an der internationaler Kooperatiounspolitik ginn, well et ëmmer méi als néideg fir den erhofften Erfolleg vun der öffentlecher Entwécklungshëllef ëmfonnt gëtt.

Entwécklungspolitik ass aus engem Goss, an deem d'Efforte vun deenen, déi ginn, mat den Ustrenge vun deenen, déi kréien, intelligent vernetzt musse ginn. Genee des Leitlinne ginn och vun der Lëtzebuurger Kooperatioun verfollegt. Iwwerall do, wou mir aktiv sinn, gëtt un éischer Stell d'Reduktioun an am Idealfall d'Vernichtung vun der schlëmmster Aarmut viséiert. An dat geet nëmmen am Zesummespill vun e puer sektorielle Politiken, déi am Empfängerland vun eiser Hëllef mussen esou ausgerichtet sinn, datt eis Ennerstëtzung op der Plaz dee beschtméiglechen Effet huet.

Här President, d'Kärelementer vun der Aarmutsbekämpfung sinn d'Entwécklung vum ländleche Raum, d'Sécherung vun der Ernährung, d'Stäerkerung vun der Fra sou wéi d'Bildung an d'Gesondheitsversuergung. Am Zesummespill

vun dese Faktoren entstinn d'Grundlage vun enger eegener dynamescher Entwécklung vun deene Gesellschaften, deene mir hëllef wëllen.

Dës Entwécklung ass och nohalteg orientéiert, an d'Virgoensweis vun der Lëtzebuurger Kooperatioun berücksichtegt och ëmmer ekologesch Aspekter, déi op deene verschiddene Plazen, wou se gräift, relevant sinn.

Mat der Entwécklungshëllef ass et also wéi mat der Politik am Allgemengen, et hânt villes zesumme mateneen. A wann den Effort vun engem Geberland dozou féiert, datt d'Rad vun der autonomer Entwécklung an engem Zilland un d'Dréie kënnt, dann ass dat d'Grundlag vum Erfolleg. Dësen Erfolleg kann awer nëmmen erziilt ginn, wann am Land, wat gehollef kritt, en éierlecht an e gerecht Verstoos vun der Entwécklungshëllef besteet; e Bewosstsinn, datt d'Entwécklung an d>Weiderentwécklung vun deem betraffene Land d'éischt Zil vun hirer eegener Politik muss sinn.

An deem Kontext dierfen et keng Extravaganze ginn, an dofir wëll ech just un engem Beispill verdäitlechen, wat d'Cohérence des politiques net ass. Vun deene fënnf Länner, déi iwwer 0,7% vun hirem nationale Räichtum fir d'Kooperatioun opbréngen, sinn der véier, déi erhiefléche Betrag an Tansania investéieren. Fir Schweden an Dänemark ass Tansania éischt Empfängerland vun hirer Entwécklungshëllef. Bei Holland an Norwegen steet dëst Land un drëtter Plaz vun de Länner, déi vun hinnen Hëllef kréien.

Virun e puer Woche konnte mir an den Zeitunge liesen, datt d'Regierung vun Tansania awer lo decidéiert huet, fir dem Statspräsident e Fliger ze kafe vu 40 Milliounen Dollar. Esou Décisionen hu selbstverständlech vill Opreegung an och zimlech Roserei ervirgeruff. Et dierf een da wierklech och bezweifelen, datt dese President sou dringend e Fliger vu 40 Milliounen Dollar - dat sinn eng al Véirels Milliard Frang - braucht. Wann een des Sue sennvull an d'Entwécklung am Land gestach hätt, oder se a Projeten investéiert gi wäeren, wär der Zukunft vum Land besser gedingt ginn.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Hei gesi mir, datt Geberlänner sech kënnen déi gréisste Méi ginn, fir hir Politik zu Gonschte vun der Entwécklung vun engem Empfängerland zesummefléissen ze loosse, ouni datt d'Regierung vun deem Land sech esou behët, wéi et am Kontext vun engem éierlechen Entwécklungseffort misst verlaangt ginn.

Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, dat, wat ausmécht, fir vun der Lëtzebuurger Kooperatioun als Zilland betruecht ze ginn, oder considéiert ze ginn, entsprécht net onbedéngt - de Minister huet et virdu scho gesot - enger strikter akademescher Definitioun. Et sinn normalerweis keng allze grouss Länner, mä déi vun der Gréisst hier ongeféier mat Lëtzebuerg vergläichbar sinn an an deene mir mat eiser Kooperatioun och wierklech en Ennerscheid kënne maachen. Dëst ass ganz däitlech d'Beispill vun Cap-Vert, wou Lëtzebuerg dat éischt Geberland ass a wou iwwerall op hiren Inseln och d'Bewosstsinn herrscht, datt Lëtzebuerg hëllef, datt Lëtzebuerg, obwuel et wäit ewech ass, eng Hand mat upéckt.

De Cap-Vert huet eng Populatioun, déi ähnelech grouss ass wéi Lëtzebuerg, ronn 420.000 Leit, an och d'Fläch vum Land ass mat 4.000 qkm mat eiser vergläichbar, op alle Fall wat d'Gréisst an d'Bevölkerung ugeet. Eis Kooperationsrelatioun mam Cap-Vert ass am Fong en idealtypescht Beispill vu wirksamer Hëllef an engem klengen Land, wou eis Ennerstëtzung deen

Impakt huet, deen eng wesentlech Verbesserung bréngt, an da spiert ee selbstverständlech och d'Dankbarkeet vun dese Leit.

Ech konnt zwar net mat op de Cap-Vert virun e puer Woche goen, fir mir en eegent Bild vun der Evoluitioun vun eiser Entwécklungspolitik do ze maachen, mä ech hu mir awer vun e puer Kollegee soe gelooss, datt eis Kooperatioun do wierklech vill beweegt huet a se och onheemlech apprécieert gëtt vun de Leit dohannen. Den Här Bausch huet gesot, mir wäere souguer richtig Staren dohannen, an et géife Stroossen no Lëtzebuurger Leit benannt ginn. Ech mengen, dat ass wierklech e schéine Retour.

Anerer vun eisen Zillänner sinn zwar e Stéck méi grouss, mä am weltwäite Verglach nach ëmmer zimlech kleng. Dat ass de Fall zum Beispill fir El Salvador, Nicaragua, Laos, Senegal oder Burkina Faso. Och hei wierkt déi Lëtzebuurger Kooperatioun gutt a spillt an der Gesamtzouwendung, déi des Länner aus öffentlecher Entwécklungshëllef kréien, eng grouss Roll.

Doraus ënner anerem ergëtt sech och de Sënn fir an den Haaptstied vun deenen Zillänner Kooperatiounsbüroen ze ënnerhalen, an esou Büro gi viraussichtlech 2006 zu Ouagadougou am Burkina Faso an zu Managua, der Haaptstad vun Nicaragua, opgemaach. Mat deene Strukturen verdäitleche mir nach weider eise Wonsch fir genee ze sinn, wou d'Lëtzebuurger Entwécklungshëllef higeet, wie se erreicht a wéi se wierkt.

Eent vun deenen aktuellen Zillänner, wat vläicht net esou 100%eg richtig an dëst Konzept passt, ass dat vum Vietnam - wann ech dat mol dierf woen ze soen -, vläicht net mol sou onbedéngt wéinst senger Fläch, obwuel et sou grouss ass wéi Däitschland oder Polen, mä virun allem well et 80 Milliounen Awunner huet. Am Vietnam ass selbstverständlech wéi iwwerall eis Ennerstëtzung schrecklech wëllkomm. An a sou engem groussen Land, wat sech einfach net mam Cap-Vert oder mat El Salvador vergläiche léisst, kënne mir just ni deen nämlechten erstriewenswäerten Impakt erméiglechen, dee bei klengen Länner vill méi schnell ze erméiglechen ass.

Ech wëll dese Sujet lo net verdéieren, well ech selwer a meng Fraktioun wëssen, datt eisen Engagement am Vietnam net zur Debatt soll stoen. Ëmmerhi si mir do mat engem Programme indicatif engagéiert, dee mir wëllen honoréieren, andeem mir e spezifesch Büro fir d'Kooperatioun zu Hanoi ageriicht hunn.

Elo sinn eis vill méi Méiglechkeeten do ginn, fir ze jugéieren, wou ee sech vläicht an der Zukunft méi zréckzéie kéint a bei welche Regiounen nach méi e groussen Nohuelbedarf besteet. Ech denken do virun allem un déi méi nördlech Biergeg Géigenden, an den Här Minister huet jo och virdu gesot, datt et do effektiv nach Géigende gëtt, wou d'Leit mat manner wéi mat engem Dollar den Dag mussen iwwerliewen.

Här President, jiddferree vun eis kennt bestëmmt Géigenden, wou en et géif wichteg a gutt fannen, fir méi oder manner Engagement ze bréngen, a mir schwieft en eventuell europäesch Zilland vun eiser Kooperatioun vir. E Land, wat an déi klassesch Definitioun géif passen. Et ass och haut schon eng gewësse Presenz vun eiser Kooperatioun am Montenegro an op anere Plazen vum Balkan, mä net am Kader vun enger eigentlecher Zillandpolitik.

Wa mir tatsächlech eise Kooperationsbudget am Verlauf vun de Jore nach weider wëllen no uewen upassen, da wëll ech just mol d'Idi opbréngen, fir en europäesch Land profitéieren ze loossen, wat och Gemeinsamkeete mat der Lëtzebuurger Gréisst a Populatioun opweist a wat mir vläicht an der Zu-

kunft kéint méi ënnerstëtzen. Dat kéint zum Beispill Albanien sinn, Moldawien oder Armenien.

Besounesch an deem leschte Fall ass et jo sou, datt déi verheerend Konsequenze vun deem groussen Aerdbiwen 1987, wat een Dröttel vum Land verwüst hat, nach ëmmer net behewe sinn. Armenien, mat enger Fläch ongeféier esou grouss wéi d'Belsch, mat ronndraai Milliounen Awunner, huet als Land e Budget, deen ongeféier esou grouss ass wéi dee vun der Stad Lëtzebuerg.

Et wier e Land, an deem d'Kooperatioun am klassesche Sënn vum Wuert - Ernährungssécherung, Entwécklung vum ländleche Raum, Rehabilitatioun vun der Drénkwaasserversuerung an dem Spidolwesen - kéint verbounne gi mat humanitärem Engagement, an zwar fir déi Zéngtausende vu Leit, déi nach haut 15 Joer méi spéit weinst deem Aerdbiwee kee richtegen Daach iwwer dem Kapp hunn a keng adequat medezinesch Versuerung kënnen an Usproch huelen, an dat alles mol net ganz schrecklech wäit ewech vun eis, mä op eisem Kontinent.

Armenien ass och allen offiziellen Definitioune no en Entwécklungsland, an ech wär frou wann eng Kéier kéint doriwwee ngeduecht ginn, fir och hei ze hëllefen.

En drëtto Volet, dee fir eis Kooperatioun grondleend ass, sinn d'ONGen, déi eis offiziell öffentlich Entwécklungshëllef verlängeren a verdéiwen. Et gëtt där Organisatiounen, déi en Agrément vum Kooperatiounsminister hunn. Ech mengen, 79 huet de Minister virdu gesot, a si si bal iwwerall aktiv op der Welt. Hire Engagement ass zum gudden Deel e benevolen, een, deen also net mat Geld bezuelt gëtt. Hir alldieglech Aarbechte sinn esou wäertvoll an nobel, dass keng Suen op der Welt hinnen dat zréck kënnen gi wat des Leit un Zefriddenheet fir sech kënnen gewinnen duerch hir permanent Leeschtungen, an déi déi nobelste Tache op der Welt hunn, nämlech déi, de Leit an de Kanner hëllefen ze iwwerliewen.

Uni deen Engagement vun honnerte vun dese Leit an de Lëtzebuurger ONGe wier eis Kooperatioun net déi nämlech an et kënn vill manner Leit gehollef ginn. Dofir well ech hinnen de Merci an d'Unerkennung vu menger ganzer Fraktioun ausdrécken, well des Leit sinn einfach wonnerbar Botschafter fir eist Land.

D'ONGen hu ganz verschidenarteg Hannergrënn. Si kommen aus dem kierchleche Milieu, aus de Gewerkschaften, et sinn Zesummeschlüss vum Medeziner an Ingenieuren asw., a si hunn eng Struktur: de Cercle des ONG de développement, an deem se sech koordinéieren an zesummeschaffen. D'Zesummenaarbecht tëschent den ONGen ass enorm wichteg fir eng koordinéiert Politik kënnen ëmsetzen. Och wa se selbstverständlech autonom a projektbaséiert operéieren, esou si se dach en Deel vun der gesamter Lëtzebuurger Entwécklungshëllef, déi bestemmt Ziler verfollegt, bestëmmt Prioritéiten huet a bestëmmt Prinzipie respektéiert. Dat mussen also och esou Organisatiounen maachen, wann hir Kontributioun sech kohärent an harmonesch soll an d'Gesamtkooperatioun afügen.

Här President, déi offiziell Lëtzebuurger Kooperatioun iwwer d'Agence „Lux-Development“, déi mat hirer konkreter Ëmsetzung befaasst ass, an d'ONGe schaffen all zesammen un der Verwirkelichung vun de sou genannte Millenniumsziler fir d'Entwécklung. Et sinn des Ziler, déi der UNO hir Efforten am Beräich vun der Entwécklung leeden. Aacht Ziler sollen esou weltwäit bis 2015 erreicht ginn. Et sinn dës d'Reduktioun vun der extremer Aarmut an Honger, d'Sécherung vun enger primärer Ausbildung fir all Mënsch, d'Fuer-

derung vun der Fra an der Gläichstellung vu Fra a Mann, d'Reduktioun vun der Kannerstierfleckheet, d'Reduktioun vun der Mamme-stierfleckheet, d'Bekämpfung vun AIDS an aner grouse Krankheeten, d'Ofsécherung vun enger nachhaltiger Ëmwelt an d'Schafe vun enger globaler Partnerschaft fir d'Entwécklung.

Dat eischt vun diesen Ziler, d'Halbierung vun der batterer Aarmut bis 2015, kënn Schätzungen no, seet de Mark Malloch Brown, Administrateur vum Programm vun de Vereenten Natiounen fir d'Entwécklungshëllef, dann erreicht ginn, wa pro Joer 100 Milliarden US-Dollar der Entwécklungshëllef zur Verfügung sténgen. Et sinn der awer nëmme ronderëm 50, also ongeféier d'Halschent vun deem wat d'UNO mengt wat fir d'Erreeche vum eischte Millenniumszil gebraucht géif ginn.

Wéi weíng am Fong méi gebraucht géif gi fir weider ze komme verdäitlecht d'Tatsaach, dass de Moment pro Joer de weltwäite Wafhandel e Volume vun 950 Milliarden Dollar erreicht, bal 10-mol méi also wéi néideg wär fir honnerte vu Milliounen Mënschen op der Welt e liewenswäert Liewen ze erméiglechen.

Wa Länner wéi Amerika, Kanada, Australien, Neuseeland, Japan an aner, déi der OECD ugehéieren, sech géife Méi maachen, konsequent déi 0,7% vun hirem nationale Räichtum un öffentlecher Entwécklung erunzeschaffen, da wär d'Aarmut an enger eenzeg Generatioun net méi dee brennenden Thema, deen en haut nach weltwäit ass.

Déi Lëtzebuurger Kooperatioun schreift sech an dee globale Effort zum Erreeche vun diesen Ziler an. Eent ass awer sécher, ouni eng gemeinsam Ustrengung vun alle Länner, deenen Entwéckelten an deene manner Entwéckelten, si se net ze erreechen. Dofir ass am Fong dat aachtent Zil, déi global Partnerschaft fir Entwécklung, déi wichtegst, a si gëtt och de Kader fir déi siwen aner an där se mussen realiséiert ginn.

Här President, a ville Länner, och d'Zillänner vun der Lëtzebuurger Kooperatioun, virun allem a Schwaarzafrika, sinn d'Krankheeten e groust Hemmnis fir all Zort vu gesellschaftlecher Entwécklung. An et kann esouger esou e schlëmme Faktor sinn, dee ganz Populatioun bedrot. Besounesch schlëmme sinn hei d'Ravagé vun AIDS an Afrika.

Zënter 1985 sinn an Afrika, südlech vun der Sahara, 15 Milliounen Leit un AIDS gestuerwen. 2003 eleng waren et 2,2 Milliounen, an dat sinn der méi wéi Slowenien Awunner huet.

A Botswana zum Beispill sinn haut iwwer 38% vun der Populatioun HIV-infizéiert. A Swasiland sinn et der grad esou vill. Botswana huet eng Liewenserwaardung vun nëmmen 39 Joer. Dat ass e Wäert, dee mir hei an Europa am Mëttelalter hatten. Ouni AIDS wär d'Liewenserwaardung am Botswana 72 Joer, an dat ass e Wäert, deen am Moment an Ost-Europa besteet.

De President vu Botswana huet ugeziicht der ongeheier héijer Infektionsquot vun der Méiglechkeet vun der Ausläschung vun der Natioun geschwat. An d'Infektionsstauxë ginn nach ëmmer net erf. A Swasiland huet sech 2002 an 2004 de Prozentsaz vu gutt 34 op bal 39% erhéicht. Dës ass eng immens grouse Erausforderung fir d'Politik op allen Niveauen, virun allem wann et ëm d'Versuerung vun Infizéierte mat antiretrovirale Medikamenter geet. Duerch esou Medezin kéint de Virus a senger Entwécklung gestoppt ginn an den Ausbruch vun AIDS selbstverständlech och, en Ausbruch, dee bal ëmmer déidlech ennt. Dës Medikamenter kaschten awer Geld, Geld, wat vill afrikaneschen Staten dacks net hunn. An trotz-

deem muss eppes ënnerholl ginn, fir d'AIDS-Epidemie an Afrika ze stoppen, wann net e ganze Kontinent soll an d'Nuecht vum Liewen antrieden.

Selbstverständlech ass dës eent vun de Millenniumsziler an dobäi soll eist Land hëllef wou et kann. An ech si wierklech frou, dass de Minister a senger Ried ugedeit huet an och nach an deenen nächste Woche weider wëllt an den Detail goe wéi en dat wëllt maachen.

Ech wëll net am Detail op all eenzelt vun deenen anere Millenniumsziler agoen. Si si grouss a si sinn déi brennend Erausforderung vun der Entwécklung an eiser Zäit. Mä eppes läit mer schonn déi ganz Zäitchen um Mo, an och wann et a senger Dimensione vläicht net grad richtig hei an de Kader passt, wëll ech trotzdem e puer Wierder an deem Kontext erwähnen.

Als Fra an och als Mamm fannen ech et einfach schrecklech, dass et ënner eise Kooperatiounslänner nach Länner gëtt, wou d'Beschneidung vun de Meedercher massiv weidergefouert gëtt, virun allem am Mali. Wann tatsächlech nach dräi vu véier Mammen et fir néideg fannen hir Meedercher ze verstummelen op eng medezinesch an hygienesch Aart a Weis, déi net menschewierdeg ass, da kënnen mir dat einfach net méi esou akzeptéieren. Hei wënschen ech mer wierklech, dass d'Efforten ënnerstëtzt gi fir weider ze sensibiliséieren an ze informéieren, wat fir een absoluten Onsinn dese Ritual ass, deen hei nach bei iwwer 90% vun de Meedercher duerchgefouert gëtt. An ech hoffen, dass eis Leit um Terrain net midd ginn, des onméiglech Prozeduren esou gutt et nëmme geet ze ënnerbannen.

Selbstverständlech sinn do déi aner Millenniumsziler wéi d'Kannerstierfleckheet, d'Stierfleckheet vun der Mamm während der Schwangerschaft a kuerz no der Gebuert, ustiechend Krankheeten, d'Zerstéierung vun eiser Ëmwelt; déi grouse Géigner vun de Mënschen am 21. Jorhonnert. Hinne mussen mer eis zesumme stellen, well et geet ëm eis Welt, ëm déi ganz Welt, ëm déi eenzeg Welt.

Entwécklung am ganze Sënn vum Wuert ass net nëmmen eng Affär vun deenen arme Populatiounen a Schwaarzafrika, Asien oder Latäinamerika. Et ass eng Affär vun eis alleguerten. Virun allem d'Beispill vun der nohalteger Ëmwelt verdäitlecht dat op eng dramatesch Manéier.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann déi global Erwärmung esou weidergeet, da verschwanne ganz State vum Globus. D'Mieresspiegel steige stäneg, well d'Pole schmölzen, Inselstate wéi d'Malediven an aner, virun allem am Pazifik, ginn an deenen nächsten 20 Joer, wa sech nächst un der Evolutioun ännert, einfach esou enner. Si verschwannen ënnert dem Waasser, si halen op ze existéieren, an dorunner si mir Mënsche schold, genee wéi um Verschwanne vun den Alpenglëttschen. Aacht vun néng Stéck sinn amgaangen zréckgezoen, an an der Schwäiz, hunn ech virgëschter um Radio héieren, hunn d'Gletscher schonn e Punkt erreicht, wéi en eréischt fir 2025 virgesot gi war.

Dobäi kënn dat bedrolecht Zouhuele vun den Naturkatastrophen, dat mir an deene leschte Joren ze verzechnen hunn. A wa mer all wëllen zesummen iwwerliewen, wa mir net wëllen tëschent Stierm an Iwwerschwemmungen an Aerdbiwen eist Liewen ofschléissen, da brauche mir e globaalt Bewusstsein a mir mussen Verännerungen akzeptéieren, déi néideg sinn. Net

nëmmen am tropesche Bësch, mä och an eisem, net nëmmen am Energieverbrauch vun den asiatischen Entwécklungsänner, mä och an eisem.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. Déi Lëtzebuurger Kooperatioun ass eng Saach, déi eis all an der Chamber um Häerz läit, déi grouse Erfollegger ze verzechnen huet an déi mir zesumme wëlle weiderféieren, verdéiwen a verbesseren. Si brauch entsprechend budgetär Mëttelen an um Wëlle vun der Regierung - hu mer jo virdrun héieren -, déi zur Verfügung ze stellen, huet sech nääsht geännert. Dat begrësse mir mengen ech alleguerten heibannen. Mir sinn a mir bleiwen am Spëtzeloton vun de Geberlänner an der internationaler Kooperatioun. Dat ass e staarkt Zeeche vu Solidaritéit mat deenen déi nääsht oder guer net vill hunn an deene mir e bësse weider wëlle ginn. Et ass déi konsequent Politik vun engem Land, wat et mat der Solidaritéit eescht mengt, wat no bannen an no baussen e Sënn dofir huet, dass et Ongerechtegkeete ginn a wat dobäi hëllef se ze behiewen.

Mir brauchen och an dieser Zäit de Sënn dofir, dass d'Entwécklung eppes ass wat eis all, direkt a permanent ugeet. Et gëtt net eis Welt, déi räich an déi schéin, an dann nach eng aner, eng aarm an eng ellen, et gëtt nëmmen eng an an där lieve mir all zesummen a mir mussen se zesumme verbesseren an dauerhaft liewenswäert maachen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Arendt. Den nächste Riedner ass den Här Charles Goerens. Dir hutt d'Wuert, Här Goerens.

M. Charles Goerens (DP).- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Ech wëll am Ufank vu menger Interventioun dem Här Schiltz Merci soe fir seng eischt Ried als Minister vun der Kooperatioun an och félicitéiere fir déi Akzenter, déi e gesat huet, an ech well em och versécheren, dass e kann op déi 100% Kontributiounen vu menger Fraktioun zielen. Mir wäerten en an deenen Zilsetzungen, déi en de Mëttig hei exposéiert huet, voll a ganz ënnerstëtzen, well ech mengen déi Zilsetzungen halen d'Strooss. A wéi en zu Recht gesot huet, et kann ee wierklech net alles a sou enger Deklaratioun soen, obschonn Der der ganz vill gesot hutt, an ech wëll och kuerz déi eenzel Elementer, déi Der ervirgestrach hutt, kommentéieren.

Eishtens, wat d'Zillänner ubelaangt, mengen ech, kënn een, wann ee sech mat der Problematik befaasst, net dolaanscht, fir déi Saach virsiichteg unzegoen, fir de pour an de contre ze evaluéieren, vun engem eventuellen Ausklammen aus engem Zilland, mir hunn déi Diskussioun nach all Joer gehat. All Joer goufe kritesch Téin ugemellt, ob mer nach sollen an eenzelne Länner bleiwen, wéi zum Beispill an Namibien oder am Nicaragua, a mir sinn ëmmer erëm zur Konkluosion komm, dass et net evident ass fir e Land vun haut op muer falen ze loossen, an ech ënnerstëtzen och déi Nuance, déi Der fonnt hutt, fir déi do Problematik ze beschreien.

De Cap-Vert zum Beispill ass eent vun de Länner, dat ënner dem Impuls vun der Lëtzebuurger Kooperatioun enorm Fortschreitter gemaach huet. Et muss een awer och wëssen, wann déi Fortschreitter reell sinn, da kann een awer och eng Inversioun vun der Situatioun erbäiféieren, andeems dass net nëmmen ee Land, mä dass all Land mateneen erausginn, an et ass präzisément dat wat d'Lëtzebuurger mussen versichen ze verhënnern, well et wier net gutt wann de Cap-Vert an eng Situatioun kéim, wou déi Vulnérabilitéit,

déi am Rapport vun der Krichszäit iwwer dat Land stoung, voll a ganz zum droe kéim. Et ass nämlech e Land wat ganz staark vun Auslandszouwennungen ofhänkt. 25% vum Bruttoinlandprodukt vun deem Land gi generéiert vun deem wat d'Diaspora plus ou moins regleméisseg dohinnereschéckt, dat Land hänkt nach ëmmer ganz staark of vun der Kooperatiounspolitik an et wier also falsch wann een déi Progrésen, déi an deem Land gemaach goufen, net géing konsolidéieren, duerch eng virun enk Kooperatioun mat deem Land.

An anere Länner, wou d'Situatioun e bëssen anescht ass, wéi zum Beispill an Namibien, gëtt jo och probéiert fir an engem intelligenten „phasing out“ eng intern Redistributioun vun de Rëchessen mat ze förderen, wat och normal ass, well wann e Land d'Moyenen huet fir sech selwer ze entwéckelen, da soll et och déi bei sech doheem selwer asetzen, an da kann déi Entwécklungshëllef, déi gemaach gëtt mat deem Land, complémentaire zu där eisichter wierken. Well jiddereen ass jo awer och verantwortlech fir déi Situatioun, déi e bei sech doheem féint.

Och d'accord si mer mat der strategescher Dimensioun, déi e wëllt senger Kooperatiounspolitik ginn, respektiv weiderginn. Déi Programmes Indicatifs de Coopération halen d'Strooss an et ass gutt fir déi periodesch ze adaptéieren, déi eenzel Secteuren ze identifizéieren, an deenen ee wëllt intervenéieren, an deementsprechend eis Gelder sännvoll ubréngen, déi dann och periodesch evaluéiert ginn, wat absolut indispensable ass fir ze kucken, ob dat, wat ee gemeet huet, net muss - wann net ganz, weinstens zum Deel - a Fro gestallt ginn.

Och do mengen ech sinn déi Efforten an déi Gelder, déi an d'Evaluatioun gestach ginn, absolut gutt ubruucht, an den Här Schiltz huet och nach iwwer eng ganz Partie aner Aspekter geschwat, déi ech net weider brauch ze kommentéieren, well ech absolut d'accord si mat em.

De groussen Défi, an dat huet och meng Virriednerin gesot, dat ass natierlech déi vun der Kohärenz vun de Politiken. D'Kohärenz vun de Politiken, dat heescht mol fir unzefänken, datt dat, wat mer haut soen, net an deenen 364 Deeg, déi duerno kommen, widersprach gëtt. D'Kohärenz vun de Politiken, dat heescht awer och eng Kohärenz tëschent deenen eenzelne Secteuren. Et kann och net sinn, datt dat, wat an deem enge Politikberäich gemeet gëtt, widersprach gëtt vun Initiativen oder Aktiounen, déi an anere Beräicher gemeet ginn. Wann een an der Agrarpolitik een anere Kurs fiert wéi an der Entwécklungspolitik, dann neutraliséiert dat sech. Dann ass et tout au plus un jeu à somme nulle. Wann ee Land net kohärent ass mat deem wat déi aner maachen an engem Zilland, da verstéisst een och géint d'Kohärenz.

Et ass elo net un der Europäescher Unioun, déi jo laut Vertrag den Opdrag huet fir déi eenzel Politikberäicher an der Kooperatioun ze koordinéieren, eng grouse Verantwortung huet, fir e Maximum vu Kohärenz an hirer Aktioun ze erreechen, an déi selwecht Europäesch Unioun muss och kucke wéi se vis-à-vis vun internationalen Acteuren wéi Weltbank, Fonds Monétaire International, eng ganz Parti UNO-Agenturen agéiert, fir deem Impératif vun der Kohärenz gerecht ze ginn.

D'Kohärenz vun der Politik, dat heescht natierlech och datt een d'Situatioun an deenen eenzelne Länner richtig erfaasst, datt ee weess wat déi reell Besoiné sinn. An Dir hutt zu Recht op d'Question agraire higewisen, wou een et mat där absurder Situatioun ze dinn huet, datt 3/4 vun de Leit, déi op der Welt Honger leiden, net Keefer si vu Liewensmëttel, mä Produzen-

ten. A firwat si mer an déi absurd Situatioun komm? Mä précisément well d'Präisser effektiv sou bradéiert ginn, datt et sech och net méi rentéiert fir an Entwécklungs-länner nach seng Produiten hierzestellen. A wann et fréier - ech menge mir hu schonn eng Kéier doriwwer geschwat hei am Haus - méiglech war, datt een am Sahel mat enger Tonn Céréalé konnt liewen, pro Famill, da musse e wessen, datt d'Rendementen haut net méi héich sinn, mä den Ennerscheid, dat ass datt bei gläichgrousse Familljen, bei gläichgrousse Rendementen haut eng Tonn Céréalé net méi duerget fir eng Famill ze ernähren; obschonn d'Konsumgewunnechte sech net geännert hunn.

Et ass drop zréckzeféieren, datt haut musse vun deenen 1.000 Kilo, déi récoltéiert gi pro Famill, der 400 musse verkaaft gi fir d'Schold ze bezuelen, 200 gi gebraucht fir den Outil de Travail ze renouveléieren, an da bleiwen der nach 400 vun deenen 1.000 Kilo, dat ka leider net méi duergoen. Do ass also eppes wat net gutt ass.

Eppes anescht. A puncto Kohärenz wëll ech soen: Et geet net, dass een hei an eise Länner jaitzt no nidderegen Zënse soubal wéi de Wirtschaftswesstum ufänkt lues ze déclinéieren. Wann et hei ënner 2% oder 1% kënn, da seet jiddfereen, obscho mer net der Europäescher Zentralbank dran-schwätzen hunn, d'Zënse mussen onbedingt op engem nidderegen Niveau bleiwen, respektiv erfogefuert ginn. Wann dat do passéiert an engem Land wéi a Mali, oder am Burkina Faso, oder a Südafrika, da si ganz séier déi ganz grousse Experten do fir ze soen, et muss eng Rosskur an deem Land administréiert ginn. An eent vun den Elementer, fir aus deem Déif do erauszekommen, sinn normalerweis, an och fir d'Inflatioun Meeschter ze ginn, de Ruff no méi héijen Zënssätz. Déi Inégalitéiten, soulaang wéi déi bestinn, sinn e grousse Obstacle fir déi Kohärenz ze errechen, an der Démarche déi mer alleguer ustriewen.

Här President, de Kofi Annan huet emol eng Kéier gesot, an ech mengen et war 2001, bei senger Ried bei Geleeënheet vun der Réceptioun vum Friddensnobelpräis: „Haut ass e Meedchen am Afghanistan gebuer.“ - sot en - „Wann een als Meedchen am Afghanistan op d'Welt kënn, da wunnt ee Liichtjoeren ewech vun der Prosperitéit, a wann een als Meedchen op d'Welt kënn am Afghanistan, dann huet een eng Chance vu véier fir fénnef Joer al ze ginn.“

Dat ass d'Situatioun an et ass en einfachen technesch Kriitär, deen dat och kann ermëggen. Fir déi arithmetesch Dimensioun vum Problem emol eng Kéier ervirzestrichen: Den Afghanistan, gradwéi den Niger, hunn en TMM5, dat heescht en Taux de mortalité des moins de cinq ans, vun 250 pro dausend, dat heescht all véiert Kand gétt net méi wéi 5 Joer al. Wann een esou een TMM5 huet, da weess een, an deem dote Land ass alles nach ze maachen.

Do kann et keng Infrastructure hospitalière ginn digne de ce nom. Do kënnen et net Dispensaire ginn an der Héicht wéi se gebraucht géife ginn. Do kann d'Fra nëmme just behandelt gi wéi dat Allerlescht, well soss géifen et Assistancé gi bei den Accoucheur; den Accouchement non assisté an deene Länner ass net d'Ausnahm, mä ass do carrément d'Regel. Do gétt et kee Versuch fir d'Demographie ze maitriséieren. An esou Länner fonctionnéiert am Fong guer näächt. E Land wéi den Afghanistan, do ass de President, tout au plus, Buergermeeschter vun der Hauptstadt, vu Kabul, an et gétt duerch international Efforte probéiert fir him d'Méiglechkeet ze ginn, fir déi grousse Défien ze bekämpfen an ze relevéieren.

Mir kënnen mat eiser Kooperatiounspolitik, Gott weess, net alles maachen. Mir kënnen enorm vill maachen. Et ass mir am Fong och egal, ob mir zéng oder eelef Zillänner hunn, wichteg ass dat wat mir maachen, och wa mir der nëmme sechs hätten - dat wier vläicht e bëssen ze mann, well mir da keng Risikostréierung hätten an eiser ganzer Exekutioun vun der Entwécklungspolitik -, datt dat wat gemaach gétt gutt gemaach gétt, datt et richtig verstane gétt, datt et pertinent ass, datt et op eng efficace Manier realiséiert gétt an datt et sech och an der Dauer aschreift. Och dat ass e Bäitrag zu der Kohärenz, déi den Här Schiltz a sengem Discours erbäigewünscht huet.

Kohärenz, dat heescht och besonnesch do Efforten entwéckelen, wou et net esou einfach ass fir se ze verstoen. Wann elo den Owend en Aerdbeiwé géng passéieren a mar den Owend géifen op de Bildschiermer d'Postcheckkonto vun deenen Haupt-ONG-humanitaires publizéiert ginn, da wiere wéineg Leit, déi insensibel géife bleiwen, vis-à-vis vun där Situation en détresse. Do sinn d'Leit relativ séier prett fir ze investéieren, fir de Portefeuille opzemaachen, respektiv fir e Virement ze maachen.

Scho méi schwéier gétt et wann ee muss en Entwécklungsprojekt erklären, wann een 2004 an eng Schoul investéiert an engem Zilland am Kader vun engem Programme Indicatif de Coopération, an dee kënn 2006 an d'Phas vun der Realisatioun, an et muss een och nach Proffen ausbilden, an et muss ee kucken datt een Accordé fénnt mat der Regierung, fir datt, wann de Projet eng Kéier faerdeg ass, och déi Schoul weidergefuert gétt, dann ass dee Projet 2010 faerdeg. Bis dohin ass eng Partie Geld gefloss a bis dohin ass a sech näächt Spektakuläres geschitt, au contraire. Dat, wat geschitt ass, ass indispensabel, mä et ass keen, deen dat entgéinhëlt. Fir dat ze erklären, dat ass net esou evident.

A wa mir wëlle kohärent bleiwe mat deem Effort, dee mir wëlle weiderféieren, da musse mir en och an der Dauer installéiert a konsolidéiert kréien, an ech menge mir hunn eng grousse Chance, dat ass déi datt hei am Haus, an deser Chamber praktesch all Parteie mat der Zilsetzung d'accord sinn. Mir sinn d'accord mat der Héicht vun Involvement vun de budgetäre Mëttelen, 1%, dat ass net näächt, dat geet awer duer. 1% ass enorm vill, loosse mir also dorunner hänke bleiwen, a loosse mir och besonnesch soen, wat mir maachen, a besonnesch firwat datt mir dat maachen. A loosse mer virun allem drop insistéieren, do aktiv ze ginn, wou d'Saache sech net vum selwen erklären an eis do d'Wuert ginn, datt mir dat duerstinn. A mir sollen och - erlaabt mer den Ausdruck, Här President - bei d'Comptoire goen an eis wiere géint all déi Stereotypen, déi mir do héieren.

An zur Kohärenz vun de Politike gehéiert och, datt een ophält de Mond ze halen, wann een esou Dommheeten héiert wéi: Am SIDA musse mir haaptsächlech an der Preventioun aktiv ginn, awer net an der Therapie. Loosse mir ophale mat där absurder Juxtaposition vun deenen zwou Positionen.

D'Experienz - et brauch ee jo net vill Experienz an deem Domän ze hunn - léiert eis, datt an engem Land, egal a wat fir engem Land, ob et an engem Land ass aus eise Breitengraden oder an engem Entwécklungsland, et ass kee beereet, wann net emol dee geréngsten Esprit de thérapie besteet, sech testen ze looszen, ob en HIV-positiv ass oder net. Et kann also nëmme just een eng sénnvoll Preventioun maachen, wann och en Esprit de thérapie do besteet. An dat ass ee vun de grousse Défie mat deenen d'Kooperatioun weltwäit konfrontéiert ass, de Beräich SIDA, a mir wäerten och nach net esou bal, à moins datt et

eis geléngt e Vaccin ze fannen, vun där dote Plo befreit sinn. A mir sollen alleguer déi Démarchen erklären, déi noutwendeg si fir dohinner ze kommen. Do gétt et viles ze erklären, vill komplex Démarchen, och viles wat net verstane gétt.

Dir hutt iwwert d'Evaluatioun geschwat an och iwwert d'Sensibilisatioun an ech begréissen och, datt Dir den ONGen d'Moyené gitt, fir précisément an där doter Richtung aktiv ze ginn. An déi Suen, déi doranner investéiert ginn, wann d'Sensibilisatioun intelligent gemaach gétt - dat ass bal ëmmer, am Regelfall kann ee soen, ass dat esou -, da sinn déi Suen net ewechgehait. Dat si Suen, déi wuel hei zum gréissten Deal ausgi ginn, mä dat musse mir awer eis selwer schëlleg sinn, wa mir wëllen hunn datt den Effort, dee mer alleguer ustriewen, sech an der Dauer aschreift.

De Sensibilisatiounsberäich setzt menger Meinung no och viraus, datt mer net nëmme um Niveau vun den ONGen aktiv ginn, mä et schéngt mir, an ech hat och schonn eng Kéier e Gespréich mam Minister selwer doriwwer, noutwendeg ze sinn, fir vläicht an een, zwee Joer, no der Lëtzebuerger Présidence, sech ze iwwerleeën, ob een net soll nach eng Kéier eng grousse ugeluechte Campagne de sensibilisation hei am Land maachen, well et mierkt een, déi lescht ass ongeféier annerhalft Joer eriwuer, déiselwecht Stereotypen iwwert d'Entwécklungspolitik: „Wat maachen“ - an ech wëll elo hei wierklech net dat ermëggen, wat ech heiansdo héieren - „all déi mat eise Suen?“, déi fänkt een u schonn erëm méi oft ze héieren. Déiselwecht domm Gespreicher, déi total dernieft sinn an déi oft vu geschichte Leit, oder déi mengen se wiere geschicht, gesot ginn, déi musse mer awer duerch en zolitten Argumentaire contréieren, a vläicht an der nächster Campagne de sensibilisation méi an d'Déift goen a méi an d'Zesammenhäng vun der Kooperatiounspolitik.

Mir mussen an daerfen net midd gi virun drop ze insistéieren an ze soen: Et ass machbar. Wat ass machbar? Ma datt ee kann d'Aarmut erfollegräich bekämpfen, net nëmme mat 0,7% zu Lëtzebuerg, mä mat 0,7% bei all deene Länner, déi an enger Situatioun sinn, déi ee kann als confortabel bezeichnen, an déi Länner si jo och an der OCDE garantéiert.

Wann een nämlech dohinner kéim an et kéim een op deen Niveau zu deem d'Länner sech schonn alleguer engagéiert hate an Ufank vun de 70er Joren, dann hätt een net nëmme genuch fir d'Aarmut ëm d'Halschent ze reduzéieren, mä dann hätt ee genuch fir d'Aarmut ganz ze éradiquéieren. A wann ee sech och nëmme ee Moment ausdenkt, wat een do en termes de rendement, en termes de stabilité, Sécherheet an och de retour économique à la longue géng récoltéieren, dann hätt een eng Erfolleg verspriechend an och raisonnéiert a rasonnabel Sensibilisatioun eriwierkritt.

Loosse mer och ophale mat deenen Approches malthusiennes laut deene vill Leit anerer gleewen dinn, wann een eppes gétt, dat wier definitiv verluer. Dat ass net de Fall, wann een d'Suen an d'Efforten intelligent déployéiert.

Dat gesi mir am Kader vun dem europäeschen Integratiounsprozess, wou och nach ëmmer virun déiselwecht Milchmädchenrechnung gemaach gi bei den Nettozahler, déi menge si géifen definitiv méi aarm ginn, wa se an eppes investéieren. Si iwwersinn awer dobai, datt se en retour net nëmme en termes de rendement budgétaire, mä virun allem en termes de rendement économique enorm vill ge-

wannen. A wa se dat opweie mat deem wat se abezuelen, dann ass jiddfereen gagnant. An ech mengen d'Entwécklungspolitik ass eng Win-Win-Strategie, a se schreift sech an an déi grousse kollektiv Ambitioune vun der Europäescher Unioun, awer och vu Lëtzebuerg.

Et ass eng Politik, déi et verdéngt fir ënnerstéizt ze ginn. An ech mengen de Wäert vun der Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik, dee miesst sech selbstverständlech un deem wat an deenen zéng Zillänner gemaach gétt an och un deem, wat iwwert déi multilateral Kanäl iwwert de Fonds des Nations Unies pour les populations, zum Beispill, an de Länner ukënn. Dat kann een alles moossen, dat kann een alles évaluéieren. Mä wat vill méi wichteg ass, dat ass datt Lëtzebuerg et faerdeg bruecht huet an de leschte 25 Joer, als eenzegt Land an der internationaler Communautéit, de Sprong op 0,7% öffentlech Zouwendunge par rapport zum Bruttoinlandsprodukt ze packen. An domat ass de Beweis erbruecht, datt et méiglech ass dohinner ze kommen, ouni datt ee Land doduerch bankrott geet.

An ech si relativ optimistesesch, jiddfalls wat den europäesche Raum ubelaangt. Frankräich wëll op deen Niveau kommen an 2012, Belgien 2010, Irland 2007, Schweden ass schonn drop, Norwegen och, Finnland huet et a seng Objektiv ageschriwwen. Mir hunn also nach während drai, véier Joer déi enorm Chance, datt mir dat eenzegt sinn, wat dee Sprong geschafft huet, an ech mengen dat solle mir voll a ganz exploitéieren, a mir kënnen do eis Impulsgeberfunctioun als Lëtzebuerger Land voll a ganz spille looszen.

Ech mengen do, an där Hiewelwierkung, déi mir duerch deen do Acquis hunn, kënnen mir enorm vill errechen, besonnesch an der Présidence vun der Europäescher Unioun, wou et wuel drëm geet fir d'„midterm review“ ze maache vun de Cotonou-Accorden - dat ass eng Aarbecht, déi gétt d'nächst Joer falleg, déi ass enorm wichteg, an déi wäert och zäitraubend si fir déi, déi mam Dossier befaasst sinn -, nieft dem SIDA an nieft der Fortschreiwung vun all deenen Efforten, déi déi aner Présidence gemaach hunn a mat deenen Dir lech och koordinéiert. Do géng ech och der Lëtzebuerger Regierung wënschen, datt se déi Hiewelfunctioun, vun där ech elo geschwat hunn, voll a ganz zum Droe bréngt.

An dann ofschléissend, Här President, mir ginn, an dat wëlle mir jo alleguer errechen, à moyen terme, 1% aus vum nationale Räichtum fir d'Kooperatioun a fir deenen, deenen et wierklech net flott geet, eng Chance ze ginn. Deen ee Prozent soll een erklären, hunn ech gesot; et muss een awer och net alles erklären. Wann een am Gruef läit - passez-moi l'expression - futti-zegoen, muss ech net nach eng Erklärung ginn, do hëlleft een - Punkt! Do ass een och beim Comptoir kengem eng Erklärung schëlleg. Mä wat een awer och kann hannendrop soen: Dat ass keng Negatioun vun de sozialen Härten oder vun de Situations de détresse, déi sech hei am Land stellen, dofir bleiwe jo och nach 99%, an iwwert déi solle mir och schwätzen, awer net am Kader vun der Kooperatiounspolitik.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Goerens. D'nächst Riednerin ass d'Madame Err. Dir hutt d'Wuert, Madame Err.

■ **Mme Lydie Err (LSAP).** - Merci, Här President. Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, et ass net fir d'éischt wou ech op deser Tribün sti fir iwwer Entwécklungszesummenaarbecht ze schwätzen, mä et ass ëmmer rëm anescht. Mä gleefft mir awer, dass trotz engem Aller retour - Chamber, Regierung a Majoritéit an Opposition - meng fundamental Meinung zu deene Froen, déi hei diskutéiert

ginn, sech net geännert huet. Dat wäerten och déi, déi scho virun hei waren, mierke bei där Motioun, déi ech herno wëll proposéieren, an déi ech probéieren zënter Joren an deemem Haus schonn eng Kéier duerchzekréieren.

Ech bedauern eppes Klenges, Här Minister: Trotz Ärer interessanter Ried ass et e bësse frustrant, well eigentlech hat ech mir jiddfalls e Rapport erwaart iwwert de Bericht. Dir sidd interessanterweis largement iwwert de Bericht erausgegangen. Dir hutt doduerjer och Aren Zäitkredit largement ausgeschöpft, während mir hei am Fong no 20 Minuten, wat mä Grupp betrëfft, d'rout Luucht ugemaach kréien, sou dass et e bësse schwierig ass fir op Saachen anzegoen, déi Dir gesot hutt, besonnesch wann ee se eréischt während Ärer Ried entdeckt huet, mä Dir hutt gesot, Dir géift deemnächst eng Kéier an der Kommissioun erkläre kommen, wat mat eiseum Projet ënner anerem am Gaza passéiert ass. Ech hoffen, dass mir dann d'Geleeënheet kréien aner Saachen auszetauschen, déi Dir haut ugeschwat hutt, an op déi een an deemem Kader keng Zäit huet anzegoen.

Am Koalitiounsprogramm, Dir Dammen an Dir Hären, sti genau véier Sätz iwwert d'Entwécklungszesummenaarbecht. Dat wëllt awer net vill soen. Ech mengen, datt dat en Zeechen ass, datt et éischters op deene Froen hei zu Lëtzebuerg e Konsens gétt iwwert d'Parteien an deemem Haus ewech. Et ass net kontestéiert, dass Lëtzebuerg am internationale Vergläich excellent do steet an eent vun deene wéinege Länner ass, déi hire Must bis lo erfüllt hunn, an doriwwer eraus et och ganz kloer ass, dass d'Lëtzebuerger Entwécklungszesummenaarbecht e wichtegt Element ass vun eiser Aussepolitik.

An der Déclaration universelle des Droits de l'Homme steet folgende Saz: «Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires.»

Vun deemem Text, Dir Dammen an Dir Hären - et ass evident -, si mir nach méilewäit ewech an trotz grousse Wierder wéi Cohérence des politiques, Développement durable, Codéveloppement an Décroissance, a wat alles nach kreucht und fleucht vun interessanten Ausdréck op deem Gebitt, ass et kloer, dass mir och an deenen nächste Joren dat Zil do net erreche wäerten. Mir hoffen awer wéinstens op den Input vun der Lëtzebuerger Présidence, fir de Midterm vun de Millenium Goals do weiderzibréngen, a mir rechnen och domadder, dass déi Prioritéiten, déi haut ugeschwat gi sinn, och um Niveau vun Europa während eiser Présidence, wou eisen Afloss jo vläicht e bësse méi grous ass, duerchgesat ginn.

Ech wëll e puer Zuelen nennen, eigentlech huet de Minister der scho genannt, déi fir sech schwätzen, notamment dass 60 Milliarden Euro - dat steet lo net dran, mä ech huelen un, dass et Euro oder Dollare sinn, dat mécht esou een enormen Ennerscheid net onbedéngt aus - op der Welt Entwécklungshëllef gespent gétt vun de räiche Länner, an dass 900 Milliarden Dollar an den Armement ginn. Domadder huet een am Fong scho bal alles gesot. Et bleift nach vläicht ze kucken, wou dann déi Länner mat där Aarmut do sinn, wou dann déi Budgeten aus de räiche Länner higinn.

Et ass hei gesot gi vun der Madame Arendt, dass bal d'Halschent vun der Bevölkering op der Welt haut mat manner wéi zwee Dollar den Dag iwwert d'Ronne komme muss. Ech wëll do e bësselche virundenken a soen, dass vun där bal Halschent vun der Weltbevölkering 70% Frae sinn. Mol eng

Kéier sinn d'Fraen iwwerrepresentéiert, awer net nëmmen do: Si sinn och iwwerrepresentéiert wann et ëm Analphabetismus geet, wann et ëm Réfugiéë geet, wann et bei de Kanner ëm Schoulausbildung geet.

Dofir kann een also soen, dass et haut ganz kloer sou ass, dass d'Aarmut net nëmme schwartz ass - well déi gréisst Aarmut ass an Afrika -, mä si ass och weiblech. Dofir, Här Minister, sinn ech lech besonnesch dankbar fir déi Remarquen, déi Dir ganz zum Schluss vun Ären Ausféierung gemaach hutt, wou Dir lech engagéiert hutt, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg op d'Fraen an der Kooperatioun ze setzen, mä och ze probéieren, déi Prioritéite während der Présidence duerchzesetzen.

Fir dorunner vläicht eng Fro unzehänken: Mir hunn elo héieren, dass mir mat grousser Wahrscheinlechkeet deemnächst e Kommissär hunn, deen zoustänneg ass fir d'Entwécklungszesummenaarbecht. Ass et an deem Kontext och virgesinn, dass de Conseil de coopération erëm agefouert gëtt? A wéi steet d'Lëtzebuurger Regierung op deem prezise Punkt dozou?

Ech wëll iwwregens a Klammere soen, dass ech net weider op dee Punkt vun der Accentuatioun vun der Entwécklungszesummenaarbecht op Fraen aginn, well ech dat schonn esou oft gesot hunn, a mech eigentlech selwer net méi driwwer héiere kann. Ech hunn dofir mengem Fraktiounskolleeg hei déi wichteg Aufgab iwwerdreien, dee grad esou iwwerzeegt ass wéi ech, dass dat eng vun de Prioritéite muss sinn. Hie féint vläicht aner Wiederer an nei Begeeschtung fir iwwer en aalt Thema an eng al Prioritéit vun de Sozialisten ze schwätzen.

An deemselwechte Kontext wollt ech nach - mir hu gesot, d'Aarmut ass weiblech, an dat behandelt de Marc Angel, wann ech lo hei deemnächst fäerdeg sinn - ee Wuert soen zu „Aarmut ass schwartz“. Mir hu mat grossem Interesse gesinn, datt en neit Partenariat fir d'Entwécklung an Afrika passéiert, an dat mécht een a priori optimistesche. Strukturell awer a fundamental, mengen ech, sinn do relativ grouss Problemer. Mech mécht zum Beispill ganz stutzeg, dass an der Autokontroll, déi den NEPAD agesat huet, vun 53 Länner nëmme 15 d'accord waren, sech géigesäiteg ze kontrolléieren, wat d'Korruptioun, wat Investissement an Armement, wat d'Menscherechter, wat d'Demokratisatiounen, wat institutionell Reformen ubelaangt.

An eng Fro an deem Kontext: Wier et net logesch, datt eis Zillänner, déi an deem Partenariat fir d'Entwécklung vun Afrika dobäi sinn, e bëssen incitiéiert géife ginn, wann et net de Fall ass, sech un deen Autokontrollgremium aus dem NEPAD do unzeschleissen?

Vu datt et ëmmer méi problematesch gëtt, déi néideg Fonge fir eng efficace Entwécklungszesummenaarbecht zesammenzestellen, trotz Efforten, déi op internationale Konferenze lo mat 16 Milliarden, wann ech mech richteg erënneren, Supplément ugekënnegt gi sinn, ass et mir a sécherlech lech och ganz kloer, dass mir net domadder kënnen rechnen, d'Millennium Goals oder soss iergend nach eppes Besseres ze erreechen, wa mir et net fäerdeg bréngen zousätzlech Ressourcen ze mobiliséieren.

Dofir hunn ech mat grossem Interesse dee Rapport gelies den Dir ugeschwat hutt, Här Minister, an op deen ech wëll ganz kuerz agoen an ech hoffen och, dass mir wéinegstens an der Kommissioun eng Kéier op déi Konklusiounen aus dem Landau-Rapport vum President Chirac géifen zréckkommen. Et ass ganz kloer, an ech wëll dat aganks ënnersträichen, dass dat Dokument fir eis nëmmen dann interessant ass, wann déi Ressourcen, ëm déi et do geet, supplementar zu den nationale Ressourcen

cen dobäikommen. Mä wann een déi Montanté kuckt, déi hei méiglech sinn, da mengen ech kënn net derlaanscht fir ze probéieren sech anzesetzen, niewent eisem nationalen Effort, och op internationalem Plang, déi Iddien hei aus deem Rapport ze ënnerstëtzen.

Déi éischt Iddi ass déi vun der Tobin-Tax. Ech kommen net weider dorobber zréck. Et ass bekannt an ech hunn och eng vu menge leschte Rieden hei praktesch exklusiv op dese Mechanismus achséiert gehat. Interessant ass a mengen Äen, dass zënterhier an der Belsch an och am Frankräich Gesetzer gestëmmt gi sinn, mat Conditions suspensives esou ze soen iwwert déi Tax an och Budgeté virgesi gi sinn. Fir de Fall wou 25 europäesch Memberstate sech géife bereet erklären, wieren also zwee vun eisen Nopeschlänner bereet mat op dee Wee ze goen. Dat wier, mengen ech, eng gudd Ursach fir wéinegstens d'Iddi emol ze verbreedden an an där Hinsicht weider ze kucken.

Laut Experten, an dat si keng nei Chifferen, géif e Prozentsaz vun 0,01% op allen internationale Finanztransaktiounen 20 bis 30 Milliarden Euro jährléich méi abringen. Dat géif duergoen, fir dem Kofi Annan senge Chifferen no beispillsweis déi ganz Education primaire vun de Kanner an den Entwécklungsänner ze finanzéieren, an eleng dofir wier et derwäert, mengen ech, nei Weeër ze goen.

Déi zweet Proposition aus deem Landau-Bericht ass de Rapport iwwer eng Steuer um Kerosin, dee bis elo steierfräi ass. Dat ass eng interessant Iddi, et géif d'Flugbilljeeën e bësse méi deier maachen, mä et huet virun allem och nach een Nodeel, dass et vill manner, nämlech nëmmen acht Milliarde géing bréngen, de Rechnung vun den Experten no, par rapport zu der Tobin-Tax, wéi ech dat virdu gesot hunn.

Déi drëtt Méiglechkeet ass eng ganz interessant, besonnesch fir d'Kolleeg vun der Grénger Fraktioun, huelen ech emol un, d'Méiglechkeet vun enger Steuer op den Ofgase vum Kuelendioxid, déi jo gläichzäiteg och nach d'Ëmwelt ruinéieren an déi am Fong éischstens eng Incitatioun wier, fir besser op eis Ëmwelt opzepasst, an eng zousätzlech Ressource vun ongeféier 25 Milliarden jährléich.

De véierte Punkt, dee vun den Experte proposéiert gëtt, ass eng Steuer um Waffeverkaaf. Déi ass natierlech ganz interessant, mä do mécht ee sech ganz wéineg Illusiounen an et ass ee sech och bewusst, dass wann een dat do géing maachen, da géife wahrscheinlech nach méi inoffiziell Geschäfte am Waffecommerce ofgewéckelt ginn.

E fënnefte Punkt ass eppes ganz Interessantes. Dat wier e minimale Prélèvement op all Transaktiounen, déi mat Kreditkaarte gemaach ginn. Do steet elo leider an deem Landau-Bericht net genau derbäi wat dat géif bréngen, mä dat hätt menger Meenung no den Avantage, dass et nëmmen déi Leit géing treffen, déi mat Kreditkaarten hantéieren an déi sech a priori, géing een emol unhuelen, kënnen dee kleng Surplus do erlaben.

Während déi lescht Proposition, déi d'Experte maachen, e Prozentsaz op dem Waasser- an op elektreschen Taxen, déi ass natierlech a mengen Äen op jidde Fall sozial ganz ongerecht, well et gläichermoossen déi Wueltabend an déi Leit, déi méi schlecht dru sinn, géing treffen.

Jiddefalls hu mer hei eng Palette vu Méiglechkeete fir d'Ressourcen an der Entwécklungszesummenaarbecht ze hiewen an ech hoffen, dass mer dorobber zréckkommen an eis déi eng oder déi aner prinzipiell Iwwerleeung zu dese Propositionen maache kënnen.

Mä ech kommen dann nach eng Kéier zu enger Motioun, déi ech elo beim drëtten Asaz hei probéieren

an hoffen, dass se dann des Kéier duerchgeet. Ech hunn et schonn öfters hei gesot, mä fir déi Leit, déi nei hei sinn, ass bis elo an der Entwécklungszesummenaarbecht alles auditéiert ginn, ugefaange bei de Projeten iwwert d'ONGen, iwwert d'Lux-Development, déi en plus och nach all Joer en internen Audit huet, iwwregens eng Iddi, déi mer ganz gudd gefält, déi Dir hei ugekënnegt hutt, och de Ministère, mä wou ee sech och muss eens gi wat déi Chargé wieren, an och dorobber géing ech gären eng Kéier zréckkommen.

Mir hunn also bis elo alles wat säugt und fluegt an der Entwécklungszesummenaarbecht zu Lëtzebuerg schonn auditéiert, just d'Maschinn net wou am Fong all Décisiounen geholl ginn, an dofir denken ech dass et wierklech logesch wier an am Intérêt vun der Saach, fir och ze kucken ob déi Maschinn, déi ëmmer méi Sue verschafft, wierklech beschméglech funktionéiert, fir se virun esou gudd an der Qualitéit ze verschaffe wéi dat nëmme méiglech ass, an dofir hunn ech eng Motioun hei, wou ech d'Regierung dann eng Kéier opfuerderen.

D'leschte Kéier ass mer gesot ginn, mir hunn den Exame vum CAD, an elo hu mer d'Présidence. Dann no der Présidence. Mir kënnen eis dann entre-temps drop vibereden, deen Audit organisatiounell ze maachen.

Selbstverständlech ass et evident, dass eventuell nei Organisatiounen oder nei Orientéierungen, déi hei ugeschwat gi sinn, do misste materafléisse kënnen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- *considérant l'augmentation constante de l'aide publique au développement;*

- *considérant que la charge de travail du Ministère des Affaires étrangères en matière de coopération au développement augmente substantiellement d'année en année, sans que le personnel concerné ne soit renforcé en conséquence;*

- *considérant les initiatives prises en matière d'évaluation et de suivi ces dernières années;*

- *considérant les efforts substantiels qui continuent d'être faits en la matière;*

- *considérant que la politique de coopération se doit d'être une politique de qualité;*

- *soucieuse d'une efficacité optimale de l'organisation de la Direction de la Coopération, ainsi que de la qualité de son action, étant entendu que ces deux éléments sont tributaires non seulement de la qualité, mais aussi de la quantité des ressources humaines tant au ministère que sur le terrain;*

invite le Gouvernement

- *à entreprendre après la Présidence luxembourgeoise un audit organisationnel du Ministère de la Coopération et de l'Action humanitaire;*

- *à prendre dans ce contexte en compte les mesures de réorganisation d'ores et déjà entreprises d'ici là par le ministre compétent.*

(s.) Lydie Err, Marc Angel, Nancy Arendt, Ben Fayot, Jean Huss.

Ofschleissend nach ee Wuert. Ech hunn déi Deklaratioun wierklech interesséiert nogelautschert. Ech sinn awer der Meenung, an dat adresséiert sech éischter un eise President an un d'Présidente vun eise Fraktiounen, dass wann et esou ass, dass d'Regierung „open end“ hei schwätze kann, dass de Modell vun der d'Zäit, déi de Fraktiounen zoustee, misst a Relatiounen stoen. Et ass relativ onfair, wann een op vill interessant Saachen, déi

een héiert, keng Zäit huet anzeogen an ech wier dankbar wa mer dorobber kënnnen zréckkommen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Eng lescht Iddi wollt ech nach mat op dee Wee ginn, an zwar déi vun enger Plateforme vun allen Acteuren, déi an der Kooperatioun zu Lëtzebuerg aktiv sinn. Dat heescht net nëmmen déi institutionell ONGen, de BAT, mä och beispillsweis Gemengen, déi jo awer entre-temps an ëmmer méi grousser Zuel Initiativen huelen.

D'Leit aus der Chamber, aus den ONGen an net nëmmen d'Leit aus dem Cercle vun den ONGen, fir eben esou prinzipiell Froe wéi déi, déi ustinn, wéi zum Beispill eng eventuell Revisioun vun den Indicateure fir d'Définitioun vun der Zuel vun eisen Zillänner, d'Natur vun de Projeten an Ähnlech, emol e bëssen zesummen ze diskutéieren.

Menger Meenung no hate mer elo dee richtege Moment geroden, well mer jo och Chercheuren op eiser Uni hunn, déi eis kënnnen zur Sait stoe mat engem Bléck aus engem anere Wénkel wéi deen, deen op anere Plaze bei den Acteuren ass, an dass mer am Fong et misste fäerdeg bréngen och iwwert dee Wee méi eng grouss Sensibilisatioun vun eiser Bevölkerung fir déi Entwécklungszesummenaarbecht ervir ze kréien, déi, dovunner sinn ech iwwerzeegt, alle Leit, déi heibanne setzen, um Häerz läit.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Madame Err. Als nächste Riedner ass den honorablen Här Jean Huss ageschriwwen. Den Här Huss huet d'Wuert.

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der grénger Fraktioun wëll ech hei och eng Partie Iwwerleeungen ustellen zu deem Bericht iwwert déi Lëtzebuurger Kooperatiounspolitik.

Well vum Minister a vu menge Virriedner jo scho villes gesot gouf iwwer eis sou genannte Pays cibles an iwwer konkret Projeten a verschiddene Beräicher, an och well meng Riedezäit nach méi kuerz ass wéi déi vun der Madame Err, kann ech hei net länger eng Detailanalys vun de Projeten an de Pays cibles virhuelen an ech wëll mech dofir haaptsächlech beschränken op e puer méi prinzipiell Iwwerleeungen dozou.

Dir Dammen an Dir Hären, ufanks vun de 70er Jore war bekanntlech vun den deemolege westlechen Industriestate feierlech beschloss a versprach ginn, d'Entwécklungshëllef schrittweis op 0,7% vum jee-weilege Bruttoinlandprodukt an d'Luucht ze hiewen, fir doriwwer den arme Länner aus dem sou genannten Tiers-Monde ënnert d'Äerm ze gräifen, fir se esou méi schnell erunzeféieren an déi wirtschaftlech a sozial Standardé vun den Industriestaten.

Déi feierlech an Aussicht gestallten 0,7% vun den nationale PIBen hunn natierlech deemools ganz gudd geklongen. Dat ware vun der Grëssenuerdnung hier net just Peanuts oder Almosen, au contraire. Dëst Versprieche huet bei de Regierungen aus dem Tiers-Monde nei Hoffnungen, eng nei Opbrochstëmmung provozéiert a si sinn am Kader vun deser neier Opbrochstëmmung highangen an hunn, fir de Retard op d'Industrielänner méiglechst schnell opzehuelen, dunn zousätzlech Kreditter zu relativ gënschtegen Zënssätz opgeholl, fir wéi gesot hir Länner am Eiltempo un d'Entwécklung vum räiche Westen erunzeféieren.

Déi nei Euphorie war dunn awer spëtstens Métt vun den 80er Jore schonn eriwuer, an dat aus zwee Grënn.

Éischstens well déi feierlech Versprieche vun 0,7% Entwécklungs-

hëllef, vun eierbaren Ausnahmen ofgesinn, leider de Pabeier net wäert waren op deem se geschriwwen gi waren; an zweetens well et op den internationale Finanzmärchen ufanks den 80er Jore schonn zu engem abrupten an dramateschen Ustieg vun den Tauxé vun den Zënse komm ass an all Drëttwelllänner, déi Kreditter opgeholl haten, elo op eng Kéier an eng dramatesch Scholdefal an an eng nach méi dramatesch Ofhänggekeet vu Banken, vum internationale Währungsfong a vun der Weltbank gerode waren. Vun deem Moment u war et eriwuer mat der Illusioun vu schneller wirtschaftlecher a sozialer Entwécklung. Den internationale Währungsfong an d'Weltbank hunn dunn den Tiers-Monde-Länner drastesch Austéitéspolitik diktéiert a bis haut geet an deene meeschten Tiers-Monde-Länner, virun allem an Afrika, a Mëttel- a Südamerika, de Groussdeel vun allen Exportrecetté vun desen arme Länner drop, just fir d'Zënse an d'Zënsezënse u westlech Banken a Finanzinstituter zréckzuzuelen.

Huet d'Chifferen, Dir Dammen an Dir Hären, déi des Entwécklung illustriéieren. Just e puer wéineg Länner wéi Dänemark, Holland, Schweden a Lëtzebuerg hunn dat 0,7%-Versprieche agehalen oder esouguer dépasséiert. Dat ass éierewäert, mä insgesamt awer net vill méi wéi eng Dréps op dee berühmte gliddege Steen, well déi meeschten aner Länner, virun allem déi grouss Industriestate wéi d'USA, Frankräich, Däitschland an esou virun, ganz wäit hannert de Versprieche vun 1972 zréckbliwwen sinn. Sou ginn zum Beispill d'USA all Joer 15 Milliarden Dollar fir Entwécklungshëllef aus, mä dat si just 0,14% an domadder den niedrigsten Taux vun den 22 räichsten Industriestaten, während deiselwecht USA emgekéiert awer all Joer dat 30fach, nämlech 450 Milliarden Dollar, fir Arméi, Krichsrüstung a Krich ausginn.

D'Europäesch Unioen an hir Länner steet do natierlech mat ronn 0,39% vum PIB, déi bis 2006 sollen ugepeilt ginn, e bësse besser do. Alldéngs nëmmen e bësse besser, well mir als Europäer insgesamt och nach ganz wäit vun deenen 1972 versprachene 0,7% ewech bliewen, an dat sinn ëmmerhin 33 Joer hier.

E puer Zuelen och just fir den Drama vun der Verschuldungssituatioun vun de Länner vum Tiers-Monde zënter ufanks vun den 80er Jore bis haut ze illustriéieren: Laut glafwierdegen internationale Berechnungen hätten d'Tiers-Monde-Länner, wéinst deenen onmorallesch héijen Zënslaaschten op hiren Emprunten, déi Enn vun de 70er Jore geléinte Sue praktesch scho siwemol rembourséiert an trotzdem bleiwe si och haut nach héich verscholt a mussen all Joer nach ronn 300 Milliarden Dollar u Scholdendéngscht leeschten.

Wann een dobäi just Afrika kuckt, esou huet, laut Berechnung vum CNUCED, der UNO-Institutioun fir Handel an Entwécklung, Afrika tëschent 1970 an 2002 ronn 540 Milliarden Dollar Kreditter kriit. An obwuel Afrika bis haut méi wéi 550 Milliarden Dollar zréckbezuelt huet, bliewen Enn 2002 nach 295 Milliarden Dollar Scholden iwweg, wat bedeit datt all déi verschëlte Länner an hirer wirtschaftlecher a sozialer Entwécklung hoffnungslos zréckbleiwen, well déi gréissten Deeler vun hire Recetten aus dem Export oder déi ganz Recetté bei einzelne Länner fir de Scholdendéngscht drop ginn. Am Résumé: Déi aarm Tiers-Monde-Länner, deenen hatt solle gehollef ginn, leeschten a Wierklechkeet Entwécklung fir déi räich Banken a Finanzinstituter.

E weideren Aspekt, deen d'Länner vum Tiers-Monde a virun allem déi aarm Länner ënnert hinnen net décolléiere léisst, dat ass déi bisheerig kras Ongerechtheet an den internationalen Handelsbeziungen.

gen, op déi mer scho méi wéi eng kéier heibannen higewisen haten, zum Beispill bei den Debatten ëm d'OMC-Konferenzen, also d'Welthandelskonferenz vun Doha a vu Cancún. Soulaang déi räich Industriestaten, d'USA, d'Europäesch Unioun, Japan an esou virun, vun den Tiers-Monde-Länner eng total Ouverture vun hire Marché verlaangen an deelweis erzwongen hunn, awer ëmgekéiert hir eegen Agrar- an aner Marchéen net bereet sinn opzemaachen, soulaang bleiwen déi Handelsbeziungen net gerecht an erlaben et den Dréitwëllänner net eng eegestänneg Wirtschafts- a Sozialentwécklung an Ugrëff ze huelen.

Déi nächst Woch taagt erëm eng kéier d'OMC-Konferenz zu Bréissel - an des kéier wäerten den Här Goerens an ech dobäi sinn, fir ze kucken ob et dann do zu Fortschreitter kéint. Op jidde Fall kann een nëmme hoffen, dass et Fortschreitter do wäert ginn, fir déi sou genannten Entwécklungsronn vun Doha mat Succès op en Enn ze bréngen; mat Succès heescht fir eis Gréng awer ganz kloer Entwécklung am Intérêt vun den aarme Länner an net am Profitintérêt vu grouse Multinationalen.

Nach eng lescht Zuel iwwert d'Problematik vun der Verschuldung am Kontext vun sou genannte Millenniumround vun de Vereenten Nationen, wou bekanntlech d'UNO am Joer 2000 feierlech déklaréiert hat, bis 2015 misst d'Zuel vun deene ganzen Aarmen, déi mat maner wéi engem Dollar pro Dag mussen auskommen, ëm d'Halschent reduzéiert ginn. Elo si mer gläich am Joer 2005 an et gesäit ganz düster aus, wat d'Erreche vun dieser Zilsetzung betrëfft. Dat Zil wäert net nëmme net kënnen erreecht ginn, de Risiko ass souguer an eisen Aen ëmgekéiert grous, wann et net zu fundamentalen Ännerungen an zu méi gerechten Handels- a Finanbeziungen an deenen nächste Jore kënn, dass d'Situatioun a villen Tiers-Monde-Länner a virun allem an Afrika nach ëmmer méi katastrophen wäert ginn.

Zënter Jore fuerderen dofir net nëmme d'Tiers-Monde-Länner selwer, mä och d'Entwécklungs-ONGe weltwäit an och hei zu Lëtzebuerg, an och déi Gréng an och aner, dass endlech déi ongerecht Scholdelaaschte missten drastesch reduzéiert oder ganz gestrich ginn, souwuel am bilaterale Kader wéi och d'Scholden vun Tiers-Monde beim internationale Währungsfonds a bei der Weltbank. Zum Beispill schëlden eleng déi 41 ärmste Länner dem internationale Währungsfonds an der Weltbank méi wéi 33 Milliarden Dollar. De Gordon Brown, de Chef vun Trésor an der englescher Regierung, hat dofir viru kuerzem gemengt, wann nächst Fundamentals géif un der Scholdesituatioun geschéien, da wieren d'Ziler vun Millenniumsround, fir d'Aarmut ëm d'Halschent ze reduzéieren, och an 150 Joer nach net ze errechen.

Aus deem Grond hat d'englesch Regierung dee positive Virschlag gemaach, d'Industrielänner, den internationale Währungsfonds an d'Weltbank sollten d'Schold vun den 41 ärmsten a verscholdete Länner bis 2015 etappeweis op Null zrëckféieren; wat sécherlech ee positive Schrëtt gewiescht wier.

Leider ass dunn awer beim Jores-treffe vun internationale Währungsfonds a vun der Weltbank am 3. bis de 6. Oktober dës Joer dese Virschlag um Widerstand vun den Haaptmemberstate beim internationale Währungsfonds a bei der Weltbank gescheitert, wat méi wéi dramatesch ass, a mir géifen dofir gären an deem Kontext och vun der Lëtzebuurger Regierung wëssen, wéi da bei dieser Versammlung, bei deem Jores-treffen déi Lëtzebuurger Haltung war. Wéi huet d'Lëtzebuurger Regierung sech da verhalé par rapport zu deem Virschlag vun Entschuldung,

wéi et vun der britescher Regierung gemaach ginn ass?

Mir géifen och gären an deem Kontext, well dat jo eng wesentlech an eng wichteg Fro ass, d'Fro operwerfen, ob et bei esou decisiv Saachen net sënnvoll wier, fir dass een am Virfeld, ier d'Lëtzebuurger Regierung dann do eventuell Stellung bezitt, an der parlamentarescher Kommissioun zumindest iwer esou Saach kéint schwätzen, dat heescht datt och d'Parlament e Matbestëmmungsrecht doriwuer hatt.

Dir Dammen an Dir Hären, mir Gréng begrëssen, dass mer bei der Entwécklungshëllef scho bei 0,84% vum PIB ukomm sinn an dass d'Regierung esouguer an den nächste Jore wëllt op 1% histeieren. Dat éiert sécherlech eist Land an et kann dofir och net eis Absicht sinn, op eng klenglech Aart a Weis elo eenzel Projekte vun eiser Entwécklungshëllef a Fro ze stellen. Mir sinn insgesamt mat der Ausrichtung vun dieser Entwécklungspolitik mat averstanen, souwuel wat de Choix vun eisen Zillänner, eis États cibles betrëfft, wéi och mat der allgemenger Ausrichtung vun de Projeten a Richtung Educatioun, Drénkwaasserversuerung, Santé an aner sozial Infrastrukturen. Mir mengen och, dass global gesi souwuel vun eiser offizieller Entwécklungsagence hier wéi och vun den ONGen um Terrain insgesamt eng positiv Entwécklungsarbecht geleescht gëtt. An trotzdem menge mer, dass dat op eenzelnen Aspekter nach weider kéint verbessert ginn, an zwar op folgende Punkten:

1. Wat eng méi wëssenschaftlech Evaluatioun vun der Qualitéit vun eiser Entwécklungsarbecht betrëfft - dat huet och d'Madame Err hei schon ugeschwat -, wou et misst drëm goen ze kucken, awéiwäit eist Gesamtkonzept, wat mer haten, richtig bleibt, beziehungsweise wou ee misst kucken, awéiwäit eenzel Aspekter dovunner missten iwwerschafft ginn, wat hir mëttel- a längerfristeg Konsequenzen an den Empfängerlänner betrëfft. Fir esou eng méi wëssenschaftlech Evaluatioun bräicht een eventuell en Audit, mä et bräicht een awer och eng permanent Struktur, e Gremium, deen iwwer Joren eraus esou eng Begleitung an der Zesummenaarbecht mat den ONGe géif leeschten. Eng Méiglechkeet, fir esou eng méi permanent Begleitung, wier zum Beispill virzegesinn am Kader vun engem ze schafende Conseil supérieur du Développement durable.

2. En zweete Beräich, dee misst verstärkt ginn, ass de Beräich vun der Sensibiliséierung vun der Bevëlkerung iwwert d'Problematik vun Tiers-Monde. Ech hu grous Zweifel, dass et do mat relativ clichéhafte Plakataktiounen a Bushai-sercher oder Ähnlech duer geet. Mir mengen, dass et do virun allem zu enger Opstockung vun de Mëttele misst kommen, fir des Sensibiliséierung nach méi staark wéi bis elo, an Zesummenaarbecht mat den ONGen, an Zesummenaarbecht mat de Gemengen, mat Schoulen oder soziale Bewegungen, kënnen ze maachen. Grad haut a relative Krisenzäiten, och hei an Europa an och hei zu Lëtzebuerg, bleift et an eisen Ae wichtig, fir weiderhin op d'Tiers-Monde-Problematik hinzewiesen a fir d'Leit op déi wirklech Hannergrënn vun der Aarmut a vun de Problemen hinzewiesen.

3. E leschten Haaptpunkt vun noutwendiger Weiderentwécklung besteet doran, dass eis Entwécklungspolitik an engem méi kohärente Gesamtkonzept vun nohalteger Entwécklung misst organiséiert ginn. 0,84% Entwécklungsgelder si schéin, mä grad esou wichtig wier et, dass eist Land och op anere Felder méi staark wéi bis elo seng Stëmm géif hiewen. Fir de Länner vun Tiers-Monde wierklech ze hëlfe, misst d'Lëtzebuurger Regierung sech op allen internationalen

Tribünen, ob UNO, Europäesch Unioun, Weltbank oder internationale Währungsfonds, a virun allem och bei der OMC iwwert de Wee vun europäesche Vertrieeder, offensiv dofir staark maachen, fir engersäits d'Scholdesituatioun vun de Länner vun Tiers-Monde schnellst méiglech ofzebauen a fir anerersäits d'EU-Vertrieeder bei der Welthandelskonferenz ze mandatéieren, fir do fir méi e gerechte Welthandel zu Gonschte vun de Länner vun Tiers-Monde anzuetrieden.

Dir Dammen an Dir Hären, eng gutt Entwécklungspolitik ass wichtig, mä si ass net alles, wann net gläichzäiteg op sämtleche Politikfelder - an der Aussepolitik, an der Finanzpolitik, an der Wirtschaftsan Aussewirtschaftspolitik an an der Agrarpolitik an esou virun - an déiselwechte Richtung geschafft gëtt. Do vermësse mir nach e wéineg d'Kohärenz vun der Lëtzebuurger Politik, grad esou wéi mer nach ëmmer e wéineg vermëssen, dass d'Parlament an dann och d'ONGen, bis elo jiddefalls, net genuch am Virfeld implizéiert gi sinn an déi ganz Aarbechten an an déi ganz Diskussioun. Ech betounen: Am Virfeld vun Décisiounen. Ennert der viregter Regierung sinn an Usätz eenzel positiv Saache geschitt, mä dat geet an eisen Aen net duer. Grad déi Décisiounen am Virfeld, do mussen d'ONGen an do muss d'Parlament an eisen Ae vill méi staark agebonne ginn.

Nach ee leschte Punkt, ganz kuerz, Här Minister, nämlech eng Fro, eng Fro un lech par rapport zu engem Incident virun e puer Wochen, wou och an der Press driwwer bericht ginn ass, wou d'israelesch Arméi am Palästinensergebitt e lëtzebuergeschen Entwécklungsprojekt zerstéiert huet. Wat ass do genau zerstéiert ginn? Wéi vill finanziell Wäerter a wéi vill Lëtzebuurger Steiergelder sinn do vun der israellescher Arméi an de Koup gestampft ginn a huet d'Lëtzebuurger Regierung vis-à-vis vun deem israelleschen Gewaltakt ënerholl, oder wat gedenkt se nach do ze ënerhuelen?

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. Hei a Lëtzebuerg, hei an Europa gouf an de vergaangene Méint zimlech vill iwwert d'Asylpolitik, iwwert déi zunehmend Zuele vun Asylbewerber, grad och aus afrikanesche Länner, geschriwwen a geschwat. Datselwecht gëllt fir de Problem, dass et dem internationalen Terrorismus anscheinend net schwéier schéngt ze fale bei jonken a verzweifelte Mënschen am Tiers-Monde ëmmer erëm op en Neits Unhänger ze gewannen. Duerfir gëtt et sécherlech eng Rei vun Ursachen an d'Aarmut ass sécherlech net déi eenzeg Ursach fir d'Flucht aus dem Tiers-Monde, fir Asyl ze sichen oder och souguer fir Terrorismus. Aarmut a Verzweiflung sinn awer wichtig, Haaptursache vun deene Saachen, och wann et net déi eenzeg sinn.

Ech wëllt duerfir an deem Kontext ophale mat e puer Sätz vun Här Jeffrey Sachs, dem Sonderberoder vun UNO-Generalsekretär Kofi Annan, deen déi Sätz virun e puer Deeg gesot huet: „Wir können Sicherheitsprobleme nicht mit militärischen Mitteln lösen und keinesfalls mit militärischen Mitteln allein.“ Domat huet hie sech haaptsächlech un d'USA adresséiert. „Niemandem sei dies je gelungen, denn hungrige und verzweifelte Menschen werden stets verzweifelte Dinge tun. Der beste Weg zum Frieden sei das Problem zu lösen wie Menschen auf dem Planeten überleben können.“ An e leschte Satz: „Die Welt wäre sicherer, wenn mehr Menschen genug zu essen hätten, sowie Zugang zu medizinischer Versorgung, sauberem Trink-

wasser und die Aussicht auf eine bessere Zukunft.“

Dir Dammen an Dir Hären, als Gréng kënnen mir esou Wieder nëmme ënnerstëtzen. Mir waren a mir bleiwen Unhänger vun enger staarker, vun enger kohärenter a solidarescher Aussen- an Entwécklungspolitik, esou wéi ech se virdu versicht hunn ze skizzéieren. Mir wäerte jiddefalls d'Aktiounen vun dieser Regierung an de kommende Joren och an deem Sënn kritesch, mä konstruktiv begleeden.

Ech soen lech Merci.

■ **Une voix.-** Très bien.

■ **M. le Président.-** Merci, Här Huss. Als nächste Riedner ass den Här Henckes ageschriwwen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).-** Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Aarbecht vun onsen ONGen an d'Aarbecht vun onse Coopéranten ass bewonnenswäert a si huet och ganz gutt Resultater bruecht an de leschte Joren. Si déngt och onsem Land zu Eier, an iwwerall wou mer higinn, wou mer d'Méiglechkeet hunn déi Aarbechten ze gesinn, déi gemaach gi vun der Entwécklungshëllef, esou héiere mer nëmme Luef. An ech mengen, dass ass eppes wat een hei muss positiv ervirsträchen.

Ech wëll och dem neie Minister soen, dass mir als ADR bien entendu, grad ewéi an der Vergaangene-heet, d'accord si mat den Objektiv, déi d'Lëtzebuergesch Kooperations huet, an och domadder dass mer progressiv op 1% vum PIB als Kontributioun wäerten eropgoen. Mä et ass awer och ganz kloer dass et wichtig ass, dass déi Aide au développement, déi mer maachen, richtig akzeptéiert gëtt an der Bevëlkerung, dass d'Bevëlkerung informéiert gëtt iwwert dass wat gemaach gëtt a woufir et gemaach gëtt.

Eent vun de Problemkanner, déi mer hunn, ass deen Investissement, dee mer gemaach haten a Palästina. Mir gesinn, dass mer an de leschten zwee Joer eng ronn siwe Milliounen Euro a verschidde Projeten do investéiert hunn an dann héiert een, dass op eng kéier d'israelesch Arméi eng Schoul, déi mer gebaut hunn, zerstéiert huet. Et muss ee sech froen firwat esou eng Schoul zerstéiert gëtt, dass ka jo nëmme aus der israellescher Siicht eraus esou sinn, wann terroristesch Aktivitéiten dodra stattfonnt hätten. Ech gleewen awer net, dass dat de Fall war. Dofir ass do Klärungsbedarf noutwendig an ech hätt och gären, dass d'Regierung mat der israellescher Regierung schwätzt fir do Opklärung ze ginn an och vis-à-vis vun Land déi néideg Informatiounen ze ginn, dass da genau geschitt ass a woufir et geschitt ass.

Dann hu mer gelies an och héiere virdu aus Ärem Bericht, dass d'UNO virgesäit, dass eng 120 Milliounen Euro missten an nächster Zäit an déi palästinensesch Gebieder investéiert ginn, fir do de Leit ze hëlfe. Deeselwechten Ablack liest awer och ons Populatioun, ons Leit dobaussen, héieren se iwwer Radio an Televisioun, dass de versterwene President, den Här Arafat, zwëschen 400 a 700 Milliounen Euro anscheinend op de Konten hat an dass seng Fra, fir hiren Train de vie ze féieren, méi Sue krit huet wéi mir als Entwécklungshëllef d'lescht Joer ginn hunn. Ech mengen esou Informatiounen schockéieren.

Et hëlt een un, dass wann d'Press dat esou seet, dass et och esou stëmmt, mä nach ass hei Klärungsbedarf noutwendig. Ech wier och frou, wann d'Regierung mat deem neie palästinenseschen President a mat där neier Equipe, déi am Januar anscheinend soll d'Geschécker vun de Palästinenser iwwerhuelen, dass do awer och e Klärungsbedarf besteet, well dass do si

Saachen, déi awer ganz schwéier och bei onser Populatioun ze vermëttele sinn.

Deen anere Punkt op deen ech wollt agoen ass deen, dass een d'Geleeenheet soll notze vun der Présidence européenne, déi mer am nächste Semester wäerten exzeréieren, fir ze plädéieren, fir nees e Conseil des ministres chargés de l'aide au développement anzeféieren. Ech mengen et ass wichtig, dass um europäesche Plang d'Aktivitéite koordinéiert ginn, dass een informéiert gëtt wou déi eenzel Prioritéite sinn an dass een deen Ablack och ons Kooperationsarbecht besser kann an dee Kader stellen. Dass zemoos, Här Minister, wann ech lech richtig verstanen hunn, well Der envisagéiert en neie Pays cible auszeseichen an dass et also gutt wier fir dass och am Aklang ze maache mat deenen aneren europäesche Partner, déi vläicht och nei Ziler sichen, dass mer eventuell dohinner ginn, wou mer Länner net ginn. Ech wier frou, Här Minister, wann Der ons do kéint an der zoustänneger Kommissioun Opklärung ginn, ier dass eng Décisioun vun der Regierung gefallt gëtt, wann et géng op de Wee goe vun engem neie Pays cible.

Dann hunn ech och gelies, dass Der wëlles hutt, wann et en neie Pays cible géng ginn, fir e Programme de coopération, e PIC, ze négociéieren. Och do wier ech frou wann Der géingt d'Geleeenheet notze fir bei darselwechter Geleeenheet, wou mat engem Land esou e PIC negociéiert gëtt, dass do och en Accord de réadmission soll mat an d'Diskussioun gefouert ginn. Well et ass jo verständlech, dass wa mer mat engem Land wëllen zesummeschaffen, wa mer do wëllen Entwécklungshëllef bedriewen, dass deen Ablack, wou si Réfugiéen hei zu Lëtzebuerg hunn, déi de Statut vun Réfugié politiqu net hunn, dass se dann awer wéinstens domat d'accord si fir hir eege Leit nees erëm an d'Land zrëckzeféieren.

Wichtig ass och d'Iddi, déi elo 2005 soll lancéiert ginn, vun de Mikrokreditte. Et gesäit een um Terrain wéi wichtig déi Zort vun Aktivitéit fir d'Leit ass. Ech hunn och mat Intérêt ee Projet suivéiert, deen am Laos gemaach ginn ass, wat ee kënn als eng Aart Banque agricole oder e Maschinneréngmodell bezeichnen, wou ons Coopéranten higaange sinn a si hunn de Bauere verschidden Déieren oder Leit zur Verfügung gestallt, deen Ablack wou Nout un der Person an deem Betrieb war. Dass ass op jidder Fall an deene ganz aarme Länner eng ganz wichtig Hëllef an et soll ee kucken, fir dat op aner Länner, op aner Pays cibles notamant och auszeweiden.

Méi generell gesi muss een och vun dieser Regierung erwaarden, an och vun der Europäescher Unioun, dass mer ons Agrarpolitik iwwerdenken.

Mir gesinn, dass d'Populatioun speziell an den aarme Länner permanent zouhëlt. Mä d'Produktioun, d'Agrarproduktioun ass awer an Afrika an de leschte Joren ëm 20% zrëckgaangen. Mir wëssen, dass d'Agriculture 60 bis 90% vum PIB ausmécht vu mungen aarme Länner. An da geet d'Europäesch Unioun hin, mä och Amerika an aner Länner, a si exportéieren Gidder an déi Länner an déi verkafe se duerch d'Subsiden, déi mer ginn, zu engem Präis, deen ënnert dem Gestehungspräis ass vun den Zillänner - vun deenen aarme Länner. Doduerjer maache mir hir Agriculture futti. Ech mengen, dass ass eng ganz schlecht Politik, vun där mer mussen Ofstand huelen. Eischtens kascht et d'Europäesch Unioun ganz deier an zweetens mécht et d'Existence vun de Bauere futti.

Deen anere Problem, mat deem d'Agriculture an den aarme Länner ze kämpfen huet, oder a ville Länner wéinstens, dass ass d'Heespre-

gerplo, an dofir mengen ech och datt dës Regierung soll en Akzent sëtzen och an der Lutte antiacridienne. Well den éischte Problem, dee muss geléist ginn, dat ass datt d'Leit genuch ze iessen hunn an datt se dat kënne selwer erwirtschaften. Domadder kënne mer, mengen ech, deen effikasseste Bäitrag leeschten an do ass eng Globalpolitik gefuerdert, mä och spezifesch Hëllef. Ech wëll nëmmen un déi Problemer erënneren, déi mer an Niger hunn an an anere Länner, wou d'Heespränerplo wierklech Devastatiounen gemaach huet a ganz Streecher vu Länner an d'Aarmut gedriwwen huet.

Dat gesot, Här Minister, an deene puer Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, wëll ech nach eng Kéier soen, datt mir als ADR mat där Solidaritätsaktioun vis-à-vis vun den aarme Länner d'accord sinn. Mir sinn ons, als ee vun deene räichste Länner der Welt, dat schëlleg, ènnert där Konditioun datt déi Sue gutt ubruecht ginn an datt mer och deene Leit efficace kënne hëllef, déi nach an der Aarmut sinn.

M. le Président. - Merci, Här Henckes. Als nächste Riedner ass den Här Marc Angel agetroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel (LSAP). - Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, viroewech wëll ech drop opmierksam maachen, dass ech als siwenten oder achte Riedner hei um Pult net méi brauch op all déi Zuelen anzegoen, déi am Rapport stinn.

Zum Rapport wëll ech awer soen, dass e grad fir en neien Deputéierten, dee sech an dat Thema hei wëll aschaffen, eng wichteg Informationsquell an och e wichteg Aarbechtsinstrument ass. Dofir wëll ech dem Minister a senge Mataarbechter villmoos Merci soen; och lech, Här Minister, fir Är Presentatioun.

Erlaabt mer awer och e puer kritesch Wierder zu deem Rapport ze soen, Saachen, déi mir, als een, deen dee Rapport elo nei kuckt, opgefäll sinn a wou ech mech froen, ob et net besser wier d'nächst Joer do vläicht méi Detailler ze ginn oder Informatiounen.

De Rapport ass wonnerbar faarweg, mat ville Fotoen dran. Mä hien ass a mengen Aen awer net ëmmer honnert Prozent transparent, well et ass schwéier, wann een net grad mat enger Rechemaschinn do sëtzt, verschidden Zuelen nozevollzéien. Et muss een d'Zuelen a verschiddene Kapitelen zesummesichen, wann ee wëllt Vergläicher maachen, an op den éischte Bléck ass dat net ëmmer ganz einfach.

Ech bedauern och, dass nëmmen d'Zuele fir 2003 opgeléist sinn. An der Entwécklungshëllef investéiere mer jo awer meeschten a Projeten, déi pluriannuel sinn, also iwwer e puer Joer ginn. Dofir mengen ech wier et wichteg, wann een an all den Tabellen am Rapport och d'Zuele vun den zwee Joer virdrun a vläicht eng Projektion an déi zwee nächst Joer kéint derbämmaachen. Dat géng eng Analys wierklech vereinfachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ech si frou an och ech begréissen, datt Lëtzebuerg entretemps zu deene véier Länner op der Welt gehéiert, déi proportional zu hirem Räichtum am meeschten an d'Entwécklungshëllef investéieren. Duerfir ënnerstëtzen ech och a begréissen d'Motioun vun der Kolleegin Nancy Arendt, déi gesot huet, mir müssen och elo weider bis op ee Prozent eropgoen. Ech hat uganks Oktober d'Chance zesumme mam Minister Schiltz an nach mat anere Leit mat op de Cap-Vert ze goen, fir mer do eis Lëtzebuurger Entwécklungshëllef op der Plaz unzékucken, an ech muss soen, ech war beandrockt vun deem wat ech do gesinn hunn, a wéi eis Lëtzebuurger Gelder do investéiert ginn a wat mer do erreche kënne.

Ech hu gesinn, dass eng ganz Rei Leit duerch ons Hëllef an de Genoss vu propperem Dréinkwaasser komm sinn. Ech hunn och gesinn, dass eng ganz Rei Leit duerch eis Hëllef u medezinesch Versuerung kommen. Ech hunn och gesinn, duerch déi Lycéeën, déi mer do bauen, dass vill Kanner no der Primärschoul weiderléiere kënne. A wann Dir mer zwou perséinlech Remarquen hei erlaabt, muss ech soen - wann ech vun Emotioun dierf schwätzen -, ech war am August hei ému, wéi ech mä Schwuer ofginn hunn, mä déi Emotioun, déi ech um Cap-Vert verspiert hunn, wéi mer déi Schoulen ageweit hunn, a wéi déi Honnerte Kanner do stoungen, déi war honnertmol méi staark an dat huet mech wierklech immens beandrockt.

Ech war och frappéiert vum Engagement vun deene Leit, déi ech do kenne geléiert hunn, déi Leit vum Ministère, déi Leit vu Lux-Development, déi Leit vum Lëtzebuurger, déi um Cap-Vert schaffen, awer och déi Kapverdianer, hir Leit, hir Politiker, déi sech ëm Entwécklungshëllef këmmen - do war en enormen Engagement. Mir kennen all Leit, déi hir Aarbecht mat Engagement a Satisfaktioun maachen, mä bei deene Leit do hunn ech gespiert, dass dat Engagement nach vill méi staark war.

E puer allgemeng Bemierkungen nach: Et ass och scho gesot ginn, dass d'Halschent vun der Mënscheit muss mat männer wéi zwee Dollar den Dag zefridde sinn an e Véierel vun der Mënscheit mat männer wéi engem Dollar. Am Joer 2000 um Sommet du Millénaire hu jo 189 Natiounen festgehalten, dass mer solle bis 2015 d'Aarmut ëm 50% reduzéieren. Ech mengen, et braucht ee kee Prophet ze si fir ze wëssen, datt d'Weltgemeinschaft dat Zil mengen och net wäert errechen. Par contre, wa mer et géife fäerdeg bréngen fir nëmmen an de Grenzberäich dovunner ze kommen, da wier scho vill errecht.

Mä soulaang wéi 35.000 Kanner - ech mengen d'Madame Arendt hat dat och scho gesot - Dag fir Dag u Krankheeten an Ennerernährung stierwen, dierfe mir keng Zäit méi verléieren. De globalen Aarmutproblem huet sech verschlëmmt. Et ass net nëmmen e Problem fir Lëtzebuerg, mä et ass e Problem fir Europa. Et ass de Schlüsselproblem fir déi ganz Nord-Süd-Bezéiungen an heidra läit och de Keim an d'Wuerzel fir vill global Risiken, déi de Fridden op der Welt a Fro stellen an och d'Ursaache sinn, mengen ech, vu ville Kricher a Konflikter.

De Wuesstum vun der Weltbevölkerung gëtt nëmmen nach duerch déi wahnsinneg Ennerscheeder tésche räich an aarm verschäerft. Dëst huet erëm eng erhieflech Influenz op den Immigrationsdruck, dee mir hei an Europa an och hei zu Lëtzebuerg verspiere. Keen Deel vun der Welt, weder den Norden an de Süden, nach de Westen an den Osten, kann ouni deenen Deel seng Zukunft sécher gestalten. Mir sinn also alleguer een op deenen aneren ugewisen.

Niewent der extremer Aarmut, déi scho vun all menge Virriedner hei ugeschwat ginn ass, sinn awer och nach e puer aner Themen, mengen ech, déi wichteg sinn. Een Thema ass d'Demokratie. Ech mengen duerch Entwécklungshëllef kann een a muss ee souguer och op dem Gebitt Verschiddenes virbréngen. Et gi Länner, déi a Projeten investéieren, déi sech mat dem Opbau vu Parteien an demokratesche Strukturen an och Justizapparaten an den Entwécklungslänner ofginn.

En zweet Thema, wou ech och frou sinn, dass de Minister dat ugeschnitten huet, ass d'Thema vum AIDS, wou mer déi schrecklech Zuele kennen a wou mer och wëssen, dass haaptsächlech de südafrikanesche Kontinent staark traff ass.

En drëtt Thema ass eben déi inakzeptabel Situatioun vu ville Fraen a Meedeche an den Entwécklungslänner. Dräi Fënneftel vun den 115 Milliounen Kanner, déi net an enger Schoul sinn, si Meedeche. Zwee Drëttel vun deene bal 900 Milliounen Mënschen, déi net liesen a schreiwel kënne, si Fraen. An derbäi kënnt dann nach, dass iwwer 500.000 Frae Joer fir Joer un hirer Schwangerschaft stierwen. Dat ass eng Fra pro Minutt. An anere Wieder, währenddem ech hei schwätzen, stierwen zirka zéng Fraen, well si keng medezinesch Ënnerstëtzung hunn an och keng Informatioun haten iwwer Verhütung.

Déi Zuelen, déi ech nennen hei, stammten aus engem Rapport vun der Chancéglichheetskommis-sioun vum Europarat, wou eng hollännesch Parlamentarierin, d'Madame Zwerwer, e Rapport geschriwwen huet iwwer d'Incidence vun der Politik vu Mexiko iwwer de libre Choix vun der Verhütung. Et ass e ganz interessant Rapport. D'Politik vu Mexiko - dat war 1984 op enger Konferenz vun der Weltbevölkerung, do huet de Ronald Reagan all d'Gelder gestrach fir ONGen, déi an der Familieplanung aktiv waren an déi vläicht och mol Projeten ënnerstëtzt hunn, wou et ëm Ofdreiwung gaangen ass am legale Kader.

Dobäi muss ee wëssen, dass all Joer 40 Milliounen Avortementer gemaach ginn an deelweis ënner ganz, ganz schreckleche Konditiounen. Et ass och gewosst, dass dobäi all Joer 70.000 Frae stierwen, an och nach ganz vill Fraen dono vill gesondheetlech Problemer hunn; Infektiounen a sou weider. Also, an den Entwécklungslänner bleift d'Grossesse an och den Accouchement am Fong déi Haaptbedroung fir déi Fraen, déi am Alter si fir Kanner ze kréien.

Dofir wollt ech lech eng Motioun hei ofginn, Här President, an där ech op déi Zuelen hei aginn, a wou mer awer och nach als Chamber feststellen, dass d'Besoine vu Millioune Fraen, wat éischters d'Familieplanung an zweetens d'Santé en matière de reproduction ugeet, net erfëllt ginn. An där Motioun begreisse mir awer och schon d'Efforten déi gemaach gi si vum Ministère um multilaterale Plang fir ONGen ze ënnerstëtzen, déi hei an deem Kader aktiv sinn.

Wat wëll ech soen? Ech wëll hei net soen, dass Lëtzebuerg nach näischt do gemaach huet. Mir sinn do schon aktiv, mä ech menge mir müssen an Zukunft nach verstärkt dorop agoen. Wann Dir mer et erlaabt, dierf ech déi dräi Punkte beim Invité op franséisch virlesen: «...invite le Gouvernement à continuer à développer les liens internationaux dans ce domaine; à développer ses relations dans le même domaine également avec les ONG agréées actives dans ce domaine; à encourager, dans le cadre de la Présidence luxembourgeoise, tous les gouvernements de l'UE à n'épargner aucun effort pour assurer d'ici l'an 2015 l'accès universel aux services et produits de santé en matière de reproduction.»

Voilà, Här President, wann ech gelift.

M. le Président. - Merci.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- *déplorant que 1,2 milliard de personnes vivent avec moins d'un dollar par jour dont plus de la moitié sont des femmes;*

- *regrettant que chaque année plus de 500.000 femmes meurent durant la grossesse et l'accouchement dont 7 millions de plus souffrent d'infections ou de lésions;*

- *considérant que 350 millions de femmes n'ont à ce jour pas accès à un éventail de moyens de contraception sans danger et efficaces; chaque année, près de 175 millions de grossesses ne sont pas désirées ou se placent à un moment inopportun;*

- *considérant que les besoins de millions de femmes sur le plan de la planification familiale et de la santé en matière de reproduction ne sont pas couverts;*

salue

- *l'action menée par le Luxembourg dans le domaine de la santé reproductive et notamment le renforcement de ses relations avec l'UNFPA à travers la signature d'un accord-programme ainsi que par l'augmentation substantielle des ressources mises à la disposition de cette organisation;*

invite le Gouvernement

- *à continuer à développer les liens internationaux dans ce domaine;*

- *à développer ses relations dans le même domaine également avec les ONG agréées actives dans ce domaine;*

- *à encourager, dans le cadre de la Présidence luxembourgeoise, tous les gouvernements de l'UE à n'épargner aucun effort pour assurer d'ici l'an 2015 l'accès universel aux services et produits de santé en matière de reproduction.*

(s.) Marc Angel, Nancy Arendt, Lydie Err, Ben Fayot, Charles Goerens, Jean Huss.

M. Marc Angel (LSAP). - An dann erlaabt mer zum Schluss nach e puer Punkten.

Här Minister, mir hu jo d'Présidence déi sechs éischt Méint vum nächste Joer. D'Madame Err huet jo ugeschwat, dass mat deem neie Kommissär Louis Michel, dee fir Entwécklungshëllef zoustänneg ass - si huet d'Fro gestallt an ech sinn dovunner iwwerzeegt -, bestëmmt erëm e Conseil agesat gëtt vun den Entwécklungsministere. Ech mengen, do kënnt Dir nei Impulser, nei Orientatiounen ginn. Do kënnt Dir d'Europäer iwwerzeegen, déi Mexikopolitik, déi de Ronald Reagan, wéi ech virdu gesot hunn, ageféiert huet, déi de Bill Clinton dunn erëm gestoppt huet - dat hat ech vergiess ze soen - an déi vum President Bush viru véier Joer, et war eng vu sengen éischten Aktiounen, erëm ageféiert ginn ass, dass Dir do kënnt hëllef, dass mer als Europäer kënne suergen, dass d'Fraen do méi Hëllef kréien.

M. le Président. - Här Angel, ech hat och vergiess ze soen, dass Är Zäit esou lues op en Enn kënnt.

M. Marc Angel (LSAP). - Voila, dann halen ech op a soe just nach eng Anekdot, déi mer gëschtter zu Venedeg geschitt ass. Ech war do mat der Assemblée vun der NATO. Do hu mer herno op d'Schëff gewaart an do huet ee main Nummscheld gesinn, an do stoung da Luxembourg drop, do seet en: „Ah, Dir kommt aus deem Land, dat jo bal näischt gëtt fir d'Arméi a fir de Fridden op der Welt.“ An do hunn ech meng Broscht erausgestreckt a gesot: „Jo, ech kommen awer aus engem Land, dat scho laang déi 0,7% an der Entwécklungshëllef erreecht huet an dat elo op 1% histeiert. Ech mengen, och dat ass e Beitrag fir de Fridden op dëser Welt.“ Ech mengen, dofir brauche mer eis net ze schummen an dorop kënne mer all heibanne ganz stolz sinn.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Angel, fir Är Interventioun. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. D'Regierung huet d'Wuert fir nach kuerz Stellung ze huelen. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire. - Här President, ech wëll d'Madame Err net nach

eng Kéier enttäuschen a fir ze weisen, dass ech dat och seriö mengen, bleiwen ech hei stoe fir ze weisen, dass ech kuerz wäert schwätzen. Ech wëll also just op e puer spezifesch Punkten agoen.

Den Här Goerens huet vum der Sensibilisatioun geschwat, den Här Huss huet och vum der Sensibilisatioun geschwat. Ech mengen, dass mer do op enger Wellelängt sinn. Ech géif gäre bei d'Sensibilisatioun och nach d'Iddi vun der Education au développement dobäisetzen, well déi zwou Saache ginn zesummen. Wat mer lo mol gemaach hunn, dat ass déi Sensibilisatiounslinn vun den ONGe konsequent an deem Projet de budget, dee virläit, eropzesetzen, an ech stelle mer och konkret Initiative vir, wat d'Éducation au développement ubelaangt.

Fir och nach op e puer Punkten anzegoen. Ee Punkt ass mengen ech vu jiddferengem ervirgehuewe ginn: Ech mengen, et ass wichteg um internationalen Niveau, dass Lëtzebuerg seng Expérience an och déi Roll, déi et ze spillen huet an der Kooperatioun, elo notzt am Kader vun der Présidence. Ech gesinn, dass den Terrain do alt net ze vill onfavorabel ass, well mer nämlech no den Hollänner kommen an och eng gutt Zesummenaarbecht mat deenen hunn. Et geet drëm, ech hunn dat och virdrun a menger Ried gesot, fir dass mer zu neien, konkreten Objektivier kommen, wat d'Objectifs du Millénaire ubelaangt, zum Beispill um Horizont 2009 oder 2010. Dir erlaabt, dass ech haut net méi dozou soen, well dat alles am Fong geholl nach an der Maach ass.

Wat de Conseil vun der Kooperatioun ubelaangt, wollt ech Folgendes dozou soen: Ech weess net vun Initiative vum Louis Michel, fir deen erëm anzeféieren. Dat ass och normal, well d'Kommissioun jo réischt a Fonctioun trëtt.

Et geet mir haaptsächlech drëm fir um Fong eppes ze maachen; et geet mir drëm fir ze kucken, dass déi Länner, déi à la traîne sinn, och no uewe bäikommen. Et geet mir och drëm an der Présidence zesumme mat deene Présidencen, déi virun eis waren an no eis sinn, déi och op där Linn sinn, ze errechen, dass d'Kooperatiounssiddi an deenen zéng neie Länner och méi zum Droek kënnt, wat natierlech och au vu vun der ekonomescher Situatioun oft schwiereng ass.

Ech mengen, dass d'Kooperatiounsinistere zwee Foren hunn. Dat eent, dat ass d'Informell, dat fënnt normalerweis statt ènnert der Lëtzebuurger Présidence am Februar, plus, dat anert, de Conseil des Affaires générales. Ech ginn d'nächst Woch dohinner a wäert lech dann do Bericht maachen.

D'Madame Err huet geschwat ënner anerem vun deenen alternative Finanzierungsquellen vun der Entwécklungspolitik. Ech hunn déi an engem Saz ugeschwat gehat, andeem ech gesot hunn, dass dat Hoffnunge weckt, mä dass et mir awer och Suerge mécht - abstraction faite vun der Fro vun de Modalitéiten.

Madame Err, ech deelen absolut Är Suerg, dass et onbedéngt muss eng supplementar Initiative sinn. Wat ech fäerten, dat ass dass, wa mer op dee Wee ginn - an do kënnt de Lien mam éischte Punkt vun der Augmentatioun vun der Aide an anere Länner -, fir d'éischt geschitt, dass dat eng alternativ Source gëtt, an dass all Mënsch sech zréckleert, an dass mer dann op deem éischte Punkt vun der Augmentatioun vun der Aide net weiderkommen.

Wat déi englesch Initiative ubelaangt, mengen ech, hunn ech de Problem vun der Dette an engem Saz ernimmt am Kader vun der Co-hérence des politiques. Ech géing virschloen, Här Huss, mir géifen an der Kommissioun doriwuer disku-téieren. Ech wëll lech dobäi soen, dass dat alles, wat déi englesch

Initiativ ass, vläicht net grad sou einfach ass, well d'Engländer och nach mat der „International Finance Facility“ kommen, déi dorop hincillt, dass elo déi europäesch Länner solle léine goe fir den Développement ze finanzéieren, wat den nämlechte Risiko huet wéi déi alternativ Sourcen, nämlech dass mer eis dann zrécleeën, wat de Rescht ubelaangt an eise procentualen Effort vum RNB ubelaangt, a wat och Froe sécherlech opwerft, par rapport zum Prinzip, dass mer d'Welt nëmme vun eise Kanner geléint hunn. Ech mengen, dat wär eng Discussioun à part wäert.

De Conseil supérieur du Développement durable géif ech gär gësin am Kader vun engem eventuellen neie Gesetz.

Zu Palästina géif ech gären haut dat hei soen: De Fait selwer ass jo bekannt. Ech hunn och deemools eng Zuel genannt. Mir hunn dat sou séier wéi mer et wosste public gemaach. Déi Zuel, déi war dee Moment eng Millioun Euro, dat bestätegt sech elo oder et bestätegt sech net. Mir hunn do eng ganz Serie Kontakter geholl. Ech wëll soen, dass Lëtzebuerg net dat eenzeg Land ass, deem dat geschitt. Mir ware wahrscheinlech déi Eenzeg, deenen et nach net geschitt war.

Ech géif gären, plutôt wéi do Salamitaktik ze maachen, wann ech e komplett Bild hunn a wann all déi Kontakter, déi mer geholl hunn, zu Resultater oder och net zu Resultater gefouert hunn - dat muss ee kucken -, dat eng Kéier komplett presentéieren an dodriwwer diskutéieren. Den Här Henckes huet dat och soulevéiert.

Här President, just nach zwee Wierder, déi d'Remarque vum Här Henckes ubelaangen. Ech hunn net gesot, dass mer nécessairement op de Wee gi vun engem neien Zil. Ech wollt am Fong just do véier generell Iddi lancéieren. Ech mengen, dat solle mer diskutéieren.

Wat d'Heesprénger ubelaangt, wëll ech drop opmierksam maachen, dass mer do direkt intervenéiert sinn iwwer d'FAO, an der FAO gesot hunn, mir hätte gär, dass déi Suen, déi mer der Heespréngerplou dédiéiert hunn, haaptsächlech oder exklusiv an eisen Zillänner géifen agesat ginn. Ech si frou, dass dee Projet hei percéiert, well ech muss lech soen, am Ufank wou ech hei de Leit vun Heesprénger geschwat hunn zu Lëtzebuerg, an dass dat e seriöse Problem wär, sinn déi meescht Leit mer mat engem midde Laache begéint.

M. Jos Scheuer (LSAP).- Dat ass problematesch, Här Minister.

M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.- Wat sot Der?

M. Jos Scheuer (LSAP).- Dat ass e ganz komplizéierten ökologesche Problem.

M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.- Den Dossier, Här Scheuer, ass émsou méi problematesch, dass mer virun drai, véier Joer preventiv Projeten ofgebrach hunn - net nëmme mir, mä och anerer -, well mer lauter Avisé vun Experten do leie gehat hunn, dass de Problem definitiv geléist wär. An de Problem ass émsou méi problematesch, dass, nodeem se no Süde gang sinn, se elo no Norde ginn, a sou weider a sou fort, an dass se dat effektiv net an de Grëff kréien. Ech soen lech awer, datt de senegaleschen Ausseminister mir gesot huet, dass am Senegal d'Situatioun souwäit ënner Kontroll wär.

Voilà, Här President, et géifen nach eng ganz Rei Saachen ze soe bliwen. Ech wëll just nach soen: Wat d'Présidence ubelaangt hunn ech geschwat vun deenen Efforten, déi mer wëlle maachen op internationalem Niveau. D'Cohérence des politiques an de SIDA wäerten och

um Ordre du jour sinn. Ech kréien d'Geleeënheet nach, dozou méi ze soen.

Wann Der wëllt, huelen ech och direkt Positioun zu deenen drai Motiounen. Ech géif mengen, dass déi éischt Motioun deen Engagement vun der Chamber réitériert, dee se an der leschter Legislatur geholl huet, och a Richtung vun der Concentration géographique, wat eng gutt Saach ass. Dofir géif ech d'Chamber bidden déi Motioun ze stëmmen.

Wat déi zweet Motioun ubelaangt, mam Audit organisationnel vum Ministère de la Coopération, do wëll ech d'Madame Err net nach eng Kéier enttäuschen an ech géif dann och d'Chamber bidden déi Motioun ze stëmmen. Ech wollt awer zwou Remarquen dozou maachen, dat ass dass ech schonn amgaange sinn eng ganz Rei Reorganisationsmesuren do ze huelen an dass ech lech elo scho ka soe wat bei deem Audit erauskënn, nämlech dass mer méi Leit brauchen an d'Prozedure solle straffen, an all déi aner Saachen, déi ech a menger Ried gesot hunn. Mä wann den Audit mer dann och nach dat seet, da kann ech dat vläicht méi einfach emsetzen. Dofir géif ech d'Chamber och bidden déi Motioun ze stëmmen, dass deen Audit organisationnel soll stattfannen.

Wat déi drëtt Motioun ubelaangt, wëll ech Folgendes soen: Mir sinn de 17. Contributeur mondial, ënner anerem beim Fonds pour les Populations, ech weess also net, wou mer do nach vläicht kënnen méi wäit goen, mä ech sinn awer gäre bereet dat eng Kéier ze kucken an ech géing d'Chamber also och bidden déi Motioun ze stëmmen, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung vun de Motiounen, déi am Kader vun dëser Debatt abruecht gi sinn.

Motion 1

Fir d'éischt Nancy Arendt abruecht huet. All Fraktiounen hunn déi Motioun ënnerschriwwen an deementsprechend denken ech, dass mer par main levée kënnen doriwwer ofstëmmen.

Vote

Wien ass d'accord mat där Motioun?

Ech gesinn Unanimité. Domat ass déi Motioun ugeholl.

Motion 2

D'Motioun 2 vun der Madame Lydie Err ass ënnerschriwwen vun drai Fraktiounen, wann ech dat richtig gesinn. Kënnen mer trotzdem do par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien ass d'accord mat der Motioun 2?

D'Motioun 2 ass à l'unanimité ugeholl.

Motion 3

D'Motioun 3 vum Här Marc Angel ass och vun alle Fraktiounen ënnerschriwwen. Mir stëmmen iwwer d'Motioun 3 och par main levée of.

Vote

Wien ass d'accord mat der Motioun 3?

D'Motioun 3 ass och eestëmmeg ugeholl.

Domadder si mer um Enn vun dësem Punkt vun eisem Ordre du jour a kommen zum nächste Punkt, dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5343 iwwer d'Gemengefusion vu Baastenduerf a Furen. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Kaes, den Här Calmes, den Här Klein, den Här Gira an den Här Jaerling. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marco

Schank. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

3. 5343 - Projet de loi portant fusion des communes de Bastendorf et de Fuhren

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

M. Marco Schank (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Projet, dee mer haut an der Chamber virleien hunn, huet als Objet d'Fusioun vun zwou ländleche Gemengen, nämlech Baastenduerf a Furen, d'Fusioun an eng nei Gemeng, déi sech dann an Zukunft wäert Tandel nennen. Dës nei Gemeng Tandel wäert ongeféier, wann et se da bis gëtt, 1.600 Awunnerinnen an Awunner hunn an eppes iwwer 4.000 Hektar grouss sinn.

Och wann dëse Projet vläicht elo keng enorm national Portée huet, esou ass e fir de Gemengesector awer bal historesch, well et zënter 1978 keng Fusioun méi gouf hei am Land. Deemno kënn ee soen, dass dëse Projet eng gewëss Signalwirkung huet, well op där enger, op där anerer Plaz - Dir wësst dat - och u Fusioun geduecht gëtt, notament Kautebaach, Wëlwerwolz an och Hengescht respektiv mat Klierf a Munzen.

Den 3. Juni 2004 huet den deemolegen Innenminister de Projet 5343 an der Chamber déposiert an de leschten 21. Oktober huet déi zoustänneg Kommissioun sech mat deem Projet befaasst. D'Fusioun vun de Gemenge Baastenduerf a Furen ass d'Resultat vun enger laanger Kooperatioun, also net vun haut op muer geschitt, eng laang Concertatioun, eng enk Kooperatioun op interkommunalem Niveau, dat heescht schonn 1996 ass et richtig ugaangen, doduerch dass déi zwou Gemengen e Syndicat intercommunal gegrënt hu fir de Bau an d'Fonctionnéiere vun enger regionaler Schoul, d'Schoul zu Tandel.

Duerno hunn dann déi zwou Gemengen decidéiert sech méi no ze kommen en vue vun enger eventueller Fusioun, an den 21. Dezember 2001 hunn dann déi zwou Buergermeeschter e Brëif un den Innenminister adresséiert, fir hire Willen ze manifestéieren mateneen ze fusionéieren. Et si Verhandlungen opgeholl ginn an dës Verhandlungen haten als Zil eben e Projet de fusion, an doropshin hunn och déi zwou Gemengeréit dëse Projet adoptéiert. Dat war am Juli 2003.

Den 1. Oktober 2003 gouf dann eng Informationsversammlung organiséiert mat de Biergerinnen a Bierger vun deenen zwou Gemengen, wou den deemolegen Innenminister dobai war, deen d'Avantagë vun esou enger Fusioun och explizéiert huet. An dann e bësse méi spët war dann och, am Oktober 2003, e Referendum, wou dann d'Bevölkerung d'Méiglechkeet hat sech auszedrücken, d'Bevölkerung vun deenen zwou Gemengen, ze soen, ob si fir déi Fusioun sinn oder net, an ëmmerhin hunn zwee Drëttel vun de Leit gesot, dass se dat eng gutt Initiativ géife fannen.

Op dat positivist Resultat hin hunn dann déi zwou Gemengeréit sech definitiv en faveur vun där Fusioun ausgedrückt a si hu grängt Liicht ginn iwwer Délibérations concordantes fir eng Konventioun mat der Regierung ze ënnerschreiwen en vue vun där Fusioun. Dat ass dann net méi spët wéi den 23. Abrëll 2004 geschitt. Dir gesitt, dat ass alles relativ séier virugaangen.

Am Avis vum Conseil d'État steet, dass de Conseil d'État d'accord ass mat deem Projet, sauf enger

klenger Remarque am Artikel 12 - ech soen nach herno eppes dozou. D'Arbechte vun der Kommissioun si relativ séier résuméiert. Den 21. Oktober, a Presenz vum Innenminister, huet d'Kommissioun och nach eng Kéier iwwer d'Fusiounen am Allgemenge geschwat an och de Minister huet gesot dass hien der Meinung ass, dass Fusiounen e ganz wichtigen Atout sinn, déi een awer net soll forcéieren, mä dass et awer nëschtdestotz wicteg ass, dass ee mat der Zäit vläicht aner Masse-critique kritt fir eis Gemengen hei am Land an dass och solle Gemenge gestäipt ginn, wa se da wëlle fusionéieren.

Et ass och gesot ginn, dass déi zwou Gemenge vu jeeeweils 800 Awunner do optimal virgaange sinn en vue vun enger Aarbecht, déi ee kann no an no rationaliséieren. Doduerch kënnen se herno Sue spueren an insgesamt Déngschtleeschungen ubidden, déi se als kleng Gemeng net hätte kënnen ubidden.

Ech wollt eppes zum Artikel 9 soen. Et ass esou, dass déi zwou Gemengen oder déi zukünfteg Gemeng Tandel dann och 2.500 Euro par habitant zougesot krut, dat étaléiert iwwer 10 Joer. Mat deene Suen dierf een awer net grad egal wat maachen. Et steet am Gesetz dran, dass déi Suen am Fong fir drai Objete geduecht sinn:

1. fir en neit administratiiv Gebai, dat zu Tandel soll gebaut ginn,
2. fir den Ausbau vun der Schoul zu Tandel an
3. fir den Uschloss vun der Uertschaft Longsdref un d'Klärkanal vun der Blesbréck.

Déi Fusioun mécht sech net beieenen, dat mécht sech no an no. Esou ass virgesinn, dass de Schäferot aus véier Leit besteet, engem Buergermeeschter an drai Schäferen, an aus insgesamt eelef Conseilleren, bis d'Gemengewahle vun 2017.

(Coups de cloche de la Présidence)

Déi zwou Gemengesekretäre wäerte sech hir Tächen deele bis dee Moment, wou dann ee vun deenen zwee Poste vakant gëtt, respektiv gëtt de Receveur vum Gemengerot désignéiert, also ee vun deenen zwee, déi den Ament do sinn, gëtt dann definitiv Receveur. Dat kann nëmmen ee si laut dem Gemengesetz.

Dann ass och an der Kommissioun nach kuerz driwwer geschwat ginn, wéi et mat de Gemengefinanze steet an Zukunft. Et ass gesot ginn, eng Dotatioun fällt jo ewech, well mer nëmmen nach eng Gemeng hunn, also eng Dotation de base, déi jo ongeféier 100.000 Euro ausmécht bei enger Gemeng vu siwe Conseilleren. An do ass awer och da gesot ginn, dass zumindest deelweis dat kompenséiert gëtt doduerch, dass jo de Gemengerot vu siwen, respektiv zweemol siwen, vu siwen op eelef dann eropgeet. An et ass natierlech nach eng Kéier gesot ginn, dass op ville Punkte wäert méi rationell geschafft kënnen ginn, esou dass d'Gemeng insgesamt och Sue wäert spueren.

Vläicht zum Schluss nach zwee, drai Sätz zu verschiddenen Artikelen. An zwar am Artikel 4 steet, dass den éischte Gemengerot vun der neier Gemeng Tandel den 9. Oktober 2005 definitiv da gestëmmt gëtt.

Am Artikel 5, wat och nach wicteg ass, steet, datt d'Gemengereglementer gëlle vun deenen zwou Gemengen op deem jeeeweilegen Territoire, bis se da vun der neier Gemeng, vum neie Gemengerot ersat ginn.

Den Artikel 12, vun deem ech virdru scho kuerz geschwat hat, wou de Conseil d'État recomandéiert hat e Passus ewechzelossen - dat ass deen Artikel dee seet, dass d'Gesetz den 1. Januar 2006 a Kraaft trëtt, an do ass awer an der

Kommissioun gemengt ginn, mir solle weider beim Regierungstext bliwen, datt et daitlech ass, dass et keen Zweifel gëtt, wat d'Entrée en fonction vun deem neie Gemengerot ubelaangt.

A last but not least, am Artikel 13 steet dann och nach, ier en neit Gemengenhaus zu Tandel gebaut gëtt, ass de Siège vun der neier Gemeng zu Furen, an där jétzege Märei zu Furen selwer.

Dat ass dat, wat ech wollt als Rapport viruginn. Um Enn wollt ech am Numm vun der Kommissioun déi zwou Gemenge félicitéieren fir déi richtig Initiativ, déi sënnvoll Initiativ an deem Kontext, an ech wollt och méiglech vill Kolleeginnen a Kolleegen bidden dësem Projet zuzestëmmen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schank. Als éischte Riedner ass agedroen den honorabelen Här Kaes, zur selwechter Zäit Buergermeeschter vun enger vun de Fusioungemengen. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

Loosse mer mol a Rou nolauschteeren.

Une voix.- Dir kënn jo ënnerbriechen, wa Froen ze stelle sinn.

(Interruptions)

M. le Président.- Loosst elo den Här Kaes schwätzen! Loosst lech elo net hei ënnerbriechen a kommt zu Ärem Discours.

(Interruptions)

Discussion générale

M. Ali Kaes (CSV).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'éischt den honorabelen Här Marco Schank Merci ze soen an ze félicitéieren fir säin excellente schrëftlechen a mündleche Rapport. Bon, et ass fir mech natierlech e ganz besonnesche Moment, well ech meng éischt Interventioun hei an der Chamber zu engem Gesetzesprojet ka maachen, deem säin Ursprung méi wéi zéng Joer zréckläräit a wou ech d'Eier hat och e bëssen zum Inhalt vun deem Gesetzesprojet bäizedroen.

Ech wëll net nach eng Kéier déi eenzel Etappe bis zur Fusioun hei opzielen. Ech wëll lech soen, datt déi zwou Schäfferéit sech schonn den 18. März 1994, wat iwwerengens e ganz besonneschen Datum fir déi zwou Gemengen ass, fir d'éischte Kéier getraff hunn, an dat mam Zil iwwer eng gemeinsame Schoulorganisatioun respektiv iwwer de Bau vun enger gemeinsamer Schoul- a Sportinfrastruktur nozedenken.

No e puer Startschwieregkeeten an nodeem déi zwou Gemengeréit definitiv festgestallt haten, datt se nëmmen zesammen de Kanner optimal Schoukkonditiounen kënnen bidden, ass d'Décisioun u sech gefall fir en interkommunale Syndikat ze grënnen an dee mam Bau vun engem neie Schoul- a Sportkomplex ze beoptragen.

Deemools huet a sech nach keen un eng Fusioun vun deenen zwou Gemengen geduecht. Mat der Schoulentrée 1999, do wou d'Kanner vun deenen zwou Gemenge fir d'éischte Kéier an déi nei Schoul gaange sinn - virdrun hate mer schonn déi eenzel Klassen an deene bestoenden Infrastrukturen zesummegeleuecht fir den Eeklassensystem iwwerhaupt ze erméiglechen -, do hunn d'Leit u sech aus deenen zwou Gemengen eréischt esou richtig festgestallt, wat fir eng Virdeeler esou en Zesummeschaffe géif mat sech bréngen.

Jo, iwwer de Wee vun de Kanner koume sech d'Leit aus deenen zwou Gemenge Baastenduerf a Furen ëmmer méi no. Am associativ Beräich ass ëmmer méi zesummegegess ginn, nei Veräiner sinn entstanen. Um Gemengenni-

veau ass déi al Tandeler Schoul ëmgebaut a vergréssert ginn, fir de Précoce, e Spillgrupp an e Krabbelgrupp vun deenen zwou Gemengen opzehuelen, an och de Précolaire ass ebenfalls vum Schoulsyndikat iwwerholl ginn.

Zënter 2000 gëtt et e gemeinsame modernen Informatikzenter, wou d'Leit kënnen e breet Ugebuert un Informatikcoursé besichen. Dësen Zenter ass och gläichzäitig eng Internetstuf fir d'Leit aus der Regioun. Déi zwou Gemenge gehéieren iwwerengs och zënter ganz laangem schonn dem Triage forestier vu Baastenduerf un. Dat heescht, deeselwechte Fierschter ass u sech och zoustänneg fir déi zwou Gemengen.

D'Zesummewuesse vun de Leit aus deenen zwou Gemengen an déi ëmmer méi heefeg a villsäiteg Zesummenaarbecht op Gemengenniveau hunn eis u sech, nëmmen zwee Joer nodeem déi nei Schoul hir Bestëmmung iwwerholl huet, op de Gedanke bruecht iwwer eng Fusioun vun deenen zwou Gemengen nozedenken. Dat besonnesch och, well mer déi Ennerstützung, déi voll Ennerstützung vum deemolegen Innenminister an heitege Fraktiounspräsident vun der CSV haten.

Ech wëll mer erlaben op dëser Plaz, lech, Här Wolter, e ganz grouse Merci ze soe fir Är konstruktiv Begleitung während där gesamter Préparatiounsphas.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Ali Kaes (CSV).- Bon, et war den Här Wolter, deen zu deem Zäitpunkt eng ganz Rei vu Kontakten mat de Gemengen aus der Region Nord, esou wéi se am Plan directeur genannt gëtt, hat, fir iwwer eng nach besser regional Zesummenaarbecht engersäits, mä awer och iwwer eng Neuordnung vun der Gemengelandchaft anerersäits ze schwätzen.

Vun ennen no uewe muss dat geschéien. D'Bierger mussen mat agebonne ginn. Dat waren d'Wieder vum deemolegen Innenminister. Och den heitegen Innenminister hält un deemem Prinzip fest a wëll all déi Gemengen ennerstëtzen, déi de Wee vun der Fusioun wëlle goen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nëmmen zwee Méint ware vergaange vum éischte Gedanken iwwer eng Fusioun bis déi zwou Buergermeeschteren den 21. Dezember 2001 dem Innenminister an engem Bréif matgedeelt hunn, datt d'Gemenge Baastenduerf a Furen bereit wiere Verhandlungen opzehuelen, fir eventuell mateneen ze fusionéieren.

D'Zouhuele vun der Zesummenaarbecht huet och bewisen, datt et souwuel administrativ wéi finanziell net vu Virdeel wier, wann d'Déciounen op dräi Niveauen oder an dräi verschidde Strukturen gehéieren ginn, nämlech an zwou Gemengeréit an an engem Comité vum interkommunale Schoulsyndikat, an dat zum groussen Deel och nach vun deeneselwechte Leit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären: „In keiner der beiden Gemeinden ist das Thema Fusion ein Aufreger.“ Sou konnt een 2003 am Télécran liesen. Mä firwat war dat esou? Bon, vum éischten Dag un hunn déi Verantwortlech vun deenen zwou Gemengen de Bierger mat agebonnen a keng Geleeenheet verpasst de leschte Stand vun den Diskussiounen matzedeelen. Et war ganz sécher de Wee vun ennen no uewen, de Wee mam Bierger fir de Bierger.

Den 1. Oktober 2003 huet den deemolegen Innenminister Michel Wolter un enger Informationsversammlung fir all Bierger...

(Interruptions diverses)

...vun deenen zwou Gemenge Baastenduerf a Furen deelgeholl, fir nach eng Keier kontrovers iwwer d'Vir- an Nodeeler vun enger Fusioun ze schwätzen.

Hei gouf konstruktiv a sachlech diskutéiert an, Dir Dammen an Dir Hären, den aneren Dag gouf et och keng Karikatur am Lëtzebuerger Wort, wéi dat 1975 de Fall war, wéi een e Geessebock konnt gesinn, deen hannert dem deemolegen Innenminister hiergelaf ass, fir hien aus dem Duerf ze dreiwien.

(Hilarité)

Och de Referendum huet mat enger Zweedrittelmajoritéit bewisen, datt d'Bierger hannert dëser Fusioun géife stoen. Den 1. Abrëll dëst Joer hunn déi zwou Gemengeréit dunn d'Préparatiounsaarbechte fir d'Fusioun tëschen deenen zwou Gemenge Baastenduerf a Furen zum würdegen Ofschloss bruecht, wéi jidder Gemengerot fir sech unanime decidéiert huet, ab dem 1. Januar 2006 där neier Fusionsgemeng Tandel unzuegheieren.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Dëst ass also domadder déi éischt Gemengefusioun am 21. Jorhonnert, wa se hannert hei da wäert gestëmmt ginn.

Ech wëll op dëser Plaz och kuerz op d'Lëtzebuerger Gemengelandchaft an deene leschte gutt honnert Joer agoen. 1890 hate mer hei an deem Land 129 Gemengen. 1891 hu mer eng Gemeng bäikritt; nämlech deemools ass Rémeleng vun der Gemenge Keel ofgetrennt ginn. Vun do un huet u sech d'Zuel vun eise Gemengen ofgehall. Esou hunn 1920 déi deemoleg Gemengen Hamm, Hollerech, Rolléngergronn an Ech mat der Stad Lëtzebuerg fusionéiert.

Et huet dunn awer bis an d'70er Jore gedauert, ier sech erëm iergendeppes an der Gemengelandchaft beweegt huet. Vum Innenministère ass am Abrëll 1971 dunn eng Kommissioun agesat gi vu Leit aus deem Ministère mat folgender Aufgab: «d'étudier l'ensemble des problèmes relatifs au regroupement et à la coopération des communes». De 15. Oktober 1971 huet den deemolegen Innenminister dem Regierungrot d'Konklusiounen ennerbreet. D'Kommissioun ass zur Schlussfolgerung komm, datt d'Fusioun vun de Gemengen deen Objektiv wier, deen onbedéngt misst erreecht ginn.

Eng weider Kommissioun ass agesat ginn, dës Keier aus Regierungsexperten. Laut dëser Kommissioun sollte 34 Gemengen no engem Schema A, respektiv 30 Gemengen no engem Schema B bleiwen. Aus dem Rapport konnt een zum Beispill eraushuelen, datt d'Mindestzuel vun Awunner pro Gemeng 2.500 bis 3.000 sollt sinn, an datt eng Gemeng sollt mindestens 5.000 Hektar grouss sinn. Ma och wann déi nei Gemeng Tandel net grad un dës Gréisst erukënt, esou ziele mir ëmmerhin 4.172 Hektar a 1.600 Awunner, eng Zuel, déi awer sécher wäert ganz schnell uweissen, well an deenen acht Dierfer geschéien de Moment ganz vill Projeten, an et besteet och de Moment en immensen Drock, fir iwwerhaapt e Bauterrain an deenen Dierfer ze kréien.

Doriwwer eraus gëtt et och deen een oder anere Projet, wou relativ vill nei Bauplaze geschaf ginn, an et muss ee wëssen, datt déi nei Gemeng wierklech um Rand vun der Nordstad läit, an also och domadder den Drock ganz besonnesch grouss ass, well an der Regioun Nordstad net onbegrenzt Méiglechkeete si fir ze bauen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Rapport vun der Kommissioun huet deemools awer och schonn d'Zuel vun de Kanner, déi de Primaire, respektiv de Précolaire géife besichen, eng ganz wichteg Roll gespilt. Bon, dee Rapport vun där Kommissioun ass dann deenen 126 Gemengen deemools zougestallt ginn. Dat war Enn 1972 pour avis, a wat ganz interessant ass ass, datt deemools wäit iwwer d'Halschent vun de Gemenge mam Prinzip vun engem

Gemengeregroupement schonn d'accord waren. Et haten 114 vun deenen 126 Gemengen en Avis ofginn. Dovunner waren der 74 positiv, an nëmme 40 Gemenge ware géint all Regroupement.

De Conseil économique et social, deen ebenfalls mat dësem Dossier befaasst war, huet a sengem Avis, dee Mëtt 1974 unanime an der Plénière vun dëser Institution ugeholl ginn ass, enner anerem Folgendes festgehalen: «Le CES estime qu'une fusion des communes s'impose à brève échéance. Le CES se doit toutefois de constater qu'une fusion des communes visant une organisation plus rationnelle et plus efficace des institutions existantes est uniquement possible si elle se situe dans un cadre général prévoyant la possibilité de la réaliser par voix coercitive.»

Dës Iwwerleeungen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bewisen, datt et deemools gewollt war méi wäit ze goen, wéi mir a sech haut bereit sinn ze goen. Mir si géint all Zwang, mä fir den Dialog an d'Abanne vun dem Bierger. Keng Fusioun soll géint de Wëlle vun dem Bierger geschéien. Datt de Bierger awer ganz dacks eng vill méi grouss Bereitschaft beweist an déi Richtung matzuegoe wéi esou munch Gemengepolitiker, beweist ganz einfach dee positive Referendum vum 12. Oktober an de Gemenge Baastenduerf a Furen.

A wann ech haut en Artikel am Lëtzebuergesche Wort liesen, wou esouguer Leit op eng Émfro hin an den Dierfer vun deenen zwou Gemengen offe gesot hunn, ech war nach net iwwerzeegt wéi de Referendum war, dofir hunn ech dergéint gestëmmt, mä ech fannen et awer haut eng ganz gutt Saach an et ass de richtige Wee, a wou aner Leit soen, si sinn nach net wäit genuch gaangen, si hätten dat Ganz nach méi grouss solle maachen, dat beweist u sech, datt d'Bierger an deene Saache ganz dacks méi konstruktiv sinn, wéi dat d'Politiker heiands selwer sinn.

Datselwech gëllt awer och fir d'Gemenge Wëlwerwolz a Kautebaach, wou de Referendum den 13. Juni mat de Landes- an Europawahle stattfont huet, a wou esouguer 93,19% zu Wëlwerwolz an 71,5% vun de Wieler zu Kautebaach sech fir eng Fusioun ausgeswat hunn. Déi nei Gemeng do wäert jo bekanntlecherweis Kiischpelt heeschen.

Ech wëll och dës Geleeenheet benotze fir alle Bierger, awer och alle Politiker aus deene véier Gemengen ze félicitéieren, fir hire Courage a fir hir Wäitsicht bei hiren Déciounen.

Mä zréck an d'70er Joren. Deemools si schlussendlech net 39 Gemengen entstanden, esou wéi d'Regierung et virgesinn hat, mä no laangen an deels heftegen Diskussiounen sinn nëmme véier Fusionsgemengen 1978 realiséiert ginn, an zwar am Norde Rammelech, d'Stauseegemeng a Wëntger, an am Osten déi heiteg Gemeng Jonglënster. 25 Joer sinn et elo hier, datt u sech näischt méi un der Gemengelandchaft geschitt ass. Mir zielen haut, wéi viru 25 Joer, 118 Gemengen, wou déi klengsten, an dat muss een einfach kucken, emol net esou vill Awunner huet wéi anerer Personal, a wou d'Forschett vun 250 bis 20.000 Awunner geet, ouni vun der Stad Esch a vun der Hauptstadt iwwerhaapt ze schwätzen.

Eis Gemengen hunn an deene leschte Joren ëmmer méi Aufgabe bäikritt, an dat am administrativen, am techneschen, am sozialen, am kulturellen, am sportlechen an a villen anere Beräicher. De Bierger gëtt ëmmer méi exigent an hi besteet op e gudden an e komplette

Service vu senger Gemeng. Wéi soll eng kleng Gemeng dat awer fäerdeg bréngen, wa se sech zum Beispill emol net am techneschen Beräich en Techniker ka leeschten, ouni vun enger ganzer Rei vun techneschen Infrastrukturen ze schwätzen?

Et ass nun eemol net d'Aufgab vum Schäfferot déi technesch Begleitung an Iwwerwaachung vun de Schantercher ze assureieren, respektiv e gudden Fonctionnement vun deenen ëmmer méi héich technologeschen Infrastrukturen ze garantéieren. Hei brauch eng Gemeng geschoulte Fachpersonal, anerefalls riskéiert se op déi eng oder aner Manéier iwwer den Dësch gezunn ze ginn.

Am Hibleck op d'Fusioun hunn déi zwou Gemenge Furen a Baastenduerf den 1. Abrëll 2003 en Ingénieur technicien agestellt an domadder méi e kompletten technesche Service opgebaut. D'Virdeeler vun dëser Décioun leien haut, annerhaleft Joer duerno, op der Hand an dës Emstrukturierung huet deenen zwou Gemengen an hire Bierger schonn esou munches bruecht.

Datselwech gëllt fir den administrative Beräich, wou et nach wie vor Gemenge gëtt, déi nëmmen e Sekretär Deelzäit kënnen beschäftegen. An dësem Beräich kann een duerch d'Zesummeleeren an dierch Bündele vu Kräften dem Bierger e bessere Service ubidden an d'Aarbechtskonditiounen vum administrative Personal sécherlech nach verbesseren.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Och am urbanisteschen Beräich ginn d'Ufuerderungen un eis Gemengen ëmmer méi grouss. A wa mer am Kader vun IVL eist Land besser organiséieren, da fänkt dat an der Haaptsaach an de Gemengen un. Des Weidere gëllt et och an Zukunft nach méi spuwersam mat eise Bauland ëmzuegen an eis Uertschafte gutt an nohalteg ze strukturéieren. Dofir brauchen d'Schäfferéit eng gutt Begleitung a Berodung an hirer Gemeng.

Eng Gemeng brauch also e Mindeststaff u Personal an et gëllt hei eis Gemengen un d'Ufuerderungen an u d'Realitéit vun haut unzepassen.

Vill kleng Gemenge kréien et an Zukunft ëmmer méi schwéier hire Bierger op Dauer déiselwech Liebensqualität ze bidden, wéi dat a méi grouse Gemengen de Fall ass.

Wëlle mer eng zweet an eng drëtt Klassegesellschaft um Gemengeniveau verhënneren, da muss grad bei dësen Gemengen d'Bereitschaft do sinn aner Weeër ze goen a sech enger Neuordnung vun eise Gemengen net ze verschléissen.

Wëlle mer déi geplangte Regionalisierung vun eise Land optimal ëmsetzen, da brauche mer an deene respektive Regiounen gutt organiséiert a strukturéiert Gemengen. Si sinn de Garant, dass mat Hëllef vun d'Entwécklungspläng eng eegen Dynamik entsteet an datt déi einzel Regioun sech zu engem groussen Deel onofhängeg gëiere kann.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, schwätzt ee mat enger Rei vu Gemengemammen, respektiv vu Gemengepäpp, gëtt oft den interkommunale Syndikat als Alternativen zur Fusioun genannt.

Vill vun deene méi wéi 70 Gemengesyndikater sinn aus enger Noutlösung entstanden, well d'Fusionspläng an de 70er Jore ganz einfach net de gewünschten Erfolleg haten. Eng Rei vu Syndikater sinn awer och ganz sécher onbedéngt néideg gewiescht, fir bestëmmte Gemengenaufgaben gemengeniwwergräifend ze gëieren. Ech denken hei enner anerem un Offall.

Mä loosse mer dach awer éierlech sinn, wann een eng elementar Auf-

gab vun der Gemeng, wéi d'Schouloorganisatioun, respektiv d'Schoulinfrastruktur net méi optimal eleng organiséiert kritt, respektiv als Gemeng a méi wéi zéng interkommunale Syndikater ass, ma da muss ee sech dach eng Rei Froen stellen. Wou bleift dann nach déi sou genannte Selbstständigkeet vun der Gemeng, déi sou genannten Autonomie communale, déi jo esou immens héich geschätzt gëtt?

Also fir awer just nach daerfen ze decidéieren, ob de Pavé um Trottoir gro oder brong ass, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass e besse wéineg. Respektiv wa bei de Budgetdiskussiounen festgestallt gëtt, dass zwee Drëttel a méi vum ordinäre Budget un d'Syndikater geet, ma dat beweist dach, datt déi Gemengen iwwer e groussen Deel vun hirem Budget net méi verfuugen. Derbäi kënt och nach, datt et vill méi schwéier fir deen einzelne Gemengepolitiker ass d'Iwwersiicht ze behalen an datt an der Gemeng eng demokratesch Kontroll vill méi einfach ass.

Dir Dammen an Dir Hären, am Zäitalter vun engem Europa vun de 25 muss et och méiglech sinn an deem klenge Lëtzebuerg iwwer de Rand vun eise Teller erauszekucken an eist Land och um Gemengeplang nach méi professionell an efficace ze organiséieren. Heiru muss mer an der Zukunft schaffen. Gut ass, datt weider Gemengen zur Zäit iwwer eng eventuell Zesummeleegung diskutéieren. D'Zukunft wäert bewisen, dass dat de richtige Wee ass.

Erlaabt mer zum Schluss ervirzehiewen, dass Seng Altesse Royale, de Grand-Duc Henri, bei der Ouverture vun der Chambersessioun 2004-2005 den 12. Oktober d'Wichtigkeet vun der Gemengefusioun ervirgestrach huet. Dëst éiert déi zwou Gemengen an hir Bierger ganz besonnesch.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, meng Partei steet voll a ganz hannert dëser Fusioun. Ech bréngen heimadder den Accord vun eiser Fraktioun.

Ech soen lech Merci fir d'No-lauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Kaes. Als nächste Riedner ass agedroen den Här Calmes. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

M. Emile Calmes (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun eiser Fraktioun wëll ech selbstverständlech och dem Rapporteur félicitéieren fir dat selend Evénement, wat mer haut hei hunn. Effektiv ass dat ee Rapport, deen et net all Dag gëtt. Et ass deen éischten, net nëmmen an dësem Jorhonnert, mä souguer an dësem Jordausend vun enger Gemengefusioun.

(Interruptions et hilarité)

Et muss een awer och soen, datt et elo laang ëm d'Gemengefusioun roueg war: nämlech zanter 1978 - a mä Virriedner huet dat hei gesot - ass et net méi an deem Land hei zu enger Fusioun komm. Firwat datt dat elo esou ass, weess ech net an ech mengen et géif och ze wäit féieren, fir dat haut hei ze diskutéieren. Mä ech mengen, et huet ganz einfach eppes domat ze dinn, datt d'Gemenge kënnen selwer decidéieren, wéini datt se wëlle fusionéieren an net. Mir hunn dat Thema d'lescht Joer hei in extenso diskutéiert a wäerten deemnächst nach d'Geleeenheet kréien dat hei ze diskutéieren.

Bon, fir déi, déi mat dësem Gesetz hei awer wollte fusionéieren, dat heescht, de Buergermeeschter, d'Buergermeeschterin, d'Schäffen, d'Conseilleren a selbstverständlech och zwee Drëttel vun der Bevölkerung vun deenen zwou Gemenge Baastenduerf a Furen, freeën ech mech selbstverständlech, datt si dëse Schrëtt hei ge-

maach hunn. Firwat datt si dat wollte maachen a firwat datt si dat gutt fannen, sou wéi den Här Kaes eis dat hei presentéiert huet, wësse si ganz bestëmmt am beschten an et ass och ganz sécher net un eis dat hei ze jugéieren, well si hu jo dat Ganzt aus fraie Stécker hei gemaach.

Si gi selbstverständlech och vum Innenministère dofir belount, well se fir all Awunner - an et sinn der 1.600 un der Zuel - 2.500 Euro kréien, wat bal dräi Milliounen Euro ginn. Déi wäerte si an deenen nächsten zéng Joer kréien, fir da gewësse Projete ze maachen. Enner anere éischtens fir eng nei Gemeng ze bauen, zweetens fir d'Schoul ëm- an auszubauen, fir den Accueil an de Précoce ze schafen, a fir d'Uertschaft Longsdref, net déi vu Bëtzel, mä déi vu Longsdref un d'Klärslag vum der Bleesbréck unzeschléissen. Domat si jo dann och d'Prioritéite vun dem Gesetz hei genannt. Wéi gesot, Techniker haten déi zwou Gemenge schon zesummen age-stallt, fir déi Aarbecht ze maachen, ier se fusionéiert haten, dofir hu si net brauchen ze fusionéieren.

Fir de Rescht wäert et awer esou sinn, datt fir ganz vill Problemer an esou Gemengen ewéi déi hei alles beim Ale wäert bleiwen, well aus zwou méi klenge Gemengen elo eng manner kleng Gemeng gëtt an d'Problemer wäerten déi ebe sinn, déi Gemenge vu 1.500 Leit hunn. Ech erënneren drun, datt mer am Land hei 30 kleng Gemengen hunn. Et bleiwen also elo nach 28 kleng Gemengen an d'Zuel vun deene mëttelklengen oder manner grouse Gemengen, egal wéi een déi nennt, mä déi net an dem Proporzsystem sinn, awer iwwer 1.000 Leit leien, geet jo dann elo vun enger erop, also dann op 51. Dat nächst Joer kënn jo dann nach eng nei Fusioun derbäi - hunn ech elo an der Zeitung gelies -, do ass jo scho méi laang driwwer diskutiert ginn, wou d'Gemenge Wëlwerwolz a Kautebaach wellen zesummegeen. Déi packen et net fir iwwer 1.000 Leit ze kommen - hunn ech gelies - an dofir wäert d'Zuel da vun de klenge Gemengen an deem Fall do nëmmen ëm eng Unitéit erofgeen.

Well d'Problemer also net alleguerter kënne geléist gi mat enger Fusioun, ass d'Fusioun also och nëmmen eng Léisung vun de Problemer. Et gëtt dann och ëmmer hei ervirgestrach, datt d'Fusiounen eng Garantie si fir méi Liewensqualitéit an deenen Uertschaften, wou dat geschitt. Wann ech duerch d'Uertschaften aus der Gemeng Baastenduerf an och duerch d'Uertschaften aus der Gemeng Furen fueren an héieren, wat déi Gemengen deene Leit do alles ubidden, da froen ech mech wat nach do praktesch u méi Liewensqualitéit ze bidden ass, wéi haut schon do ass. Ech sinn der Meinung, datt et keng Garantie ass. Ech mengen et läit schon zu engem ganz groussen Deel un deene Leit, déi un der Féierung an deene Gemengen do sinn. Mä egal wéi, ob d'Gemengen 1.000 Leit hunn oder manner wéi 1.000 Leit hunn oder ob se der 1.000 bis 3.000 hunn, ech menge keng vun deene Gemengen, déi fusionéiert oder net, wäert derlaanscht kommen, fir zesumme mat deenen anere Gemengen um interkommunale Plang oder um regionale Plang zesummen ze schafen. An ech mengen dat beschéit Beispill hei ass d'Gemeng Tandel, déi alles in allem aus engem Gemengesyndikat erauskënn, an dat ass dee vun hirer eegener Schoul. Fir de Rescht wäerte si an deene Syndikater bleiwen, déi haut do sinn. Ausser d'Gemeng Furen géif decidéieren, si géifen elo aus dem Syndikat um Crématoire erausgoen, mä ech hat éischter d'Gefill gëschter, dass d'Gemeng Baastenduerf géif decidéieren fir och an de Syndikat eranze- goen, esou datt se zesummen an deem Syndikat wäerte sinn.

Mir wäerten also och an Zukunft gehale sinn, nieft de Fusiounen, déi ee Mëttel sinn, zesummen ënert de Gemengen op engem aneren Niveau ze schafen. Momentan hu mer eng Méiglechkeet et ze maachen - an Dir wësst wéi dat ass -, iwwer interkommunal Syndikater. Mir hu praktesch keng aner Méiglechkeet zesummen ze schafen an et versteet een u sech net, datt eng Fusioun - och wann ech dat ka begrëssen an deem Fall hei - extra belount gëtt, fir datt se fusionéiert an och fir eng Partie Projete da speziell Gelder kritt. Do dergéint aner kleng Gemengen an där Gréisstenerdung, wéi Dir elo eng sidd, déi zesumme schafen, awer net ëmmer extra belount gi fir déi Aktivitéiten an déi Initiativen, déi se maachen. Ech mengen, och do muss den Intérieur sech Gedanke maache fir déi interkommunal Zesummenaarbecht méi ze ënnerstëtzen, wéi se dat an der Vergaangenheet gemaach huet.

Wa mer gären hätten, datt d'Gemenge sollen zesummeschaffen, da muss een awer och ënnersträichen, datt déi eenzeg Méiglechkeet, déi mer haut hunn, nämlech déi vun den interkommunale Syndikater, dach awer eng relativ komplizéiert ass an engem dach awer net genuch Sutt gëtt fir einfach emol normal Saachen ze erleedegen. Ech denken do un d'Syndicats à vocations multiples, wéi se an der Vergaangenheet sollte geschafe ginn, wat awer beileiwen alles net esou einfach war. Ech mengen awer, fir d'Autonomie communale ze erhalten an de Subsidiaritätsprinzip och héich ze halen, wier et wichteg sech Gedanken doriwwer ze maachen, wéi datt d'Gemengen och nach op aner Manéiere kënnen zesummeschaffen.

Ech sinn nach wie vor der Meinung, datt et besser ass datt dat, wat bei de Gemenge ka gemaach ginn, soll bei de Gemenge gemaach ginn, a wat besser zesummegeemaach gëtt, datt dat soll zesummegeemaach ginn. Ech mengen et soll een awer, an do adreséieren ech mech un den Innenminister, deemächst de Bilan zéite vun deem wat dat Syndikatsgesetz an de leschte Joren hei erginn huet, gläichzäiteg awer net drop waarden nei Pisten auszeschaffe fir de Gemengen d'Méiglechkeet ze ginn ze schafen.

Dir braucht nëmmen an déi Länner ronderëm ze goen, obschonn dat méi grouss Länner si wéi eist, mä Frankräich huet jo awer nach ëmmer méi kleng Gemenge wéi mir, déi musse sech jo och Gedanken an déi Richtung gemaach hunn. Eng Fédération des communes, eng Communauté des communes, eng Communauté urbaine gëtt et do. Eng Société d'économie mixte wier och ganz wichteg fir de Gemengen d'Méiglechkeet ze ginn, och am private Beräich kënnen zesummeschaffen. An Däitschland sinn et d'Stadtwerke.

Also, do gëtt et eng Partie Iddien, an ech mengen et soll een awer drop hischaffen déi Méiglechkeeten duerchzekucken an déi erauszeschelen, déi hei zu Lëtzebuerg passen. Dat soll een och gläichzäiteg maache mat der Ausschaffung vun deene Regionalpläng, déi mer elo an enger Partie Géigenden dann hei wëlle maachen.

Dëst gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wollt ech zum Schluss awer selbstverständlech am Numm vun eiser Fraktioun den Accord zu deemem Gesetz hei bréngen an hoffen, datt et de Leit aus de Gemenge Baastenduerf a Furen, deenen et elo scho ganz gutt geet, och an Zukunft an der Gemeng Tandel nach gutt wäert goen.

An deem Sënn soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Merci, Här Calmes. Als nächste Riedner ass

den honorabelen Här Klein age- droen. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

■ M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci och dem Rapporteur fir säi Rapport zu deser grousser Operatioun.

(Hilarité)

Ech géing och de Conseil, besonnesch vun deenen zwou Gemengen, besonnesch d'Buergermeeschteren an d'Schäfferéit félicitéieren fir de Succès an deemem Projet. An dee soll och als Beispill déngen an Zukunft, fir dass aner Gemenge sollen op deeselwechte Wee goen, well d'Fusioun sinn effektiv eng gutt Saach am Intérêt vun der Verbesserung vun der Liewensqualitéit vun de Bierger an de Gemengen, an doréms geet et jo ganz besonnesch.

Säit ausganks de 70er Joren ass et hei zu Lëtzebuerg ëm d'Fusioun vun de Gemenge ganz roueg ginn. Mir hunn näischt méi dovunner héieren, ausser dass mer eng Gemeng haten, d'Gemeng Wëntger, déi jo hire 25. Geburtsdag viru kuertem, an zwar am Joer 2003 gefeiert huet, an domadder och zum Ausdrock bruecht huet, dass déi Fusioun och bei hinne gelonge war an dass se frou sinn dass d'Leit, d'Bevölkerung ganz besonnesch frou ass, dass dat zustane komm ass an dass se et haut net bedauern, dass se dovunner komm ass.

Et ass am Fong eng Iddi, déi ausganks de 60er Jore scho vum deemolegen Innenminister Cravatte an d'Welt geruff ginn ass. Deen hat méi op d'Zentralisatioun vun de Gemengesekretariater oder vun de Gemengerecetten an den techneschen Dëngschter gesat, och aus Grënn vun der Effikassitéit, bis dann dunn am Joer 1972 de liberale Minister Eugène Schaus déi Fusionsoperatiounen do ganz konkret an d'Hand geholl huet an e Schema gemaach huet wéi een d'Land kënn andeelen, fir eng reduzéiert Zuel vu Gemengen hei zu Lëtzebuerg ze kréien. Dem deemolegen Innenminister Wohlfart ass et du gelonge fir véier Fusiounen ze maachen, wouduerjer dann dunn d'Zuel vun de Gemenge vun 126 op 118 erofgesat ginn ass.

D'Gemenge Furen a Baastenduerf hunn dat gemaach, nodeem dass se eng gutt Erfahrung gemaach haten um Plang vun der Zesummenaarbecht am Schoulwiesen an och am Sport. Si hu Schoulinfrastrukturen a Sportinfrastrukturen iwwert de Wee vun engem Syndicat intercommunal operéiert an hunn dunn awer fonnt, dass et besser wier fir ze fusionéieren. D'Fusioun huet dunn d'Effeten, huet dunn d'Aarbechte vun deem Syndikat do absorbéiert.

Et ass och vill méi Transparenz do, wann déi Schoulinfrastrukturen, d'Schoulorganisatiounen um Plang vun de Gemenge geschéien, well d'Syndikater, dat wësse mer jo, och wa mer 2001 en neit Gesetz geschafen hunn, fonctionnéieren net optimal. Mir hunn d'Fahrung gemaach mat deem neie Gesetz, an déi Leit, déi an de Syndikater sinn, fannen ech, schafen net esou professionell wéi dat an de Gemenge geschitt.

Dofir nach eng Kéier Félicitatiounen un déi zwou Gemengen an et soll och weider esou goen.

Ech mengen, et wier och gutt am Sënn vun der Ëmsetzung vum Programme directeur d'aménagement du territoire - Här Scheuer, hutt Dir eng Fro?

■ M. Henri Grethen (DP).- Den Här Scheuer wëllt lech eng Fro stellen.

(Hilarité)

■ M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Här Scheuer, Dir wäert jo net ee Problem mat der Fusioun hunn, well Dir brauch dat zu lechternach jo net - souwisou wier keen d'accord fir mat lech ze fusionéieren.

(Hilarité)

■ Une voix.- Très bien.

■ M. Jos Scheuer (LSAP).- Här Klein, daerf ech trotzdem eng Fro stellen? Ech brauch dem Här Klein jo net ze soe wéi gutt d'Gemeng lechternach fonctionnéiert.

(Brouhaha général)

■ M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Dat héiert een iwwerall, jo.

■ M. Jos Scheuer (LSAP).- Ech wollt den Här Klein och a senger Qualitéit als President vum Syvicol froen, ob wierklech net eng Initiativ noutwendeg ass fir dat Syndikatsgesetz ze reforméieren, wat jo awer elo grad vum Här Klein ganz kritesch an d'Luucht gestallt ginn ass.

■ M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Ech sinn der Meinung, dass dat misst reforméiert ginn opgrond vun deenen Erfahrungen, déi mer déi lescht Joren do gemaach hunn. Mir wäerten och dofir surger fir dat an d'Wee ze leeden, fir do eng Korrektur drun ze maachen.

■ M. le Président.- Ech gesinn d'Harmonie an der sozialistescher...

(Brouhaha général)

Här Klein, ech wollt lech biede vi- runzufueren.

■ M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Ech géing soe méi grouss Unitéite passe besser an d'Exekutioun, an d'Ëmsetzung vum Programme directeur d'aménagement du territoire an an d'Theorie vum IVL, an dofir géing ech en Appel un alleguerter déi kleng Gemenge maache si sollten Efforté maachen...

■ Une voix.- Hutt Dir eng kleng?

■ M. Emile Calmes (DP).- Den Här Klein mengt Walfer a Steesel.

(Hilarité)

■ M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- ...fir méi iwwert d'Fusiounen nozedenken an dat ze realiséieren.

Iwwregens, Här Innenminister, dat wäert lech et och méiglech maache fir Är Iddi fir de bezueltene Buergermeeschter, de Beruffsbuergermeeschter anzeféieren, fir dee Projet méi einfach ëmzesetzen, woubäi ech lech och vill Succès wënschen. Mä ier mer do sinn, ier mer de Beruffsbuergermeeschter agefouert hunn, géif ech awer elo vun der Geleeeënheet profitéieren, fir och nach eng Kéier en Effort ze maachen, well et ass jo dat wat Der nach viru e puer Méint matge- fuerdert hutt, fir deene Leit, déi an de Gemenge schafen, déi do vill beschäftegt sinn, d'Buergermeeschteren, d'Schäffen, fir deenen hire Congé politique eropzesetzen.

Merci am Virus an, Dir Dammen an Dir Hären, ech ginn den Accord zu deemem Projet de loi vun eiser Fraktioun.

Merci.

■ M. le Président.- Merci, Här Klein. Als leschte Riedner ass den Här Gira agedroen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sécherlech ass d'Fusioun vu Baastenduerf a Furen am Prinzip eng gutt Saach, an dofir bréngen ech och direkt am Ufank vu menger Interventioun d'Zou- stëmmung vun der grénger Frak-

tioun. Erlaabt mer awer an deser allgemenger Atmosphär vu Wei- rauch an Euphorie e puer méi kri- tesch Gedanken oder Froen ze stellen zu deser Fusioun am Spe- ziellen an zu de Gemengefusiou- nen am Allgemengen.

Zu deser Fusioun am Speziellen. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Fro, déi mer eis jo musse stellen ass: Léist d'Gemeng Tandel d'Problemer vun de Ge- menge Baastenduerf a Furen? An ech mengen, wann een eng Ant- wert wëllt op des Fro fannen, da muss ee realistesch sinn a soen: Nëmmen zum Deel. Well mat 1.500 Awunner, do si mer eis eens, ass et sécherlech méi einfach ze schaffe wéi zu zweemol zu 750. Mä mer sinn eis awer och eens, dass do- mat nach laang net all Problemer geléist sinn.

Déi finanziell Problemer si sécher- lech net geléist, well déi nei Ge- meng huet zumindest fir hir Fon- ctionnementskäschten net méi Suen, neen, si huet der souguer liicht manner. Wouduerch? Déi Leit, déi sech e bëssen an der Verdee- lung vun de Gemengefinanzen auskennen, wëssen, dass all Ge- meng eng Dotation de base kritt vu ronn 100.000 Euro an déi zwou Ge- mengeren hu selbstverständlech bis elo zweemol déi Dotation de base kritt, kréie se awer elo nëmmen méi eemol. Si maachen dat zwar deel- weis wett, doduerch dass se am- plaz fir siwe Conseilleren och elo e Bäitrag kréie fir eelef, mä dat mécht dat net ganz wett; dat heescht fir hir Fonctionnements- käschten huet déi nei Gemeng manner Sue wéi déi al.

Dat wëll ech awer mol opwerfen, dat ass klipp a kloer. Dir hutt vir- drun 200.000 Euro kritt, Dir kritt der lo ongeféier zesummen 173.000 Euro. Dat ass zwar net vill manner; dat si ronn 25.000 Euro; dat ass 1 Millioun Lëtzebuurger Frang d'Joer manner. Dat ass schwaarz op wäiss nozeliesen, dat ass ganz ein- fach esou. Mir sinn eis eens, datt dat lo net d'Welt ausmécht, mä ech wëll awer betounen, datt scho mol fir mech e Schwaachpunkt vun der aktueller Fusionsmanéier ass, dass eng nei Gemeng finanziell...

■ M. Ali Kaes (CSV).- Här Gira, dat ass net ganz richtig.

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Et ass ganz richtig.

■ M. Ali Kaes (CSV).- Neen, et ass net ganz richtig. Är Rechnung ass richtig, mä dat ass nëmmen en Deel vun der Rechnung. Et gëtt awer och eng ganz Rei Käschten, déi manner ginn. De ganze Fon- ctionnement vun engem Syndikat fällt ewech. Ech ginn nëmmen ee Beispill: Mir hunn eng Schoul ëm- gebaut, déi mir dem Syndikat iwer- ginn hunn; dat war d'Schoul vun Tandel; dat huet dozou gefou- ert, datt, well mir se jo enger anerer Struktur iwwerginn hunn, dat Ganzt enorm Käschte mat sech bruecht huet. Alles dat hätte mir net gehat, wa mir du schon eng Gemeng ge- wiescht wären. Dann dee ganze Fonctionnement vum Syndikat als solchen, wou am interkommunale Gesetz steet, datt ee misst e Sek- retär zu 25% an e Receveur zu 25% astellen a sou weider. Wann ech déi Käschten alleguerter huelen, da weit dat dat, wat Dir lo ge- sot hutt, Här Gira, absolut op.

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Här Kaes, wann Dir mech fäerdeg schwätze gelooss hätt, dann hätt Dir héieren dass ech gesot hunn, dass een natierlech bei de Servicer, déi een ubitt, ka rationaliséieren. Ech bleiwen awer bei menger Meinung, datt d'Grondotatioun, déi ech hunn, fir meng Gemeng ze orga- niséieren, op jiddfer Fall net sub- stanzuell an d'Luucht geet, neen. Ech stelle souguer fest, dass mol déi primär Revenuen, déi ech hunn, héchstens gläich bleiwen, wann net esouguer liicht erofginn. Ech kann natierlech deelweis bei de Servicer rationaliséieren, do si

mir eis eens, mä ech stellen awer och fest, dass zumindest an enger Iwwergankszäit dat net méiglech ginn ass, mat deem Personal wat muss iwweholl ginn. Ech weess net wéi al déi Leit sinn, déi do iwweholl ginn, mä substanzuell ginn Är Käschten am aldeegleche Verbrauch net erf.

Ech sinn d'accord, dass déi nei Gemeng mat hire 1.500 Awunner an deem Beamtestaff, dee se huet, méi Servicer kann ubidden. Ech wëll awer bleiwe bei menger Meinung, wann d'Evolution vun de Gemengefinanzen eventuell sou dramatesch méi schlecht gëtt, wéi een et ka virausgesinn, wann ee gewëssen Donnéeën huet, da steet eng kéier d'Gemeng Tandel net wesentlech besser do wéi déi zwou Einzelgemenge virdun. Déi Meinung hunn ech, an där bleiwen ech och trei, an ech sinn och iwweholl, dass dat sech wäert weisen.

Mä och am Beräich vun de Servicer muss ee feststellen, eng Gemeng vu 1.500 Awunner kann nach vläicht sou just eng Structure d'accueil fir sech ubidden. Dat geet vläicht just eraus. Fir eng Crèche ass sou eng Gemeng scho bal ze kleng, vun enger Schwemm net ze schwätzen, och e Jugendhaus, en Altersheim, e Chancéglichheets-service a sou weider a sou fort si sécherlech och nach net an där Gréissenuerdnung méiglech.

Dofir muss een d'Fro stellen: Wat ass dann awer d'Masse critique vun enger Gemeng, wa se wëllt am 21. Jorhonnert selbstständeg iwweholl? Do si scho Chifferen genannt ginn, deelweis och scho vum fréieren Innenminister, dee war, wann ech mech net ieren, bei 5.000 gelant.

(Interruption)

3.000? 3.000, dat heescht, dat wier nach eng kéier dat Duebelt vun deem heiten. Dovunner si mir op jiddfer Fall heimat nach wäit ewech, dofir muss een déi Fro awer kritisches stellen, ob mir hei bei der Masse critique sinn, fir och an 20, 30 Joer iwwehollwäerig ze sinn.

Dann zu e puer méi kritesche Froen am Allgemengen. Ech hunn dat Gefill, datt mir eis eens hei sinn, am Prinzip Fusiounen - jo, mir schéngen eis och eens ze sinn, wa Fusiounen, da fräiwëlleg. Ech mengen, et ass e Konsens heibannen. Mä ech fannen, dass mir awer lo mussen oppassen. Ech fannen et och positiv, dass iwweholl déi Thematik erëm um Ordre du jour ass. Ech fannen et och gutt, dass eng Rei Leit virginn, dass anerer noginn, mä ech fannen, ier awer lo eng gréisser Dynamik entsteet, wier et awer gutt, dass mir eng grundsätzlech Diskussioun géinge féieren, dass mir awer minimal Kritären aféiere fir déi Fusiounen, déi nach solle kommen, an zwar haaptsächlech iwwert d'Masse critique.

Ech hunn dann och matkritt, eben, dass déi nächst Fusioun déi vu Kautebaach a Wëlwerwol ass. Do fusionéieren zwou Gemenge vu ronn 500 jeeweils, da si mir herno bei 1.000. Léif Kolleginnen a Kollegen, Dir sidd jo awer mat mir eens, do ass d'Plus-value vun där Fusioun awer relativ kleng, well ech mengen, mir sinn eis och eens heibannen, datt eng Gemeng vun 1.000 Leit nach laang net duerguet. Do si mir awer wierklech ganz wäit ewech vun enger Masse critique, an do muss ee sech awer wierklech froen: Ass dat dee ganzen Opwand wäert? Well ech ka mir virstellen, datt dat vill Opwand ass, och fir déi Responsabel an deene Gemengen. Sou eppes mécht een net vun haut op muer, sou eppes huet een net vun haut op muer an de Käpp vu senge Bierger a Biergerinnen. Dofir muss ee sech awer d'Fro stellen, ob et Sënn mécht esou kleng Fusiounen ze maachen.

An och wa mir eis eens sinn, Här President, dass mir fräiwëlleg Fu-

sione maachen, fannen ech, dass mir awer eng kéier missten driwwer schwätzen, fir zumindest e potenziell Schema, eng Kaart iwwer Lëtzebuerg ze leeën, well wa mir dat do lo sou gewäerde loosse, a mir kréien - wat ze hoffen ass, a wat ech och hoffen - eng gewëssen Dynamik dran, dann ass et awer riskant jiddereen total maachen ze loosse wat e wëllt a mat grad deem ze fusionéieren, deem säi Buergermeeschter seng Nues vläicht de Moment him am beschte geet, oder wou en dat Gefill huet, an där Gemeng hirer Keess wieren de Moment awer méi Sue wéi anzwousch anescht. Da riskéiere mir awer kontraproduktiv ze ginn an da riskéiere mir herno op der Landschaft eng Rei wäiss Flecken ze hunn, wou vläicht déi eng oder aner ganz kleng Gemeng herno kee Partner méi fënt, an da weess ech awer net, ob mir schlussendlech gutt geschaff hunn, oder ob mir deelweis d'Ongläichgewichter iwwer Lëtzebuerg net méi grouss maachen, wéi mir se lo deelweis hunn.

Dofir nach eng kéier fir dat ze resüméieren: Fusiounen jo, mä awer trotzdem an engem gewësse Kader, well soss fäerten ech kann et kontraproduktiv ginn.

Da musse mir an där Diskussioun awer och d'Fro stellen, ob mir déi Ziler, déi mir mat enger Fusioun oder mat Fusiounen wëllen erreechen, net iwweholl awer Moyené kënnen erreechen. Ech perséinlech sinn a bleiwen der Meinung, dass do déi besser Organisatioun vun der regionaler Zesummenaarbecht zu engem gudden Deel kann datselwecht erreechen. Ech hunn e Beispill, wat ech ganz gutt kennen, dat ass d'Beispill vum Kanton Réiden, wou haut ronn 14.000 Awunner an Awunnerinne wunnen. Do sinn zéng Gemengen. Do fënt een elo d'Servicer; wann een an déi Region wunne geet, kritt ee seng Basisservicer an deene jee-weilege Gemengen uegebueden: Populatioun, État civil, Schoul, Drénkwaasser an Ofwaasser ass deelweis schonn um lokale Plang. Dann ass et awer esou, dass een de Rescht um regionalen Niveau fënt, an zwar eng ganz Rei Servicer: Mir hunn eng regional Crèche, mir hunn e regionaal Jugendhaus, mir hunn eng ganz flott regional Schwemm, mir hunn en Genderhaus, mir hunn en Altersheim, mir hunn eng Energieberodung, mir hunn e Waasserhaus.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, do si ganz vill Servicer dobäi, déi een haut souguer a ville gréissere Gemengen nach net fënt. Wann ech elo mol héichrechnen an ech géif mir virstellen, datt de ganze Kanton Réiden géing vläicht aplaz aus zéng Gemengen nach aus fënnf bestoen, dann hätt dee ganze Kanton jo 35 Milliounen Euro zegutt, wann ech dat héichrechne mat 2.500 Euro pro Awunner.

Abee ech soen lech, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech de Choix hätt fir dës 35 Milliounen ze kréie fir Investissements a Bëton ze maachen, wéi et lo bei de Fusiounen ass, dass déi Sue geholl gi fir eng nei Gemeng ze bauen, eng nei Schoul, eng Crèche a sou weider a sou fort, an d'Alternativ wier, datt een déi Fusiounen am Réidener Kanton net géif maachen an de Réidener Kanton krit vun der Regierung während 40 Joer deeselwechte Montant - dat ginn ongeféier ronn 40 Milliounen Lëtzebuurger Frang pro Joer -, dann ass mä Choix, Dir Dammen an Dir Hären, ganz séier gemaach als Buergermeeschter vun enger vun deene Gemengen. Da verzichten ech ganz gär op d'Fusioun an ech géif déi Suen huelen, fir e multidisziplinäert Team vun enger Dose Leit zu Réiden anzustellen, déi dofir géife suergen datt déi puer Servicer, déi eis am Eck, wann iwweholl, nach feelen, datt mer déi kéinten héich qualifizéiert ubidden. Ech mengen, da kéinte mir eis Leit am Eck méi eng héich Liewensqualität bidde wéi se haut

schon ass, an deelweis vläicht méi eng héich Liewensqualität wéi se soss droeuechter ass.

Dofir, mengen ech, sollt mir eis et wierklech gutt iwweholl, mat wéi enge Moyené mir wat wëllen erreechen an net lo eng Dynamik, déi prinzipiell positiv ass, awer einfach lafe loosse, ouni dass mir eis Gedanke maachen.

Wa mir bei de Sue sinn, sinn ech net iwerrascht, mä ech stellen awer fest, dass hei fir d'Fusioun e ganz kloer politesche Wëlle schéngt do ze sinn, deen awer och substanzuell ennerstëtzt ginn ass - ech mengen 2.500 Euro pro Awunner ass net näischt. Ech stellen awer fest, dass bis elo déi regional Zesummenaarbecht, mat Ausnahm vun den Naturparken, awer net déiselwecht politesche Ennerstëtzung um Regierungsniveau kritt huet. Et gëtt kee Kredit fir prinzipiell kommunal, regional Zesummenaarbecht ze ennerstëtzen, a wann ech d'Beispill vum Réidener Kanton dierf zielen, esou hu mer zwar punktuell fir gewisse Projeten, déi mer gemaach hunn, sécherlech staatlech Hëllef kritt. Mir hunn awer bis haut, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir eis Kooperatioun iwwer 15 Joer nach kee Su, kee Frang a keen Euro Geld kritt, spezifesch fir déi regional Zesummenaarbecht.

Ech wier fro, wa mer endlech dee laang gefuerderte Plan régional géinge kréien, dass et endlech méiglech wier, dass Gemengen, déi regional Zesummenaarbecht maachen, net méi aarm sinn a manner Suen an hirem Budget hu wéi déi, déi d'Zeeche vun der Zäit erkannt hunn a plädéiere fir eng regional Zesummenaarbecht, an dass mer endlech Kreditter kréien, net fir a Bëton ze investéieren, mä fir Leit anzustellen um regionalen Niveau, fir dass mer eng uerdentlech regional Entwécklung konform zu engem IVL kënte maachen. Dofir, Här President, meng Konklusioun.

An eisen Ae si Fusiounen an Zesummenaarbecht kee Selbstzweck. Mir mussen och dofir eng Evaluatioun no gewëssenen Zäite maachen, a wann den Här Kaes aus engem Artikel aus dem Lëtzebuurger Wort zitéiert huet, da kann ech lech e ganz aneren an deem Kontext weisen. Deen ass zwar nëmmen am Norde verdeelt ginn. Do geet et iwwert d'Gemeng Rammerch: „Die d'Fusionsgemeinde Rambrouch, von der Traufe in den Regen“. Net all Fusioun ass och gelongen an deem Land hei. Et kann een net - an dat huet schonn e Virriedner gesot - dovun ausgoen, dass all Fusioun e Succès gëtt. Ech mengen, mir mussen emol eng Evaluatioun maachen iwwert déi puer Gemengen, déi se gemaach hunn. Ech weess, dass zumindest an enger eng ganz zolidd Katerstëmmung ass. Dofir gëtt et eng ganz Rei Ursachen, mä zumindest muss een awer och erkennen, dass dat net de Schlëssel zum Gléck ass fir all Gemeng a fir all Region. Dofir, wann ech gelift, e bësse méi Skepsis virun deem ganze Prozess. Mir mussen dat evaluéieren, mir mussen et weider entwéckelen.

Eng Fusioun an de 70er Jore vum 20. Jorhonnert ass eppes anescht wéi eng Fusioun am Ufank vum 21. Jorhonnert. Dat sinn net déiselwecht Problemer, déi mer dobaussen hunn. Et sinn net déiselwecht Argumenter. Et sinn net déiselwecht Besoiné vun de Leit. Dofir muss mer dat uppassen.

Ech mengen, d'Zil vu Fusiounen oder vun Zesummenaarbecht muss sinn, d'Verbesserung vun der Liewensqualität vun de Leit, en effikassen Asaz vun den öffentliche Gelder, eng nohalte Gestioune vum öffentliche Territoire a schlussendlech d'Stärkung vun

der Demokratie an der Partecipatioun, a mir sollen intensiv a laang driwwer diskutéiere mat wéi enge Moyenen dass mer déi Ziler do am beschten erreechen.

Dofir ganz zum Schluss, Här President, fir déi Gréng ass et kloer, Fusiounen si keen Zil u sech, mä héchstens e Mëttel zum Zweck. Fusiounen jo, mä net egal wéi an net egal wou. A schlussendlech ob Fusiounen oder net, mir brauchen doniewent awer e Fonds régional fir regional Zesummenaarbecht flächendeckend ze kréien.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Gira. Domat ass d'Generaldiskussioun vun deem Projet ofgeschloss. Mir héieren elo nach d'Stellungnahm vun der Regierung an duerno komme mer zum Vote vum Projet de loi. Den Här Innenminister Halsdorf huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung huet zéng Minutte bei esou engem wichtige Projet an ech wëll mech och gréisstendeels un déi Zäit halen. Ech mengen, et wier haut och net de Moment fir e groussen Débat ze féieren iwwert d'Organisatioun an d'Aufgabe vun de Gemengen. En Débat iwwert d'Fusioun eleng ze féiere wier awer och falsch.

Ech stelle mat Zefriddenheet fest, dass mer am Fong geholl mat deem Gesetz en natierleche Prozess op en Enn bréngen. Den Här Klein huet dat virdrun als grouss Operatioun duergestallt. Ech géif soen, am Fong geholl hëllef mer hei e Kand op d'Welt ze setze wat en anere Minister, mäi Virgänger, de Michel Wolter gezeugt huet, an esou ass dat nun emol...

(Hilarité)

Mä et ass esou an dat Kand ass sécherlech bei gudder Gesondheet, well et ass jo nom Prinzip vun der Autonomie communale an der Autonomie locale gezeugt ginn an dofir sinn ech iwweholl, dass des Story - de Buergermeeschter, den Här Kaes, vu Baastenduerf huet se jo als „success story“ dohinner gestallt - a mengen Aen och eng - en anert flott Wuert wat haut och vill gebraucht gëtt - „win-win-situatioun“ ass, wou jiddereen dobäi gewënt, well eben d'Fusioun fräiwëlleg war.

D'Fusioun ass vun de Bierger gedroen. Et war e Referendum vun de Leit. Den Här Kaes huet dat virdrun ugeschwat. D'Charte européenne de l'autonomie communale gesäit dat jo vir an dat ass och gemaach ginn an et ass e Wëllen do fir des natierleche Fusioun ze maachen. Well natierlech ass se, well si huet jo laut dem Här Kaes zéng Joer gedauert. Et ass 1994 ugaangen. Vun 1996 un ass dee Syndikat gegrennt gi fir d'Schoul, wat also beweist, dass am Fong geholl déi zwou Gemenge sech iergendwéi unénee gewinnt hunn.

Et ass eng laang Kooperatioun komm an d'Kanner stinn am Mëttelpunkt, an dat fannen ech och wichtig. Dat soll een ervirsträichen, well et si jo d'Kanner déi d'Gesellschaft vu muer maachen, déi eis Gemenge vu muer maachen an et ass ganz kloer, egal wéi een dat kuckt, eng Fusioun gëtt sécherlech deenen heiten zwou Gemenge besser Méiglechkeeten, well mat 1.600 Leit hu se aner Perspektive wéi mat 800 Leit, esou dass et kloer ass, dass d'Fusioun e gutt Mëttel ass énnert ville Mëttele, an dat Mëttel sollt een och, à fur et à mesure wéi een am Beräich vun der Organisatioun vun eise Gemenge virukënt, émmer evaluéieren.

D'Regierung ass sech ganz kloer bewosst, dass e Problem do ass, dass verschide Gemengen an hire finanzielle Capacitéiten heiansdo bal scheiterten an dass een do muss Léisunge fannen, awer déi

Léisunge musse fräiwëlleg sinn. Et kann net einfach mat Briechen he geschafft ginn.

Wat ee muss ervirsträiche bei Fusiounen, well dat jo émmer global esou gesot gëtt, et gëtt dozou e gewëssene Programm. Et gëtt éischens emol e Programme de fusion, wou alles drasteet wat geschitt. Dat sinn d'Investier, déi getätet ginn. Et ass eng positiv Saach, a parallell dozou gëtt et jo an deem Fall och eng Konventioun tëschent deenen zwou Gemengen, wou nach aner méi kleng Aarbechte festgehalte ginn. Et ass also eng positiv, horizontal Zesummenaarbecht tëschent Ministère an tëschent der Gemeng. Ech mengen, aus deem Bléckwënkler eraus ass et eppes ganz Positives an ech fannen et net onbedéngt déi beschten Aart a Weis, wann een dat wëllt zerrieden, esou wéi den Här Gira dat wollt maachen, loosst mer soen, net total zerrieden.

(Interruption)

Dir hutt gesot, e Schwaachpunkt vun dëser Fusioun wier déi Dotation de base. Et ass richtig, dass d'Dotation de base e bësse fällt. Mä ech wëll lech déi Chifferen awer nennen, fir dass d'Leit dobaussen och wësse vu wat mer hei schwätzen.

Virun der Fusioun hunn déi zwou Gemengen 198.304 Euro kritt. No der Fusioun kréie se 24.779 Euro manner. Mä d'Avantagen - si si virdru schonn deelweis uegeklongen -, nëmme méi eng Gemeng anstatt vun zwou. Et ass manner Aarbecht do. D'Aarbecht kann anescht opgedeelt ginn, méi effizient opgedeelt ginn. Si brauche manner Raimlechkeeten. D'Infrastrukture si méi kleng. Et gëtt nëmme méi ee Sekretär bezuelt, wou der virdru zwee bezuelt gi sinn.

(Interruption)

Neen, laangfristeg gëtt nëmme méi ee Sekretär bezuelt. D'technesch Equipementer vun der Gemeng kann een anescht organiséieren. D'Syndikat gëtt et net méi. Et gëtt also do am Fong geholl och kee Sekretär méi a kee Receveur méi fir de Syndikat, wou och Sue kënnen gespuert ginn. Et sinn also Aspueierungspotenzialer do, mä wat ech wichtig fannen, dat ass dass eng grouss Symbolik dran ass an do iwwer eraus, hunn ech jo gesot, kann een den Invest besser guidéieren an et kann een dee besser maache wéi virdru, esou dass ech mengen, dës Fusioun wier eng gutt Antwort fir Gemengen déi zesumme musse schaffen, a mir wäerten och an Zukunft dës Prozess begleeden. Mir wäerte se net forcéieren, well si entstinn émmer natierlech. Wéi den hei natierlech entstanen ass, wäerten och anerer entstoen.

Wann ech déi kleng Gemenge wéi Wëlwerwol a Kautebaach huelen, wann déi fusionéieren, do kréie mer sécherlech e positive Geescht, mä do kënt och énnert dem Stréch, wann een dat mat Geld oder mat soss Instrumenter wëllt moossen, net esou vill dobäi eraus, mä et ass einfach de Wëlle fir eng optimal Leeschtung ze maachen an der Gemeng. Déi fannen ech gutt.

Op där anerer Säit ass jo virdru dat Wuert Wëntger gefall. D'Gemeng Wëntger ass zum Beispill zéngmol méi grouss am Territoire wéi d'Gemeng Péiteng. Et wunnen awer vill manner Leit do. Dat gëtt och Méiglechkeete fir d'Zukunft an der Gemeng. Dat ass jo e Phenomeen, deen iwwert d'Zäit weidergeet, an d'Gemenge musse sech fit maachen, wéi Dir et och gesot hutt, Här Gira, fir an den nächsten 20 oder 50 Joer optimal ze schaffen. An ech wëll gär déi Diskussioun eng kéier hei féieren, wéi mer dat sollen organiséieren, an ech sinn iwweholl dass mer vill Punkte fannen, wou mer eis erëm fannen, notamant zum Beispill an der Regionalisierung, an do sinn ech d'accord mat deem wat Dir gesot hutt, Här Gira, dass een an Zu-

kunft soll eng regional Zesummenaarbecht mat Kreditter féieren. Dat ass eng kloer Ausso, déi ech hei wollt maachen. De Fonds régional ass e Moyer fir zesummen ze schaffen enner Gemengen. Ob et dee beschte Moyer ass, dat muss mer nach kucken.

Eng grondsätzlech Diskussioun wëll ech gären nach eng Kéier hei an der Chamber féieren, dat ass dat wat der och virdrun ugeschwat hutt, fir eng Evaluatioun ze maache vun de Fusiounen, ob do vill derbäi erauskënnt. Dat ass schwiereg, well all Gemeng ass anescht. Mir hunn 118 Gemengen, si sinn all verschidden an et kann ee se net all an een Dëppe geheien. Mä kloer ass, eng Diskussioun iwwert d'Masse critique wëll ech gären nach eng Kéier féieren, wou ech weess, dass den Här Wolter zwéischent 3.000 a 5.000 ëmmer tendéiert huet. Dat muss ee kucken. Well dat ass och e Phänomeen dee weidergeet an ech wëll och eréischt déi Diskussioun vum Congé politique, déi den Här Klein ugeschwat huet, da féieren, wa mer e globaalt Konzept hunn. Dasselwecht géllt och fir de bezuelte Buergermeeschter, wou ech mengen dass dat eng Issue wier déi gutt wär, mä déi kann een net eleng diskutieren, déi muss een an ganz Kontext diskutieren vun der Organisatioun vun eise Gemengen, wat hir Leeschtunge sinn, wat hir Servicer sinn. Et gi grouss Gemengen an et muss ee kucke wat déi eng a wat déi aner kënne maachen.

Ech sinn och der Meenung, dass eng Gemeng, doriwwer eraus dass se Service-Provider ass, am Fong geholl och d'Territorialitéit representéiert. Mir hunn zwee Niveauen - mir hunn d'Gemengen an de Stat - a sinn e Stéck vun der Identitéit vun de Bierger, déi do wunnen. Dofir muss een och ëmmer iwwerleeën, wann ee Gemengen ofschaaft, da geet e Stéck Proximitéit fort, da muss ee kucke wat dat eis bréngt oder eis net bréngt.

Kloer ass awer - an dat huet den Här Klein ugeschwat a richteg gesot -, d'Weihe fir d'Zukunft sinn op d'mannst gestallt wat d'Landesplanung ueget. Do hu mer en neit Gesetz, den Aménagement communal, an do gétt verlaangt eng gewësse Leeschtung an de Gemengen ze bréngen; notamment wat den Techniker ueget, wat den Urbanist ueget. Do mussen d'Gemenge sech prett maachen an dat zielt och fir de Programmeur directeur de l'aménagement du territoire. Dat si Schinnen, déi leie fest, an do mussen déi eenzel Gemenge kucke wéi eng Antwort si dorop fannen, fir dann eben hei an deem Beräich kënne matzehalen.

Kloer ass et also, dass mer mat deem Gesetz, dat mer dann haut hei an der Chamber verabschieden, eng Symbolik maachen déi gutt ass. Mir hunn am Fong geholl hei en Idealfall fäerdeg bruecht an der Form an am Fong. Mir ginn elo da vun 118 op 117 Gemengen erof an d'Masse critique - an deem Fall war dat d'Schoul, dat huet och eng gewësse Symbolik, well d'Kanner domat associéiert sinn - wäert gutt sinn an déi muss mer nach an Zukunft diskutieren.

Ech hunn et gesot, wann zwou kleng Gemenge fusionéieren, da behale mer eng kleng Gemeng. Dat ass richteg. Mä wat wichtig ass ass, dass dee Schrëtt awer an déi richteg Richtung geet. Dat heescht dass ee seet, mir wëlle méi effizient ginn, mir wëlle besser schaffen. An ech si ganz kloer fir eng step by step - géif ech soen - Approche dozou, well hei kann een och bereien - an dat muss een och soen -, dass Veianen sech net associéiert huet, an ech weess dass Veianen hei och an der Diskussioun war, dass si erausgeklomme sinn. Et wier och vläicht besser gi wa Veianen sech och nach associéiert hätten.

Mä net ëmmer dee schnelle Wee ass dee beschte Wee an d'Effizienz vun Resultat därer een net nëmme dorunner moossen, mä et muss een dovunner ausgoen dass mat desen Diskussiounen, déi mer hei féieren, eng gewësse Bewusstseinsweiterung an eise Gemenge kënnt, dass een am Fong geholl agesäit, dass et net méi kann esou weidergoe wéi et bis elo geet an dass ee gesäit wou d'Limité si vun eise Gemengen. Well eis Bierger verlaangen ëmmer méi a mir sinn do gefuerdert hinnen eng Antwort ze ginn.

D'Servicer sinn natierlech nëmme méiglech enner verschiddene Konditiounen an do ass déi finanziell Approche déi wichtegst. A wann ee Saz richteg ass, dann ass et deen, dass eng Leeschtung säi Präis huet an et kann een net all Leeschtung zu all Präis maachen, an dat wäerte mer och gesinn an Zukunft an deenen nächste Méint oder am nächste Joer, wa mer iwwert d'Kaderdirektiv vum Waasser zum Beispill schwätzen, wou mer wäerte feststellen dass mer de reelle Präis mussen beim Waasser rechnen, an da gesäit ee wat dat eent an dat aner bréngt. An da wäerte mer déi Diskussioun, déi hei virdrun ugeklongen ass vun de Syndikater, kréien. Well et ass kloer, dass eng Multitude vu Syndikater déi ganz Saach net méi einfach mécht, mä nach méi komplex an och nach méi deier. A besonnesch am Waasserberäich kéint ech mer virstellen, dass een do misst kucken ze homogeniséieren an och do Fusiounen an d'Aen ze faassen oder Méiglechkeeten do méi doduerch ze gesinn.

An am selwechten Otemzuch wëll ech och soen, dass ech et, géif ech bal soen, scho keck fannen - ech mengen dat wier dat richteg Wuert -, dass et Gemenge ginn hei an eisem Land, déi a 14 Syndikater sinn; an déi Kaart si mer amgaangen ze dresséieren. Do muss ee sech iwwerleeën, wat do nach bleift an Eegeregier a wat do alles iwwer eng Tëschenapp verabschied gëtt. Dat sinn Diskussiounen, déi ech gäre wëll féieren, an déi wäerten eis och weise wéi eng Leeschtung fir wéi eng Gemenge méiglech sinn a wéi eng net méiglech sinn.

Eppes soen ech lech just, d'Bierger, déi sinn Demandeur a si moossen d'Politiker un de Resultater, an dat wäerte si och bei deenen nächste Gemengewahle maachen. An ech sinn och bereet eng Diskussioun am Kader vun dese Gemengewahlen ze féieren, fir dass déi Gemengen, déi e Wëllen hu sech méi performant ze gestalten, dass déi solle beim Bierger do-bausse méi e grousst Ouer kréien. Well net all Gemeng kann all Leeschtung bréngen a si mussen sech eben esou outilléieren, dass dat méiglech ass.

An déi regional Elementer, déi do mussen afleissen, do wëlle mer och - dat ass ganz kloer - diskutieren iwwert déi Modeller, déi et ginn. Ech wëll se nach eng Kéier nennen: Modell 1, d'Struktur ass d'Fusioun. Fir mech ass dat déi Effizientst, si optimiséiert a mécht déi ganz Zesummenaarbecht transparent a si ass och ganz no beim Bierger. Déi zweet Méiglechkeet, déi mer hunn, ass entstanen iwwert d'Syndikater, an déi ass an de 70er Joren entstanen an dat war d'Antwort op déi Zäit vun de 70er Joren, wou kee wollt fusionéieren, wou gemengt ginn ass, et wier eng Antwort iwwert déi Syndikater. Dat ass déi zweet an déi läit am Fong geholl net esou no bei de Bierger, do gétt ganz vill indirekt decidéiert. Et sinn Décisiounen, déi falen net direkt am Gemengerot, oder schon direkt, mä aner Décisiounen falen indirekt. Et ass manner Transparenz do an et ass en Zwëschniveau an engem gewësse Sënn, well mir hunn de Stat a mir hunn d'Gemengen a wa mer Syndikater hunn, dann hu mer en Niveau derzwéischent. En ass zwar net am Sënn vun der Constitutioun, mä trotzdem

ass een Zwëschniveau do wou decidéiert gëtt an et ass manner Transparenz do. An dëst soll ee sech bewusst sinn, wa mer déi Diskussiounen féieren.

An dann d'Diskussioun vun den neie Modellen, déi den Här Calmes ugeschwat huet an déi ech och gären nach eng Kéier wëll féieren, déi ganz Diskussioun mat de Communautés de communes an esou weider, dat ass en Débat, deen ass wichtig an dee muss geféiert ginn.

Mä et muss awer och elo gläich gehandelt ginn. Mir kënne net ëmmer nëmme diskutieren. Well ech sinn der Meenung, dass d'Marge de manoeuvre net déi gréisst ass, mä relativ kleng ass, an dass mer, wëssend dass esou en Zyklus, wéi en elo amgaangen ass ze dréinen, all 30 Joer erëm kënnt, all Intérêt hunn eis an eiser Groussregioun ze positionéieren duerch effizient Gemengen.

Fusiounen, dat hat ech gesot, wier eng Antwort, mä doudsicher net déi bescht. Et muss ee kucke wat se wäert ass a wat se net wäert ass. D'Limiten hu mer virun Aen. Ech mengen wa mer zesummen an deenen nächste Méint konstruktiv wäerten diskutieren, wa mer keng Politique politicienne wäerte maachen, Här President, da sinn ech iwwerzeegt dass d'Interesse vun de Bierger an eiser Gesellschaft an de Gemenge gutt wäerte vertruete sinn.

Dofir sinn ech och iwwerzeegt, dass dese Projet, net nëmme eleng doduerch dass en eng Unanimitéit hei an der Chamber fënn, awer och eng symbolesch an eng Signalwirkung huet fir déi aner Gemengen, fir och an déi Richtung ze denke wéi et an deem Projet geschitt ass.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Här Minister, erlaabt Der nach eng Fro vum Här Gira?

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Ech wollt keng Fro méi stellen, Här President. Ech wollt dem Här Innenminister just op seng Interventioun u main Numm preziséieren, dass ech déi Fusioun absolut net zerriede wollt a se och net zerriet hunn, well soss géife mer de Projet net stëmmen, wa mer där Meenung wieren.

Ech wollt just viru Blauäugikeet, souwuel an deem spezifische Fall, wéi virdrun, am generelle Kontext vun de Fusiounen, hiweisen an hu prezisiéiert mat mengen Zuelen, dass déi prinzipiell finanziell Problemer, déi kleng Landgemengen hu mat Fusiounen an deser Gréissenuerdnung, zumol wann d'Zäiten elo méi schlecht géinge ginn, net geléist ginn. Net méi an net manner wollt ech soen an dozou stinn ech.

M. le Président.- Mir huelen Akt, Här Gira, vun Ärer Deklaratioun. Här Minister, ech mengen et ass deem näischt méi zouzefügen.

(Hilarité)

M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.- Dir hutt do een Term benotzt, Här Gira, dee mer net esou gefält, dat ass Blauäugikeet. Ech hunn net dat Gefill, dass ënnert dem Innenminister Michel Wolter, oder menger Persoun, d'Gemenge géifen dohinner gestallt ginn, dass se sollte blauäugig ginn oder wieren. Ech sinn der Meenung...

M. Niki Bettendorf (DP).- Ech sinn houfreg op meng blo Aen.

M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.- Ech sinn der Iwwerzeegung, dass jidderee

verstanen huet wéi eescht déi Situatioun hei ass an dass mer nach flott a wichtig Diskussiounen hei wäerte féieren.

M. le Président.- Voilà, mir sinn dann definitiv um Enn vun der Diskussioun ukomm. Ech hunn eng grouss Unanimitéit hei festgestallt fir de Projet vun der Fusioun vun de Gemenge Baastenduerf a Furen a mir wäerten déi grouss Zoustëmmung och elo gläich beim Vote mierken; e Vote zu deem mer och elo kommen.

Dir Damm an Dir Hären, mir stëmmen of iwwert de Projet de loi 5343. Den Text steet an deemselwechten Document parlementaire.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalen sech.

De Projet de loi 5343 ass, esou wéi ech dat virdrun ugedeit hat an och erhofft hat, mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl ginn.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Ali Kaes), MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Clement), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar (par M. Marc Spautz), Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Marcel Sauber), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen (par Mme Nelly Stein), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mmes Claudia Dall'Agnol, Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming, Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Jacques-Yves Henckes), Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen.

Dir Damm an Dir Hären, gëtt d'Chamber Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Wann dat esou ass, dann ass dat esou decidéiert.

4. Demandes en naturalisation

Als leschte Punkt vun eiser Dagesuerdnung hu mer d'Naturalisatiounen. Dofir muss ech de Huis clos ausspriechen.

(Le huis clos est prononcé à 18.45 heures.)

* * *

(Le huis clos est levé à 18.49 heures.)

Domat ass de Huis clos opgehuewen. Déi öffentlech Sitzung geet weiter.

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 45 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl an eng Demande am zweete Vote constitutionnel.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptée par la Chambre des Députés le 17 novembre 2004

- ALLIOT Philippe René Gabriel, né le 27 juillet 1953 à Voves (France), demeurant à Strasbourg
- ASEBANE Ali, né le 15 décembre 1963 à Casablanca (Maroc), demeurant à Hesperange
- AUBERTOT Lionel, né le 26 juin 1972 à Mont-Saint-Martin (France), demeurant à Esch-sur-Alzette
- BAHREHVAR Reza, né le 23 septembre 1972 à Téhéran (Iran), demeurant à Hagen
- BARBARO Antonio, né le 17 juin 1962 à Mammola (Italie), demeurant à Niederborn
- BENALLEGUE Linda, née le 18 janvier 1964 à Setif (Algérie), demeurant à Luxembourg
- BLAKAJ Bashkim, né le 22 février 1965 à Vrellë (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Differdange
- BLATT Konrad Raimund, né le 27 avril 1964 à Saarbùrg (Allemagne), demeurant à Bech-Kleinmacher
- BORMANN Wilfried Johann Fritz, né le 8 mai 1947 à Beppen (Allemagne), demeurant à Ehlerange
- BOUGUATTAYA Halima, née le 16 août 1973 à Casablanca (Maroc), demeurant à Esch-sur-Alzette
- BRANICKA Anna Katarzyna, née le 12 décembre 1983 à Varsovie (Pologne), demeurant à Luxembourg
- BRKIC Bernarda, née le 15 février 1962 à Janjevo (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg
- CHAMMAS Henriette, née le 00.00.1926 à Lattaquie (Liban), demeurant à Strassen
- CIKOTIC Adela, née le 4 juin 1981 à Berane (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Esch-sur-Alzette
- CIKOTIC Asmir, né le 8 décembre 1982 à Berane (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Rumelange
- CORNUT Jean-Marc, né le 2 mai 1960 à Sorengo/Tessin (Suisse), demeurant à Kehlen
- CORREIA Vanda Maria, née le 20 janvier 1976 à Ribeira Grande/Santo Antao (Cap-Vert), demeurant à Ehnen
- DA CRUZ Maria de Fatima, née le 19 octobre 1963 à Santo Crucifixo/Ribeira Brava (Cap-Vert), demeurant à Differdange
- DA SILVA PINTO Célia de Fatima, née le 8 juillet 1979 à Fornos/Marco de Canaveses (Portugal), demeurant à Mamer
- DE BACKER Roger Louis Ivo, né le 21 mars 1948 à Anvers (Belgique), demeurant à Junglinster
- DE CARVALHO RODRIGUES Maria José, née le 14 janvier 1965 à Vrea de Jales/Vila Pouva de Aguiar (Portugal), demeurant à Bertrange
- DE GROOT Joanna Diana Nicolasina, née le 7 novembre 1943 à Venlo (Pays-Bas) demeurant à Mersch
- DE TOMMASO Gianni, né le 22 septembre 1972 à Luxembourg, demeurant à Bergem
- DESCAMPS Jacques Gaston Cornelius, né le 8 mai 1943 à leper (Belgique), demeurant à Luxembourg
- FADINA Viktoriya, née le 15 novembre 1976 à Sébastopol (Ukraine), demeurant à Hautcharage

26. FAYMONVILLE Gabriele Agnes, née le 7 décembre 1961 à St. Vith (Belgique), demeurant à Weiswampach
27. FERREIRA LOPES Salvador, né le 22 septembre 1978 à Dakar (Sénégal), demeurant à Differdange
28. FILIPOVIC Ksenija, née le 8 janvier 1972 à Siegburg (Allemagne), demeurant à Strassen
29. FORTES BARROS Ana Paula, née le 18 juin 1973 à Nossa Senhora da Luz/Sao Vicente (Cap-Vert), demeurant à Esch-sur-Alzette
30. FUCHER Marie Joséphine, née le 2 juillet 1954 à Dudelange, demeurant à Fennange
31. GAMALIEL Azra Florence, née le 15 juillet 1957 à Faisalabad (Pakistan), demeurant à Esch-sur-Alzette
32. GARCIA Valérie, née le 19 mai 1966 à Lyon (France), demeurant à Ernzen
33. GARCIA CACERES Yanilda Altagracia, née le 14 novembre 1964 à La Vega (République Dominicaine), demeurant à Esch-sur-Alzette
34. GOMES ROCHA Filomena, née le 25 août 1969 à Nossa Senhora da Luz/Sao Vicente (Cap-Vert), demeurant à Dudelange
35. GORGIZADEH Sakinéh, née le 22 février 1959 à Guénavéh (Iran), demeurant à Bech-Kleinmacher
36. HARIS Andrea, née le 24 juillet 1978 à Budapest (Hongrie), demeurant à Sandweiler
37. HÉGAZY Ramadan, né le 13 novembre 1969 à Le Caire (Égypte), demeurant à Luxembourg
38. HIRTZ Olivia Josée Eliane, née le 10 janvier 1967 à Arlon (Belgique), demeurant à Luxembourg
39. HORSBURGH Karl-Heinz, né le 29 novembre 1957 à Minden (Allemagne), demeurant à Septfontaines
40. HOSCH Sylvia Patricia Geneviève, née le 4 octobre 1983 à Messancy (Belgique), demeurant à Esch-sur-Alzette
41. KNEBL Tanja, née le 2 février 1966 à Brcko (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Ettelbruck
42. KOHNEN Olivier Jean Ghislain Lucie, né le 11 mai 1970 à Vielsalm (Belgique), demeurant à Doncols
43. KRASNIOI Dervish, né le 21 janvier 1969 à Prapaqan (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Howald
44. LAPORTA Frédéric Marie-Louise Philippe, né le 20 décembre 1976 à Wilrijk (Belgique), demeurant à Mamer
45. ZEEB Christophe Tommy, né le 7 décembre 1978 à Nassau (Allemagne), demeurant à Strassen

Naturalisation en vue du second vote constitutionnel, demande de naturalisation basée sur l'article 7, pénultième alinéa de la loi modifiée du 22 février 1968 (circonstances exceptionnelles)

MEDIOUNI Raphaël, né le 21 janvier 1979 à Rehovot (Israël), demeurant à Luxembourg

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.50 heures)

JEUDI, 18 NOVEMBRE 2004

7^E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Niki Bettendorf, Vice-Président

Ordre du jour

- Dépôt d'un projet de loi
- Communication
- Dépôt d'une motion
- Heure d'actualité demandée par le groupe ADR sur la récente décision de la Commission européenne de recommander l'ouverture de négociations d'adhésion de la Turquie
(Discussion générale - Motions - Votes)
- Discours de M. le Président de la Chambre des Députés
- Discours de M. Josep Borrell, Président du Parlement européen

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Den Här Gesondheetsminister a Minister vun der sozialer Sécherheet freet d'Wuert.

1. Dépôt d'un projet de loi

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Merci, Här President. De Grand-Duc huet mech autoriséiert am Numm vun der Regierung de Projet de loi 5401 ze deponéieren, deen d'Renten an d'Pensiounen aus dem öffentlechen a private Regime an d'Onfallrenten an d'Lounentwécklung ab 1. Januar soll erlaben. Et ass eng Upassung vun 2%.

- *Projet de loi N° 5401 portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2003*

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Ech ginn Akt vum Dépôt vun dësem Projet de loi. De Projet gëtt un déi zoustänneg Kommissioun verwisen, fir analyséiert ze ginn.

2. Communication

Ech hu folgend Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen:

Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Défense, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 17 novembre 2004, le projet de loi N° 5400 modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales.

Den Här Jaerling huet d'Wuert gefrot fir den Dépôt vun enger Motioun. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

3. Dépôt d'une motion

M. Aly Jaerling (ADR).- Här President, am Hibleck op déi kommand Kommunalwahlen nächst Joer géif ech hei eng Motioun deponéieren, déi d'Regierung opfuert, fir fir all neie Wieler e Wielerpass anzeféieren.

Motion

D'Volleksvertriederkummer, - sech der Wichtigkeet vun de Kommunalwahlen an doriwwer eraus vun alle Wahle bewosst;

- beméit all neiem Wieler eng komplett Informatioun iwwer eise Wahlsystem zokommen ze loosse, an iwwert dee Wee aus hinne gutt virbereet Wieler ze maachen;

- iwwerzeegt, datt eng Unerkennung vun Aschreiwten a Wielerleschten an déi éischt Bedeelegung u Wahlen eng wichteg Etapp ass am Liewe vun engem Bierger, déi eng besonnesch Opmierksamkeit awer och eng Unerkennung verdéngt;

- datt dës Opmierksamkeit an Unerkennung unhand vun Ausstelle vun engem Wielerpass kann demonstréiert ginn,

fuerdert d'Regierung op

- e Wielerpass fir all neie Wieler anzeféieren, dat begleet vun enger optimaler Informatioun vun all neiem Wieler iwwer eise Wahlsystem.

(s.) Aly Jaerling, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf, Robert Mehlen.

M. le Président.- Ech ginn lech Akt vum Dépôt vun der Mo-

tioun, déi mer an der Presidentekonferenz kucken an dann en Datum fixéiere wäerten, wéini dass mer déi hei am Plenum debattéiere wäerten.

Fir haut de Mëtteg huet den Här Gast Gibéryen am Numm vun der Fraktioun vum ADR eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Bäitrittsverhandlung mat der Türkei ugefrot. D'Riedezäit ass folgendermoosse vun der Presidentekonferenz festgeluecht ginn: 15 Minutte fir d'Fraktioun vum ADR, jee weils zéng Minutte fir déi aner Fraktiounen a 15 Minutte fir d'Regierung. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Wolter, den Här Goerens, den Här Fayot an den Här Bausch.

Vu dass mer kuerz viru véier Auer de President vum Europaparlament hei wäerten empänken, géif ech jiddferree bidden sech strikt un d'Riedezäit ze halen, an da musse mer kucken, wéi wäit dass mer kommen, an och, wa Motiounen kommen, ob mer déi haut nach diskutéieren oder ob mer déi gegebenfalls spéider musse kucken.

D'Wuert huet elo den Här Jacques-Yves Henckes als Vertrieder vun der Fraktioun vum ADR. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

4. Heure d'actualité demandée par le groupe ADR sur la récente décision de la Commission européenne de recommander l'ouverture de négociations d'adhésion de la Turquie

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Här President, Dir Damen an Dir Hären, et kann ee fir oder géint, enthusiastesch oder skeptesch stoen zu der Iddi, dass d'Tierkei Member gëtt an der Europäescher Unioun, mä eent ass sécher, hei geet et ëm eng kapital Entscheedung fir d'Zukunft vun der Europäescher Unioun.

Eng Adhésioun vun der Tierkei an d'EU implizéiert e Choix, eng Äntwert op d'Fro: „Wat fir een Europa wëlle mir?“ Esou ass et iwwert dëse Choix, datt ech wëll schwätzen.

Den Artikel 49 vum Europäeschen Traité seet: „Tout État européen peut demander à devenir membre de l'Union Européenne“. D'Tierkei ass net Europa! D'Tierkei ass keen europäesche Stat. Dat ass wouer, geopolitisch gesinn. 5% vum nationalen Territoire vun der Tierkei sinn an Europa a 95% sinn am Mëtteren Orient. Wann d'Tierkei Member gëtt vun der EU, da sinn

d'Grenzen vun Europa Syrien, den Irak an den Iran. Dat ass net Europa, dat ass de Mëtteren Orient.

D'Fro vun de geopolitische Grenzen vun Europa ass awer eng wichteg Fro. Wa mer d'Tierkei mat an d'EU eranhuelen, da gi mer de Prinzip vun der europäescher Territorialitéit op, an dat war bis elo awer ee vun de Grondprinzipien bei der Konstruktioun vun der Europäescher Unioun. Da wësse mer net méi, wou mer mat der Erweiderung ophalen. Da gëtt et extrem schwéier fir aner net europäesch Länner glaubwürdeg zréckzewiesen.

Jiddferree kennt d'Konflikter an d'Dramen, déi sech an dësem Deel vun der Welt ofspillen. D'Analyse vun der NATO weisen aus, dass zwoelf vun deene geféierlechste Konflikter an der Welt sech am imédiaten Émfeld vun der Tierkei ofspillen. Europa soll do mat schwätzen. Europa spillt an dëser Regioun net déi Roll, déi et soll. Mä Europa kann dat nëmme maachen, wann et neutral ass. Dëst wäert vill méi schwierig sinn, wann Europa Deel vum Problem gëtt, wann Europa interesséiert an engagéiert ass an all dëse Konflikter iwwer ee vu senge Memberstaten, der Tierkei.

D'Tierkei ass net Europa. Dat ass och wouer, wat d'Demokratie ugeet. An de leschten zéng Joer sinn am Kurdistan dausende vun Dierfer zerstéiert an d'Bevölkerung verdriwwen ginn. Déi kurdesch Fro ass en deeglechen Drama an dëser Regioun. D'Fro vun der Unerkennung an der Veraarbechtung vum Völkermord um armenesche Vollek bleift. D'Fro vun Zypern an der militärescher Besetzung vun engem Deel vun dëser Insel bleift.

Wann d'Tierkei bis Vollmember an der EU ass, kann d'EU net méi als onparteiische Vermittler an all dëse Froen a Konflikter optrieden, well ee vun hire Memberstaten direkt implizéiert ass.

Et gouf viru kuerzem vill iwwert dat neit tierkescht Strofgesetzbuch debattéiert. Et ass vill geschwat ginn iwwert deen Artikel an dësem Code pénal, deen den Adultère kriminaliséiere wollt. Generell gouf sech gefreet doriwwer, dass d'EU et fäerdig bruecht huet, fir d'tierkesch Regierung ze bëien, fir dësen Artikel aus dem Strofgesetzbuch falen ze loosse. Mä keen huet gefrot, firwat dann déi tierkesch Regierung esou eng Propositioun gemaach huet. Wéi war an engem Land, wat sech als modern Demokratie versteet, esou eng Propositioun iwwerhaapt méiglech?

Hei weisen sech esou fundamental Ennerscheeder an der Mentalitéit, dass se mat eise Verständnis vun der Fräiheet an der Dignitéit vum eenzelne Mensch net ze vereinbare sinn. A kee soll mengen, dass dës fundamental Ennerscheeder

an de Grondiwerzeegungen tëschent eise Mënschbild an deem vun der islamescher Welt sech duerch Gesetzestexte iwwerwonne loosse. D'Geschicht léiert eis ëmmer erëm, dass dat net geëit a besonnesch an esou grouse Populatiounen e Changement de mentalitéit praktesch net méiglech ass - ganz besonnesch, wann d'Relioun och nach do mat eraspillt.

Ech wëll hei ganz däitlech soen, dass dësen Aspekt wäit iwwert dat erausgeet, wat mir gewinlech ënner kultureller Vielfalt an Europa verstinn a souguer als ee vun den Atoute vun der europäescher Communautéit ugesinn.

Mat der kultureller Vielfalt hu mir kee Problem, mä wann et ëm grondsätzlech Wäerter an Iwwerzeegunge geet, déi den Zement vun der EU duerstelle mussen, dann ass d'Diversitéit keen Atout, mä e geféierleche Sprengstoff, deen een net toleréiere kann.

Dëser Deeg gouf an enger héichkarateg besatener Diskussionsronn festgestallt, dass de fundamentalen Ennerscheed tëschent eise Demokratieverständnis an der islamescher Mentalitéit doran besteet, dass mir all aner Glawensbekenntnisse an Iwwerzeegungen toleréieren, an dat am Islam net de Fall ass. Do knuppen zwou Welten openeen, déi sech net matenee verdroen, an dat léisst sech och net um gesetzleche Wee aus der Welt schafen.

D'Tierkei, dat ass och de Choix vun engem Europa, dat keng Roll méi an der Weltpolitik spillt. An alle Sondagë soen déi meeschte Bierger an Europa - bis zu zwee Drëttel -, dass si en Europa wëllen, dat Amerika a China riicht an d'Ae kucke kann an hinne soe kann: „Dir hutt Äre Modell, mir respektéieren deen, mä mir hunn onsen, a mir wëllen net op dee verzichten.“

An elo versteet een och, firwat d'amerikanesch Administratioun alles mécht, fir ons d'Erweiderung vun der EU op d'Tierkei ze imposéieren. Et gesäit ee gutt, wéi wichtig et fir d'Amerikaner ass, dass Europa eng einfach Fassad vun der NATO gëtt, garantéiert duerch d'Gewicht vum tierkesche Militär, deen der tierkescher Regierung d'politesch Richtung weist.

D'Tierkei an Europa, dat bedeit eng finanziell Belaaschtung, déi d'Capacitéit vun der EU iwwerfuert. Dat bedeit nämlech, dass Europa all Joer 28 Milliarden Euro an d'Tierkei wäert iwwerweise musse. Et dierf ee mat Recht unhuelen, dass d'Tierkei nëmme weinst de finanzielle Virdeeler an d'EU komme wëllt. 28 Milliarden Euro, dat ass méi wéi dat Duebelt, wat haut Spuenien kritt. Et ass sechs Mol méi wéi dat, wat Portugal kritt. Et ass een Drëttel vum ablécklechen EU-Budget.

Fir den Tierkei-Bäitritt ze finanzéiere mussen d'Memberstaten an haaptsächlech d'Nettozahler ennerhinne méi an d'EU-Budget bezuelen, an dat an engem Moment, wou den Haaptnettozueler, nämlech Däitschland, net méi weess, wéi en d'Enner soll beienaner kréien.

Et ass seriö ze fäerten, dass aus dëser finanzieller Belaaschtung eraus an der EU sech eng negativ Stëmmung bei den EU-Bierger breet mécht, déi de Fonctionnement an de weidere Bestand vun der EU a Gefor bréngt, a wat dozou féiere wäert, dass déi national Reflexer an den Egoismus erëm vill méi staark zur Geltung kommen.

An deem Fall wär de Bäitritt vun der Tierkei net e Gewënn, mä den Ufank vum Enn vun der EU. D'Tierkei an Europa, dat sinn haut 80 a muer 100 Millioune Leit aus dem Mëttleren Orient, déi mat decidéieren. D'Tierkei an Europa, dat ass och eng important Migratioun no Europa. D'Kommissioun schwätzt vun iwwer véier Millioune Tierken.

Ech wëll awer elo op dräi Awänn agoen.

Éischtens d'Tierkei géif eng Bréck tëschent Orient an Ökzident ginn, eng Bréck tëschent der islamischer Welt an eiser judeo-chrëschtlicher an humanistescher geprägter Gesellschaft.

Ech si méi wéi skeptesch iwwer esou naiv euphoesch Zukunftsvisionen. Grënn fir meng Skepsis fannen ech méi wéi genuch an de bizarre Virstellung vu munche Spätzepolitiker selwer. Esou sot an engem rezente Interview am «Le Monde» den neien EU-Kommissionspresident José Manuel Barroso: «Ce n'est pas à l'Europe de se plier à la Turquie, c'est à la Turquie de se plier à l'Europe.» Éischtens gëtt hei zouginn, dass zwee géigesetzlech Modeller openeepfallen, an zweetens, dass ee vu béide muss noginn, ee sech upasse muss, jo ee sech verbéie muss, an dësem Fall d'Tierkei.

Mir als ADR sinn der Meenung, dass een net dauerhaft e Vollek seng Traditionen a seng Kultur kann ennerdrécken. Am Géigendeel, dat wat ennerdréckt gëtt steet enner Spannung, wéi e Ressort brécht et nees ervir soubal d'Emstänn dono sinn. Mä dann ensteet dat wat repriméiert gouf op a senger radikaalster Form, a Form vun Integrität, Fanatismus a Gewalt.

An hei wëll ech op deen zweeten Awand agoen, en Awand, deen zu engem gudden Deel eng Erpressung ass. Esou heescht et: „Wann der d'Tierkei net Vollmember maacht, dann hu se all hir Reformen ëmsoos gemaach a si verfallen erëm dem Islamismus.“

Fir eis si Reformen a Richtung Demokratie a Respekt vun de Mënscherechter kee Mëttel zum Zweck. Fir den ADR sinn dat Wäerter u sech: Demokratie a Mënscherechter si gutt fir d'Leit an de friddleche Fortschrëtt vun hire Gesellschaften. Dës Reformen mussen aus Iwwerzeugung kommen an net fir iergendenger EU-Kommissioun ze gefalen an den Entréesbilljee an iergendee politesche Klub ze kréien. Et ass keng Formalitéit fir kënnen vu finanzielle Bähelfen aus dem EU-Budget ze profitéieren.

An da gëtt et en drëtten Awand, dee seet, dass d'Tierkei an d'EU muss virdemonstréieren, dass d'Unioen kee chrëschtliche Klub ass. Dat brauch een net eréischt ze demonstréieren, dat ass scho laang d'Realitéit. 15 Millioune EU-Bierger si scho muslimescher Relioun, an et ass och net d'Chrëschtentum eleng, dat d'europäesch Kultur a Wäerter geprägt huet. D'Wuerzele vun eisem Droit, vun eise politesche Strukturen, eis Philosophie, d'Meenungs- an d'Iwwerzeugungsfräiheet, Chrëschtentum, libre pensée, Juddentum, dat sinn Athen, Roum a Jerusalem. Eliminiéiert een ee vun deenen dräi, an et zerstiéiert een Europa wéi mir et kennen.

Wéi komme mer elo aus deem Schlamassel eraus an deen déi verschidde Regierungen, ouni Mandat duerch hiert jeeuweilegt Vollek, Europa eramanövriert hunn?

Hei wat mir virschloen: D'Chamber fuerdert d'Regierung an eng Motion op, den EU-Bäitritt vun der Tierkei ofzelehnen. D'Regierung soll de Verrieder vun der Tierkei onmëssverständlech soen, dass falls verhandelt géif ginn, d'Resultat nëmme eng privilegiéiert Partnerschaft mat der EU ka sinn. Deen Automatismus, deen elo als zwangsleefeg an als onwidderruffbar duergestallt gëtt an an eng EU-Vollmemberschaft soll resultéieren, ass inakzeptabel. Dësen Automatismus ass ondemokratisch. Ni haten déi europäesch Bierger hei hiert Wuert matzeshwätzen. Et goufe sou genannte Faits accomplis geschaf, ouni dass jee eng transparent a breet öffentlich Debatt iwwer d'Grenze vun der Europäescher Unioen stattfonnt huet. Haut ass deen historisches Moment fir dese Mechanismus ze stoppen.

Bis elo gouf mat enger Salamtaktik verfuert, fir eis kënnen ze soen, Dir hutt net Onrecht, mä et ass elo leider ze spéit, et ass versprach, mir hu kee Choix méi. D'Entscheidung ass schon 1963 gefall, soen déi eng. Déi aner soen, et wier eréischt 1999 zu Helsinki gewiescht, a fir Drëtter wor et 2002 zu Kopenhagen.

All dës Décisionen hu keng demokratesch Legitimation. Mat dësem ondemokrateschen Taktiere muss elo Schluss sinn. Mir wëlle kloer Verhältnisse. Et ass dat wat mir an onser Motion proposéieren.

Mir schloen awer och eng wierkelech Alternativ vir. Den Opbau, zesumme mat deene Länner vun Mëttelmierraum, déi et wëllen, vun enger méi breeder Gemeinschaft vu Wuelstand a Friden, eng Gemeinschaft vu géigesäiteger Ennerstëtzung a Verpflichtung, d'Euroméditerranée; d'EU op där enger Säit, mat hirer op gemeinsame Wäertvirstellung berouender Identitéit an op där anerer Säit d'Länner vun Mëttelmierraum mat hirer Identitéit, awer mat eis verbonden an enger enker privilegiéierter Partnerschaft.

Dat ass e politeschen Zukunftsprojet, dee vill méi gerecht an equilibriéiert ass wéi eng Zwangs-gemeinschaft an där déi eng sech fir déi aner verbéie mussen. Eis Propos ass eng vill méi positiv Approche, den tierkeschen Dilemma am Intérêt vun der Europäescher Unioen ze léisen. Wann dës Regierung, Här Ausseminister, de 17. Dezember Jo seet zu Bäitrittsverhandlung mat der Tierkei, da gëtt d'Tierkei EU-Member, well et ass sécher, dass d'Europäesch Unioen der Tierkei net seet: „Mir hunn elo fënnf Joer verhandelt, et ass domm gaangen, Dir gitt awer net Member.“ Et heescht also haut an elo eng historesch Décision huelen.

Ech soen lech Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés, considérant

- que l'adhésion de la Turquie constituerait une décision d'une dimension historique pour l'avenir de l'Union européenne, donc aussi pour l'avenir du Luxembourg;

- que l'article 49 du traité sur l'Union européenne dit «Tout État européen (...) peut demander à devenir membre de l'Union européenne»;

- que la Turquie n'est pas un État européen alors que 95% de son territoire national se trouvent au Moyen-Orient;

- que l'Europe n'a pas vocation à s'élargir indéfiniment et, a fortiori, à des pays non européens;

- que la Turquie présente toujours des problèmes d'application des

droits de l'homme, en particulier vis-à-vis des femmes et de la minorité kurde;

- la négation continue du génocide infligé au peuple arménien;

- la charge financière exorbitante qu'entraînerait l'adhésion de la Turquie pour le budget européen au détriment des autres membres de l'Union;

- la position géopolitique de la Turquie et ses relations tendues avec la plupart de ses États voisins;

- que l'Union européenne en intégrant la Turquie deviendrait partie prenante dans la plupart des conflits du Caucase et du Proche et Moyen-Orient;

- la forte immigration à laquelle l'Union européenne devrait faire face suite à une pleine intégration de la Turquie;

- le contexte actuel marqué par le terrorisme et la poussée de l'islamisme;

- la forte croissance démographique de la Turquie et son important poids politique future dans une Union européenne envisageant d'introduire, via le traité constitutionnel, un critère de population dans son processus décisionnel;

- l'article 56 du traité établissant une «Constitution pour l'Europe» prévoyant la conclusion d'accords spécifiques de relations privilégiées de l'Union avec ses États voisins;

- que si des négociations ont lieu avec la Turquie elles ne doivent pas viser une adhésion, mais la possibilité d'aboutir à un accord de partenariat privilégié auquel d'autres pays de la Méditerranée pourraient également être associés;

- que l'unanimité est requise pour toute décision au Conseil européen et donc qu'aucune décision ne peut se prendre sans l'accord de Luxembourg;

demande au Gouvernement

- de s'opposer, lors du Conseil européen du 17 décembre 2004, à toutes négociations en vue d'une adhésion de la Turquie à l'Union européenne;

- de proposer, lors du Conseil européen du 17 décembre 2004, que les négociations avec la Turquie visent à conclure un accord de partenariat privilégié.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

M. le Président. - Merci, Här Henckes. Als éischte Riedner ass den Här Michel Wolter agedroen. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Michel Wolter (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Bäitritt vun der Tierkei ass e Sujet, dee mat vill Passioun diskutéiert gëtt. D'Kenntnis respektiv d'Onkenntnis iwwer Geschicht, Kultur a Leit vun engem Land, dat um Rand vun europäesche Kontinent läit, d'Relioun a senger Populatioun, an dat wat vill Leit haut mat där Relioun a Verbindung bréngen, nämlech islamesch Fundamentalismus an Terrorismus uechtert d'Welt, droen dozou bäi, dass déi allgemeng Perception vun der Tierkei an der Europäescher Unioen eng ass, déi d'Opnam vu Bäitrittsverhandlungen net zu engem Fait divers vun der europäescher Agenda maachen.

D'Tierkei ass zënter fënnf Jorzéngte mat Europa enk verbonden. Si ass Grënnungsmember vun der NATO, Member vum Europarat zënter 1950, mat der EG associéiert zënter 1963. D'Tierkei huet hir Bäitrittsdemande zur europäescher Gemeinschaft 1987

gestallt an d'Zollunioen tëschent der EU an hir ass zënter 1995 a Kraaft.

1999 hunn déi europäesch Stats- a Regierungschefen um Sommet vun Helsinki d'Tierkei als Candidatestat confirméiert an hir Adhésionsvotatioun ennerstrach. Schlussendlech läit säit dem 6. Oktober 2004 déi nuancéiert positiv Recommendation vun der Kommissioun vir, déi dem Europäesche Conseil un d'Häerz leet, d'Opnam vu Bäitrittsverhandlung mat der Tierkei am Dezember ze beschléissen. D'Entwécklung vun de Relatiounen vun der Tierkei mat der EU sinn deemno am Laf vun de Joren a Jorzéngte lues a lues a Richtung Bäitrittsverhandlungen erausgelaf.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Opnam vu Bäitrittsverhandlung rufft déi enorm Erausforderungen an Erinnerung, déi mat enger tierkescher EU-Memberschaft verbundene wieren. Dës Erausforderungen ergi sech aus der Gréisst vum Land, et ass annerhalfe Mol esou grouss wéi Frankräich; aus senger geographescher Situatioun tëschent Europa an Asien; aus de Relatiounen mat sengen Nopeschlänner wéi dem Irak, dem Iran, Syrien an Armenien; aus senger Populatioun vun haut 70 an an 20 Joer tëschent 90 an 100 Millioune Awunner.

Erausforderungen ergi sech awer och aus dem Zoustand vun der tierkescher Wirtschaft, déi zwar déi 21. Economie weltwäit ass, mä awer nëmme e PIB pro Kapp vun och 21% vun der aktueller Unionsmoyenne erbréngt. Dobäi soll een allerdéngs net ennerschloen, dass dat zimlech genee den Niveau ass vu Rumänien a Bulgarien, déi 2007 sollen der Unioen bäitrieden.

En tierkesche Bäitritt géif ouni all Zweifel eng spierbar Belaaschtung vun europäesche Budget um Niveau vun der Landwirtschaft an de Strukturfonng bedeiten. Esou e Bäitritt kann deemno eréischt erfollegen, nodeem déi finanziell Perspektive fir d'Unioen iwwer 2014 eraus virleien. Och d'EU muss an der Perspektiv vun engem Bäitritt vun der Tierkei Efforte maachen. Dat ka keen unilaterale tierkeschen Exercice sinn, wa mer dem tierkesche Bäitrittswunsch wëllen op fair Manéier begéien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Opnam vu Bäitrittsverhandlung mat der Tierkei ass net gläichbedeitend mat dem Bäitritt vun der Tierkei. De Bäitritt u sech gëtt konditionéiert duerch en erfollegräichen Ofschluss vun engem Prozess, deen d'Wiese vum tierkesche Stat beréiert an net wäert onverännert loosse. D'Tierkei ass zu esou engem Prozess bereet, a mir hunn et géschter nach aus dem Mond vun hirem Premierminister hei an der Chamber héieren; an dës Bereetschaft verlaangt eise Respekt.

D'Opnam vu Bäitrittsverhandlung selwer ass nëmme méiglech ginn op Grond vun deene konsequente Changementer, déi an deene leschte fënnf Joer an der Tierkei stattfonnt hunn. Ech mengen domat ongezielt Verfassungs- a Gesetzesännerungen, d'Ofschaf vum der Doudesstraf, d'Erlaabnis vum Gebrauch vun der kurdescher Sprooch, d'Stärkung vun der ziviler Administratioun an déi faktesch Aschränkung vun der Roll vun der Arméi. Am Résumé bedeit dëst, dass déi wesentlech politesch Kritären, déi e Bäitrittskandidat muss erfüllen, haut vun der Tierkei erfüllt ginn.

Mä wéi scho gesot, d'Opnam vu Verhandlungen ass eng Saach, de Bäitritt ass eng aner. Et si ronn 30 Verhandlungskapitelen ofgeschléissen ier et zu engem Bäitritt ka kommen. All eenzelt vun dese Kapitele muss mat Succès ofgeschloss ginn, Ausnahme ginn a goufen et fir kee Kandidat, et kann och keng fir d'Tierkei ginn. D'Europäescher Unioen muss der Tierkei am Laf vun dësem Prozess schou-

nungslos bäibréngen, wat et heescht zu Europa ze gehéieren an Deel vun politeschen Europa wëllen ze sinn. Dat bedeit net nëmme Demokratie a Mënscherechter, wirtschaftlech Stäerke a Währungsstabilitéit, et bedeit och eng bestëmmte Kultur vu Sozialpolitik vu Familljepolitik, vum Respekt an der Förderung vun der Roll vun der Fra an et bedeit kulturell, reliéis, gesellschaftlech a mënschlech Toleranz.

Donieft gëtt et weider Elementer, déi een direkten tierkesche Bäitritt zum heitegen Zeitpunkt onméiglech géife maachen. All Joer ginn nach ëmmer honnerte vun individuelle Folterfall aus der Tierkei gemellt, och wann net méi sou genannt systematesch gefoltert gëtt. Ob eng Persoun allerdéngs Affere vun engem Systematik oder vun individuellem Feelverhaale gouf, ass hir zimlech egal.

All Joer ginn nach ëmmer ronn 2.000 Asylanten aus der Tierkei an der Gemeinschaft opgeholl, dat kann net esou bleiwen. E Land, wat als EU-Member soll potentiell um System vum sécheren Drëtstat deelhuele, ka kee Land sinn aus deem nach ëmmer Leit fortlafen an an der Unioen Asyl sichen. D'Relatiounen mat Zypern an Armenien sinn net gekläert an och dat kann net esou bleiwen. Et ass ondenkbar, dass e Memberstat vun der EU en anere Memberstat net unerkennt, an et ass ondenkbar, datt e Memberstat vun der EU seng Grenz mat engem friddlechen Nopeschland zou léisst. All dës Froe muss beäntwert ginn, ier een un en tierkesche Bäitritt denke kann.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op där anerer Säit, an dat muss een och soen, kann een e Land a seng Leit net éiweg hinhalen. D'Tierkei huet an deene leschte Jore vill versprach kritt. Déi europäesch Votatioun ass op ville Plazen ennerstrach ginn. Elo no immensen tierkesche Virleeschungen ass eng europäesch Géigeleeschtung néideg. D'Opnam vu kontrolléierten a regelméisseg evaluéierte Bäitrittsverhandlungen ass haut eng europäesch Verpflichtung géigeniwwer engem Land, dat iterativ widerholl huet, dass et Member vun der Unioen wëllt ginn, awer och géigeniwwer engem treien Alliéierten, dee sécherheets-politesch ëmmer fest op eiser Säit stoung.

D'Tierkei ass e Stabilitéitsfaktor am Balkan, deem seng Staten och d'Votatioun hunn der EU unzegehéieren, an doriwwer eraus. D'Tierkei ass Deel vun enger europäescher Friddensuerdnung a vun der Friddensuerdnung ronderëm Europa. Europa u sech ass nach ëmmer a besonnesch eng Friddenspolitesch Enterprise, déi fir Stabilitéit a Sécherheet op eisem Kontinent suert. Hei kann d'Tierkei an a mat Europa eng Roll spillen, déi soss kee vun den europäesche Partner kéint iwwerhuelen. D'Tierkei ass deen eenzege wierkelech demokratesch konstituéierten a laizistesche Stat mat enger moslemescher Populatioun.

Si ass d'Paart op dat turksproocheg Zentralasien, e Raum, dee sech bis China erstreckt an 150 Millioune Leit zielt. Si ass Member vun der Konferenz vun den islamesch Staten an ennerhält gläichzäiteg besonnesch privilegiéiert Relatiounen mam Stat Israel. A schlusslech liewen zu dësem Zeitpunkt schon iwwer dräi Millioune Tierken an der Europäescher Unioen, deenen hir Integratioun e wichtige Faktor vun der Kohesioun vun de Gesellschaften a Länner, wéi Däitschland, Frankräich, Éistraich an Holland ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Evaluatioun vun Inhalt a vun den Etapperesultater vu Bäitrittsverhandlungen ass e béidsäitege Prozess. Et sätzen zwee Partner um Dësch, déi kënnen zur Konkusioun kommen eenzel oder zesumme weiderzufueren, d'Negociatiounen aussetzen oder ofze-

brächen. D'Verhandlung muss mam Zil vun Bâitrëtt opgemaach ginn, well dat de Sënn vun Bâitrëttverhandlungen ass. Mä de Bâitrëtt ass net d'office d'Resultat vun de Verhandlungen. Wouhinner dee laange Wee féiert, dee mat engem Beschloss fir d'Opnam vu Verhandlungen elo soll ugoen, dat wäert den Inhalt, d'Atmosphär an de Fortschritt vun dëse Verhandlungeweise mussen.

Loosse mer deemno déi legitim Erwaardung vun de Partner an déi objektiv Fortschreter vun deene Verhandlungen, déi elo sollen ugefaange ginn, éierlech a fair begleeden an evaluéieren. En tierkesche Bâitrëtt an d'Unioen ass dann, awer nëmmen dann, wann e gutt preparéiert gëtt, wann en aus deene richtige Grënn stattfënt a wann en de Leit an deenen nächste Jore begräiflech gemaach ka ginn, eng Beräicherung fir Europa.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Als nächste Riedner ass den Här Goerens ageschriwwen. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Goerens (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet haut am Fong drëm fir Stellung ze huelen ze enger Antwort, déi d'Letzbuurger Regierung de 17. Dezember soll zu Bréssel am Kader vum Conseil européen mat ginn.

Mir wäerten iwwer eng Antwort schwätzen, wou et awer net esou sécher ass, ob mir iwwerhaapt wësse wéi d'Fro ass, déi gestallt gëtt, well wann ee sech dobaussen ëmfreet bei de Leit an et fret een, wouriwwer gëtt dann effektiv de Mëtteg an der Chamber diskutéiert, da mengen der ganz vill, et géif iwwer de Bâitrëtt vun der Tierkei an d'Europäesch Unioen diskutéiert ginn, an dat ass guer net de Fall. Et gétt haut de Mëtteg hei driwwer diskutéiert, ob mer der Regierung sollen e Mandat ginn oder ob mer d'Regierung sollen ënnerstëtzen, datt de 17. Dezember zu Bréssel si kann hiren Accord ginn zum Ufank vu Bâitrëttverhandlung vun der Tierkei an d'Europäesch Unioen. Dat ass d'Fro iwwer déi mir haut de Mëtteg hei solle befannen.

Am Virfeld vun där ganzer Debatt ass enorm vill polemisiert ginn an ech meng mir hätten Intérêt drun, fir d'Fro erëm op e sachleche Plang zrëckzekeréieren. D'Tierkei, an et ass grad vu mengem Virriedner rappeliert ginn, huet 1963 en Associatiounsvertrag mat der Europäescher Gemeinschaft gemaach an domat war schon d'Vokatioun zu engem spéidere Bâitrëtt mat verbannen. 1963 ass also schon eng wichteg Weichstellung gemaach ginn, et ass duerno och nach zu Rapprochement komm, ofgesi vun deenen enken transatlantische Bezéiungen, déi mir mat deem Land hunn.

Virun e puer Joer waren den Här Fayot an ech zesammen am Europaparlament wéi mir doriwwer diskutéiert an och ofgestëmmt hunn, ob d'Europäesch Unioen soll d'Tierkei an eng Zollunioen ophuelen. Ech hunn deemools am Europaparlament dergéint gestëmmt, well ech der Meenung war, datt eng ganz Partie Acquisen notament en matière de droits de l'homme an en matière de respect des minorités, net erfüllt waren. Ech hat awer kee Problem, datt aner Kollegen e positive Vote ofginn hunn, well am Fong wollte mer allegueren datselwecht.

Déi eng wollten duerch de Bâitrëtt vun der Tierkei an d'Zollunioen dozou bäidroen, datt dat Land kënnit Progressé maachen, an duerno si jo eng Partie Konditiounen nach no-geschoss ginn un déi d'Tierkei sech huet missen halen. An ech mengen et kann een och soen, datt déi Konditiounen, déi deemools vun europäescher Säit un d'Tierkei

gestallt goufen, hiert Zil erfëllt hunn, well et sinn enorm vill Progressé gemaach ginn.

1999 ass um Sommet zu Helsinki am Fong beschloss gi fir de Statut vum Kandidat vun der Tierkei ze akzeptéieren, awer net zu egal wat fir enge Konditiounen, an et ass ganz kloer rappeliert ginn, datt wann d'Tierkei eng kéier wëllt sech der Europäescher Unioen unnäheren au point fir selwer Member ze ginn, da misste Konditiounen erfëllt ginn, an déi Konditiounen, déi sinn och festgeluecht an de sou genannte Kopenhagener Kritären.

Just ee Wuert zu de Kopenhagener Kritären, si hunn dräi Kategorien. Déi éischt Kategorie geet nämlech iwwer de Respekt vun den Droits des minorités, de Respect vun den Droits politiques, also dat wat mir Critères politiques nennen, muss an engem zefriddestellende Mooss erfëllt ginn, fir iwwerhaapt kënnen der Kommissioun ze erlabe Feuvert ze ginn, fir déi Négociatiounen ulafen ze loosse, respektiv dem Conseil européen ze proposéieren mat deene Bâitrëttverhandlungen unzefänken.

An där éischter Kategorie vun de Kritäre vu Kopenhagen steet also ganz kloer, datt ee muss d'Menscherechter, d'Minoritéiterechter respektéieren. Elo kann ee soen, dat huet och schon d'Tierkei ënnerschriwwen vun deem Moment un, wéi se Member gouf vum Conseil d'Europe. Mir wëssen awer och, datt dat en Upassungsprozess war, deen am Chef vun der Tierkei net ganz einfach war, an duerch den Drock, dee progressiv exercéiert ginn ass op dat Land, an och duerch déi verschidden Overtüren, déi der Tierkei opgemaach goufen, war et méiglech, do Fortschreter ze erzielen.

Ech wëll nach eng kéier ganz kloer soen: Mir decidéieren haut net, ob d'Tierkei Member gëtt vun der Europäescher Unioen; mir decidéieren just, ob mir déi sukzessiv Perspektiven, déi d'Tierkei vun 1963 kritt huet bis haut, weider opliewe loosse oder net - wëssend datt am Endeffekt d'Fro sech eng kéier stellt, ob d'Tierkei daerf Member ginn, jo oder nee. Dat kann net a fennef Joer de Fall sinn, well souguer den Här Erdoğan huet gëschter zouginn, datt déi Négociatiounen schwierig ginn, an datt laang Zäit gebraucht gëtt bis d'Tierkei och do ka sech esou der Europäescher Unioen rapprochéieren, datt ee kann déi Fro mat Jo beäntweren.

Elo gëtt et e puer Manéiere fir déi Fro unzegen. Ech ginn dovun aus, datt déi Kollegen, déi hei intervenéieren, sech och Zäit geholl hunn, fir der Kommissioun vu Bréssel hire Rapport duerchzeliesen. Wann een zum Beispill kuckt, wat um wirtschaftleche Plang muss erfëllt si vu Konditiounen: Dat ass net esou ohne. D'Tierkei muss den Acquis vun der Europäescher Unioen akzeptéieren, an d'Tierkei muss och duerno wirtschaftlech prett sinn, fir kënnen d'Kompetitivitéitsregele vum Marché unique zum Beispill bei sech unzewenden. Dat sinn zwou Kategorie vu Kritären, déi müssen erfëllt sinn nieft där éischter Kategorie vu Kritären, nämlech dem Respekt vun de Menscherechter an dem Respekt vun de Minoritéiten.

Wann een elo d'Rapporte liest vun Amnesty international zum Beispill, da gesäit een, datt do nach Fortschreter musse gemaach ginn. Dat gëtt och souguer den Här Erdoğan zou; dat huet en och gëschter zouginn an deem Gespräch, dat e mat eis hat. Et muss een awer en Ennerscheid maachen tëschent der Folet, déi nach op verschiddene Plaze praktizéiert gëtt ouni den Assentiment vun den Autorités centrales oder vun den Administratiounen oder vun de Policeautoritéiten; et muss een en Ennerscheid maachen tëschent esou enger Haltung an där Haltung, wéi se nach bis virun e puer Joer an der Tierkei d'Regel war. Et gëtt haut net méi mat der Complaisance

oder dem Assentiment vun der Regierung respektiv vun de politeschen Autoritéiten an der Tierkei gefoltert. Dat weisen och d'Rapporten, déi vun deenen zoustännege Kontrollinstanzen agesat ginn.

Also, fir déi Bâitrëttverhandlungen, zu deenen et eiser Meenung no muss kommen, well se sech an der Logik beweegen vun deem, wat vun 1963 bis elo gemaach ginn ass, mussen duerno vun der Tierkei enorm vill Progressé gemaach ginn an deene verschiddenste Beräicher.

Dat geet iwwer den Transport, dat geet iwwer d'Frais de circulation vun de Produiten, iwwer d'Frais de circulation vun de Persounen, iwwer d'Nidderloosungsrecht, iwwer d'Wettbewerbsregelen, iwwer den Acquis en matière d'environnement, iwwer de Respekt vun de Libertés publiques, all de Regeln an den Acquisen, déi am Beräich Justice et affaires intérieures gemaach goufen, bis hin zu deenen anere Politiken, ob dat d'Agrarpolitik ass oder d'Handelspolitik, an esou weider. Do läit en enorm weites Feld virun eis.

Ech géif mer wënschen, datt déi Négociatioun fair gefouert ginn, dat heescht, datt d'Tierkei eng fair Chance kritt, an och gëschter huet de Premierminister vun der Tierkei hei net gesot, mir misste jo soen; en huet gesot: „Gitt eis eng fair Chance.“ An da jugéiere mir den Ausgang vun deene Verhandlungen op seng Mériten.

Fir et am Résumé ze soen, Här President, ass d'Haltung vun der Demokratescher Partei an där doter Fro déi, datt een engem Land, wat bis elo eng Serie vu Perspektiven opgemaach krut, och dës Perspektive soll weiderginn. Et soll een op kee Fall dës Perspektive verspären.

Eis Haltung ass ganz kloer: Neen zum Amalgam. Et daerf een dës Fro net vermësche mat anere Froen; et daerf een dës Fro net vermësche mat der Fro iwwer d'Konstitutioun jo oder neen, well se huet nëischt domadder ze dinn. Et daerf een och net eng Exklusiv aussprechen. Also, mir sinn och géint all Exklusiv, well soss muss een direkt nee soen, da brauch ee keng Verhandlungen unzefänken. Also keng Exklusiv a keen Amalgam, och keen Automatismus, well wann ee Bâitrëttverhandlungen opmécht, heescht dat net automatesch, datt een dozou scho jo gesot huet, datt ee schon eng definitiv Ausso mécht iwwer hiren Ausgang, soss brauch een net ze négociéieren.

Eis Haltung ass och ganz kloer déi, datt ee soll op eng korrekt Manéier jo an nee soen. Et gëtt eng Manéier fir jo ze soen, dat ass, wann een um Enn vum Prozess bei all deenen Etappe virdu jo gesot huet zu de Perspektiven. An de Jo kann nëmme just kommen, wa sämtlech Konditiounen vun der Tierkei erfëllt sinn, an nëmmen dann, wann d'Kommissioun au préalable de Rapport gemaach huet, deen dem Conseil européen an dem Europaparlament, déi an där doter Fro mussen tranchéieren, dat och suggeréiert. Eréischt da kann een um nationale Plang eng Décisioun huelen.

Elo gëtt et awer och Manéiere fir neen ze soen. Eng Manéier fir neen ze soen, dat ass jo ze soen zu de Verhandlungen a sech dann hanert engem eventuelle Referendum ze verstoppem, wëssend datt d'Opinion publique majoritairement dergéint ass. Dat ass ongeféier déi hannerhåtegest Manéier fir neen ze soen. Een, deen ze feig ass fir carément neen ze soen, dee ka jo soen zu de Bâitrëttserklärungen a jo zum Referendum. Et ass kee Fall bekannt - an ech hat gëschter och dem Här Erdoğan d'Fro hei gestallt

- et ass mir kee Fall bekannt an him och net, datt bei iergendengem anere Bâitrëtt an d'Europäesch Unioen am net Bâitrëttland e Referendum iwwer déi dote Fro ofgehal gi wier.

Ech géing et och onfair fannen. Ech woen nëmme just ee Moment drun ze denken, wat passéiert wier, wa mir deemools iwwer de Bâitrëtt vun dem Grënnungsstat Bundesrepublik an der Europäescher Gemeinschaft ofgestëmmt hätten hei zu Lëtzebuerg. Ech mengen net, datt mir majoritär dofir gewiescht wieren. Ech fannen, dat do ass eng Fro, déi muss tranchéiert ginn au niveau parlementaire. Mir kënnen net déi Fro do dem Populismus präisginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Charles Goerens (DP).- Eis Haltung ass awer ganz kloer déi: Keng Exklusiv, keen Automatismus, keen Amalgam an och keen Instrumentalisiéiere vun den demokratesche Meenungsprozessen an Décisionsstrukturen.

Här President, déi Fro hei ass vill ze vill eesch, fir se an e puer Minuten ze tranchéieren. Ech mengen, dat haut ass e gudden Usaz, et ass och gutt, datt mir doriwwer geschwat hunn. Mir wëssen d'Haltung vun der Regierung. Haut kënnen mir och d'Haltung vun deenen aneren Oppositionsparteien hei zur Kenntnis huelen. Meng Partei ënnerstëtzt also d'Regierung, och an deem, wat den Här Juncker gëschter dem Här Erdoğan gesot huet am Baisein vu sengem Ausseminister.

Mir mengen, et soll een der Tierkei déi Chance ginn, déi se verdéngt huet - net méi an net manner. Mir sollen d'Tierkei esou behandle wéi mir déi aner Länner behandelt hunn, hir eng fair Chance ginn, an au vu vun hire propre Mériten eis Décisioun à la fin du compte huelen. Dat kann ënner Emstänn eréischt am Joer 2020 de Fall sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Als nächste Riedner ass den Här Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, „D'Tierkei kommen.“, seet de Volleksmond, an denkt domat u Masse Leit, déi ons iwwerschwemmen, ons nei Gewunnechte bréngen, Aarbechtsplaze besetzen. Kommen d'Tierke wierklech? Neen, se kommen net, oder nëmmen, wa mir se ruffen, wéi an Däitschland an de 60er Joren.

D'Tierke bleiwe gradesou gär doheem ewéi mir, wa se doheem ze schaffen hunn, fräi sinn a sech wuel fillen. Mir wëllen hinnen dobäi hëllef. Mir maachen dat iwwerens schon an der Stratégie de préadhésion. Mir hunn 1995 eng Zollunioen mat hinnen ofgeschloss, fir dass si hir Wirtschaft entwéckele kënnen an hir Leit bei sech Aarbecht fannen. Mir maachen dat och aus egenem Interesse, fir de Fridden an där Géigend, fir d'Rou an d'Stabilitéit vun Europa, fir eng roueg an tolerant Relatioun mam Islam, well Islam an Demokratie zesummeginn an zesummegoe mussen.

Mir wëllen d'Tierken och net ouni weidere ophuelen. Mir stellen hinnen kloe Konditiounen. Si mussen se erfüllen, wa se Member vun der Europäescher Unioen wëlle ginn. Mir kënnen dobäi net een oder zwee Aen iwwer d'Problemer vun der Tierkei zoudrécken, mir mussen se grouss opdoen.

D'Tierkei war an ass nach ëmmer keen einfach Land. D'Tierkei ass net d'Schwäiz oder Lëtzebuerg. Déi modern Tierkei hat dräi Militärputschen - 1960, 1970 an 1980 - kann. Si huet e fofzënjährige Biergerkrich mat de Kurde kennt, dee 35.000 Doudecher mat sech bruecht huet. Si huet eng chronesch onstabel Regierung a se

huet haut eng islamesch Regierung, déi déi traditionell kemalistesch Majoritéit ofgeléist huet a Modernitéit an Demokratie duerstellt. Wéi laang déi politesch Stabilitéit dauert, weess haut keen.

Fundamental Problemer fir d'Zukunft vun tierkesche Statswiese wéi vun der Gesellschaft sinn d'Relatiounen tëschent dem politeschen an dem militäresche Pouvoir, tëschent dem Stat an der Relioun, tëschent dem Zentralstat an de kurdeschen an armenesche Minoritéiten, alles Problemer, déi net geléist sinn, héchstens um Wee vun der Léisung sinn.

Säit 2001 huet d'Tierkei, fir de Kopenhagener Kritären ze entsprechen, déif gräifend Reforme vun der Verfassung an der Gesetzgebung virgeholl. Si bréngen dat Land op de Wee vun enger moderner a fräier Demokratie. Zwou Froen eng ganz Partie ginn alldéngs ëmmer nach heftig an Europa diskutéiert wann iwwer d'Tierkei rieds ass, an ech wëll se hei kuerz évoquéieren.

Déi éischt ass: Besteet d'Tortur an der Tierkei weider an ass se systematesch? D'Fro vun der Tortur stellt kloer Froen op d'Funktionéiere vun engem Rechtsstat an dobäi och vun der Effikasitéit vun de Reformen, déi d'Politik an der Tierkei duerchgesat huet.

D'Menscherechtsvereenegung vun der Tierkei, déi sech ëm d'Tortur kloe bekëmmert, méllt fir 2003 925 Kloe an hiren Zentren, fir 2004 597, wouvun der 297 Torturen aus dem Joer 2004 concernéieren. 90% vun deenen Demandé betrefte politesch Fäll.

Dogéint gëtt et wéineg Fäll vu Gerichtsplainté géint d'Tortionnairen, awer vill Pressiounen géint d'Menscherechtsorganisationen. Déi Donnéeën erlaben ze konstatiéieren, datt d'Tortur an der Tierkei nach ëmmer besteet, dass se net vereenzelt ass, dass se besonnesch um Land an an der Militärzon grasséiert, an dass et nach ëmmer net evident ass, ob de politesche Pouvoir staark genuch ass, fir sech géint d'Militär duerchzusetzen. Wann och an de grouse Stied manifestement Verbesserungen agegatt sinn, kann een datselwecht net fir aner Géigende behaupten.

Déi zweet Fro ass d'Fro no der Stellung vun der Fra an der tierkescher Gesellschaft. Si gëtt vun den Tierke mat Kultur a Mentalitéiten erkläert. Dofir ass d'Légiolatioun sécher en avance op d'Mentalitéit, déi sech natierlech immens lues ännert. Bei der Schoulentrée zum Beispill am September 2004, ware 650.000 Meedercher net scolariséiert. Et ginn, wéi de Premierminister Erdoğan ons gëschter hei erkläert huet, grouss Efforte gemaach fir d'Aschoulung vun de Meedercher erbäizebréngen, mä déi Efforten hunn net aboutisséiert fir den Abléck.

Besonnesch och um Land ass d'Gewalt géint d'Fraen an de Famille grouss. Et gëtt nach ëmmer sou genannt Verbrische weinst der Eier a sou genannte Crimes d'honneur, besonnesch bei de Kurden. Och déi ganz Affär ronderëm d'Penalisatioun vun dem Adultère weist d'Problemer vun enger Gesellschaft, déi sech schwéier deet mat der Moderniséierung no westleche Kritäre weiderzekerommen.

Déi Feststellung weisen, dass d'Tierkei haut net zeideg ass fir an d'EU anzetrieden an dass nach vill dovunner ofhänkt, wéi dat Land sech an deenen nächste Joren entwéckelt. Dat géllt och fir verschidde Reaktiounen vun den Tierken Zypern a Griichenland géintwärt, dat géllt fir Minnefelder tëschent der Tierkei a Griichenland, déi nach ëmmer dat ugespaante Verhältnis tëschent engem Land vun der EU an der Tierkei bealaaschten.

Mir mussen déi grouss Problemer gesinn, déi sech an deem Land an och duerch dat Land stellen. Mir

mussen awer och déi grouss Opportunitéit vum der Tierkei gesinn. D'Tierkei huet säi Wee an Europa zu Europa hin 1923 ugefaangen, wéi dat Land sech zu enger demokratescher a laizistescher Republik ënnt dem Kemal Atatürk ëmgeandelt huet.

Nom Zweete Weltkrich ass d'Tierkei 1949 schonn direkt, also bei der Grënnung, Member vum Europarat ginn, 1951 Member vum der NATO, da vun der OCDE. Och huet d'Tierkei seng Kandidatur, fir Membre associé vum der europäescher Wirtschaftsgemeinschaft ze ginn, ganz fréi déposéiert, an 1963 ass den Accord d'association ënnerschriwwen ginn, an 1987 huet d'Tierkei seng Kandidatur agereecht, fir Member vun der Europäescher Unioun ze ginn.

Ech hu schonn op d'Union douanière vun 1995 higewisen, an iwwer verschidden Etappen ass et dunn zur Décisioun vum Europäesche Rot komm zu Helsinki 1999, fir d'Tierkei als Kandidat festzehalen.

De Conseil européen vum 17. Dezember dëst Joer soll also festleeën, ob de Respekt vun de politesche Kritäre vu Kopenhagen d'Ophuele vu Baitrëtsverhandlungen erméiglecht, an et ass gutt, dass den Här Goerens kloer drop higewisen huet, dass et sech nëmmen ëm d'Ophuele vu Verhandlungen handelt an net ëm iergendeen Ofschluss. Et ass also en Ufank mat deem mir hei befaasst sinn.

Deen Ufank vu Verhandlungen iwert de Baitrëtt vun der Tierkei an d'Europäesch Unioun ass also eng logesch Konsequenz vum Wee vun der Tierkei no Europa. A wa mer vun Europa schwätzen, schwätze mer net nëmme vun enger geographescher Entitéit, mir schwätze vun enger demokratescher Entitéit, enger politescher an och enger kultureller Entitéit, well déi Géigend vun der Tierkei ass och d'Wéi vum kulturellen Europa. Dat Land spillt eng grouss Roll am Mëttelmier an am Noen Osten. Mir kënnen net einfach d'Lueden erfloossen a maache wéi wann dat ons näischt u géif goen.

Dofir soe mir Jo zu Verhandlung mat der Tierkei, ënnt deene strikte Konditiounen, déi d'Kommissioun an hirem Bericht proposéiert. Et geet ons net nëmmen ëm en nach méi grouse Maart wéi mer e schonn hunn, et geet ons ëm eng Chance fir de Fortschritt an d'Besserstellung vun de Mënschen an der Tierkei an ëm de Fridden an der Géigend. Ob a wéi dat geschitt, muss d'Zukunft ons weisen. Dofir kënnen mir haut net soen, ob d'Tierkei a fënnf, an zéng oder a 15 Joer Member vun der Europäescher Unioun gëtt. Mir wëllen dofir de 17. Dezember 2004 eng Dier opmaachen, an net méi, just eng Dier opmaachen. Also net an d'EU erakommen, mä d'Dier fir an d'EU eranzekommen opmaachen. D'Dier zu enger Chance fir de Fridden, fir d'Stabilitéit an der Tierkei an och selbstverständlech an där Géigend an dofir och a ganz Europa.

Ech soen lech Merci.

Här President, ech wollt awer bei där Geleeënheet eng Motioun virleeën, déi ënnerzeechent ass vun dem Här Wolter, dem Här Goerens, dem Här Bausch, der Madame Err a mir selwer, déi eben dat confirméiert, wat déi viregt Riedner scho gesot hunn an héchstwahrscheinlech och weider nach wäerten ausféieren.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- *considérant l'accord d'association entre la CECA et la Turquie de 1964, prévoyant la perspective d'une adhésion future de la Turquie à la Communauté;*

- *considérant l'entrée en vigueur de l'union douanière entre l'Union européenne et la Turquie le 31 décembre 1995, ultime étape prévue par l'accord d'association;*

- *considérant les conclusions du Conseil européen d'Helsinki du 10 et 13 décembre 1999, qui réaffirment «le caractère inclusif du processus d'adhésion, qui regroupe (...) treize pays candidats dans un cadre unique» et qui confirment que «la Turquie est un pays candidat, qui a vocation à rejoindre l'Union sur la base des mêmes critères que ceux qui s'appliquent aux autres pays candidats»;*

- *considérant les conclusions du Conseil européen de Copenhague des 12 et 13 décembre 2002, stipulant que «si, en décembre 2004, le Conseil européen décide, sur la base d'un rapport et d'une recommandation de la Commission, que la Turquie satisfait aux critères politiques de Copenhague, l'Union européenne ouvrira sans délai des négociations d'adhésion avec ce pays»;*

- *considérant la recommandation de la Commission du 6 octobre 2004 invitant le Conseil européen du 17 décembre 2004 à décider l'ouverture de négociations d'adhésions avec la Turquie, en conditionnant le déroulement des négociations par une stratégie de trois piliers (processus de réformes, cadre de négociation, dialogue politique et culturel);*

invite le Gouvernement

- *à se prononcer en faveur de l'ouverture de négociations d'adhésion avec la Turquie en 2005 lors de la réunion du Conseil européen du 17 décembre 2004, en insistant sur le respect des critères formulés dans la recommandation de la Commission du 6 octobre 2004 tout au long du processus de négociation, qui sera dès lors un processus ouvert, sujet à évaluation régulière sur base de rapports établis par la Commission.*

(s.) *Ben Fayot, François Bausch, Lydie Err, Charles Goerens, Michel Wolter.*

M. le Président. - Merci, Här Fayot. Als leschten Diskussiounsriedner ass den Här François Bausch ageschriwwen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Damen an Dir Hären, d'Fro ass schonn e puermol de Mëtteg hei gestallt ginn, mä ech mengen, et drängt sech op, datt ee se nach eng Kéier stellt. Wat steet eigentlech haut de Mëtteg hei am Zesammenhank mat der Tierkei zur Debat?

Verschiede politesch Kräfte spille mat der Bevëlkerung andeem se virtäusche wéi wa schonn ënner Lëtzebuurger Présidence en Datum fir d'Ophuele vun der Tierkei als vollwäertegen EU-Member géif ustoen. Dat ass natierlech net de Fall. An deenen nächste Méint muss oder soll eng wichteg Tëschenetapp am Zesammenhank mat de Beméiung vum der Tierkei, fir sech zu enger vollwäerteger Demokratie zum europäesche Modell ze entwéckelen, ofgeschloss ginn. Fir des Beméiungen ze honoréieren an ze stärke sollen dofir definitiv Verhandlung mat deem Land opgeholl ginn, en vue vun enger eventueller zukünftiger Adhësioun.

Et ass schonn erstaunlech, Här President, Dir Damen an Dir Hären, dass zënter ee bis zwee Joer op eemol esou vill politesch Kräften d'Tierkei entdeckt hunn. Ech stelle fest, datt déi Problemer, déi vun deene Kräften do opgeworf ginn, nämlich d'Verletzung vun de Mëscherechter oder de Kurdeproblem, am aktuellste waren net an deene leschten zwee Joer, mä laang virdu, a si se do net entdeckt haten.

Déi Gréng haten dëst Land mat all senge Problemer schonn an den 80er an 90er Joren entdeckt, zu deem Zäitpunkt also, wou d'Verletzung vun de Mëscherechter oder d'Ënnerdrückung vu Minoritéiten, wéi dem kurdesche Vollek, beson-

nesch schlëmm waren. Dofir ware mir bis Enn den 90er Joren extrem zrëckhalend am Zesammenhank mat der Opnam vu Verhandlung mat der Tierkei a mir hunn um europäeschen Niveau méi wéi eng Kéier geholl op d'Brems ze trëpelen.

Déi, déi zënter ee bis zwee Joer awer d'Tierkei eréischt entdeckt hunn, do hunn ech de staarke Verdacht, déi hu se virun allem entdeckt, well se mengen, si kënten um Bockel vum tierkesche Vollek populistescht Kapital an hire Länner erausschloen. Si erhoffe sech politescht Kapital erauszuschloen doduerch, datt d'Bevëlkerungen an Europa aus verständleche Grënn, wéll ech hei betounen, sech Froe stellen oder veronsécher sinn. Dës Virgoensweis ass bei deene politesche Kräften zwar net iwwerraschend, mä ugesichts dem demokrateschen a friddenspoliteschen Enjeu, dee sech mat der Tierkei-Fro verbënnt, duebel bedauerlech an och geféierlech. Ech wëll an dëser Debat zu véier wichtige Punkte kuerz Stellung bezéien.

Éischt Fro, déi och schonn e puermol gestallt ginn ass haut de Mëtteg: Gehéiert d'Tierkei iwwerhaapt an d'Europäesch Unioun? Dës Fro ass eiser Meenung no historesch scho laang virun 1999 entscheet ginn, wou d'Land an der EU eestëmmeg den Titel als Baitrëtskandidat kritt huet. D'Tierkei ass historesch ganz enk zënter laangem mat Europa verbonnen. Schon d'Osmanesch Räich huet seng Spuren an Europa hannerlooss an ëmgedréint hunn déi al europäesch Muechten och ganz staark den osmaneschen Territoire politesch a kulturell, fir et emol esou gelinde auszedrücken, markéiert.

D'Tierkei ass net nëmme Member vun der NATO, mä och vun enger ganzer Rei vun europäeschen Institutiounen. Schon haut gëtt et privilegéiert Bezéiungen tëschent der EU an der Tierkei am Rahme vun der Zollunioun. Oft gëtt jo d'Fro gestallt, ob déi absolut prioritär muslimesch Bevëlkerung dann och wierklech interesséiert ass, der kulturell staark geprägter chrëschtka-thoulescher EU bäizetrieden.

Dozou wëll ech e gréngen Europa-Deputéiert mat engem éischter net europäeschen Numm, duerfir en awer net manner interessanten Numm, zitëieren, den Cem Özdemir. Wéi den Numm lech verréit kennt Der lech jo virstellen aus wat fir engem kulturellen Hannergrond, dass en hierkënn. Hien huet kierzlech an enger däitscher Tageszeitung dozou Folgendes bemierkt, an ech zitëieren: „Ginge es nach der Europa-Begeisterung der Bürger und Bürgerinnen in der Türkei, so müsste die Türkei sofort Mitglied werden“ an dann huet en a Klammern hannendru gesat „und etwa Großbritannien sofort austreten.“

Zweete Punkt: Wat ass säit 1999 an deem Land alles geschitt? Bannent dräi Joer huet an deem Land eng politesch Revolutioun stattfonnt. Néng grouss Gesetzespaquete si verofschiert ginn, fir d'Tierkei un d'EU-Recht erunzebréngen. Dorranner goufen ënner anerem décidéiert: d'Ofschaffung vun der Doudesstrof, d'Gläichstellung vu Mann a Fra, Respekt vun de Minderheetererchter, Pressefräiheet, Fräigab an Agliddung an de Schoulsystem vun anere Sproochen, déi vu Minoritéiten an der Regioun geschwat ginn, dorënner och kurdesch, d'Reform vum gesamte Justiz- a Strofvollzuch, an doriwwer eraus ass den Afloss vum Militär a vum nationale Sécherheitsrot an der Tierkei op d'Politik daitlech beschnidde ginn.

All dës Reforme wäeren ni geschitt, wann net eng Perspektiv bestanen hätt an der Tierkei fir e Baitrëtt an

d'Europäesch Unioun, an déi Regierung, déi de Moment um Pouvoir ass, konnt se nëmmen duresetzen, well dës Perspektiv bestanen huet.

Une voix. - Très bien.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Drëtte Punkt: Wou gëtt et nach Mängel a wat bleift nach ze maachen an der Tierkei? Och wann dës Ustregunge méi wéi begrëssenswäert sinn, esou sinn awer nach vill Mängel feststellen, virun allem bei der Ëmsetzung vu Gesetzestexter an d'Praxis happert et nach ganz staark.

Zum Beispill - an dat ass och schonn de Mëtteg ugeschwat ginn - gëtt et nach ëmmer keng konsequent Ënnerbannung vu Folter oder vum net Anhale vun de Mëscherechter an der Tierkei. Do muss een awer dobäi soen, et wär jo erstaunlech, wann an engem Land, dat eréischt zënter e puer Joer aus enger Militärdiktatur erauskënn, wann do géing esou rapid um Terrain, och vun deenejénigen, déi virdu gewinnt waren d'Mëscherechter net ze applizéieren an net ze akzeptéieren, déi elo an der Praxis kënnen einfach esou akzeptéiert ginn. Do hannendru verstoppt sech natierlech eng ganz komplizéiert Reform fir d'Tierkei, nämlich déi vum gesamte Polizei-, Justiz- a Militärapparat. A wann ee weess natierlech, dass deen d'Soen absolut hat während laange Joren, da weess een, dass dat net esou einfach ass.

Weider Theme sinn d'Sécherstellung vun der Schoulausbildung fir Meedercher a Fraen. Ech wëll awer nëmmen e puer Sujeten opnennen - et gëtt der nach eng ganz Rei anerer och am ekonomesche Beräich, déi scho vu ville vu menge Virriedner hei ugeschwat gi sinn. Mir mengen als Gréng, dass eng réckwärtsgewandte Politik, wéi zum Beispill de Versuch fir den Ehebroch ënner Strof ze stellen, d'Tierkei sech net ka leeschten, wa se déi geréngste Chance wëllt hunn iergendwann eng Kéier an d'EU ze kommen.

A ville gesellschaftleche Beräicher wäerten an deenen nächste Jore weider staark Ustregunge vun der Tierkei verlaangt ginn. Mä wann een awer déi dräi Recommandatioune kuckt, déi dräi Hauptpilieren kuckt, déi d'EU-Kommissioun an hirem Ofschlossrapport festgehale huet am Kader vun enger eventueller Opnam vu Verhandlungen, da gesäit een, dass grad déi dräi Pillieren - an ech hu leider net genuch Zäit fir se am Detail elo hei opzezielen - wäerten dozou bäidroen, dass deen néidegen Drock entsteet, fir dass an deenen do Beräicher och eppes geschitt.

Mä virun allem muss ech awer och hei soen, dass et net stëmmt wa behaupt gëtt den Tierkei-Prozess, dat wier schonn alles décidéiert, do wär kaum nach eppes drun ze rüttelen. Grad an deenen dräi Pillieren ass am Detail beschriwwen wéi dee Prozess soll oflafen, dass en oppen ass. Virun allem sinn och all déi laang lwwergankszäiten an och zousätzlech Sonderregelungen, zum Beispill an de Beräicher Strukturpolitik, Landwirtschaft, Fräizügegkeet vun den Arbeitnehmer, also Schutzklauselen, do virgesi fir onbehellegt op den europäesche Marché ze kommen. All déi Saache sinn dora virgesi.

A virun allem déi drëtt Sail, an dat géing ech soen ass nach bal déi wichtegst fir déi nächst Joren, niewent de Reformprozesser, déi domat ënnerstëzt ginn an der Tierkei selwer, dat ass, dass virgesinn ass fir de politeschen a kulturellen Dialog tëschent de Mënschen an der Tierkei an der Europäescher Unioun méi ze fördern, d'Leit méi zesammenzebréngen an an deem Kontext virun allem e staarkt Gewiicht op d'Zivilgesellschaft ze setzen.

Als Konklusioun, Här President, déi gréng Fraktioun ass der Meenung,

dass d'Opnam vu Verhandlungen aus folgenden lwwerleeunge richtig an och wichtig ass.

Éischtens fir den demokratesche Prozess an dësem grouse muslimesche Land ze stäerken. Zweetens well d'Tierkei als Grenz zum Noen Oste fir d'EU vu besonneger Bedeitung ass a schlussendlech well d'Gelänge vun engem sozialen an demokratesche Reformprozess an der Tierkei e wichteg Zeechen an eng nei Hoffnung fir eng ganz Regioun ka sinn.

Mir hunn dofir och déi gemeinsam Motioun vun der CSV, der LSAP an der DP mat ënnerschriwwen, well se déi am Moment wichtegst Forderung am Zesammenhank mat der Tierkei-Fro fir d'EU an domadder och fir Lëtzebuerg klärt, nämlich d'Opmaache vun engem Verhandlungsprozess mat engem oppenen Enn, dat heescht wou net vu videran e positiv Resultat muss onbedéngt erauskommen.

A schlussendlech, Här President, déi Gréng sinn der Meenung, ob d'Endresultat positiv wäert sinn hantk virun allem vun der Tierkei herno selwer of, nämlich ob dëst Land bereet ass oder fäeg ass europäesch Standarden an Normen ze erfüllen. Mir wëllen deem Land déi Chance ginn a mir mengen, dass et net nëmme fir dat Land eng Chance ka sinn, mä doriwwer eraus fir d'gesamteuropäesch Unioun an och wäit doriwwer eraus.

An deem Sënn wäerte mir selbstverständlech och déi Motioun vun haut mat stëmmen an aus deemselwechte Grund evidenterweis ënnerstëtze mer och d'Positioun vun der Lëtzebuurger Regierung.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Bausch. D'Wuert huet elo den Här Ausseminister Jean Asselborn. Här Ausseminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration. - Här President, Dir Damen an Dir Hären, mir schwätzen effektiv de Mëtteg jo iwwer ee vun deene wichtigste Sujeten, déi d'Zukunft vun der Europäescher Unioun uginnt, nämlich d'Türkei. Ech wëll vläicht am Numm vun der Regierung och hei ganz kuerz véier Aspekter uschniden, déi d'Relatioun mat der Türkei versichen erënzespigelen.

Fir d'éischt, an de François Bausch huet schonn ugesat gehat: Huet d'Türkei eng europäesch Vokatioun? Déi zweet Fro: Huet d'EU Interessen an enger Membershaft vun der Türkei? An déi drëtt Fro: Ass d'Türkei prett? Wat sinn déi grouss Erausforderungen an dësem Prozess? An da véiertens: Wou sti mer, wat sinn d'Déciounen, déi ze huele sinn?

Bei der Fro, ob d'Türkei eng europäesch Vokatioun huet, wëll ech awer vläicht virewech hei festhalen, dass d'Europäesch Unioun - an ech mengen do sidd Der alleguerete mat mer d'accord - eng Communautéit vun demokrateschen an humanistesche Wäerter ass, eng Communautéit, déi verbënnt an déi Gemeinsamkeeten erschléisst, net ausschléisst.

D'Türkei ass historesch gesinn ee vun de Foyere vun der europäescher Entwécklung. D'Stied Ephesus, Bodrum, Myra a Klengasien un der Ägäis weisen et. Dat si Stied, déi virun 2.000 Joer am beschte Sënn vun Wuert schonn europäesch waren. Konstantinopel, Istanbul huet laang als zweet Roum gegoll an der Zäit vun de byzantinesche Keeser. Eis europäesch Jurisprudenz geet op de Kodex vum Justinian am 5. Jorhonert zrëck, all seriösen Affekot weess dat. Op de Fundamentar da vun der Antik an dem byzantinesche Räich rout zum Deel déi otomanesch Zivilisatioun, déi et notament an der Architektur an am Art décoratif zu enger grousser Bléi bruecht huet.

Et kann ee soen, dass ausser Roum keng aner Stad esou vill an esou déif gräifend Wuerzelen an Europa huet. D'Geschicht ass en zolidd Fundament op dat mer eis gemeinsam Zukunft opbaue kënnen. D'Tierkei huet sécherlech eng ganz aner Kultur wéi mir hei zu Lëtzebuerg. Mä och d'Grüchen hunn eng ganz aner Kultur wéi d'Iren, an d'Portugisen hunn eng ganz aner Kultur wéi d'Dänen. An dach sinn dës Länner ënner engem Daach, dee mer Europäesch Unioun nennen.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

D'Tierkei ass - dat ass och schonn dacks hei gesot ginn de Mëtteg - ee musulmanesche Stat, dee laïque ass, an dat - dat muss een ënnersträichen - zënter 80 Joer. Eleng d'Erausfuerverderung fir iwwert d'Reliounen ewech, iwwer d'Mentalitéitsstaben ewech der europäescher Wäertegemeinschaft eng Dimensioon vun engem neien Ausmooss ze ginn, engem Ausmooss vun Toleranz, vu Respekt a vu Versteedemech, ass jo eng formidable Aufgab fir béid Säiten.

Bei der Fro da vun den Interesse vun der Europäescher Unioun un engem Bäitritt vun der Tierkei ass un éischer Plaz eng Schinn ze fueren, déi a mengen Ae manner philosophesch wéi och strategesch natierlech ass. D'Bréck tëschent der westlech geprägter Kultur an dem Orient ass unni d'Tierkei net esou ze intensivéieren. Mat der Tierkei kritt awer dës Konstruktioon eng ganz aner Bedeitung. De Friden an der Europäescher Unioun, dat muss mer hei wëssen, d'Stabilitéit, den Impakt vun der Europäescher Unioun op der Weltbühn steet an dëser Fro mat um Agenda.

Also, eleng aus dëser Sicht gesinn huet net d'Tierkei eleng an Intérêt an d'Europäesch Unioun ze kommen, och d'EU huet Avantagen ze erwaarden, also ass dëser Optik och vill Gewicht bäizemoossen.

De Rapprochement vun de Kulturen, strategesch wéi politesch Perspektive si vu grousem Wäert, mä och terre à terre, dat muss ee gesinn. Et dierf een deen ekonomesche Plang net ënnerschätzen. D'Tierkei ass e Maart mat Zukunft. En Abannen an d'Europäesch Unioun dréit dozou bái dës Relationen ze stäerken. Den Intérêt fir d'Europäesch Unioun un enger Memberschaft vun der Tierkei ass also evident.

Wat sinn d'Erausfuerverderungen? An der Tierkei liewen elo 65 Milliounen Leit. Am Joer 2020 wäerten et 80 Milliounen sinn, esou vill wéi der haut am gréisste Land vun der Europäescher Unioun liewen, an Däitschland.

Angscht an der EU mécht ee méiglechen Awanderungsdruck op eis Länner. Dëse Phenomeen stellt sech iwweregens bei all Erweiderung. Am Fall vun der Tierkei ass dës Punkt, wéi mer wëssen, vu primärer Wichtigkeit. Dass also laang Periode vun Transition bei der Zirkulationsfräiheet agebaut muss ginn, ass onëmginglech. Hei ass vun zéng a méi Joren als lwwergangsperiod auszegoen.

Aus finanzieller Siicht gëtt, oder dat ass de Mëtteg versicht ginn ze maachen, eng méigleche Adhësion vun der Tierkei als Gouffre financier duergestallt, mä loosse mer dat emol schéi realistesch a roueg maachen. Hei géllt et vir ewech am Agrarsektor selbstverständlech och eng lwwergangsperiod anzubauen. Et kann een op der Basis vun där heiteger Politique Agricole Commune, der PAC, mat enger EU-Ausgab vun iwwer fënnf Milliarde pro Joer fir d'Tierkei rechnen. Loosse mer emol eng Relation hierstellen, dat wiere 50% vun deem, wat haut Frankräich kritt.

An der Strukturpolitik ginn d'Zuwendunge ganz kloer geschat vun der Kommissioon a vun anerem Or-

ganismen an der EU op zéng Milliarden Euro. Mat fënnf Milliarde Contributioun vun der Tierkei ass awer och am Géigesaz ze rechnen. Also ronn zéng Milliarden Euro géif dat den EU-Budget kaschten am Joer; graff betruucht. Wann een dat rechent op d'Awunnerzuel vun den Europäer: 20 Euro pro Joer. Also ass et kee Gouffre.

Déi gréissten Erausfuerverderung, an do sinn ech mat all deene Leit d'accord, déi dat hei ugeschnidden hunn - déi véier lescht Riedner -, ass de Reformprozess a Saache Mënscherechter an Demokratie. Ech hunn och hei net d'Zäit am Detail op d'Evolutioun anzegoen. Festhale muss een awer, dass zënter dem Conseil européen vum Dezember 1997 zu Lëtzebuerg enorm Fortschreitter gemaach gi sinn.

D'Doudesstrof ass stufeweis, elo 100% ofgeschaaft an deem Land. D'Expressionsfräiheet, d'Manifestationsfräiheet, d'Rechter vun de Minoritéiten, d'kulturell Rechter, d'zivil Kontroll iwwert d'Arméi an a Saachen Tortur ass d'Nulltoleranz am Gesetz - ech soen: am Gesetz - verankert, an déi türkesch Autoritéiten hu selbstverständlech all Zewiderhandlungen opzedeeckt an ze sanktionéieren.

All dës positiv Développementer hunn d'EU-Kommissioun dozou gefouert ze schlussfolgeren, dass d'Kopenhagener Kritären zefriddestellend, ech betounen zefriddestellend, op franséisch suffisamment, erfüllt sinn. D'Mise en oeuvre vun all dëse Reforme muss selbstverständlech mat Determinatioun weidergefouert ginn.

Eleng um Gebitt - an dat muss ee mengen ech de Kollege vum ADR soen - vun den individuelle Fräiheete sinn an de leschte Jore fir 65 Milliounen Leit entscheidend Verbesserungen an der Tierkei Realitéit ginn, an dat duerch d'Tatsaach, dass de Wëlle besteet, eng EU-Memberschaft unzestriewen. Dës Dynamik dierf net gebrach ginn, un éischer Plaz am Intérêt, ech soen et nach eng kéier, vun de Mënscherechter.

Leschte Punkt dann: Wou sti mer haut, wat sinn d'Déciounen, déi ze huele sinn? Zënter dem Associatiounsaccord tëschent der CECA an der Tierkei 1964, sinn dräi Etappen ze ënnersträchen:

- Dezember 1999 zu Helsinki: De Conseil européen seet, dass d'Tierkei Kandidat ass, wou sech déiselwecht Kritären ze applizéieren hu wéi fir déi aner Länner;

- Dezember 2002 zu Kopenhagen: De Conseil européen hält fest, dass d'Kommissioun am Joer 2004 ee Rapport mécht - mir wëssen, dass dat jo geschitt ass am Oktober - mat enger Recommendation, an dass dann de Conseil européen decidéiert, ob d'Négociatiounen unni Délai mat der Tierkei opgeholl ginn;

- déi drëtt Etapp, de Rapport vun der Kommissioun gëtt Feu vert, e formuléiert awer engersäits wéi d'Verhandlung solle gefouert ginn an anerersäits hält e fest, dass dës Prozess en oppene Prozess bleiwe muss, dat heescht ënner anerem, dass d'Négociatiounen ze all Moment opgrond vun engem Kommissionsrapport ënnerbrach kënnen ginn.

D'Lëtzebuurger Regierung ass dofir, dass d'Déciounen vu Kopenhagen respektéiert gëtt. Dass folglech keng nei, zousätzlech Etappen elo definéiert ginn. Dofir ass d'Motioun, déi hei ënnerschriwwen ginn ass vu véier Parteien, an déi den Här Fayot abruucht huet, ganz am Sënn vun der Démarche vun der Regierung.

Ech wéilt hei ënnersträchen, dass d'Lëtzebuurger Regierung net mat enger Formel wéi se erfongt ginn ass déi Sait der Musel, déi heescht „privilegierte Partnerschaft“, d'accord ass.

D'Tierkei ass elo schonn, Dir Damm an Dir Hären, e privilegierte Partner vun der Europäescher

Unioun duerch d'Zollunion, déi jo ënnerschriwwen ginn ass 1995, an och duerch „Berlin Plus“. Aus mengersicht, dat soen ech hei ganz kloer, huet d'EU all Interesse, et mat enger Tierkei ze dinn ze hunn, déi Member vun der Europäescher Unioun wëllt ginn, anstatt mat enger Tierkei, déi näischt vun der Europäescher Unioun wësse wëllt, dést och am Interesse vun der Stabilitéit vun der Europäescher Unioun.

Nun, Här President, fir ofzeschléissen, ech sinn eigentlech ganz houfrefch Politiker vun engem Land ze sinn, an deem déi véier gréisst Parteien aus dësem Land, vu fënnf vertrauedenen hei am Parlament, d'accord sinn, fir der Tierkei hir Chance ze ginn, an also Verhandlungen opzehuelen.

Den ADR huet eigentlech hei a senger Interventioun d'Tees fir d'Antiites selwer geliwwert. Den ADR sot, et knuppen zwee Wäerter openeen hei, Europa mat senger Kultur, d'Tierkei mat der Kultur vum Mëttleren Osten. Esou These baséieren op - a mengen Aen - engem kloeren Antagonismus-Fetischismus. Wa se wierklech géifen enges Dags openaner knuppen, da froen ech mech, wat d'Konsequenze wieren, och fir eis hei an Europa. D'EU-Politik huet d'Aufgab, dee Knuppert ze verënnere. Dee Knuppert dierf net stattfannen. Den Antagonismus duerch Integratioun ofbauen ass eist Zil, net duerch Isolatioun opbauen.

Politik mécht een net mat Angschtgefiller, Politik mécht ee mat Courage, mat engem Friddensmessage an och mat engem Solidaritéitsugebuert. Sollt d'Tierkei enges Dags EU-Member ginn, wat ech hoffen - mir hunn d'ier fir Verhandlungen opzemaachen de 17. Dezember -, dann hunn déi, déi dës Wee wëlle goen an der Europäescher Unioun dee Courage gewisen, deen ee braucht fir Europa als wierkleche Player mat Gewicht um Planéit méi staark a Position ze bréngen.

D'Chamber gëtt mat dëser Motioun, déi mat honnertprozenteger Sécherheit gestëmmt gëtt, der Regierung e kloert Mandat, fir de 17. Dezember der Tierkei eng Chance ze ginn um Conseil européen, an ech soen lech allegueren dofir Merci.

M. le Président. - Merci, Här Ausseminister.

Ech denken, dass mer da kéinten direkt zum Vote vun deenen zwou Motiounen kommen. Déi zwou Motiounen si kloer an däitlech, an ech mengen duerch d'Interventiounen och vun deenen eenzelne Fraktiounssprecher ass kloer duergeluecht ginn, wat dann an deenen zwou Motiounen ass, respektiv wat d'Differenz ass.

Dofir géif ech proposéieren, dass mer direkt zum Vote kéime vun der éischer Motioun, déi vum Här Jacques-Yves Henckes deposéiert ginn ass.

Motion 1

Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 1 ass mat 5 Jo-Stëmmen a 55 Nee-Stëmmen ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marc Spautz), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar,

Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Da komme mer zur Motioun 2, déi den honorablen Här Ben Fayot deposéiert huet.

Motion 2

Vote

Déi fir d'Motioun 2 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 2 ass mat 55 Jo-Stëmmen a 5 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marc Spautz), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming (par M. Henri Grethen), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Dir Damm an Dir Hären, domat si mer fir de Moment um Enn vun der Sitzung ukomm. Mir ënnerbriechen elo d'Sitzung. An e puer Minutte wäert de President vun Europaparlament antreffen, an da wäerte mer sái Message héieren.

D'Sitzung ass kuerz ënnerbrach.

(La séance publique est interrompue entre 15.43 heures et 15.53 heures)

M. le Président. - Ech maachen d'Sitzung nees op.

5. Discours de Monsieur le Président de la Chambre des Députés

Monsieur le Président, c'est pour moi un grand honneur et un réel plaisir de vous souhaiter au nom de tous les membres de la Chambre des Députés une très cordiale bienvenue dans notre Par-

lement et dans le cadre d'une séance publique, souhaits de bienvenue que je voudrais étendre à votre délégation et en particulier à Monsieur Julian Priestley, secrétaire général du Parlement européen, voire à Madame Christine Verger, directrice de votre cabinet.

Je tiens par ailleurs à vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir trouvé le temps de vous adresser aux élus luxembourgeois et par le biais de notre retransmission télévisée en direct au peuple luxembourgeois malgré votre calendrier particulièrement chargé ces derniers jours et surtout aujourd'hui.

Nous savons tous que vous venez tout droit de Strasbourg où, il y a quelques heures, la nouvelle équipe de commissaires européens a été investie. Je suis sûr qu'une grande majorité de notre Parlement se réjouit du vote intervenu.

Nous sommes convaincus que la nouvelle commission tâchera d'œuvrer au mieux dans l'intérêt de l'Union européenne et de ses citoyens.

Vous me permettez, Monsieur le Président, de réfléchir un instant sur les événements de ces dernières semaines relatifs à l'investiture de la nouvelle Commission européenne.

Tout d'abord je pense que ce qui s'est passé démontre bien qu'il existe au niveau européen un débat politique et un discours démocratique.

Monsieur Barroso lui-même a bien su évaluer la portée du comportement du Parlement européen lorsqu'il a déclaré que: «Ces derniers jours ont démontré que l'Union européenne est une construction éminemment politique et que ce Parlement élu par les votes populaires dans tous nos États membres, a un rôle vital à jouer dans la gouvernance de l'Europe.»

Le Parlement européen a montré qu'il sait faire usage des instruments qui lui sont attribués par les traités en vigueur et qu'il est prêt à assumer les nouvelles responsabilités que lui confère le traité constitutionnel.

Lors d'un discours au Conseil européen du 4 novembre 2004 vous avez bien fait de mentionner, Monsieur le Président, «qu'il ne s'agissait à aucun moment d'une crise institutionnelle ou d'un bras de fer entre les institutions», mais que «ce qui s'est passé s'inscrit dans la normalité du débat démocratique».

Je me félicite que l'Union européenne puisse se valoir d'un équilibre institutionnel capable de défendre au mieux les valeurs qui en sont le fondement même.

Nous nous félicitons par ailleurs que le traité constitutionnel prévoit que les parlements nationaux seront davantage associés à la politique européenne.

La Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg, fermement déterminée à utiliser pleinement le moment venu ces nouvelles prérogatives, vient de discuter tout récemment sur sa stratégie européenne afin d'améliorer davantage la fonction européenne dans son enceinte. Ceci se traduit notamment par la création d'une cellule spécialement chargée du suivi intense des affaires européennes.

Nous avons sensibilisé les présidents des différentes commissions parlementaires de prévoir pour chaque réunion de commission un point à l'ordre du jour pour les dossiers européens. Nous sommes déterminés de nous concerter avec tous les acteurs de la procédure législative en vue d'une réduction des retards de transposition des directives européennes sans oublier que nous avons convenu de réserver une place plus importante à la politique européenne dans nos différents instruments de communication.

La semaine passée, nous avons fixé, ensemble avec le Gouvernement, la date du référendum sur la ratification de la Constitution européenne au 10 juillet 2005. Une place primordiale dans la vie politique et démocratique de notre pays reviendra à ce référendum, car le dernier référendum ici au Luxembourg, Monsieur le Président, remonte à l'année 1937.

J'ose prédire que la majorité des partis représentés dans cette enceinte s'exprimeront en faveur de la ratification et je suis persuadé que les citoyens luxembourgeois ne failliront pas à leur réputation de peuple pro-européen bien que nous ne prenions pas à la légère ce rendez-vous politique avec les électeurs luxembourgeois voire avec ceux en provenance des pays de l'Union européenne que nous avons tenu à associer à cette consultation populaire.

Monsieur le Président, l'année 2004 a été marquée par un événement capital dans l'histoire de l'Union européenne: son élargissement à 25 membres.

Cependant cette étape ne constitue pas la fin du mouvement d'adhérence à l'Union européenne. D'autres pays sont demandeurs: la Bulgarie, la Roumanie, la Croatie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine sans oublier évidemment la question de l'adhésion éventuelle de la Turquie, une question sur laquelle le Parlement vient de débattre juste avant votre arrivée et qui s'est soldée par le vote d'une motion, qui a été très largement appuyée, invitant le Gouvernement à donner son accord le 17 décembre à Bruxelles en vue de commencer les négociations avec la Turquie.

Monsieur le Président, le traité constitutionnel, l'élargissement de l'Union, la sécurité en Europe et dans le monde et bien d'autres sujets suscitent des questions voire des angoisses auprès des citoyens.

Le remède, vous l'avez si bien décrit dans votre discours du 29 octobre 2004 à Rome lorsque vous disiez: «Faisons le nécessaire pour gagner la confiance des citoyens européens. Parlons-leur des défis à relever. A nous de parler de l'Europe, de son identité, de ses valeurs, de ce qu'elle signifie, de sa raison d'être.

Expliquons-leur que ce traité constitue un cadre dont l'évolution repose entre leurs mains afin de rendre notre Europe capable de relever les défis du troisième millénaire. En commun, nous le ferons mieux qu'aucun pays ne saurait le faire seul. Faisons un effort pédagogique et motivons les citoyens européens afin de vaincre les deux grands ennemis de notre démocratie, c'est-à-dire l'ignorance et l'indifférence.»

Monsieur le Président, la stratégie de Lisbonne, le pacte de stabilité, les ressources financières de l'Union, la question de la sécurité de nos citoyens, de l'asile, de l'immigration et bien d'autres sujets mériteraient d'être relevés. Je dois m'en passer au vu de votre programme chargé.

Je voudrais terminer en vous disant à quel point nous apprécions tous votre geste envers le Parlement luxembourgeois d'avoir accepté de prendre la parole en sa séance plénière d'aujourd'hui et j'ose espérer qu'il préfigure une coopération riche et fructueuse entre notre Parlement et le Parlement que vous présidez.

M. Josep Borrell, Président du Parlement européen. - Merci, M. le Président.

M. le Président. - Monsieur le Président, si vous permettez je vous passe la parole, et je vous invite à prendre la parole à la tribune.

6. Discours de M. Josep Borrell, Président du Parlement européen

M. Josep Borrell, Président du Parlement européen. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputierten. Je dois avouer que ma connaissance du luxembourgeois s'arrête ici et je vais continuer en français, si vous le permettez.

(Hilarité)

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, c'est un grand honneur et un grand plaisir pour moi de pouvoir m'adresser à vous aujourd'hui à l'occasion de ma visite officielle à Luxembourg.

Au cours des travaux de la Convention sur le futur Traité constitutionnel, qui a été signé à Rome le 29 octobre dernier, j'ai eu la chance de rencontrer des Luxembourgeois, dont l'amitié m'honore. Je connais toute l'activité déployée par les membres de ce Parlement au sein de la Convention. Je me souviens en particulier des documents de M. Helminger sur les autorités locales en Europe et de ceux de M. Ben Fayot sur le système institutionnel. Je suis ravi de vous revoir aujourd'hui.

L'étroite collaboration qui existe entre vous et le Parlement européen à travers la COSAC, dont j'ai fait partie pendant de longues années, a toujours été enrichissante. C'est d'ailleurs au cours de la dernière présidence luxembourgeoise, en 1997, qu'il a été décidé d'inviter les nouveaux Etats membres - candidats à l'époque - comme observateurs aux réunions de la COSAC. Cela a été très positif pour notre collaboration à l'époque et je suis sûr qu'elle continuera à être fructueuse dans le futur.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, permettez-moi d'aborder quelques-uns des points que le Président a traités dans sa présentation: quelques points de travail qui nous sont communs et qui affectent la vie quotidienne de tous les Européens.

Permettez-moi de commencer par les événements qui ont jalonné la procédure d'investiture de la Commission, qui vous ont sans doute intéressés - comme tous les Européens d'ailleurs -, peut-être préoccupés, mais qui aujourd'hui avec les événements qui viennent de se produire à Strasbourg, nous donnent à tous l'assurance que la démocratie en Europe a bien fonctionné. Elle a même un peu grandi.

En effet, le 27 octobre dernier, le Président Barroso a eu la sagesse de demander au Parlement européen de ne pas se prononcer; il n'a pas demandé le report du vote mais il a demandé que l'horloge s'arrête. Et il a bien fait, je pense, parce qu'il n'aurait pas reçu l'appui nécessaire. Il aurait peut-être réussi à faire passer la majorité plus un, mais sans doute ça n'aurait pas été suffisant. Et je pense qu'il a eu raison de demander un délai supplémentaire pour remanier sa proposition de Collège des Commissaires.

Aujourd'hui, et seulement trois semaines plus tard, d'une façon très diligente et très active et avec le concours du Conseil, le Parlement a montré une grande flexibilité pour que les nouvelles auditions se produisent vite. Nous avons pu investir la Commission Barroso par pratiquement deux tiers des voix: 449 voix pour, 149 voix contre et 82 abstentions. C'est même plus que ce que Monsieur Barroso avait eu pour lui tout seul quand il a été investi Président de la Commission.

Je pense qu'il faut en tirer un certain nombre de leçons, car cela a été un moment fort de la démocratie parlementaire européenne. Quelles leçons? Tout d'abord je tiens à exprimer ma conviction que

ce qui s'est passé a fortifié la démocratie au sein de l'Union européenne, a renforcé nos institutions - toutes! - et a favorisé l'intérêt des citoyens pour le débat politique européen. Parfois on se plaint que ce qui se passe au Parlement européen n'intéresse personne. Mais cette fois-ci on peut dire que les Européens s'y sont intéressés. Et finalement ce qui s'est passé a rendu aussi plus effectif le respect des droits fondamentaux des Européens.

En deuxième lieu, j'ai toujours dit - Monsieur le Président a bien voulu le rappeler - qu'à aucun moment je considérais qu'il s'agissait d'une crise institutionnelle, d'un bras de fer - vous l'aviez bien dit! Ce qui s'est passé s'inscrit tout à fait dans les normalités du débat démocratique. Le Parlement européen n'a pas fait autre chose que d'utiliser les pouvoirs que les traités lui confèrent. Ce serait vraiment bizarre qu'on nous octroie des pouvoirs à la condition que nous ne les employions jamais. Ce serait vraiment bizarre qu'un examen doive automatiquement et toujours se terminer par la réussite de l'examiné. Ce ne serait pas un examen, ce serait un chèque en blanc.

Non, je pense qu'on a traité des questions très importantes: l'asile, l'immigration, le rôle des femmes dans la famille et le travail, la non-discrimination des personnes en raison de leur préférence sexuelle, la relation entre éthique et politique... Et parce que c'étaient des choses importantes, et surtout parce que c'étaient des choses appréhendables, les gens pouvaient comprendre; ce débat-là les a intéressés et ils y ont participé.

Il est normal que l'Europe, qui vient de se doter d'une Charte des droits fondamentaux, débâte de ces sujets et il est normal que ce soit au sein du Parlement européen - la grande agora - qu'ils y soient discutés.

Par contre je ne pense pas que le Parlement européen ait discriminé quiconque en fonction de ses croyances religieuses. Vraiment je ne le pense pas! Ce serait une erreur de croire que ce qui s'est passé était un refus d'une personne en raison de ses croyances religieuses. Et si Monsieur Erdoğan, qui a été hier ici chez vous, avait tenu les mêmes propos qu'on a entendus au Parlement européen, croyez-vous que ça aurait augmenté la chance de la Turquie de devenir membre de l'Union européenne? Sans doute pas! Et que je sache Monsieur Erdoğan n'est pas catholique.

En troisième lieu, il faut dire aussi que le Parlement a démontré qu'il n'est pas un «tigre de papier». On a très souvent lu cela dans les journaux: «Oh oui, le Parlement européen, c'est du „gossip“, c'est un „talk show“, c'est du „baratin“; finalement ils feront ce que leurs gouvernements vont leur ordonner de faire. Cela ne mérite pas beaucoup d'attention car c'est une simple formalité.»

Eh bien, non et on ne pourra plus jamais le dire. Le Parlement européen existe, il devient visible et c'est une bonne nouvelle pour la démocratie européenne. Je vous répète, nous n'avons rien fait d'autre que d'exercer nos compétences. Nous avons recommencé les auditions, d'une façon - comme je vous l'ai dit - rapide et flexible. Nous avons renoncé par exemple au régime linguistique pour réaliser la procédure écrite avec seulement deux ou trois langues pour aller plus vite. Mais ça n'a pas été une procédure „soldée“, les nouvelles auditions ont été aussi exigeantes que celles qui ont été tenues auparavant.

Nous avons donc une Commission plus forte, un Parlement plus crédible, et c'est l'Europe toute entière qui y gagne.

Pour notre part, et je l'ai réaffirmé au Président Barroso aujourd'hui, nous sommes maintenant prêts - et il est prêt aussi - à commencer un nouveau partenariat entre nos deux institutions, un partenariat fondé sur le respect et la confiance mutuelles, guidé par la volonté de faire de l'Europe un monde où nos institutions contribuent à la démocratie, à la légitimité et à l'efficacité du système.

Maintenant, permettez-moi de dire quelques mots sur la Turquie. Monsieur Erdoğan était chez vous hier, de même qu'il est venu au Parlement européen. Et pour ma part, je vais lui rendre visite en Turquie en décembre.

La Turquie est une grande question. De votre côté, vous demandez à votre Gouvernement de commencer les négociations. Du côté du Conseil, on ne sait pas ce qu'ils vont décider. Et pour ce qui est du Parlement européen, nous allons également nous prononcer, même si personne ne nous le demande. Pour le moment, le Parlement européen n'a pas son mot à dire. Et c'est tout de même bizarre qu'il n'ait pas son mot à dire au début puisque, à la fin du chemin des négociations - on ne sait pas quand -, le Parlement européen aura in fine le dernier mot. Sans son accord, il ne pourra y avoir d'élargissement, que ce soit à la Turquie ou à qui que ce soit d'autre.

Je pense qu'il est important que le Parlement donne son avis dès le début. Cet avis n'aura pas de conséquence juridique, il ne sera pas contraignant, mais du point de vue politique, il est primordial que nous disions ce que nous en pensons au cours d'un débat qui sera un peu le débat de tous les Européens.

La Turquie est déjà un pays candidat. Que cela plaise ou non, c'est son statut. On peut dire: «Oui, mais ils ont été trop vite à Helsinki.» Peut-être! Mais c'est un pays candidat à l'adhésion. La Turquie pose beaucoup de questions, la plus importante n'est peut-être pas la religion et son appartenance au monde islamique, mais peut-être plus le fait que c'est un pays très grand et très pauvre.

Mais il faudra leur dire que quelle que soit la décision qu'on prenne, le problème le plus important pour l'Europe aujourd'hui, à mon avis, c'est son rapport avec le monde islamique. C'est sans doute le problème le plus important pour notre futur, et ce problème passe par - sans doute - l'Iraq, l'Afghanistan, la Palestine - ce que l'on n'a pas été capable de résoudre ou d'empêcher de se produire. Il passe aussi par le partenariat euro-méditerranéen, qui n'a pas beaucoup avancé depuis Barcelone en 1995.

Et il passe également par l'intégration des immigrants musulmans dans nos sociétés. Nous avons déjà 14 millions de musulmans en Europe. Il y en a 1.000 millions dans le monde et nous devons faire notre possible pour montrer au monde musulman que nous ne traçons pas nos frontières en fonction de ce choc des civilisations que certains s'obstinent à provoquer.

Nous avons tout intérêt, nous les Européens, à consolider l'islamisme démocratique en Turquie et les perspectives de l'adhésion peuvent sans aucun doute énormément contribuer à ce processus.

Le hasard de l'histoire a voulu que la question de la Turquie ait lieu au moment de la question de la Constitution. Et j'ai bien peur, et vous aussi, je pense, que la question turque ne contamine le débat constitutionnel. On court le risque que les citoyens répondent „en

turc“ à la question sur la Constitution européenne. Ces questions n'ont rien à voir l'une avec l'autre. Chaque chose en son temps. Mais nous savons que dans la psychologie collective, on pourrait donner une réponse préventive à la question sur la Turquie et il faut faire un effort pédagogique pour éviter le mélange.

Le Parlement européen va se prononcer. Le débat sera sans doute très fort et très intéressant mais je ne peux pour le moment préjuger de la réponse que donnera le Parlement.

Pour ce qui concerne la Constitution, votre pays va faire un référendum le 10 juillet prochain. Mon pays, l'Espagne, le fera le 20 février, et ce sera le premier pays où il y aura un référendum. La Lituanie l'a déjà ratifiée par une procédure parlementaire. Pour vous c'est très important puisque vous n'avez pas fait de référendum depuis 1937 et encore, que je sache, le résultat n'a pas été celui qu'on attendait. C'est peut-être heureux. Mais je ne vais pas entrer dans le détail de votre histoire car, vous le savez bien, les référendums c'est „le diable qui s'en charge“. Parfois la réponse n'est pas celle qu'on attend. Il faut faire un grand effort de pédagogie pour que les gens sachent au moins quelle est la question, qu'ils répondent au texte de la question, et non pas au contexte dans lequel la question se pose.

De notre côté, nous allons dynamiser les débats. Nous aurons un rapport, élaboré par deux députés très distingués, Messieurs Corbett et Méndez de Vigo, qui ont aussi fait partie de la Convention. Vous vous rappelez sans doute, Monsieur Helminger et Monsieur Ben Fayot, de leur travail, mais là on peut espérer que le Parlement européen aura une forte majorité, je pense, en faveur de la Constitution.

Mais qui sait, peut-être l'histoire va-t-elle s'écrire le 1er décembre en France, avec le référendum du Parti socialiste, qui aura sans doute une énorme importance pour ce processus.

Vous savez que le Parlement européen sera beaucoup plus important avec la Constitution en vigueur, il aura plus de pouvoir et les parlements nationaux auront aussi un rôle beaucoup plus important à jouer. Ils participeront plus à la construction de l'Europe, rendant ainsi l'Europe un peu plus parlementaire, un peu plus démocratique et plus participative. Et je pense que c'est très important étant donné que les gouvernements ont déjà fait beaucoup. Et je crois que beaucoup de gouvernements en Europe n'ont pas trop envie d'en faire plus. C'est l'heure des citoyens, c'est l'heure des gens. Si l'Europe doit avancer, ce sera parce qu'il y aura dans la citoyenneté européenne la volonté qu'elle le fasse.

Finalement, on verra bien comment toutes ces questions vont se dérouler.

Je souhaiterais aussi traiter une question, je dirais plus domestique, entre vous et nous: le rapport entre le Luxembourg et les institutions européennes.

Depuis que je suis Président du Parlement, et même avant, on m'a demandé maintes fois: «Qu'est-ce que vous croyez: trois sièges, c'est cher, c'est compliqué, c'est complexe?» J'ai toujours dit et je le répète ici, et pas seulement parce que je suis à Luxembourg aujourd'hui, que nous avons trois lieux de travail, que ça fait partie de l'histoire de l'Europe, que c'est comme ça que les traités définissent le travail de nos institutions et que c'est inutile d'en discuter plus parce que c'est comme ça et pour très longtemps.

D'accord c'est cher et complexe mais l'Europe est complexe et la

guerre, par exemple, coûte beaucoup plus cher. Je pense que l'Europe, qui a fait son unité à travers cette volonté de vivre ensemble, ne pourra pas être dans un seul lieu. Cela serait - et je le répète - en effet beaucoup plus pratique. Mais Strasbourg et Luxembourg sont des villes qui ont une histoire en Europe et l'écho de ce qu'on ne peut oublier.

Alors croyez-moi, le Parlement européen est à Luxembourg et il va y rester. Lorsque quelqu'un achète des maisons, ce qui est notre cas; lorsque l'on fait de très importants investissements immobiliers - Monsieur le Secrétaire général m'a très bien mis au courant des achats que nous sommes en train de faire pour nous installer dans un seul grand, moderne et confortable bâtiment -, lorsqu'on sait que le nombre de fonctionnaires va augmenter - nous avons ici au Luxembourg la plus grande partie de nos fonctionnaires et même beaucoup plus ici qu'à Bruxelles et Strasbourg réunis; lorsque l'on sait que la charge de travail en terme de traductions va encore augmenter et que la traduction va continuer à siéger ici à Luxembourg, alors vous avez là toutes les preuves de la volonté de rester à Luxembourg.

Pour conclure, je voudrais aborder un sujet où le Gouvernement luxembourgeois va devoir faire de grands efforts pour le résoudre: je parle des perspectives financières. J'ai eu la chance de siéger avec le Président du Gouvernement luxembourgeois, Monsieur Juncker, pendant de longues années au Conseil «budget» de l'Union européenne. Nous étions tous les deux alors Ministres du Budget, c'est toujours une référence, et nous avons travaillé ensemble sur les budgets européens, à l'époque, avec beaucoup d'amitié. Je suis très confiant sur le rôle que vous allez jouer sur cette difficile question. Si ce n'est pas vous, si ce n'est pas le Luxembourg, ça sera beaucoup plus difficile pour les Britanniques de le résoudre. Vous, finalement, vous n'avez pas signé la lettre 18, celle qu'on appelle «la lettre de riches», tout au moins la lettre des gens qui financent le budget communautaire, et c'est bien, ça vous donne une position plus équilibrée pour faire face aux problèmes.

Et là, il faut voir quelle est la volonté européenne, quelle est la volonté de l'Europe pour être à la hauteur de ses ambitions. Car il est bien de proclamer de grands objectifs mais il faut regarder les ressources financières de manière prosaïque pour vérifier si nous sommes vraiment prêts à y faire face.

Nous verrons aussi ce que donne le droit de veto car - et vous le savez certainement - les perspectives financières relèvent de l'unanimité. Et quand on écoute les Espagnols qui demandent des fonds régionaux, les Polonais aussi, les Anglais, les Tchèques, les Allemands moins d'investissements financiers, d'autres plus d'investissements, et encore d'autres moins

pour l'agriculture, on se rend compte que si on additionne tout ça, c'est l'ensemble vide. Il n'y a pas un point qui soit compatible avec toutes ces exigences. Donc il faudra faire preuve de beaucoup de volonté pour aboutir.

Et finalement là aussi, le Parlement européen aura le dernier mot. Car sans son accord, il n'y aura pas de perspectives financières. Il faut que les gouvernements le sachent, parce que parfois ils ont une certaine tendance à l'oublier. Nous avons institué une sorte de commission ad hoc et je la préside personnellement, pour me rappeler mon bon vieux temps budgétaire mais aussi pour rendre compte de l'importance politique de ce sujet aux yeux du Parlement européen. Nous allons travailler ensemble avec Monsieur Juncker et le Gouvernement luxembourgeois et nous allons réunir les parlements nationaux au mois de janvier, février pour discuter ensemble de la stratégie de Lisbonne car, à mon avis, il y a encore beaucoup de politiques européennes qui manquent d'une certaine âme démocratique.

Le pacte de stabilité, les perspectives financières, la stratégie de Lisbonne sont des choses très importantes, mais dans les parlements nationaux elles ne le sont pas, ou tout au moins pas assez et donc c'est au Parlement européen de convoquer les parlements nationaux pour anticiper un peu ce que la Constitution prône, de façon à donner à ces politiques-là un peu plus d'âme démocratique et à les rendre au moins aussi intéressantes pour les Européens que l'investiture de la Commission de ces dernières semaines.

Merci beaucoup de votre attention.

(Applaudissements)

M. le Président.- Monsieur le Président, je tiens à vous remercier vivement de votre message clair, aussi en ce qui concerne la question du siège des institutions, un message aussi engagé qui me fait conclure qu'à la tête du Parlement européen se trouve un Président qui a des visions et qui n'hésite pas à dire ce qu'il pense.

Merci aussi pour les compliments à l'adresse du Luxembourg. Nous

espérons être à la hauteur dans les dossiers difficiles qui attendent la présidence luxembourgeoise.

Conformément au programme établi, je déclare close la réunion d'aujourd'hui et j'invite les membres de la Commission des

Affaires étrangères et les membres du Bureau à passer dans la salle des pas perdus pour un échange de vues avec Monsieur le Président.

Voilà. La séance est clôturée.

(Fin de la séance publique à 16.23 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des séances publiques

Dépôt d'un projet de loi	page 36
Communications	page 36
Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés	page 36
Heure de questions au Gouvernement	

- Question N° 8 du 15 novembre 2004 de Madame la Députée Martine Stein-Mergen au sujet de l'information des parents en matière des infections au molluscum contagiosum, adressée au Ministre de la Santé pages 36-37

- Question N° 9 du 16 novembre 2004 de Monsieur le Député Xavier Bettel au sujet de la mise en œuvre pratique de la loi sur le partenariat, adressée au Ministre de la Justice page 37

- Question N° 10 du 12 novembre 2004 de Monsieur le Député Roger Negri au sujet des conditions à respecter et des mesures à prendre en matière de protection de la nature, de restauration et de compensation des milieux naturels dans le cadre de la route reliant Luxembourg à Ettelbruck (route du Nord) prévues par la loi du 27 juillet 1997, adressée au Ministre de l'Environnement et au Ministre des Travaux publics pages 37-38

- Question N° 11 du 16 novembre 2004 de Monsieur le Député Aly Jaerling au sujet des pensions dans le secteur privé, adressée au Ministre de la Sécurité sociale page 38

- Question N° 12 du 16 novembre 2004 de Monsieur le Député Marcel Glesener au sujet de la professionnalisation accrue de l'armée luxembourgeoise, adressée au Ministre de la Défense page 38

- Question N° 13 du 16 novembre 2004 de Monsieur le Député Niki Bettendorf au sujet du réaménagement sécuritaire de l'échangeur Helfenterbruck, adressée au Ministre des Travaux publics pages 38-39

- Question N° 14 du 12 novembre 2004 de Madame la Députée Claudia Dall'Agnol concernant les démarches futures du Gouvernement au sujet des décisions prises par l'Assemblée générale de l'Union des Caisses de Maladie, adressée au Ministre de la Sécurité sociale page 39

- Question N° 15 du 16 novembre 2004 de Monsieur le Député Emile Calmes concernant l'adhésion de la commune de Bastendorf au Syndicat du Crématoire de Luxembourg, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire des Caisses de Maladie, adressée au Ministre du Trésor et du Budget page 39

- Question N° 16 du 16 novembre 2004 de Monsieur le Député Laurent Mosar au sujet des répercussions budgétaires des récentes décisions de l'Assemblée générale de l'Union page 39

- Question N° 17 du 15 novembre 2004 de Monsieur le Député Ben Fayot au sujet d'une introduction éventuelle d'une taxe sur l'occupation de logements destinés à l'habitation et utilisés à des fins commerciales, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 39-40

- Question N° 18 du 15 novembre 2004 de Monsieur le Député Jos Scheuer au sujet des mesures de sécurité au bâtiment scolaire "Jenker" du Lycée Technique Mathias Adam à Differdange, adressée au Ministre des Travaux publics page 40

Interpellation de M. Henri Kox relative à la politique agricole, la sécurité alimentaire, la santé et le bien-être des animaux pages 40-50

Ordre du jour page 50

Déclaration sur la politique de coopération et d'action humanitaire présentée par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

Débat sur la politique de coopération et d'action humanitaire

pages 50-60

5343 - Projet de loi portant fusion des communes de Bastendorf et de Fohren pages 60-64

Demandes en naturalisation pages 64-65

Dépôt d'un projet de loi page 65

Communication page 65

Dépôt d'une motion page 65

Heure d'actualité demandée par le groupe ADR sur la récente décision de la Commission européenne de recommander l'ouverture de négociations d'adhésion de la Turquie pages 65-69

Discours de M. le Président de la Chambre des Députés pages 69-70

Discours de M. Josep Borrell, Président du Parlement européen pages 70-71



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber online op
www.chd.lu

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 2 / 2004-2005

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet			
Session ordinaire 2003-2004					
2708	M. Ben Fayot	Recherche clinique au CHL	0111	M. Jean-Pierre Koepp	Conditions de logement des élèves du Lycée technique hôtelier "Alexis Heck"
2741	Mme Renée Wagener	Recherche en sciences humaines à l'Université du Luxembourg	0113	M. Jos Scheuer	Services de restauration dans les établissements hospitaliers
2^e Session extraordinaire 2004					
0052	M. Aly Jaerling	Jeux de hasard	0117	M. Aly Jaerling	Indemnité d'attente
0067	M. Xavier Bettel	Organisation d'un référendum sur la nouvelle Constitution européenne	0119	M. Jean-Pierre Koepp	Recettes provenant de la vente des billets des transports publics
0069	M. Robert Mehlen	Taxation des tracteurs agricoles	0120	M. Jacques-Yves Henckes	Dispositions du règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 (réduction du loyer pour les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans)
0072	M. Xavier Bettel	Panne d'électricité du 2 septembre 2004	0121	M. Ali Kaes	Heures d'ouvertures des guichets de gare
0082	M. Romain Schneider	Statut général des fonctionnaires communaux	0122	M. Gast Gibéryen	Contribution financière du Luxembourg au Bureau européen des Radiocommunications
0087	M. Jean-Pierre Koepp	Mesures de sécurité au chantier "Tunnel autoroutier Markusbiert"	0123	M. Jacques-Yves Henckes	Centre pénitentiaire Givenich
0088	M. Aly Jaerling	Trajets à la demande en zone rurale (voir initiative belge "Telbus")	0124	M. Marcel Oberweis	Réaménagement du site du Fort Lambert
0090	M. Marc Angel	Lutte contre le Sida	0125	M. Jean-Pierre Klein	Stratégies de lutte contre l'influenza aviaire
0091	M. Marc Angel	Réglementation de l'indemnisation des personnes touchées par des accidents ferroviaires	Session ordinaire 2004-2005		
0094	M. Robert Mehlen	Station d'essence sur l'autoroute de la Sarre	0127	M. Aly Jaerling	Plan de vigilance nationale urgente
0095	M. Jean-Pierre Koepp	La promotion de plantations de peupliers et de saules	0128	M. Aly Jaerling	Propos racistes d'un policier dans le cadre d'une interview au sujet du trafic de drogues
0096	M. Aly Jaerling	Situation des jeunes demandeurs d'asile en voie d'accomplissement de leur formation post-primaire	0130	M. Xavier Bettel	Autorisation de desserte d'une compagnie aérienne immatriculée au Ghana
0098	M. Aly Jaerling	Importance de rendre les glissières de sécurité plus sûres pour les motocyclistes	0131	M. Aly Jaerling	Évolution des statistiques de criminalité
0100	Mme Françoise Hetto-Gaasch	Contournement de Junglinster	0133	M. Xavier Bettel	Amélioration de la relation ferroviaire à haute vitesse entre les trois villes-sièges européennes
0102	M. Claude Adam	Vote par correspondance aux élections législatives et européennes 2004	0134	M. Aly Jaerling	Recommandations pour les sacs à dos des écoliers
0103	M. Niki Bettendorf	Formation des cadres de la nouvelle armée irakienne	0139	M. Marcel Oberweis	Fonctionnement du Conseil national de l'Énergie
0104	M. Aly Jaerling	Plan sectoriel zones d'activités économiques	0140	M. Gast Gibéryen	Autorisation d'établissement pour les activités réglementées
0105	M. Xavier Bettel	Bulletin conjoncturel de la Banque Centrale du Luxembourg	0144	M. Marco Schank	Travaux de rénovation au Château de Clervaux et le 50 ^e anniversaire de l'exposition photographique "The Family of Man"
0106	M. Laurent Mosar	Indemnisation des pertes financières suite à la panne d'électricité du 2 septembre 2004	0147	M. Jean Huss	Demande le retrait du marché de deux détergents multi-usages en France
0107	M. Camille Gira	Aménagement d'une voie d'autobus entre Steinfort et le rond-point de Windhof	0152	M. Jacques-Yves Henckes	Passeport d'énergie
0108	M. Xavier Bettel	Introduction d'une carte d'identité électronique	0178	M. Xavier Bettel	Devoirs des communes face aux problématiques des drogues, de la violence et de la délinquance scolaire
0110	M. Claude Meisch	Octroi du permis unique par les instances gouvernementales wallonnes au magasin d'ameublement IKEA	0187	M. Xavier Bettel	Mesures préventives contre la transmission de la tuberculose en milieu carcéral

Session ordinaire 2003-2004

Question 2708 (16.4.2004) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant la recherche clinique au CHL:

Il me revient que suite aux injonctions du Ministère de la Recherche, le CRP-Santé a adopté une nouvelle structure de fonctionnement, en particulier en définissant des faisceaux ou des thèmes de recherche qui déterminent de façon précise les activités du CRP.

Pour chaque faisceau est alors conclue une convention entre le Ministère de la Recherche et le CRP-Santé. Il en résulte que toute recherche non couverte par ces faisceaux est désormais exclue puisque non finançable. Comme la recherche clinique au CHL n'est pas incluse dans le programme de recherche du CRP-Santé et que le Fonds national de la recherche rejette par ailleurs les propositions de recherche clinique du CHL, ce dernier est dans la situation de ne pouvoir financer sa recherche clinique par des moyens publics.

Cette situation est difficile à comprendre puisque le CHL a, d'après sa loi organique et celle de l'Université du Luxembourg, vocation à la recherche et à l'enseignement et participe d'ailleurs à des réunions avec les autres acteurs dans le cadre de la mise en place de l'Université du Luxembourg.

Voilà pourquoi j'aimerais que Madame le Ministre m'indique si la recherche clinique au CHL est considérée par le Gouvernement comme une activité souhaitable et importante, si elle a bien une

chance d'être financée par des moyens budgétaires publics, et dans l'affirmative lesquels.

Réponse (27.10.2004) de M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Dans sa question l'honorable Député s'enquiert sur l'avenir de la recherche clinique au Centre Hospitalier de Luxembourg à la lumière des efforts entrepris par les centres de recherche publics, et en particulier le CRP-Santé, en vue de définir des axes stratégiques de développement dans le cadre de programmes d'activités pluriannuels. Selon l'honorable Député, la recherche clinique au CHL ne serait pas incluse dans le programme de recherche du CRP-Santé, ce qui risquerait de mettre le CHL «dans la situation de ne pouvoir financer sa recherche clinique par des moyens publics».

La question de l'honorable Député suscite plusieurs observations.

Il s'agira en premier lieu de définir ce qu'est entendu par «recherche clinique». S'agit-il d'une recherche biomédicale entreprise en milieu clinique ou plutôt d'essais cliniques ou thérapeutiques? La recherche biomédicale concerne l'accumulation de connaissances dans le domaine de la santé humaine. Les essais cliniques ou thérapeutiques concernent l'étude des effets médicaux de nouvelles molécules ou traitements thérapeutiques sur différentes populations d'individus. Pour simplifier on pourra dire que la recherche biomédicale se fait sur des tissus humains (in vitro), alors que les essais cli-

niques se font sur l'homme vivant (in vivo). Il est donc évident que ce dernier type d'essais doit être strictement encadré. Les deux types de recherche obéissent aussi à d'autres logiques de financement: alors que la recherche biomédicale est, en règle générale, financée sur fonds publics, le secteur privé, et en particulier l'industrie pharmaceutique, intervient dans le financement des essais cliniques.

Au-delà de la nécessité de préciser la visée de la recherche concernée, il importe que le Centre hospitalier définisse ses priorités et programmes de recherche, mettant en exergue la valeur ajoutée de ces activités de recherche pour les soins médicaux. A l'heure actuelle, je n'ai pas connaissance de tels programmes.

Au vu de tels programmes, il serait possible par la suite, en concertation avec Monsieur le Ministre de la Santé, de déterminer la meilleure manière de mise en œuvre et les possibilités éventuelles de financement, dont notamment le financement public.

Finalement, je remarquerais que, à ma connaissance, le programme d'activités pluriannuel du CRP-Santé n'est pas encore définitivement établi. Ainsi la possibilité d'une mise en œuvre éventuelle d'activités de coopération entre les équipes du CRP-Santé et du CHL est toujours donnée.

Question 2741 (13.5.2004) de Mme Renée Wagener (*DÉ/GRÉNG*) concernant la Recherche en sciences humaines à l'Université du Luxembourg:

Actuellement, dans le cadre du développement des structures de l'Université du Luxembourg, les centres de recherche publics sont en train de connaître des évolutions importantes. Le domaine des sciences humaines, souvent dévalorisé par rapport aux autres domaines dont l'impact économique est jugé plus important et plus concret, pourrait profiter de ces développements.

- Quelle est l'importance des budgets du département des lettres et sciences humaines, et notamment de la section d'histoire, par rapport à ceux des autres facultés respectivement départements de l'Université du Luxembourg?

- Quels sont les développements en matière de la création éventuelle d'un Centre Interdisciplinaire d'Études sur le Luxembourg (CIEL) prévu au sein de l'unité de recherche STADE, intégrée à l'Université du Luxembourg?

- Quelles sont les dotations de la "Cellule de Sciences humaines et sociales" du Centre de Recherche public Gabriel Lippmann? Pourquoi, selon le rapport d'activité 2002 du même centre, cette cellule ne

dispose pas de chef de cellule, ni d'équipe de recherche, contrairement aux autres cellules de recherche?

- Le programme de recherche "Vivre demain au Luxembourg", qui avait été lancé dans le cadre du Fonds national de la Recherche, n'ayant pas connu jusqu'ici le succès escompté, quelles sont les mesures qui ont été prises afin de mieux promouvoir ce programme?

- Quels sont les développements en matière de la création éventuelle d'un centre de recherche interdisciplinaire sur la société multiculturelle?

- Quels sont les développements en matière d'étude des "possibilités d'intégrer dans le concept de la nouvelle Université du Luxembourg le domaine de la recherche historique sur la 2^e Guerre mondiale et plus généralement sur l'histoire du 20^e siècle", à laquelle le Gouvernement avait été invité par une motion de la Chambre adoptée le 11 février 2003?

Réponse (15.11.2004) de Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

S'agissant du budget relatif de la faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation de l'Université du Luxembourg, il faut noter que la masse salariale de cette faculté équivaut à 55% de la masse salariale de celle des en-

seignants chercheurs de l'Université. Pour ce qui est des vacances, celles-ci représentent 45% du volume total des prestations des vacataires.

S'agissant des études sur le Luxembourg, le Gouvernement a pris l'engagement de faire de ces études un axe fort de l'université. „Parmi les grands axes, le Gouvernement encouragera également la recherche sur l'identité du pays, sur la société luxembourgeoise, les flux migratoires, l'intégration ainsi que sur la langue et le système de langues pratiqué au Luxembourg, ceci pour disposer d'instruments permettant de promouvoir la cohésion sociale.» (programme gouvernemental)

L'élaboration du plan pluriannuel de l'Université et le contrat qui en résulte constituent le cadre dans lequel la définition des objectifs se fera. Il convient de rappeler, dans ce contexte, la reprise par l'Université de la cellule Stade du Centre de Recherche public Gabriel Lippmann, qui de ce fait, se spécialise surtout dans les domaines des sciences naturelles et de l'informatique.

Le recentrage des activités de recherche en sciences humaines et sociales à l'Université a comme objectif de promouvoir les initiatives dans ces domaines et de les faire profiter, dans le respect des exigences scientifiques, des moyens prévus par le Fonds national de la Recherche.

2^e Session extraordinaire 2004

Question 0052 (24.8.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant les jeux de hasard:

De vieregte Gesondheitsminister hat, sech op d'Meenung vum „Centre de Prévention des Toxicomanies“ beruffend, a senger Äntwert op meng Fro vum 20. am Karschnatz 2003 (cf. compte rendu N°1/2003-2004) bestäegt, datt d'Spillsucht „e reelle Problem zu Lëtzebuerg ass“.

Op meng Fro vum 29. am Haartmount 2004 hin hat de vieregte Gesondheitsminister da matgedeelt, datt eng Selwerhëllefgrupp vu/fir Geldspillsüchtege(n)r („Anonym Glécksspiller“) am Gesondheitsan am Familljeministère e Subsid ugefrot huet. D'Fro, ob hie bereet wier, esou eng Associatioun ze ënerstëtzen, hat hie mam Verweis op am Virfeld néideg Iwwerpräiwungen „beäntwert“.

Vun der genannter Associatioun, a net nëmme vun hir, gétt enner ane rem dat am Wäimount 2002 agefouert Lotteriesspill fir d'Cafoen (Zubito) als eng reell Gefor bezeechent, souzesoen als eng Astigsdrog an d'Geldspillsucht fir normal Cafésbesicher.

Dofir des Froen:

1. Ass d'Iwwerpräiwung, „ob déi Organisatioun op Grond vum sou genannten ASFT-Gesetz vum 8. September 1998 genehmigungspflichtig ass“ an „wat fir ee Ministère dofir zoustänneg ass“ ofgeschloss?
2. Gétt a Betruecht gezunn, déi genannt Organisatioun ze ënerstëtzen a wa jo, wéi?
3. Bei sengem Amtsuntrëtt huet den neie Gesondheitsminister betount, „virrangeg Wäert op Preventioun“ wëllen ze leeën - wéi wäert sech dese Wëlle konkret am Beräich vun der Geldspillsucht auswierken?
4. Ass de Gesondheitsminister net och der Meenung, datt d'Äféierung vun engem neie Geldglécksspill an de Caféen, nodeems d'Glécksspillautomaten an de Caféen mam Gesetz vum 20. am Fréileng 1977 verbuede goufen, d'Geldspillsucht éischer fördert wéi se ze prevenéieren?

Réponse commune (3.11.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Den éierewäerten Deputéierte kënntréck op eng parlamentaresch Ufro iwwert d'Geldspillsucht, déi hien dat lescht Joer gestallt huet an déi Äntwert, déi en dorophi kriit huet, an hie wëllt wësse wat zënterhier geschitt ass.

Am Mäerz 2004 huet d'Madame Familljeminister der Gesellschaft „Anonym Glécksspiller“, déi bei hir eng finanziell Hëllef ugefrot hat, matgedeelt, si wier der Meenung, datt et sech bei der Geldspillsucht ëm eng „maladie de la dépendance“ géif handelen an déi Demande domat an den Zoustännegkeetsberäich vum Gesondheitsministère géif falen.

Tatsächlech huet déi genannten Associatioun och bei mengem Ministère ugeklappt, fir eng Ënerstëtzung ze kréien. Meng Serviceer hunn dorophin am Abrëll dëst Joer där Gesellschaft zréckgeschriwwen, fir d'Statuten ze kréien an och fir eppes méi gewuer ze ginn a wat fir engem Mooss an op wat fir eng Aart a Weis déi Gesellschaft sech konkret um Terrain fir déi Leit an hir Familljen asetzt, déi vun der Spillsucht betraff sinn. Eng Äntwert op déi Nofro ass a mengem Service nach net eragaang.

Ech sinn awer prinzipiell bereet där Gesellschaft entgéintzekommen, soubal déi nogefroten Informatiounen erakomm sinn a souwäit déi Informatiounen den Asaz vun där Gesellschaft fir déi betraffe Persounen dokumentéieren.

Wat d'Fro vun engem neie Geldglécksspill an de Caféen am Zesummenhang mam Gesetz vum 20. Abrëll 1977 iwwert d'„jeux de hasard“ ubelaangt, sou wëll ech drop hiweisen, datt déi Problematik am Kompetenzberäich vum Justizministère läit. Perséinlech wier ech fir eng ganz restriktiv Gesetzgebung vun all deene Glécksspiller, bei deenen d'Leit iwwerméisseg vill Suen aus der Täsche gezu kënnen kréien.

Question 0067 (2.9.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant l'organisation d'un référendum sur la nouvelle Constitution européenne:

Il me revient par un article paru au „Lëtzebuurger Journal“ que le Gouvernement aurait l'intention d'organiser le référendum concernant la nouvelle Constitution européenne le même jour que les prochaines élections communales de 2005. Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État:

Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le Gouvernement discute l'opportunité, voire qu'il a l'intention d'organiser le susdit référendum le même jour que les élections communales de 2005? Dans l'affirmative, quelle en est la motivation?

Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le Luxembourg devrait figurer parmi le peloton de tête des États membres de l'Union européenne ratifiant la nouvelle Constitution européenne? Dans l'affirmative, ne serait-il pas plus opportun d'organiser le référendum au début de l'année 2005?

Réponse commune (15.11.2004) de M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État* et de M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

Le Gouvernement issu des élections législatives du 13 juin dernier a convenu de soumettre le texte du traité instituant une Constitution pour l'Europe à un référendum suite à sa ratification par la Chambre des Députés. L'organisa-

tion d'un tel référendum d'approbation devrait en effet permettre de souligner que la construction de l'Union européenne est l'affaire des citoyens de l'Europe.

En vue de la ratification du traité par la Chambre des Députés, le texte de la Constitution sera soumis, suite à sa signature par les États membres le 29 octobre prochain à Rome, à l'examen de la Chambre des Députés et du Conseil d'État.

Étant donné que la préparation de la Présidence ne laissera pas suffisamment de temps pour organiser une vaste campagne de communication et considérant la nécessité de donner aux organes du pouvoir législatif la possibilité d'étudier de manière approfondie le projet de loi qui leur sera soumis, la tenue d'un référendum jusqu'à la fin de l'année en cours n'est pas envisageable.

L'organisation du référendum au premier semestre de l'année 2005 semble contre indiquée au vu du calendrier chargé de la Présidence de l'Union européenne que le Luxembourg assurera à ce moment, ce qui empêcherait les membres du Gouvernement de s'engager à fond dans le large débat avec les citoyens sur la Constitution et l'avenir de l'Europe qui précéderait leur verdict.

Le référendum serait dès lors organisé après le 30 juin 2005, la date exacte sera déterminée après une concertation avec les autres États membres de l'Union européenne qui ont décidé de soumettre la Constitution à un référendum national afin d'analyser les possibilités d'une éventuelle harmonisation de la date du référendum avec nos partenaires européens et notamment avec nos pays voisins.

Question 0069 (2.9.2004) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant la taxation des tracteurs agricoles:

Mengen Informatiounen no hunn deser Deeg eng Partie Bauere vu Saite vun der Douane e Schreiwes zougestallt kriit andeem se opgefuerdert ginn, Verkéierstaxe fir hir landwirtschaftlech Trakteuren ze bezuelen. Well d'landwirtschaftlech Gefierer bis elo vun der „taxe sur les véhicules automoteurs“ befreit waren, géif ech gäre folgend Froen un den Här Finanzminister riichten:

1. Wourop ass dese Change ment an der Taxatioun zréckzeféieren?
2. Sinn des Taxatiounen net contraire zur aktueller Règlementatioun an ass d'Regierung bereet, dëst Virgoe vun der zoustänneger Administratioun ze stoppen?
3. Wat huet d'Regierung an Zukunft a punkto Applikatioun vun der „taxe sur les véhicules automoteurs“ op landwirtschaftlech Gefierer wëllen?

Réponse (8.11.2004) de M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances*:

L'exemption fiscale prévue par la loi à l'égard des tracteurs agricoles (par opposition aux tracteurs industriels pour lesquels cette exonération fiscale n'est pas applicable), relève de la catégorie des „exemptions d'office“. Lors de l'immatriculation des tracteurs agricoles, le Ministère des Transports leur attribuait usuellement un code spécifique.

Toutefois, une modification de la terminologie officielle relative à l'identification des véhicules routiers, introduite par règlement grand-ducal du 6 juillet 2004 (Mé-

morial A N°134 en date du 28 juillet 2004) a entraîné que la notion de «tracteur agricole» ne figure plus, sauf dispositions transitoires, parmi les catégories de véhicules définies en matière de réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques. Il s'en suit que le critère informatique utilisé jusqu'ici en vue de l'attribution de l'exonération fiscale en faveur de «tracteurs agricoles» fait défaut depuis lors. En conséquence des avis d'échéance en matière de paiement de la taxe sur les véhicules automoteurs avaient été envoyés automatiquement à un certain nombre de propriétaires de «tracteurs agricoles», pour lesquels cette terminologie n'avait plus été reprise en raison des dispositions nouvelles en matière de réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques.

Étant donné toutefois que les dispositions nouvelles en matière de réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques précitées ne font pas état d'une éventuelle abrogation de l'exonération fiscale en vigueur au profit des tracteurs agricoles et en considération d'un certain nombre de réclamations de particuliers les services concernés des douanes, du service d'immatriculation de la Société nationale de Contrôle technique et du Centre informatique de l'État se sont concertés à brève échéance en vue de trouver une solution au problème (la forme de carrosserie du tracteur respectivement l'indication d'utilisation du propriétaire ont été retenues en l'espèce comme critères alternatifs en vue de l'attribution du code relatif à l'octroi de l'exonération).

Toutefois, ceci est sans préjudice d'éventuelles mesures de contrôle ultérieures sur base des données du fichier informatique. Il faut préciser toutefois, qu'un courrier rectificatif avait été adressé aux propriétaires de «tracteur agricole» (selon l'ancienne nomenclature) auxquels un avis d'échéance de paiement de la «taxe sur les véhicules automoteurs» avait été adressé erronément sur base du seul changement de terminologie intervenu à la suite de la mise en vigueur des modifications législatives et réglementaires précitées concernant la «circulation sur toutes les voies publiques» en date du 6 juillet 2004.

Question 0072 (3.9.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant la panne d'électricité du 2 septembre 2004:

Dans le courant du 2 septembre 2004, une panne d'électricité majeure a affecté une grande partie du Grand-Duché, mettant à l'arrêt de nombreuses installations électriques (ascenseurs, feux de signalisation, ordinateurs, systèmes de sécurité etc.). L'incident a engendré des situations inconfortables, voire dangereuses pour de nombreuses personnes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner sur les causes exactes de la panne de courant et le détail des mesures prises pour rétablir l'alimentation en électricité? De quelles alternatives le Grand-Duché dispose-t-il en cas de panne majeure sur les réseaux électriques dont il dépend?
- Existe-t-il un plan d'intervention des forces de l'ordre pour garantir la sécurité des lieux publics et des axes de circulation en cas d'une panne d'électricité généralisée et prolongée?
- L'alimentation électrique de toutes les cliniques, hôpitaux et installations de santé du

pays est-elle garantie même en cas d'une panne de courant généralisée et prolongée?

- Messieurs les Ministres comptent-ils procéder à une évaluation détaillée des conséquences de cette panne de courant afin de mieux pouvoir parer à un incident de cette ampleur dans le futur?
- Monsieur le Ministre de l'Économie est-il d'avis que la politique de communication entre les distributeurs d'électricité et son Ministère a été satisfaisante pour permettre un échange d'informations rapide sur la situation?

Réponse (15.11.2004) de M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Les causes exactes de la panne d'électricité du 2 septembre 2004 ainsi que le détail des mesures prises pour rétablir l'alimentation en électricité ont été décrites dans le rapport préliminaire établi par la Direction de l'Énergie et des Communications du Ministère de l'Économie et présenté à la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports en date du 9 septembre 2004. Ce rapport est également disponible sur le site Internet du Ministère de l'Économie (www.eco.public.lu).

Comme le précise le rapport susmentionné, l'alimentation en électricité des cliniques et hôpitaux n'était nullement compromise dans la mesure où ces institutions sont obligées par la loi de disposer d'un groupe électrogène de secours qui doit être en mesure de garantir l'alimentation des services vitaux d'une clinique en cas de défaillance du réseau électrique. L'automatisme de ces alimentations de secours dépend uniquement de la capacité des réservoirs de combustibles respectivement de la disponibilité d'une fourniture supplémentaire de carburant. Durant le Black-out du 2 septembre, aucune défaillance des équipements de secours précités n'a pu être constatée.

Jusqu'au 2 septembre dernier, le Luxembourg a été épargné d'une panne d'électricité générale de cette ampleur. Des mesures immédiates ont été prises tant au niveau des Ministères concernés qu'au niveau des entreprises du secteur électrique y inclus RWE.

Ensemble avec le Haut Commissariat de la Protection nationale un plan d'intervention en cas de crise qui toucherait l'alimentation en électricité sera élaboré dans les mois prochains.

Eu égard aux nombreuses défaillances des différents réseaux de communications, la communication entre Cegedel et le Ministère de l'Économie a été satisfaisante pour permettre un échange rapide d'informations sur l'évolution de la situation.

Réponse (15.11.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Défense*:

La Police grand-ducale dispose d'une grande panoplie de plans d'intervention pour réagir à différentes situations conformément aux différentes missions légales. Aucun plan d'intervention n'est basé sur le seul fait d'une panne de courant généralisée. Toutefois les effets que peut produire une telle panne comme par exemple des bouchons de circulation, des accidents ou incidents pouvant causer de nombreuses victimes etc., sont à la base des différents scénarios pour lesquels des plans d'intervention ont été élaborés.

Question 0082 (14.9.2004) de M. Romain Schneider (LSAP) concernant le statut général des fonctionnaires communaux:

Le projet de loi N°5111 datant du 28 mars 2003 et ayant comme objet de transposer dans le secteur communal les modifications apportées au statut des fonctionnaires de l'État dans le cadre de la réforme des pensions des fonctionnaires, opérée par la loi du 3 août 1998 ainsi que par la loi du 28 juillet 2000 ayant trait à l'accord salarial dans la fonction publique, a connu certains contretemps dans son parcours législatif de sorte que jusqu'à ce jour il n'a pas encore pu être soumis au vote.

Lors de la réunion de la Commission des Affaires intérieures de la Chambre des Députés datant du 25 mars 2004, les députés ont été informés que étant donné que le statut du fonctionnaire a évolué depuis le dépôt du projet de loi en question, une partie de ce projet de loi est caduque et que dès lors un nouveau projet de loi d'envergure est en élaboration. Le dépôt du nouveau projet de loi avait été annoncé pour dans quatre à six semaines à compter de la fin du mois de mars 2004. Or, à ma connaissance, un tel projet de loi n'a toujours pas été déposé à la Chambre des Députés.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

Monsieur le Ministre peut-il m'informer de l'état d'avancement du nouveau projet de loi mentionné ci-dessus concernant la fonction communale? Pour quand le nouveau texte sera-t-il finalisé?

Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il faille éviter toutes sortes de nouveaux contretemps en cette matière, étant donné que des mesures bénéficiant le secteur communal ne peuvent pas se faire attendre éternellement?

Réponse (28.10.2004) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

Comme il est exposé à juste titre par Monsieur le Député Schneider dans sa question parlementaire, le projet de loi N°5111, qui a comme objet la transposition dans le secteur communal des modifications apportées au statut général des fonctionnaires de l'État dans le cadre de la réforme des pensions respectivement de l'accord salarial dans la fonction publique du 28 juillet 2000, a dû être reconsidéré par le Ministère de l'Intérieur dans la mesure où différentes dispositions y contenues sont devenues désuètes en raison de plusieurs modifications introduites par la loi du 19 mai 2003 concernant la réforme du Statut général des fonctionnaires de l'État.

Au moment de la réunion du 25 mars 2004 de la Commission des Affaires intérieures de la Chambre des Députés, le Ministère de l'Intérieur s'appretait à finaliser le projet de loi introduisant toutes les dispositions susmentionnées dans la loi du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, en tenant compte des conclusions arrêtées par un groupe de travail institué au sein de la commission centrale, groupe qui avait procédé à l'examen d'un projet de loi soumis à la commission centrale par le Ministre de l'Intérieur au mois de septembre 2003.

À ce moment il a été prévu de saisir incessamment la commission centrale du projet de loi remanié et de soumettre le document en question dans les meilleurs délais au Gouvernement en Conseil.

Suite à la publication au Mémorial en date du 11 mars 2004 des différents règlements d'exécution de la réforme du statut général des fonctionnaires de l'État, adoptée en 2003, le département de l'Intérieur a estimé qu'il serait opportun de compléter dans l'immédiat le projet de loi modifiant la loi du 24 dé-

cembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux par les dispositions d'exécution afférentes, de sorte que la commission s'est vu soumettre par la suite pour avis outre le projet de loi modifiant le statut général des fonctionnaires communaux également dix projets de règlement grand-ducal. Afin de permettre aux membres de la commission centrale de procéder à un examen approfondi du dossier leur soumis pour avis et notamment en vue de mettre les organisations syndicales représentées au sein de la commission centrale en mesure de s'entourer de l'avis de leurs différentes sous-organisations professionnelles, il a été décidé de discuter les documents visés au sein de la commission centrale, siégeant en plénière, au début du mois d'octobre 2004. Une première réunion de la commission centrale a été organisée à cette fin en date du 11 octobre courant et la commission terminera son travail lors d'une deuxième réunion qui aura lieu le 25 octobre 2004.

Par la suite les différents documents seront incessamment soumis au Gouvernement en Conseil et les procédures législative et réglementaire seront entamées dès que le Gouvernement aura adopté les textes en question.

Question 0087 (15.9.2004) de M. Jean-Pierre Koepf (ADR) concernant les mesures de sécurité au chantier „Tunnel autoroutier Markusberg“:

An engem Artikel, deen haut an enger Lëtzebuergescher Dageszeitung verëffentlecht gouf, bekloer sech d'Mataarbechter vun der Protection civile ënner anerem iwwer déi katastrophen Zoustand am Sëcherheetstechnesche Beräich vum Tunnel Markusberg. Et gi verschidde gravéierend Mängel opgezéit (kee Waasser am Waasserreservoir, kee Kontakt tëschent den Noutruffsaillen an der Rettungszentral, d'Frequenz fir d'Funkgeräte vun de Pompjeeën am Tunnel funktionéiert net...), déi, wann se net reparéiert ginn, bäi engem Onfall am Tunnel zu enger Katastroph féiere kënnen.

Och ass ze liesen, datt d'Uschaffung vu Material, dat dréngend gebraucht gëtt, vum zoustännege Ministère refuséiert gëtt.

Kann den zoustännege Minister mer duerfir folgend Froe beäntweren:

1. Wéi ass et méiglech, datt ee Joer no der Eröffnung vum Tunnel Markusberg eng ganz Rei vu Sëcherheetsariichtungen nach ëmmer net funktionéieren?
2. Wien ass zoustännege fir d'technesch Iwwerprüfung a Wartung vun den Noutruffsaillen op den Autobunnen an am Tunnel Markusberg, a ginn dës Iwwerprüfung regelméisseg duerchgefouert?
3. Ass et richtig, datt de Ministère d'Uschaffung vun dréngend benéidegtem Material refuséiert huet, a wa jo, mat wat fir enger Begrënnung?
4. Steet d'Regierung nach zu hirem Wonsch, „datt deene fräiwëllege Mataarbechter (also och fräiwëllege Pompjeeën) dat beschtméiglecht Material zur Verfügung gestallt gëtt“, wéi den deemolegen Innenminister op meng parlamentaresch Ufro N°2408 geäntwert huet? (cf. *compte rendu N°4/2002-2003*)

Réponse commune (23.11.2004) de M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics et M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

Als Äntwert op d'Fro vum Deputéierten Jean-Pierre Koepf kënnen mir Folgendes soen:

1. D'Sëcherheetsariichtung sinn zënter Oktober 2003, wou se vum TÜV Rheinland ofgehol si ginn, voll funktionärfäeg. Wann Entretienaarbechten am Tunnel gemaach ginn, kann et virkommen, dass verschidde vun dësen Ariichtunge kuerzzäiteg ausser Betrib musse geholl ginn.
2. D'Noutruffsaile gi regelméisseg an den Tunnelle kontrolléiert an op der fräier Autobunnstreck all Dag automatesch iwwer den 112 gest. Den Entretien gëtt vun enger spezialisierter Privatfirma gemaach.
3. A Gesprécher mam Réimecher Kantonalinspekter an de Responsable vum Biermerenger Pompjeescorps huet d'Stroosbauverwaltung deene matgedeelt, dass d'Uschafung vun zousätzlechem Signalisationsmaterial fir hire Fuhrpark net ka vun de Ponts et Chaussées finanziert ginn.

Ganz generell muss gesot ginn, dass eenzeg an eleng d'Gemengen zoustännege sinn, fir hire Pompjeescorps Material ze kafen. Den Innenministère kann also d'Uschaffung vu Material guer net refuséieren. Richtig ass vill méi, datt den Innenministère kann decidéieren, de Gemengen kee Subside (50% vum Uschafungspräis) ze bewëllegen, dat virun allem bei net standardiséiertem Material oder fir Gefirer, déi net am Fënnfjoresplang stinn.

Et muss awer ervirgestrach ginn, dass am Kontext vun der Sëcherheet vum Tunnel Markusberg d'Mondorfer Pompjeeën vun de Ponts et Chaussées Verkéiershitércher mat zum Deel integréierte Blénkluchten a Läschschaum kruten. Donieft krute se e Signalisationsweenen zur Verfügung gestallt, fir hir Interventiounen op der Saarstrooss am Däischtere besser ofzesëcheren.

4. Et ass nach wie vor der Regierung hire Wonsch, datt deene fräiwëllege Pompjeeën dat beschtméiglecht Material vun de Gemengen zur Verfügung gestallt gëtt.

Question 0088 (15.9.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant les trajets à la demande en zone rurale (voir initiative belge „Telbus“):

An „ofgeleeene Géigenden“ vum Land gëtt ëmmer erëm iwwer eng mangelnd Ubannung un de Réseau vum öffentlechen Transport geklot, an emgekéiert, wann entspriechend Linne bestinn, iwwer hir mangelnd Ausnotzung („all déi eidel Bussen, déi uechtert Land klunnschen“).

An der Belsch (Wallonie) hu se fir esou Géigenden e Busservice op Ufro ageriicht - den „Telbus“. Als „expérience pilote“ gouf dee Service fir d'éischt 1993 fir Dierfer an der Émgéigend vu Baaschtnech gestart a kierzlech, opgrond vu sengem Succès, massiv ausgedehnt. Och zu Lëtzebuerg gouf schonns an engem Wahlprogramm bei de rezenten Nationalwahlen eng entspriechend Fuerderung gestallt.

Dofir dës Froen:

1. Kéint déi positiv Expérience an eiser Nopeschregioun net e Modell fir ähnlech Géigenden zu Lëtzebuerg sinn?
2. Kéint et net eng käschtegéngschteg Alternativ sinn, esou e Service iwwer Konventionne mat besteende privaten Taxisentreprisen opzebauen?

Réponse (28.10.2004) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:

Den Här Deputéierten Aly Jaerling beklot d'mangelhaft Ubannung vun ofgeleeene Géigenden am Land un d'Netz vum öffentlechen Transport, ouni awer dës Géigende méi prezis opzezielen.

Den öffentlechen Transport zu Lëtzebuerg, a besonnech d'Busnetz vum RGTR, bidd haut deene bal 560 Uertschaften am Land regelméisseg Verbindungen an dat de ganzen Dag iwwer meeschtens no Taktfahrpläng.

D'Efforte vun deene leschten 20 Joer vu Säite vum Transportministère hu bewierkt, dass net nëmme d'Angebot, mä och d'Qualitéit vum öffentlechen Transport zu Lëtzebuerg en héijen Niveau erreecht hunn.

Dës Offer brauch de Vergläich mat der Organisatioun vum öffentlechen Transport a kengem vun eisen direkten Nopeschlänner ze scheien.

Duerch den héijen Asaz vu Material an de Spëttestonne gëtt et genügend Bussen, déi an deene méi doudegen Dageszäite praktesch ouni weider Käschte kënnen hir Dëngschter an den Dierfer ubidden.

Dëst ass fir Lëtzebuerg Verhältnisser déi käschtegéngschteg Lösung an dobäi wesentlech méi attraktiv wéi e System „Ruffbus“, deen an eise Land schonn diskutéiert an och scho bei verschidde Geleeënheeten probéiert gouf, ouni awer bis elo iwwerzeegt ze hunn.

Question 0090 (15.9.2004) de M. Marc Angel (LSAP) concernant la lutte contre le Sida:

Selon mes informations, nous constatons depuis des années un relèvement du nombre des nouvelles infections par le virus HIV. Cette augmentation ressort des chiffres publiés par les différentes organisations oeuvrant au niveau de la lutte contre le Sida, telles que «Stop Aids now».

La prise en charge thérapeutique par ces services des personnes atteintes du virus se déroule de manière exemplaire. Or, la prévention, l'information et la sensibilisation de la population sont des éléments indispensables pour réagir contre la situation alarmante.

Est-ce que Monsieur le Ministre partage l'avis qu'une amélioration des efforts de prévention et de sensibilisation s'impose?

Le cas échéant j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre, s'il n'est pas d'avis que le subside de 2.500 € pour l'exercice 2004 à l'association susmentionnée devrait être adapté dans le but de garantir une continuation efficace et une extension de ses travaux?

Réponse (28.10.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

La prévention continue à constituer un des moyens les plus indiqués pour lutter contre la propagation des maladies infectieuses telles que le HIV. Les efforts investis dans ce domaine au niveau national au cours des dernières années sont considérables et de nature fort diversifiées. En effet, la prévention du Sida inclut des mesures telles que la distribution de préservatifs, l'échange de seringues aux personnes toxicomanes, l'accès à des moyens diagnostiques précoces et les campagnes d'information générales et ciblées. Il s'agit là de mesures qui sont largement promues par mon ministère et leur financement est assuré par le biais de différents crédits budgétaires.

Le subside accordé à l'association «Stop Aids now» ne constitue dès lors qu'une partie des investissements entrepris dans le cadre de la prévention du Sida et se conçoit

dans sa complémentarité avec d'autres mesures financées par mon ministère. C'est ainsi que mon ministère a conclu une convention avec la Aidsberodung/Croix-rouge qui couvre les activités de prise en charge tout comme les mesures de prévention. L'association «Stop Aids now» est en quelque sorte une filiale de la Aidsberodung/Croix-rouge. L'État participe aux activités, notamment de prise en charge de cette dernière pour un montant dépassant les 500.000 €. En 2003 elle a touché en plus une aide de 58.500 €, exclusivement destinée au financement d'une campagne de sensibilisation.

Cependant je suis très inquiet des nouvelles données que le Comité de Surveillance du Sida vient de me présenter. Celles-ci démontrent que, après une stabilisation à environ 30 nouvelles infections par an dans les années 90, l'épidémie reprend de plus belle depuis quelques années. En 2004 et jusqu'au 15 septembre seulement on déplore déjà 47 nouveaux cas d'infection au Luxembourg.

C'est pourquoi il est essentiel d'intensifier nos efforts d'information et de sensibilisation par tous les canaux possibles. Une nouvelle campagne multimédia est prévue pour le 1^{er} décembre et j'essayerai de trouver les moyens d'augmenter substantiellement le subside destiné à «Stop Aids now», une association qui fait un excellent travail sur le terrain en matière de prévention du Sida.

Question 0091 (15.9.2004) de M. Marc Angel (LSAP) concernant la réglementation de l'indemnisation des personnes touchées par des accidents ferroviaires:

Lors des deux derniers accidents ferroviaires sur le réseau des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL) il y a eu un mort et plusieurs blessés. Les personnes concernées ont dû être indemnisées. Il me revient qu'au moins une personne n'aurait pas accepté la proposition des CFL, jugée trop modeste, et qu'elle aurait reçu une indemnité largement plus importante suite à des procédures judiciaires.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Monsieur le Ministre des Transports les questions suivantes:

- Combien de personnes ont été indemnisées?
- Quel est le montant total des indemnités?
- Combien de personnes ont opté pour la voie judiciaire et de combien de pourcents l'indemnisation accordée par les tribunaux a-t-elle dépassé l'offre initiale faite par les CFL?
- Y a-t-il l'opportunité de réfléchir sur le règlement actuel des indemnités?

Réponse (12.11.2004) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:

L'honorable Député souhaite être informé sur l'indemnisation des victimes suite aux accidents du 6 avril 1997 à Howald et du 1^{er} décembre 1997 à Hollerich.

Dans les deux cas, les CFL ont décidé d'indemniser immédiatement tous les voyageurs blessés, et ce sans que la cause exacte des accidents n'ait encore été établie. À cette fin, les CFL ont demandé à leur assureur de s'arranger à l'amiable avec les victimes.

Dans le détail, la situation se présente actuellement comme suit:

Accident du 6 avril 1997 à Howald	
Nombre de voyageurs répertoriés comme blessés:	28
Nombre de victimes qui ne se sont pas ou plus manifestées:	2

Nombre de victimes indemnisées à l'amiable:	24
- dont victimes ayant introduit un référé ou ayant présenté une partie civile sans jugement sur le fond:	1
Nombre de victimes indemnisées en exécution d'un jugement:	0
Nombre de dossiers restant en cours de traitement:	2
- dont victimes ayant assigné au fond:	1
Total des indemnisations pour les dossiers clôturés:	293.311,79 €
Total des avances payées pour les dossiers en cours:	458.762,65 €
Accident du 1 ^{er} décembre 1997 à Hollerich	
Nombre de voyageurs répertoriés comme blessés:	97
Nombre de victimes qui ne se sont pas ou plus manifestées:	7
Nombre de victimes indemnisées à l'amiable:	87
- dont victimes ayant introduit un référé ou ayant présenté une partie civile sans jugement sur le fond:	9
Nombre de victimes indemnisées en exécution d'un jugement:	1
Nombre de dossiers restant en cours:	2
- dont victimes ayant assigné au fond:	2
Total des indemnisations pour les dossiers clôturés:	807.683,71 €
Total des avances payées pour les dossiers en cours:	362.852,20 €

Il résulte de ce tableau que presque toutes les victimes ont été dédommagées à l'amiable, et que seulement trois cas restent à être tranchés par les juridictions.

D'une manière générale, la procédure d'indemnisation a fonctionné de manière normale voire expéditive, conformément aux dispositions légales. Il n'y a pas lieu de la changer pour le cas d'un hypothétique accident grave futur.

Question 0094 (20.9.2004) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant la station d'essence sur l'autoroute de la Sarre:

Am Zesammenhank mat der Diskussioun ëm de Bau vun enger Tankstell op der Saarautobunn géif ech lech, Här Minister, gäre folgend Froe stellen:

1. Wat ass déi grondsätzlech Positioun vun der neier Regierung an dëser Fro?
2. Wann dës Tankstell soll gebaut ginn, sinn dann déi betreffend Etüden ofgeschloss? Wat ass gegebenenfalls d'Resultat vun dësen Etüden?
3. Fir wéini ass mat dem Ufank vun den Aarbechten ze rechnen?

Réponse (15.11.2004) de M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics:

1. D'Regierung ass der Meenung, datt de Bau vun enger Tankstell op der Saarautobunn noutwendeg ass, well et um ganzen Tracé vun der Autobunn op Lëtzebuurger Territoire keng Tankstell gëtt. Déi nächst ass an Däitschland a 45 km vun der Grenz ewech.

D'Regierung ass sech och bewosst, datt den 22. Mee 2003 d'Deputéiertechamber eng Motioun ugeholl huet, mat där se déi viereg Regierung invitéiert d'Installatioun vun enger Tankstell op dem Tracé vun der Saarautobunn virzegesinn, fir doduerch sécher ze stellen, dass déi Gefierer, déi am Transit duerch Lëtzebuerg no Däitschland fueren, ausschliesslech dës Autobunn benotzen.

2. An der Tëschenzäit sinn déi technesch Etüden souwäit ausge-

schaft, wéi et fir d'Opstellung vun engem Avant-projet de loi noutwendeg ass. Allerdéngs ass de Votet vun den Ëmweltaspeker, déi och an der Motioun vun der Chamber festgehale gi sinn, nach net ofgeschloss.

Ech wäert deemnächst de Regierungsrot nach eng Kéier am Detail mat dem Projet an all senge Komponente befaassen.

3. Aus de Punkten 1 an 2 ergëtt sech, datt ech op de Punkt 3 nach keng genau Äntwert ka ginn.

Question 0095 (20.9.2004) de M. Jean-Pierre Koepp (ADR) concernant la promotion de plantations de peupliers et de saules:

Nodeems an de leschte Joren déi ökologesch wäertvoll Aspekter vun de Pëppelen an de Weiden, wéi z.B. d'Erhéijung vun der Aarteviel-falt, d'Förderung vun de vertikalen an horizontale Strukturierungen, d'Stabiliséiere vu jonken Nole-beem, asw. unerkannt gi sinn, spillen dës zwou Zorte Beem ëmmer méi och eng wichteg Roll am Ofwaasserrengegen, dem Rengege vu verschmutzte Biedem an dem Broochleë vu landwirtschaftlech genotzte Flächen. Dës Beem spillen also an der Forstwirtschaft eng ganz wichteg Roll an d'Tendenz besteet, datt déi Roll an Zukunft duerch déi ganz Diskussioun ëm méiglech Weeër fir CO₂-Reduzierungen nach méi wichteg ka ginn.

Fir déi wëssenschaftlech, ekonomesch a sozial Aspekter vun de Pëppelen an de Weiden an hirem Notzen ze analyséieren ass um internationalen Niveau schonns Ufank de 60er Joren d'Commission internationale du Peuplier gegrënnt ginn, déi dunn 1977 an de Kader vun der Organisation vun de Vereenten Natiounen fir d'Alimentatioun an d'Agriculture (FAO) placéiert ginn ass. Lëtzebuerg ass am Géigesaz zu eisen Nopeschlänner awer net Member vun dëser Commission internationale du Peuplier vun der FAO.

An dësem Zesammenhang hunn ech folgend Froen un déi Häre Ministeren:

- 1) Ass zu Lëtzebuerg an de leschte Joren den Asaz vu Pëppelen a Weide fir d'Rengege vum Ofwaasser a Biedem an d'A gefaasst ginn, a wa jo am Kader vu wéi enge Projeten?
- 2) Sinn zu Lëtzebuerg am Kader vun dem Broochleë vu landwirtschaftlech genotzte Fläche Pëppelen a Weiden ugeplant ginn, a wa jo besteet do eng Tendenz, datt dës Praxis an den nächste Joren nach zouhëlt?
- 3) Wier et am Kontext vun der Zounahm vun der Wichtigkeet vun de Pëppelen an de Weiden net ubruecht fir der betreffender Konventioun vun de Vereenten Natiounen bäizetrieden, Member vun der Commission internationale du Peuplier vun der FAO ze ginn a konform zu dësem Traité dann och eng Commission nationale du Peuplier ze schafen?

Réponse commune (15.11.2004) de M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et de M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement:

Les peupliers et les saules sont des essences à croissance rapide qui à l'étranger sont essentiellement destinées à la production de bois d'industrie sur d'anciennes surfaces agricoles. Leur culture demande des surfaces importantes et une intervention technique lourde (drainage, fertilisation, emploi de pesticides, etc.).

En 1995, une étude sur la potentialité de la culture de peupliers dans notre pays a conclu à un potentiel très réduit pour le territoire national.

L'Administration des Eaux et Forêts participe activement à un projet à caractère écologique dans le cadre d'un programme européen Euforgen avec le but de réintroduire le peuplier noir (*populus nigra*).

Ad 1.- Au Luxembourg des cultures de peupliers et de saules à des fins d'épuration d'eaux usées et de sols contaminés n'ont pas été installées.

Ad 2.- L'intérêt et les besoins du secteur agricole pour des sites convenant à la culture de peupliers et de saules (fonds de vallées) sont tels que des plantations de ces deux essences n'ont pas été installées sur des surfaces importantes. Comme cette situation n'est guère susceptible de se modifier au cours des prochaines années, il n'y a pas lieu de s'attendre à un nombre important de dossiers de plantations de peupliers et de saules sur ces surfaces à vocation essentiellement agricole.

Ad 3.- Étant donné que la culture de peupliers et de saules revête davantage un caractère de ligniculture que de sylviculture et sachant que les surfaces propices à la culture de peupliers et de saules resteront minimales, une participation de notre pays à la Commission des peupliers de la FAO ne constitue pas une priorité de l'Administration des Eaux et Forêts.

Question 0096 (20.9.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant la situation des jeunes demandeurs d'asile en voie d'accomplissement de leur formation post-primaire:

„Le Gouvernement continuera à régler les cas exceptionnels de familles de demandeurs d'asile en portant une attention particulière à la situation des jeunes en voie d'accomplissement de leur formation post-primaire“ heescht et am Koalitiounsprogramm vun där neier Regierung.

De leschte Samschdeg kouv et erëm zu Ausweisungen. Dobäi gouf och eng Famill ausgewisen, déi schonns fënnf Joer hei am Land gelieft huet. Eent vun hire Kanner gouf hei am Land gebuer, déi aner ware schoulesch a sozial schonns voll hei integréiert.

Dofir dës Froen:

1. Wéi ass deen uewen zitéierte Passage am Koalitiounsaccord an deem Kontext ze verstoen?
2. Wat sinn déi genee Kritären, op déi sech Familljen, déi aus-gewise solle ginn, kéinte beruffen - deen uewen zitéierten Text ass nämlech méi wéi vague an et schéngt wéi wann hei momentan „à la tête du client“ virgaange gëtt?
3. Falls keng esou schréfflech Kritären existéieren, wéini gedenkt de Ministère esouer erauszeginn - dat fir den Arbiträr, dee momentan an deem Beräich ze existéiere schéngt, esou séier ewéi méiglech aus der Welt ze schafen?

Réponse (23.11.2004) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

À l'heure actuelle, le Gouvernement est en train de finaliser les critères en vertu desquels certains demandeurs d'asile se verront exceptionnellement délivrer une autorisation de séjour.

La situation des personnes susceptibles d'obtenir une autorisation de séjour fera l'objet d'une analyse individuelle au cas par cas, notamment au vu de la durée de leur séjour au pays et de leur possibilité d'intégration. De même, comme annoncé au programme gouvernemental, une attention particulière sera portée à la situation des jeunes en voie d'accomplissement de leur formation post-primaire. Ces autorisations de séjour devraient être émises avant la fin de l'année.

Le Gouvernement prend soin de ne pas rapatrier des personnes susceptibles de bénéficier de cette mesure exceptionnelle.

Question 0098 (21.9.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant l'importance de rendre les glissières de sécurité plus sûres pour les motocyclistes:

Net méi spéit wéi gëschter hunn ech erëm vun engem déidleche Motorradaccident misse liesen. lengerlech war aus deem Bericht misse erauszulesen, datt deen Accident op der Giischerklaus net hätt misse esou tragesch ausgeen, wann op der Onglécksplaz net nach eng vun deenen ale Leitplanke gestanen hätt: „Übrigens stehen an der Unfallstelle noch die klassischen Leitplanken, die einmal mehr ihrem traurigen Ruf als Todesfalle für den Motorradfahrer alle Ehre gemacht haben.“

Schonns an der Vergaangenheet hu Volleksvertrieder d'Regierung iwver Ufroen op dës Problematik opmierksam gemaach an zum Handele gedrängt. An enger entsprecher Äntwert hunn 1995 déi deemoleg Ministere Goebbels an Delvaux ugekënnegt, bei all nei Pose vu Leitplanken en entsprechende Sécherheetsdispositif virzegesinn. Am Joer 2000 hat déi deemoleg Bauteministescher hirsäits esou eng Mesure fir geféierlech Plazen op eisen Autobunnen ugekënnegt.

Dofir dës Froen:

1. Sinn antëscht all Risikoplazen op eisen Autobunnen, sou wéi de 25. am Mee 2000 vun der Bauteministescher ugekënnegt, mat Sécherheetslegemeter fir Motosfuerer équipéiert?
2. Hätt dee fatalen Ausgang vun deem Ausrutscher vun engem Motosfuerer op der uewe-genannter Plaz net duerch eng modern Leitplank verhënnert kënnen ginn?
3. Wéi héich ass den Undeel vu Leitplanken hei am Land, déi schonns modernste Sécherheetsgespréich gerecht ginn?
4. Wier et net esou lues un der Zäit, an enger volontaristescher Aktioun fir méi Verkéierssécherheet, all Leitplanken op eiselem Stroossereseau modernste Sécherheetsstandarden unzepassen, fir datt déi uewe-genannt „Todesfallen“ schnellstméiglech der Vergaangenheet ugehéieren?

Réponse (23.11.2004) de M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics:

Als Äntwert op d'Fro vum Deputéierten Aly Jaerling muss ech fir d'eischt feststellen, datt d'Risiko-plaze fir Motorradsaccidenter op den Autobunnen A1, A3, A4, A6 an A13 (Péiteng-Helleng) alleguer of-gesécher gi sinn an dat sät Oktober 2001 an Zesummenarbecht mat der „Lëtzebuurger Moto-Initiative“. En neien Dossier fir d'A7 (Miersch-Angelduerf) an d'A13 (Helleng-Schengen) ass a Virberedung.

Wat d'Landstroossen ugeet, muss ech bemierken, datt an der Vergaangenheet scho vill schaarfkanteg Pottoe vu Leitplanken op geféierlech Plazen mat enger Art

Puffer aus Polystyrol agekleed goufen. Souwisou sinn déi nei Leitplankepottoen net méi schaarfkanteg an all déi al wäerte lues a lues verschwannen.

Fir och op de Landstroossen moderne Sécherheetsgespréich gerecht ze ginn, ginn zanter geraumer Zäit op deene besonesch geféierleche Plazen déi bestoend Leitplanke folgendermoossen no-gerüst: Énnert der Leitplank gëtt e spezielle Blech ubruecht, deen déi grouss Lück énnert der Leitplank zoumëcht an esou verhënnert, datt de Motorradchauffer, wann e fällt, heidrënner rutscht a sech doduerch nach méi schwéier bleséiert.

Ginn nei Leitplanken un enger geféierlecher Plaz fir d'Motorradchaufferen ubruecht, ginn déi natierlech direkt mat dësem effiacen Dispositif versinn.

Esou goufen a leschter Zäit um Gebitt vun der Division des Services régionaux Lëtzebuerg zirka 4.000 m Leitplanke mat deem genannte Blech équipéiert an um Gebitt vun der Division des Services régionaux Diekirch zirka 5.000 m, sief am Ganzen 9.000 m. Weiderhin ass eng Ausschreiwung um Instanzewe, fir weider 10.000 m Schutzblecher unzemachen.

D'Installatioun vun de Leitplanken gëtt am Allgemengen ëmmer no de leschte Sécherheetskritären an Norme gemaach.

Question 0100 (22.9.2004) de Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV) concernant le contournement de Junglinster:

La localité de Junglinster se trouve sur l'axe routier Luxembourg-Echternach (N11) qui est quotidiennement traversé par 14.000 voitures en moyenne, tendance croissante. Les habitants de Junglinster, notamment ceux avoisinant les routes de Luxembourg et d'Echternach, ne peuvent plus parler de qualité de vie, du fait que le niveau sonore ainsi que les émissions nuisibles des voitures dépassent depuis des années les seuils tolérables. Il s'y ajoute que le plan sectoriel «Lycées» prévoit entre autres la construction d'un lycée à Junglinster ce qui aura comme conséquence un trafic supplémentaire dans la localité. Il va sans dire que les élèves fréquentant ce lycée se trouveront exposés à une situation intenable au niveau de la sécurité routière.

Les discussions autour d'un contournement à Junglinster datent depuis une décennie. Rappelons dans ce contexte que l'Administration des Ponts et Chaussées a coopéré dès 1995 au sein d'un groupe de travail réunissant des experts de plusieurs ministères à l'élaboration d'un plan directeur des contournements de localités. Un objectif d'antan d'un tel plan était entre autres d'établir des critères pour juger de la nécessité, de l'opportunité et de la priorité des projets de contournement. Une attention particulière a été apportée à ceux des projets qui se trouvent sur les itinéraires des routes européennes qui ne sont pas prévues d'être doublées par des autoroutes, dont le contournement de Junglinster. Le plan directeur a été approuvé par le Conseil des ministres en date du 3 octobre 1997 et les principes y retenus ont été repris dans le plan directeur de l'aménagement du territoire de mai 1999.

La transcription en droit national de la directive européenne 97/11/CE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement est actuellement en cours de procédure législative et va changer les procédures d'instruction des projets de contournement inscrites dans le plan directeur des contour-

nements de localités. Afin de ne pas se trouver dans un vide juridique, les contournements de localités ont été provisoirement repris sur le relevé des établissements classés. D'après le rapport d'activités du Ministère des Travaux publics de mars 2004, ces dispositions ont amené les responsables des Ponts et Chaussées à ne poursuivre que ceux des projets dont les travaux étaient sur le point de démarrer. Le contournement de Junglinster ne figure pas dans cette énumération.

La Division des Services régionaux de la Voirie - Luxembourg par contre a entamé ou continué l'étude de 76 routiers et d'ouvrages d'art lesquels ont été présentés, soit pour approbation de l'avant-projet, soit pour approbation du projet sous forme de dossier d'exécution. Une partie des projets a déjà été mise en adjudication et les chantiers devraient commencer en 2004, dont le contournement de Junglinster.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Est-ce que le contournement de Junglinster figure parmi les priorités du Ministère des Travaux publics?
- Quel est le stade actuel du projet de construction relatif au contournement de Junglinster?
- Est-ce que le dépôt d'un projet de loi dans les mois prochains est imminent?
- Est-il prévu de réaliser un „Park and Ride“ à l'entrée de Junglinster afin de récupérer le trafic en provenance d'Echternach?

Réponse (11.11.2004) de M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*:

Depuis la décision du Gouvernement arrétant l'implantation définitive du nouveau lycée entre Gonderange et Junglinster y compris le raccordement direct à la nouvelle route par l'intermédiaire d'un giratoire, le contournement de Junglinster figure parmi les projets prioritaires et le programme pluriannuel du Fonds des routes en tient compte pour l'exercice en cours et pour les exercices ultérieurs.

Pour le moment l'élaboration du dossier de l'étude d'impact détaillée sur l'environnement est en phase d'achèvement et sur base de ce dossier, le projet de route sera adapté si nécessaire et sera ensuite présenté aux autorités compétentes.

Le dépôt du projet de loi correspondant se fera en fonction de cette procédure mais au plus tôt à partir de 2005.

Du point de vue technique rien ne s'oppose à l'implantation d'un „Park and Ride“ à la hauteur du croisement entre la route d'Echternach et le chemin repris en direction de Blumenthal/Larochette, mais la décision définitive quant au choix du site est de la compétence du Ministre des Transports.

Question 0102 (22.9.2004) de M. Claude Adam (*DÉI GRÉNG*) concernant le vote par correspondance aux élections législatives et européennes 2004:

Par la réforme de la loi électorale, de nouvelles dispositions ont été introduites facilitant l'accès au vote par correspondance et simplifiant les modalités pratiques du déroulement de ce vote. Ces dispositions ont été appliquées une première fois aux élections législatives et européennes de juin dernier.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Combien de personnes ont participé au vote par correspondance aux élections de cette année-ci?
- Lors des élections de 1999, un nombre assez important de bulletins de vote par correspondance ont été déclarés nuls. Quel est le nombre de bulletins de vote par correspondance déclarés nuls pour les élections de l'année 2004?
- Combien de bulletins de vote ont dû être refusés suite à leur arrivée tardive au bureau de poste du bureau de vote destinataire?

Réponse (27.10.2004) de M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

L'honorable Député s'intéresse à l'importance du vote par correspondance à l'occasion des élections législatives et européennes du 13 juin 2004.

Ad 1)

Le nombre d'électeurs bénéficiant du vote par correspondance se présente comme suit pour les quatre circonscriptions:

	Elections législatives	Elections européennes
Circonscription Sud	4568	4697
Circonscription Centre	4088	4172
Circonscription Nord	1668	1682
Circonscription Est	1259	1311

Ad 2) et 3)

Contrairement aux élections antérieures où tous les bulletins de vote par correspondance d'une circonscription étaient recueillis dans un bureau de vote central par circonscription, la loi électorale du 18 février 2003 a modifié la législation en ce sens que les bulletins de vote par correspondance proviennent de la commune dans laquelle sont domiciliés les électeurs en question. Ainsi, il y a au moins autant de bureaux électoraux compétents qu'il existe de communes, à savoir 118. Or, comme dans la grande majorité des communes les bulletins de vote par correspondance ont été partagés entre les différents bureaux de vote, et que les bulletins en question ont été mélangés aux autres bulletins de vote, il est impossible de connaître le nombre de bulletins de vote par correspondance déclarés nuls pour les deux élections du 13 juin 2004. On dispose uniquement du nombre total de bulletins de vote déclarés nuls dans les différents bureaux de vote.

De même, il n'existe pas de données totales qui renseignent sur le nombre de bulletins de vote refusés suite à leur arrivée tardive au bureau de poste du bureau de vote destinataire.

Néanmoins, à titre d'indication, les données relatives à la ville de Luxembourg peuvent être fournies. En effet, la ville de Luxembourg a regroupé tous les bulletins de vote par correspondance dans cinq bureaux électoraux (bureaux 112 à 116).

	Elections législatives	Elections européennes
Demandes	1856	1885
Enveloppes retournées dans les délais	1762	1762
Enveloppes hors délais	94	123
Bulletins non valables (dont nuls)	101 (15)	82 (34)

Question 0103 (22.9.2004) de M. Niki Bettendorf (*DP*) concernant la formation des cadres de la nouvelle armée irakienne:

Les pays membres de l'OTAN discutent actuellement des modalités d'une mission de formation des cadres de l'armée que l'Alliance at-

lantique devrait mener en Irak, notamment en ce qui concerne la portée précise de la mission confiée à l'OTAN et son financement.

La France et l'Allemagne se sont opposées à l'idée de créer un „centre d'excellence“ chargé de former les cadres d'une nouvelle armée en Irak même, alors que l'Espagne et la Belgique se seraient montrées réticentes à ce projet.

Ces quatre États ont à plusieurs reprises déclaré ne pas envisager l'envoi de soldats en Irak.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

- Quelle est la position du Grand-Duché de Luxembourg sur la mission des Nations Unies visant à former les cadres d'une nouvelle armée irakienne?
- Le Luxembourg envisage-t-il l'envoi de soldats en Irak?

Réponse commune (27.10.2004) de M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Im-*

migration et de M. Luc Frieden, *Ministre de la Défense*:

1. L'adoption de la résolution 1546 par le Conseil de Sécurité, le 8 juin 2004, a ouvert la voie à un processus de reconstruction politique, économique et sociale de l'Irak. Dans ce contexte, les autorités intérimaires irakiennes ont demandé à l'OTAN de les assister dans le rétablissement d'un environnement sécurisé en Irak, en prenant en charge l'entraînement et l'équipement des nouvelles forces de sécurité irakiennes et en fournissant une assistance technique aux instances irakiennes compétentes.

L'accord de principe pour l'envoi d'une mission de formation de l'OTAN en Irak a été donné par les États membres de l'Alliance à l'occasion du Sommet d'Istanbul (28 à 29 juin 2004).

Sur ce, une première mission exploratoire a été envoyée en Irak au mois d'août. Plusieurs domaines d'action ont été identifiés, la formation devant s'effectuer en Irak ou hors de l'Irak, selon le choix des nations contributrices. Ainsi, d'une part, un centre de formation et de doctrine militaire sera établi en Irak par le Gouvernement intérimaire avec le soutien de l'OTAN, et d'autre part, des programmes de formation seront mis en place dans les académies et quartiers généraux de l'OTAN en Europe ainsi que dans l'Académie de police et militaire en Jordanie.

La mission de l'OTAN, qui est distincte de celle de la coalition multinationale, se fait donc à la de-

mande explicite des autorités irakiennes. Elle se limitera à assister les Irakiens et doit permettre de donner une base démocratique à la nouvelle armée irakienne.

Le Gouvernement examine actuellement la forme que pourrait prendre son soutien à la mission de

formation de l'OTAN. À l'instar d'autres États membres, il est notamment envisagé de fournir une contribution financière à l'Académie de police et militaire en Jordanie.

2. Le Gouvernement luxembourgeois n'envisage pas d'envoyer de soldats en Irak.

Question 0104 (22.9.2004) de M. Aly Jaerling (*ADR*) concernant le plan sectoriel zones d'activités économiques:

De Miwwelkonzern IKEA huet gëschter annoncéiert, mat den Aarbechte fir de Bau vun enger Nidderloosung un der belsch-lëtzeburgerescher Grenz zu Sterpenich (B) an den nächsten Deeg wëllen unzefänken an dat ob-schonns de Gëigner vum Projet - ënner anerem dem Lëtzeburgerer Umweltministère - nach e Recoursrecht virum belsche Statsrot zousteet.

Gläichzäiteg huet, mengen Informatiounen no, déi belsch Entwécklungsgesellschaft Idelux zwou Etuden an Optrag ginn, fir kuerzfristeg weider grouss Betriber a Geschäfter um selwechte Site unzesidelen. D'Recoursé géint de „permis unique“, deen, nieft dem „permis socio-économique“, d'Installation op dëser Plaz vum genannte Miwwelkonzern erlaabt, schéngen also all gescheitert ze sinn. Eng ganz Rétsch Suerge schéngen sech deemno ze bestätegen: Dem Opbau vun enger grësserer zesammenhängender Gewerbezon an direkter Noperschaft zu engem op Lëtzeburgerer Sait offiziell ausgewiesenen Naturschutzgebitt an där dann onvermeidbarer Zersterung vun der ländlecher Duerfstruktur vu Grass schéngt mäisch méi am Wee ze stoen.

D'Verlockung fir och op der Lëtzeburgerer Sait bei Grass eng entspréchend Gewerbezon unzuschléissen, ass elo manifest. Dobäi géif wäertvollt Wissen- an Akerland zerstiéiert ginn, ier iwwerhaupt - wéi am Regierungsprogramm virgesinn - en Inventaire an dorunner usschléissend de „Plan sectoriel zones d'activités économiques“ opgestallt ginn ass. Konkret Pläng fir esou eng reng kommunal Gewerbezon hat schonns den deemo-lege Stengeforter Buergermeeschter, deen antëscht Member vun der neier Regierung ass.

Dofir dës Froen:

1. Wier et net dréngend ubruecht, déi esouwuel am „Plan directeur“ vun der Landesplanung, ewéi och am IVL-Konzept an am Regierungsprogramm ugeduechten „Zone verte interurbaine“ tèschent dem Zentrum an dem Süde vum Land - also och bei Grass - als erhalens- a schützenswäert ze klasséieren?

2. Wier et net sënnavoll, am Interesse vun enger wierklech nohalteger regional geplangter Landesentwicklung, och d'Erstellung vun engem „Plan sectoriel zones d'activités économiques“ prioritär virunzedreihen an deemno grondsätzlech keng eenzel, vu Gemenge geplangten Aktivitéitszonen ouni eng gutt Ubannung un den öffentlechen Transport, ze autoriséieren?

Réponse (15.11.2004) de M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

Den Här Deputéierte Jaerling freet am Zesammenhank mat dem Bau vun engem IKEA an der Belsch no un der Grenz bei Stengefort an der „Verlockung“, och op lëtzeburgerescher Sait eng Gewerbezon unzeseelen, ob et net ubruecht wir, eng „zone verte interurbaine“ tèschent dem Zentrum an dem Süde vum Land als erhalens- a schützenswäert ze klasséieren an en „plan sectoriel zones d'activités économiques“ virunzedreihen.

Den Här Deputéierte rennt mat deene Froe bei mir oppen Dieren an. Déi zwee Plans sectoriels „zones d'activités économiques“ a „grands ensembles paysagers“, vun deem d'Zone verte interurbaine en Deel ass, si sënnavoll - si si jo och am Koalitionsofkomme virgesinn -, awer och nach aner Planungsinstrumenter, ewéi am Transport- an am Wunnengswiesen, an och d'Regionalpläng, an am Moment gëtt am Ministère gekuckt, wéi mer un déi Problematik eruginn, wat als éischt muss gemaach ginn a wéi eng Approche gewielt gëtt.

An dësem Moment ass et nach ze fréi, fir sech schonns op d'Ofgrenzung vun der Zone verte interurbaine an op hir Prescriptiounen, an och op d'Prescriptiounen vun engem Plan sectoriel „zones d'activités économiques“ festzeleeen.

Et muss een och drop hiweisen, datt déi Pläng jo, wann se eng Kéier bis ausgeschafft sinn, enger Enquête publique ënnerleien, esou datt een zu dësem Moment net ka soe wat um Schluss erauskënnt.

Question 0105 (23.9.2004) de M. Xavier Bettel (*DP*) concernant le bulletin conjoncturel de la Banque Centrale du Luxembourg:

Lors de la présentation du plus récent bulletin conjoncturel de la Banque Centrale du Luxembourg, Monsieur le Président Yves Mersch a affirmé que le taux de chômage dans notre pays a dépassé son plafond. Toutefois, selon les estimations du Statec, le nombre de personnes à la recherche d'un emploi devrait croître jusqu'à la mi-2005 au moins, en dépit de la croissance du nombre de postes nouvellement créés.

Monsieur le Ministre partage-t-il l'analyse du président de la BCL quant au chômage?

Vu les analyses du Statec et de la BCL, Monsieur le Ministre est-il d'avis que le chômage au Luxembourg est actuellement de nature plutôt conjoncturelle ou structurelle?

Réponse (11.11.2004) de M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

Il y a d'abord nécessité de rappeler que le marché du travail luxembourgeois évolue dans un environnement économique et social très particulier caractérisé par une forte concurrence en matière d'emploi.

La Grande Région, avec comme plaque tournante le Grand-Duché de Luxembourg, est l'espace transfrontalier qui connaît les mouvements transfrontaliers de travailleurs les plus importants de l'Union européenne.

Dans cet espace, on compte plus de 500.000 chômeurs, pour une population totale de l'ordre de 11 millions d'individus. Au 30 juin 2004, le taux de chômage dans ces régions varie, selon les données de celles-ci, de 7,3 % en Rhénanie-Palatinat à 20% dans certaines provinces wallonnes.

Autrement dit, la Grande Région compte trois fois plus de chômeurs que le Luxembourg compte de travailleurs salariés résidents.

En 2001, la population des salariés frontaliers a augmenté d'environ 10.500 personnes. En 2002 et 2003, bien que moindre, la croissance a été d'environ 4.500 à 5.200.

Au 30 juin 2004, l'effectif des salariés résidant dans les régions limitrophes et ayant un emploi au Grand-Duché dépasse le nombre impressionnant de 112.000 unités. Le taux de participation des non résidents à l'emploi salarié est de l'ordre de 40%, dépassant ainsi depuis deux ans la proportion de salariés de nationalité luxembour-

geoise (35%). Il y a lieu d'ajouter qu'environ trois quarts des nouveaux emplois sont occupés par les travailleurs frontaliers et que les travailleurs non luxembourgeois constituent quelque 65% de la main-d'œuvre occupée sur le territoire national.

Le recours aux réservoirs importants de main-d'œuvre de la Grande Région - et à préciser que l'aire de recrutement va bien au-delà de ces régions - a permis de répondre à la demande supplémentaire de travail et d'éviter les tensions excessives sur le marché du travail.

Le ralentissement très marqué de l'activité économique constaté en 2000 a freiné l'expansion de l'emploi. Cet ajustement de l'emploi s'est cependant produit avec un certain retard et a été nettement de moindre envergure. À rappeler que la croissance du PIB est passée de 9% en 2000 à 1,5% en 2001, alors que l'emploi a augmenté de 6% en variation annuelle.

Les ajustements du marché du travail se sont mis en place progressivement, les entreprises préférant dans un premier temps appliquer une stratégie de rétention de main-d'œuvre. Ainsi tout au long des dernières années, l'économie luxembourgeoise a continué à créer des emplois (+ 3,3% en 2002 et + 2,0% en 2003).

Toutefois, cette création nette d'emplois a été insuffisante pour enrayer l'évolution à la hausse du chômage.

Par le passé, en période de croissance économique élevée, l'économie luxembourgeoise a su ajuster l'emploi à l'essor économique en faisant appel à la main-d'œuvre étrangère. En revanche, la décélération par rapport aux années antérieures risque d'amoinrir le rôle amortisseur joué par la main-d'œuvre frontalière sur le marché du travail national. Ainsi, un développement économique médiocre pourrait, en cas de persistance, influencer négativement sur le niveau de l'emploi intérieur et entraîner une hausse du chômage de type structurel, l'ajustement ne se faisant pas prioritairement par un ralentissement de la croissance du nombre des travailleurs frontaliers.

Selon les estimations récentes des comptes nationaux du Statec, la conjoncture économique annonce des signes de reprise très nets: après une croissance exceptionnelle de 9% en 2000, chute du taux à 1,5% en 2001, puis confirmation d'une tendance très positive, les taux passant de respectivement 2,5 à 2,9% en 2002 et 2003. Pour 2004, le Statec table sur un taux de croissance légèrement supérieur à 4%.

Dans la foulée de cette revigoration, on constate sur les derniers mois une accélération au niveau de l'emploi. Même si les taux d'augmentation ne sont pas comparables à ceux constatés au début de cette décennie (6% en 2001), on retient que la croissance de l'emploi salarié qui s'était stabilisée à environ 2% en 2003 passe à 2,5% depuis le mois de mars 2004.

Toujours selon le Service central de la Statistique, un taux de croissance de l'emploi d'au moins 2,5% est nécessaire afin de pouvoir arrêter la progression du chômage. À l'heure actuelle, la reprise de la conjoncture est insuffisante pour envisager une résorption du chômage et les experts n'attendent pas d'amélioration sensible dans les deux années à venir.

Dans ce contexte, il y a lieu de renvoyer à l'étude présentée dans la note de conjoncture N°2-2004 portant sur la relation qui existe entre croissance et chômage. On constate une sensibilité diminuée du chômage au Luxembourg par rapport à la croissance. Une croissance économique de 5% en volume semble nécessaire afin d'obtenir une baisse du chômage.

Question 0106 (23.9.2004) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant l'indemnisation des pertes financières suite à la panne d'électricité du 2 septembre 2004:

La panne d'électricité du 2 septembre a surpris le pays qui n'était en toute probabilité pas conscient de ce qu'une panne pouvait encore se produire à cette échelle. L'absence de courant électrique pendant plus d'une demi-heure a causé un préjudice financier certain à l'économie nationale. La Fedil vient d'annoncer à cet égard que les pertes subies par l'industrie productive se chiffrent certainement par millions d'euros.

Au-delà de l'étude indispensable devant permettre d'élucider les raisons précises du „Black-out“ du 2 septembre et mettre en place un dispositif par lequel des événements comparables peuvent être évités à l'avenir, sinon au moins combattus de manière plus efficace et plus rapide, il reste que des pannes d'électricité ne peuvent probablement pas être exclues à jamais.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Messieurs les Ministres si le Gouvernement a engagé une réflexion portant sur un mécanisme d'assurance pouvant couvrir les pertes financières subies par l'économie en des situations de „Black-out“, respectivement si une telle réflexion va être engagée par le Gouvernement.

Je voudrais également savoir de quelle manière le Gouvernement prévoit d'indemniser les pertes subies le 2 septembre par l'industrie productive notamment.

Réponse commune (12.11.2004) de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

Dans sa question parlementaire, Monsieur le Député Laurent Mosar demande dans un premier volet si le Gouvernement a engagé une réflexion portant sur un mécanisme d'assurance pouvant couvrir les pertes financières subies par l'économie en des situations de „Black-out“, respectivement si une telle réflexion va être engagée par le Gouvernement.

Le Gouvernement n'entend pas entamer de telles réflexions, étant donné que les entreprises sont libres de conclure des contrats d'assurance couvrant les dommages directs et/ou indirects résultant d'une panne d'électricité, respectivement d'envisager d'investir dans des installations techniques adéquates permettant de pallier à une éventuelle défaillance du réseau électrique.

D'autre part, il est rappelé que d'éventuels dégâts causés directement par une interruption accidentelle de la fourniture d'électricité sont couverts par une assurance responsabilité civile au niveau de la société Cegedel. Il faut cependant que le plaignant apporte la preuve qu'une faute a été commise au niveau de Cegedel.

Dans un deuxième volet, Monsieur le Député Laurent Mosar voudrait savoir de quelle manière le Gouvernement prévoit d'indemniser les pertes subies le 2 septembre par l'industrie productive notamment.

Le Gouvernement n'indemniserait pas les pertes subies au niveau de l'industrie, parce qu'il n'appartient pas à l'État de prendre à sa charge le risque inhérent à l'exercice d'une activité industrielle ou commerciale.

Question 0107 (24.9.2004) de M. Camille Gira (DÉI GRÉNG) concernant l'aménagement d'une voie d'autobus entre Steinfort et le rond-point de Windhof:

L'amplification quasi journalière du trafic routier durant les heures de pointe a pour conséquence, d'une part, d'accroître les embouteillages et, d'autre part, de ralentir les usagers des autobus. Sachant que l'aménagement d'une bande exclusivement réservée aux autobus sur la route d'Arlon (N6) entre Steinfort et le rond-point de Windhof rendrait la circulation des bus beaucoup plus fluide, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Transports.

- Est-ce que Monsieur le Ministre serait d'accord d'aménager une voie réservée aux autobus sur ce tronçon de route?

- Dans l'affirmative, quel sera le délai prévu pour sa réalisation?

Réponse (27.10.2004) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:

La question de Monsieur le Député Camille Gira traite l'aménagement et l'utilité de couloirs d'autobus, notamment sur la route d'Arlon entre Steinfort et Luxembourg-ville.

Les couloirs d'autobus aménagés en dehors de la ville de Luxembourg sont tous dus à des initiatives du Ministère des Transports qui soutient fermement aussi le projet d'une voie réservée aux transports en commun sur toute la longueur de la N6 de Steinfort jusqu'à la place de l'Étoile à Luxembourg-ville.

Dans ce contexte, un groupe de travail interministériel a été créé en vue de promouvoir la constitution d'un ensemble de couloirs d'autobus sur les axes principaux du réseau routier national.

Quant au couloir à aménager sur la N6, il convient de renvoyer à la compétence partagée dans ce domaine entre le Ministère des Travaux publics (Ponts & Chaussées) et les autorités communales, qui doivent encore marquer leur accord pour faire aboutir le projet.

Question 0108 (24.9.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant l'introduction d'une carte d'identité électronique:

En 2002 l'honorable Député Gusty Graas avait posé une question parlementaire au Ministre de l'Intérieur de l'époque concernant la carte d'identité électronique (cf. *compte rendu N°2003-2004*).

À cette époque Monsieur le Ministre avait répondu que ce projet se limitait à onze communes en Belgique. Il avait estimé qu'il n'était pas possible à l'époque de tirer les conclusions quant aux répercussions positives d'une telle introduction au Luxembourg.

En outre, il avait précisé qu'une fois l'utilité et la fiabilité d'une telle carte à puce établies il s'agirait de voir comment et sous quelles conditions un système de carte d'identité électronique pourrait être étendu au Luxembourg.

Il me revient maintenant dans un article paru dans la nouvelle édition du magazine Paperjam que la carte d'identité électronique va être généralisée en Belgique d'ici 2009. Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information de la généralisation de la carte d'identité électronique en Belgique pour 2009?

- Monsieur le Ministre partage-t-il le même avis que son prédécesseur?

- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre compte introduire la carte d'identité électronique au Luxembourg?

Réponse (3.11.2004) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

1) D'après les informations dont je dispose, il est effectivement envisagé de généraliser l'introduction de la carte d'identité électronique en Belgique. Selon les prévisions actuelles la généralisation devrait être réalisée fin 2009.

2) Il est bien entendu que je partage le même avis que mon prédécesseur quant à la fiabilité et surtout l'utilité d'une telle carte d'identité électronique au vu du contexte international plus que fluctuant sur le marché des documents d'identité. Sans être spécialiste en la matière (le Ministre de l'Intérieur

n'officiant que comme intermédiaire entre les 118 communes et la société productrice des documents en ce qui concerne l'acheminement du courrier de et vers Bruxelles), je crois pouvoir affirmer qu'une introduction de la carte d'identité électronique pour la seule et unique raison que nos voisins belges l'ont également introduite peut être considérée comme une démarche contre-productive tant pour le citoyen qui n'en retire aucun avantage que pour l'administration qui s'engagerait dans un processus coûteux en dehors de tout cadre réglementaire communautaire voire international.

3) Il est loisible à l'honorable Député de faire une proposition de loi allant dans le sens voulu tout en étant conscient que l'introduction d'une carte d'identité électronique nécessite au préalable la mise en place de toute une série d'infrastructures pour le stockage des données personnelles des citoyens, ainsi que la généralisation de la signature électronique sans laquelle une telle carte n'est d'aucune utilité.

Question 0110 (27.9.2004) de M. Claude Meisch (DP) concernant l'octroi du permis unique par les instances gouvernementales wallonnes au magasin d'ameublement IKEA:

Le 25 mai 2004 le Ministère de l'Environnement avait introduit - auprès des instances gouvernementales wallonnes - un recours contre le permis unique délivré le 12 mai 2004 par le Collège des Bourgmestres et Échevins de la ville d'Arlon à IKEA Belgium S.A. pour la construction et l'exploitation d'un magasin à Sterpenich (commune d'Arlon).

Cette démarche était précédée d'une étude technique sommaire élaborée par l'Administration de l'Environnement. Les résultats de cette étude avaient été transmis le 15 mars 2004 par Monsieur Eugène Berger, Secrétaire d'État à l'Environnement, au Ministre de l'Environnement de la Région wallonne.

Par voie de presse j'ai pris connaissance que les instances gouvernementales wallonnes se sont prononcées et que l'octroi du permis unique à IKEA Belgium S.A. a été confirmé.

Ceci m'amène à poser les questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre partage-t-il, d'une façon générale, l'avis de son prédécesseur dans l'affaire IKEA-Sterpenich?

2. Le Ministère de l'Environnement a-t-il été dûment informé par les instances belges du rejet de son recours?

3. Dans l'affirmative, quelles sont les raisons ayant amené le ministre wallon à rejeter l'argumentaire pourtant bien étoffé du Ministère de l'Environnement luxembourgeois?



**Chambre
des Députés**
L U X E M B O U R G

d'Chamber online op
www.chd.lu

4. Monsieur le Ministre est-il d'avis que tous les arguments avancés par son ministère aient été analysés à fond dans le cadre de la procédure de recours?
5. L'argumentation du ministre wallon telle qu'elle est déclinée dans l'arrêté ministériel du 8 septembre 2004 est-elle correcte et incontestable?
6. Monsieur le Ministre entend-il réserver une suite dans cette affaire en introduisant un recours motivé auprès du Conseil d'Etat belge?

Réponse (28.10.2004) de M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député je suis en mesure de fournir les éléments suivants:

La position critique du département de l'Environnement concernant le dossier IKEA-Sterpenich reste maintenue.

Le Vice-président du Gouvernement wallon, Ministre du Logement, des Transports et du Développement Territorial a informé en date du 9 septembre 2004 le département de l'Environnement du Grand-Duché de l'arrêté du 8 septembre 2004 confirmant l'arrêté délivré par le Collège des Bourgmestre et Échevins de la ville d'Arlon du 12 mai 2004 accordant à IKEA BELGIUM S.A. l'autorisation de construire et d'exploiter un magasin à Arlon, 1, rue de Grass. Un courrier identique a été transmis en date du 9 septembre 2004 à l'Ambassade du Grand-Duché à Bruxelles. D'ailleurs, le Bourgmestre de la ville d'Arlon a signalé au Ministère de l'Environnement la confirmation du permis unique par un courrier daté au 10 septembre 2004.

L'arrêté du 8 septembre 2004 du Vice-président du Gouvernement wallon, Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial, énonce sur une dizaine de pages les motifs qui sont à la base de la confirmation du permis unique délivré par le Collège des Bourgmestre et Échevins de la ville d'Arlon en date du 12 mai 2004. Une copie de l'arrêté du 8 septembre 2004, comprenant les motifs pour lesquels le Ministre wallon a rejeté l'argumentaire bien étoffé du département de l'Environnement luxembourgeois, est annexée à toutes fins utiles. Il convient de noter que l'appréciation de la validité de l'autorisation se fait par rapport au droit belge (*annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés*).

L'arrêté du 8 septembre 2004 précité prend position par rapport aux critiques, craintes et doléances exposées par le Grand-Duché lors de la procédure d'autorisation. Au fond il est conclu à l'application correcte du droit belge.

Seul le Conseil d'Etat, juridiction administrative suprême en Belgique, est compétente pour juger si l'argumentation du Ministre wal-

lon est correcte et incontestable.

A l'instar de la position du Gouvernement dans d'autres dossiers ayant une dimension internationale le département de l'Environnement n'intentera pas un recours contentieux devant le Conseil d'Etat belge et ce notamment pour les raisons suivantes:

- En droit international public il n'est pas d'usage qu'un État se dirige contre un acte administratif individuel délivré par une autorité publique étrangère.
- Au cours de la procédure d'instruction de la demande les critiques, craintes et doléances du département de l'Environnement ont été exprimées de manière détaillée aux autorités belges et ce aux niveaux juridique, diplomatique et politique.
- Il n'est pas certain qu'un recours contentieux intenté par le Grand-Duché soit reconnu comme recevable par le Conseil d'Etat belge. Il s'agit de la question de l'intérêt national qui est apprécié par rapport à l'atteinte à l'environnement à craindre.
- Il suffit qu'un seul recours soit considéré comme recevable et fondé pour que l'autorisation attaquée soit réformée voire annulée.

Question 0111 (27.9.2004) de M. Jean-Pierre Koepf (*ADR*) concernant les conditions de logement des élèves du Lycée technique hôtelier „Alexis Heck“:

Alt erëm ass d'Hotelsschoul vun Dikrech wéinst onwürdege Logementer fir hir Schüler an der Diskussioun - iwwer ee Sechstel vun hire Schüler sinn zwéngend op eng Internatsplaz ugewisen.

Een Deel vun de Schüler hunn elo kuerzfristeg („praktisch eine Nacht- und Nebelaktion“, seet den Direkter am L.W. de 25. September 2004) missen an en délabréierten Hotel ëmquartéiert ginn.

Schonn am November 2001 hat ech mech gezwonge gesinn, wéinst skandaléisen Zoustänn a Saachen Hygiène a Liewensqualitéit fir d'Internatsschüler vun der Hotelsschoul, iwwer eng parlamentaresch Fro ze intervenéieren.

Dowéinst dës Froen:

1. Wéi konnt et virkommen, datt déi betraffe Schüler esou kuerzfristeg hu missen ëmquartéiert ginn?
2. Ass et am konkrete Fall iwwerhaapt legal gewiescht, fir der Hotelsschoul - sou kuerzfristeg wéi behaapt gëtt - de Loyer fir déi concernéiert Schülerlogementer eropzesetzen?
3. Firwat waren d'Raimlechkeeten am „Hôtel Beau Séjour“ net

alleguer gebotzt, opgeraumt a gerengegt, ier se de Schüler zur Verfügung gestallt goufen?

4. Wéini ass domadder ze rechnen, datt dat net Internat zu Dikrech, dat d'Chamber de 24. Mäerz 1999 gestëmmt huet, fäerdeg gestallt ass - a wéi wäit sinn d'Bauarbechten antëscht fortgeschrott?

Réponse commune (23.11.2004) de Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*:

Ad 1

D'Hotelschoul vun Dikrech huet während dräi Joer iwwer en Deel vum „Hôtel du Parc“ verfügt an de Besëtzer vum Hotel war averstanen, d'Schüler fir en zousätzlecht Joer bei sech ënnerzebréngen. Zwou Woche virun der Schoulentree huet de Besëtzer vun dësem Hotel decidéiert, de Loyer ëm 33% ze erheijen. Aus der Siicht vun der finanzieller Verfügbarkeet war dëse Virschlag onzoulassig.

Den 9. September 2004 konnt mam Gérant vum „Hôtel Beau Séjour“ en Accord fonnt ginn. Dësen Hotel bidd déiselwech Konditiounen wéi den „Hôtel du Parc“ zu der Konditioun, datt alles grëndlech gebotzt gouf. Am Verglach zum „Hôtel du Parc“ huet en net onbedeitend Virdeeler, nämlech:

- e verfügt iwwer 32 Zëmmeren amplaz vun 30;
- e verfügt iwwer eng Kichen, déi den Normen HACCP entsprécht an en huet en lessall;
- d'Gebäi entsprécht de Sécherheetsnormen, wat d'Presenz vun de Betonsdallen an déi vun engem zweeten Trapenhaus betrëfft;
- am Verglach zu dem Virschlag vum „Hôtel du Parc“ ass de Loyer hei 45% méi bëleg.

De Gérant war averstanen, fir der Hotelschoul d'Gebailechkeete mat all dem Mobilier a Material vum 20. September un zur Verfügung ze stellen.

Ad 2

Et war kee Vertrag mat dem Besëtzer vum „Hôtel du Parc“ ofgeschloss ginn, hie konnt all Moment de Loyer änneren.

Ad 3

Eng spezialiséiert Firma huet all d'Zëmmeren am Fong gebotzt, während d'Gemeinschaftsraum vun de Botzfrauen aus dem Lycée gebotzt gi sinn. D'Bettwäsch an d'Bettdecken, déi knaschteg an ofgenotzt waren, sinn ewechgeholl ginn.

D'Produktionsatelieren (Kichen, Killschaf...) ware vum technesche Service aus dem Lycée virgebotzt ginn. Als Ofschloss hunn d'Enseignanten an d'Schüler d'Geschier an d'Maschinen definitiv gebotzt. Dass d'Schüler hiert Schouljoer mat enger Botzaktioun hu missen ufänken ass net agréabel an deet eis Leed. Mä d'Botzen

ass awer an där Berufsausbildung näischt Ongewéinlech. Zum Schluss vun all Trimester ginn d'Klassen hin a maachen dës Aarbecht an all Atelier vun der Schoul. Botze gehéiert nämlech zu engem Deel vun hirer Formatioun an d'Schüler musse fäeg sinn, den Hygiène-Zoustand vum Geschier an de Maschinnen ze iwwerprüfen.

Am Ufank vum „Exercice budgétaire 2005“ schéckt de Ministère eng „Soumission publique“ eraus, fir d'Zëmmer frësch anzerichten.

Ad 4

D'Fäerdegstellung vum „Internat public“ zu Dikrech ass virgesi fir de Schoulufank 2005-2006. D'Reibauarbechte sinn um Punkt fir ofgeschloss ze ginn an d'Parachèvementarbechte sinn och schonns um Lafen.

Dat bedeit, datt d'Ofdichte vun de Flaachdiech amgang ass ausgefuert ze ginn an d'Chassisé vun de Fënstere virum Kollektivcongé vum kommende Wanter poséiert ginn. Parallell duerzou ginn d'Aarbechte vun den elektreschen, sanitären an thermeschen Installatiounen realiséiert.

Fir d'Beheize vun de Raim während der kaler Saison ze garantéieren, ginn am Virfeld zur Ausféierung vun de Bausenanlagen déi néideg Amenagement fir den Zougank zum ënnerdege Parking sou wéi fir den Uschloss un de Stadshëtzezéseau (chauffage urbain) virgeholl. Wat d'Gipsarbechten, d'falsch Plafongen sou wéi d'Chappen an d'Buedembeleg betrëfft, wärten déi entsprechend Opdrag an deenen nächsten Deeg erausgoen. Öffentlech auszeschreibe bleiwen nach d'Fassad an d'Schräinerei bannen. Wat d'Miwwele betrëfft, sinn déi entsprechend Lastenhefter zur Zäit an der Phas vun der Fäerdegstellung.

Question 0113 (28.9.2004) de M. Jos Scheuer (*LSAP*) concernant les services de restauration dans les établissements hospitaliers:

Si l'hôpital est bien entendu un lieu médical où priment les prestations médicales, idéalement accompagnées d'une prise en charge psychologique, il convient également de souligner l'importance des services périphériques et notamment du service de restauration. Une alimentation adaptée aux besoins spécifiques des malades tout en préservant le plaisir de la table, le plaisir de manger, est un facteur non négligeable, apte à favoriser le processus de convalescence.

Dans ce contexte, et compte tenu des expériences positives faites dans les cantines scolaires, les CIPA et autres institutions avec la cuisine de proximité qui privilégie les produits du terroir, Monsieur le Ministre pourrait-il me faire savoir:

Quel est le nombre d'établissements hospitaliers où les repas sont entièrement cuisinés sur place?

Dans combien d'établissements hospitaliers, les repas proviennent-ils d'autres producteurs et distributeurs?

Combien d'établissements utilisent le système de la liaison froide?

Quel est le coût par repas à l'achat et, dans les établissements où les repas sont préparés sur place, au niveau des matières premières?

Compte tenu aussi bien des exigences médicales en matière d'alimentation que de l'importance des fonctions nutritionnelle et psychologique des repas, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il serait souhaitable de mettre en place une plate-forme de discussion pour discuter des meilleures pratiques en la matière?

Réponse (8.11.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

L'administration ne détient pas tous les éléments de réponse aux questions formulées par l'honorable député. Les informations fournies ci-après proviennent en partie de l'Union des Caisses de Maladie.

Sur les quatorze hôpitaux qui existent actuellement, cinq assurent les services de cuisine eux-mêmes, huit établissements ont recours à un fournisseur externe tandis que pour un établissement, à savoir le Centre François Baclesse, il n'existe pas de cuisine dans la mesure où tous les patients viennent en traitement ambulatoire.

Le système de la liaison froide est assez utilisé le week-end, où se pratique alors la remise en température.

Quant au coût de la restauration, il diffère quelque peu suivant les différents hôpitaux. D'après les renseignements fournis par les hôpitaux à l'UCM pour l'année 2002, et en prenant une valeur médiane, ce coût serait de 23,96 Euro par jour.

Quant à la question de «la meilleure pratique en la matière» soulevée par l'honorable Parlementaire, il faut savoir que dans la très grande majorité des établissements hospitaliers une diététicienne surveille la composition et la qualité des menus. Les établissements ne disposant pas d'une diététicienne en permanence (établissements de faible taille à séjour prolongé) ont néanmoins le souci de fournir une alimentation de qualité indiscutable.

Favoriser la prise d'alimentation en analysant les éventuels problèmes du patient individuel en créant un climat psychologique positif, en aidant pour autant que nécessaire tout en stimulant l'autonomie constitue une des missions des personnels soignants qui s'y appliquent avec engagement.

Je signalerai encore que du point de vue hygiène alimentaire le guide de bonnes pratiques concernant la démarche HACCP dans les cuisines du secteur hospitalier, éla-



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

boré par l'Entente des Hôpitaux luxembourgeois, a été validé le 7 octobre 2004 par le soussigné pour une période de 5 années.

Question 0117 (4.10.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant l'indemnité d'attente:

D'Gesetz vum 25. Juli 2002 «concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle» huet a sengem Artikel 5-2 eng Indemnitéit «d'attente» agefouert fir déi Persounen, déi um normalen Aarbechtsmaart net reklasséiert kënnen ginn, mä bei der ADEM ageschriwwen sinn. Dës Indemnitéit «d'attente» gëtt vun de Pensiounskeessen un d'ADEM iwwerwisen.

Kann den Här Sozialminister mer duerfir dës Froe beäntweren:

1. Wéi vill ass vun der Pensiounskeess an de Joren 2003 an 2004 un d'ADEM respektiv un déi betraffe Leit iwwerwisen ginn, fir dës Indemnitéit «d'attente» ze finanzéieren?
2. Wéi vill Leit si schonns an de Genoss vun där Indemnitéit «d'attente» komm?

Réponse (5.11.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Den Här Deputéierte wëllt a senger Ufro wëssen, wéi vill «Indemnités d'attente» gemäss dem Gesetz vum 25. Juli 2002 bis elo ausbezuelgt goufen.

Fir d'éischt wëll ech festhalen, datt déi Indemnitéite vun de Pensiounskeessen net un d'ADEM iwwerwisen ginn, mä direkt un déi betraffe Leit, an zwar eréischt dann, wann déi hir sämtlech Rechter op Chômageindemnitéiten erschöpft hunn. Dat erkläert zum Deel och firwat am Joer 2003 keng esou eng Indemnitéit ausbezuelgt gouf.

Fir d'Joer 2004 huet d'Alters- an Invaliditéitskeess, déi bis elo iwwregens déi eenzeg Pensiounskeess ass, déi ausbezuelgt huet, mer déi nofolgend Zuele matgedeelt. Virausgeschéckt sief awer eng Informatioun technescher Natur: Wann d'Pensiounskeese Suen ausbezuelen, geschitt dat op zwou Manéieren; wann et sech zum Beispill ëm eng Nobezuelung handelt, ginn dës Suen iwwer e sou genannten «Païement unique» bezuelen; wann et Sue sinn, déi all Mount déiselwecht sinn (zum Beispill eng normal Pensioun), gi se iwwer en «Mandat courant» bezuelen. Am Tableau hei ënnendrënner bedeit PU «Païement unique» an MC «Mandat courant».

Mount	Fäll	Betrag
PU VII	1	4.650,54 €
PU VIII	1	4.293,55 €
PU IX	3	14.577,57 €
PU X	1	3.145,59 €
MC VIII	1	949,09 €
MC IX	4	3.941,13 €
MC X	7	7.539,66 €
Total:		39.097,13 €

Question 0119 (5.10.2004) de M. Jean-Pierre Koepp (ADR) concernant les recettes provenant de la vente des billets des transports publics:

Den ADR huet schonns 1999 d'Diskussioun iwwer de gratis öffentliche Transport lancéiert. Hannergrond vun dëser Fuerderung wor d'Opfaassung, datt déi administrativ Käschte bei wäitem méi héich si wéi dat, wat duerch de Verkaf vu Billjeeën era kënn.

Leider hu mer misse feststellen, datt an de Rapporte vum Transportministerium keng genee Zuelen

iwwer d'Einnahmen aus dem Billjeesverkauf opgefouert sinn.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Wat sinn déi genee Einnahmen aus dem Verkaf vun de gemeinsame Billjeeën vun CFL, AVL, TICE an RGTR?
2. Wat kascht déi ganz Gestiou vum kostenpflichtegen öffentliche Transport, den Drock, d'Bedreiwe vu Guicheten, d'Opstelle vun Automaten an hiren Entretien, d'Kontroll vun de Billjeeën asw. mat abegraff?
3. A wéi enger Relatioun sinn d'Einnahmen aus dem Billjeesverkauf zum Gesamtkäschtpunkt vum öffentliche Transport: CFL, AVL, TICE an RGTR?
4. Wéi vill Leit profitéieren zu Lëtzebuerg vun engem gratis Abonnement fir den öffentliche Transport?

Réponse (22.11.2004) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:

Den Här Deputéierten Jemp Koepp stellt véier Froen am Kontext vum Käschtpunkt vum öffentlichen Transport, déi folgendermoosse beäntwert kënnen ginn:

- 1) D'Einnahmen aus dem Verkaf vu Billjeeën an Abonnementer am öffentlichen Transport belafen sech zesumme fir CFL, AVL, TICE an RGTR op 25.908.000 (2003).
- 2) D'Gestioun fir den RGTR:
 - 8 Beamtinnen/ Beamten
 - Contrat CFL: (5 Beamten) 345.000 €
 - TICE: 223.653 €
 - AVL: unbekannt
 - CFL: unbekannt
- 3) Am Vergläich zu de Betrëbskäschte vum nationalen öffentlichen Transport, déi de staatléche Veträg no berechent ginn, stellen d'Einnahmen 18% duer.
- 4) Zu Lëtzebuerg ginn et 38.000 gratis Schülerkaarte fir de post-primären Unterrecht.
 - 48.000 Kaarte si vum Innenministerium u Leit mat enger Invaliditéit ausgestellt.
 - 8.500 Sozialkaarte si vun den dofir zoustännegen Institutiounen u lëtzebuergesch an auslännesch Matbierger ausgestellt.

Question 0120 (7.10.2004) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant les dispositions du règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 (réduction du loyer pour les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans):

Le règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 fixe dans son article 2 l'âge d'une «personne âgée» à 65 ans et le chapitre 3 définit notamment les modalités de calcul du loyer d'un logement adapté aux personnes âgées et aux personnes handicapées. Ainsi le revenu net disponible (RND) est multiplié par

0,25 pour les locataires personnes âgées au lieu de 0,75 pour les locataires ordinaires.

Normalement une personne âgée devrait dès lors payer, sous les mêmes conditions de revenu et de logement, un loyer annuel jusqu'à 20% moins élevé qu'un locataire ordinaire.

Or, selon mes informations de nombreux locataires qualifiés personnes âgées continuent à payer des loyers dits ordinaires malgré le fait que le Fonds du logement soit parfaitement informé de leur situation et qu'en sa qualité de bailleur social il lui incombe de recalculer d'office les loyers des personnes âgées de plus de 65 ans.

Quelques personnes âgées, locataires du Fonds, après consultation des dispositions légales, se sont adressées au Fonds du logement pour demander le bénéfice du régime du loyer réduit prévu par la loi.

Le Fonds refuse apparemment de faire droit à leur demande et renvoie la question au Ministre de tutelle arguant d'un vide juridique.

Dans ces conditions je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- 1) Le Fonds du logement est-il en son bon droit s'il n'applique pas d'office les réductions de loyer pour ses locataires âgés? Si oui, pourquoi et sur base de quels textes?
- 2) Pour quelles raisons le Fonds doit-il demander l'avis du Ministre pour accorder un loyer réduit prévu pourtant par un texte légal?
- 3) Quelle réponse Monsieur le Ministre entend-il donner à la question posée par le Fonds du logement respectivement par les locataires dont question?
- 4) Combien de personnes âgées et de personnes handicapées bénéficient-elles d'un logement locatif? Combien de ces personnes bénéficient d'un loyer réduit?

Réponse (12.11.2004) de M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

Le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat procède au calcul des loyers de ses logements en parfaite conformité au règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie, prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

Dans ces conditions, le Fonds veille à ce que les deux conditions prescrites par le règlement précité et soulignées par l'auteur de la question parlementaire soient remplies, à savoir l'âge du locataire ainsi que la configuration du logement au sens de l'article 22 du règlement.

Il y a lieu de noter que tous les loyers des personnes âgées et des personnes handicapées habitant un logement répondant aux caractéristiques imposées par la réglementation en vigueur sont calculés aux termes du chapitre 3 du règlement grand-ducal du 16 novembre 1998.

Question 0121 (7.10.2004) de M. Ali Kaes (CSV) concernant les heures d'ouverture des guichets de gare:

Les heures d'ouverture du guichet de la gare de Diekirch se situent du

lundi au vendredi entre 7:30 et 12:10 heures du matin et entre 13:50 et 17:10 heures de l'après-midi. Cependant, et selon mes informations, le guichet était fermé à plusieurs reprises au cours des dernières semaines, ce dont se plaignaient de nombreux voyageurs qui ne pouvaient plus acheter leurs billets de train sur place. Cette situation va sûrement à l'encontre du but visé par le Gouvernement d'améliorer la qualité du transport public et de le rendre plus attrayant aux yeux du grand public.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces allégations?
- Dans l'affirmative, pour quelles raisons le guichet de la gare de Diekirch n'était-il pas accessible aux voyageurs des transports publics aux heures d'ouverture habituelles?
- Quelles sont les mesures que le Ministre entend prendre afin de remédier à cette situation dans le futur?

Réponse (8.11.2004) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:

L'honorable Député souhaite être informé sur l'occupation du guichet de la gare de Diekirch.

Vu le nombre limité d'agents pouvant assumer la fonction d'agent de guichet en gare de Diekirch, il est vrai que le guichet en question a été fermé en dates des 1^{er} et 4 octobre 2004 et ce pour cause de maladie de plusieurs agents pendant la même période.

Afin que les CFL puissent satisfaire au mieux les besoins de la clientèle des transports publics, des adaptations aux heures d'ouverture des guichets ne manqueront pas d'être décidées dans le cadre de la stratégie des CFL.

Question 0122 (7.10.2004) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant la contribution financière du Luxembourg au Bureau européen des Radiocommunications:

Am Kader vum Projet de loi N°5293 „portant approbation de l'instrument amendant la Convention relative à la création du Bureau Européen des Radiocommunications (BER), fait à Copenhague, le 12 décembre 2002" iwwerhëlt Lëtzebuerg zéng „quotes-parts devant servir de base à la définition des contributions financières et des votes pondérés". Am Verglach dozou iwwerhëlt Irland nëmmen fënnef an zum Beispill Polen, d'Slowakei an aner gréisser Länner souguer nëmmen eng „quote-part".

Am VirgängerGesetz vum 27. November 1996 „portant approbation de la Convention pour la création du Bureau Européen des Radiocommunications (BER) conclue à La Haye, le 23 juin 1993" war déi nämlecht Regelung schonns virgesinn. Doriwwer eraus huet dat anert VirgängerGesetz vum 8. Abrëll 1999 „portant approbation de la Convention instituant le Bureau Européen des Télécommunications (ETO), faite à Copenhague, le 1^{er} septembre 1996" virgesinn, datt „les coûts sont partagés sur la base des unités contributives conformément à la contribution de leurs administrations à la CEPT".

Dës „Conférence européenne des Administrations des Postes et Télécommunications" (CEPT) gouf 1959 gegrënnt a Lëtzebuerg war ënnert de Grënnungsmemberen. Zënter 1959 huet also dës Finanzéierungssystem net méi geännert.

An dësem Zesammenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

- 1) Wéi héich chiffriert sech déi genee finanziell Bedeelegung vu Lëtzebuerg un der CEPT an un dem BER?
- 2) Firwat iwwerhëlt Lëtzebuerg a béide Fäll eng relativ héich finanziell Bedeelegung?
- 3) Wier et am Kader vun der Convention relative à la création du Bureau Européen des Radiocommunications (BER) fait à Copenhague le 12 décembre 2002 oder och elo nach duerno net ubruecht dës finanziell Bedeelegung vu Lëtzebuerg ze iwwerdenken an no ënnen ze revidéieren?

Réponse (27.10.2004) de M. Jean-Louis Schiltz, Ministre délégué aux Communications:

1. Vun 1959 un, dem Grënnungsjoer vun der „Conférence Européenne des Administrations des Postes et Télécommunications" (CEPT), bis 1992 ass déi finanziell Bedeelegung vun der deemoleger Postverwaltung gedroe ginn.

1992 ass aus der CEPT en Zesummeschluss vun de Ministère ginn, déi an deene jeeweiligen europäesche Länner fir d'Post an d'Telekommunikatioun zoustänneg sinn. Vun 1993 bis 1997 ass d'Lëtzebuurger Bedeelegung iwwer ee Budgetartikel vum Kommunikationsministerium gelaf.

Déi genau Zuele fir déi zwou Perioden stinn an de Statskonten.

1998 huet den deemolegen Telekommunikationsinstitut (ILT), haut Regulatiounsinstitut (ILR), d'Bedeelegung vu Lëtzebuerg an d'CEPT iwwerhol, och déi fir den ERO an den ETO.

Den ILR huet 2001 (déi lescht Ofrechnungsperiod) NOK 7.255.- un d'CEPT bezuelen. Dat sinn 886.-

D'Contributioun ETO 2004 sinn DKK 112.200.- (15.086.-)

D'Contributioun BER 2004 sinn DKK 436.760.- (58.724.-)

2. 1959 haten déi 19 Grënnungsmembere vun der CEPT ofgemaach, d'Présidence vun der CEPT à tour de rôle ze iwwerhuelen. D'Lëtzebuurger Délégiatioun vun deemools huet awer gemengt, Lëtzebuerg hätt net genuch „ressources humaines" fir esou eng Présidence ze assuméieren. Durfir huet se ugebueden, méi en héije Beitrag ze bezuelen. Als Konterpartie war se vun der Présidencepflicht entbonnen.

Wéi 1985 d'Société Européenne des Satellites (SES) an d'Liewe geruff ginn ass, ass de Lëtzebuurger Intérêt an der CEPT, a besonnesch am Radiosektor vun der CEPT, iwwerproportional gewues. Dëse Gremium, de spéideren BER, ass ee vun de Grondsteng vun SES-Succès. Hei sinn d'Landrechter vun den Astra-Satelliten ausgehandelt ginn. A well d'Stëmrecht am direkte Lien mat der finanzieller Bedeelegung steet (eng Part ass eng Stëmm, zéng Parte sinn zéng Stëmmen), war et scho wichteg an dësem Sektor e gewëssent Gewicht ze hunn.

3. D'Iwwerleeungen sinn éischter an déi ëmgedreite Richtung gaangen. Mëttlerweil huet d'CEPT 46 Memberen an et war dru geduecht ginn d'Lëtzebuurger Participatioun ze heijen, fir awer nach déiselwecht Roll an deem erweiderte Gremium kënnen ze spillen. Mir hu stattedesse verstärkt op Réuniounen hei zu Lëtzebuerg gesat, wat am Endeffekt nach méi effikass ass.

Question 0123 (8.10.2004) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant le Centre pénitentiaire Givenich:

Den „Centre pénitentiaire Givenich" (CPG) ass en hallef oppene Prisong, wou d'Détenuen den Dag iwwer a verschiddenen Ateliere schaffen, sief et am CPG oder aus-

serhalb, an owes an hiner Zell agespaart sinn. D'Ophuelcapacitéit vun dem CPG läit bei 99 Plazen. Leider muss awer festgestallt ginn, datt den CPG, deen e wichtige Schrëtt a Richtung Resozialiséierung vu Prisonnéier duerstellt, am Schnëtt nëmme vu 50 Persoune beluecht ass.

Doriwwer eraus kënnen am CPG och mannerjähreg Prisonnéier opgeholl a betreit ginn an esouger Leit ouni Dach iwwert dem Kapp kënnen do op fräiwëlleger Basis opgeholl ginn („Reclus volontaires“).

An dësem Zesammenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

- 1) Wéi vill Détenue vum CPG sinn aus disziplinaresche Grënn an de leschten zéng Joer erëm an de Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL) zréckgeschéckt ginn a wéi vill Détenuen aus dem CPG si fräiwëlleg an den CPL zréckgaangen?
- 2) Wéi vill Prisonnéier hunn hir Strof am CPG ugefaangen ouni als éischt iwwert den CPL ze goen?
- 3) Wéi vill Mannerjähreger sinn an de leschten zéng Joer am CPG betreit ginn a mat wéi engem Erfolleg?
- 4) Wéi vill Leit ouni Daach iwwert dem Kapp sinn als „Reclus volontaires“ an de leschten zéng Joer am CPG opgeholl ginn a mat wéi engem Erfolleg?

Réponse (5.11.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

Déi gefrote Chiffere gesi folgendermoossen aus:

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
1a) zréckgeschéckt an den CPL aus disziplinaresche Grënn	37	33	24	36	37	29	17	18	13	5
1b) fräiwëlleg an den CPL zréckgaangen	1	0	0	0	1	0	1	1	0	1
2) direkt Agäng an den CPG				31	16	24	26	14	28	29
3) Mannerjähreger	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
4) „Reclus volontaires“	2	2	1	2	0	3	1	3	2	2

Question 0124 (12.10.2004) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant le réaménagement du site du Fort Lambert:

Depuis octobre 2001, le parking de l'avenue Monterey est accessible au public. En juillet 1993, la ville de Luxembourg a lancé un concours portant sur la construction et l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain. Des analyses avaient prouvé que le tronçon de l'avenue Monterey compris entre le boulevard Prince Henri et la synagogue se prêtait bien pour la réalisation d'un parking souterrain, eu égard à l'absence de réseaux souterrains et de constructions rivérales. Les études géologiques sur le site étaient favorables. Le seul problème se trouvait au niveau de la présence de galeries du Fort Lambert dans l'emprise prévue pour le parking.

Le réduit Lambert, construit en 1685, faisait partie du fort du même nom. Il appartenait à la ligne médiane du front de la plaine. Le réduit fut rénové en 1835-1836 et doté d'une toiture. Aménagé en forme pentagonale, il renfermait deux étages et était entouré d'un réseau de casemates se présentant encore aujourd'hui dans un excellent état. Il était parsemé de nombreux fourneaux de mines. Les travaux de démantèlement des années 1868-1874 rasèrent la totalité du fort. Le récent aménagement du parking souterrain Monterey a mis au jour les restes du réduit Lambert.

Or, je me dois de constater que le site du Fort Lambert se trouve actuellement dans un état vétuste et que les travaux de réaménagement sont loin d'être achevés.

Dans ce contexte, j'aimerais connaître les raisons du retard qu'ont pris les travaux, ainsi que le point de vue du Ministère concernant un achèvement rapide des travaux de réaménagement du site en question.

Réponse (16.11.2004) de M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Le Service des Sites et Monuments nationaux avait investi en 2002 la somme de 40 millions flux dans la mise à jour et la conservation du Fort Lambert, lors de la construction du parking Monterey.

Au début de l'an 2004, la Commission des Sites et Monuments nationaux avait été contactée à cause de l'aspect délabré du site. L'avis, formulé à cette occasion, préconisait qu'il était inadmissible qu'on le laisse tomber en ruine, mais qu'il revenait à la ville de Luxembourg de s'en occuper. La remarque avait été faite que celle-ci, en tant que propriétaire des lieux, avait d'ailleurs déjà des plans concrets pour lui donner une nouvelle affectation.

En effet, l'administration de l'architecte de la ville a nommé un groupe de travail en vue des travaux de restauration du fort; dans ce groupe sont représentés la ville de Luxembourg, le Service des Sites et Monuments nationaux et le Musée national d'Histoire et d'Art.

Le bureau d'architecture „Becker Architecture & Urbanisme“ a été chargé d'établir un descriptif des travaux à réaliser ainsi qu'un devis estimatif y relatif.

Cependant, même si l'architecte du Service des Sites et Monuments

nationaux fait partie du groupe de travail ad hoc, il faut préciser que la décision du „comment“ et „quand“ n'incombe pas au Ministère de la Culture. Pour le moment, le budget du Service des Sites et Monuments nationaux ne prévoit plus de dépenses pour la sauvegarde de ces fortifications.

Question 0125 (12.10.2004) de M. Jean-Pierre Klein (LSAP) concernant les stratégies de lutte contre l'influenza aviaire:

La suspicion d'une transmission non encore confirmée de la grippe aviaire d'homme à homme, suite à un cas possible dans une famille, pourrait faire craindre qu'une pandémie se développe dans un prochain temps.

J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé si un plan de lutte contre la pandémie a été ou sera mis en place au Grand-Duché de Luxembourg.

Dans l'affirmative, quels sont les moyens de prévention, d'accueil hospitalier et plus généralement les initiatives à prendre pour informer le public des précautions à prendre?

Réponse (24.11.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Actuellement l'OMS n'a pas encore confirmé que la transmission interhumaine est possible. Une seule et unique suspicion d'une transmission d'homme à homme a été évoquée lors d'une infection confirmée d'une jeune fille de 11 ans en Thaïlande qui avait été en contact avec

de la volaille et qui est décédée d'une pneumonie le 8 septembre dernier. La mère de la jeune fille qui était en contact avec elle a développé une infection qui s'est confirmée être une grippe aviaire et elle est décédée le 20 septembre dernier.

Les autorités thaïlandaises ont conclu que la mère a pu être infectée soit par sa fille, soit d'une source environnementale. La première hypothèse, non encore validée par les scientifiques, affirmerait la transmission interhumaine.

En attendant d'avoir une preuve scientifique évidente, l'OMS a estimé qu'une transmission locale au sein d'une famille serait possible, mais qu'en l'absence d'autres personnes infectées dans l'entourage proche, il ne serait pas possible de parler à l'heure actuelle d'une pandémie interhumaine possible. Des analyses génétiques et antigéniques sont en cours pour savoir si les gènes responsables de ladite infection ont acquis un pouvoir potentiel de transmissibilité interhumaine.

Il est vrai que tous les dix à quarante ans une pandémie de grippe avec un nouveau virus peut se déclarer, la dernière grande épidémie ayant été la grippe de Hongkong en 1968. L'impact de chaque type de pandémie dépend de la virulence, de la transmissibilité et de l'état de préparation du pays.

Même avant l'apparition de ces cas de grippe aviaire, le Conseil supérieur d'Hygiène, section maladies transmissibles, s'est penché sur le problème d'une nouvelle pandémie de grippe et a élaboré un plan qui se finalisera prochainement.

En ce qui concerne les moyens de prévention en cas d'apparition d'un nouveau virus de grippe, il faut préciser que la mise en place d'un nouveau vaccin met en moyenne six mois.

Par contre, il existe sur le marché des antiviraux qui pourraient être efficaces contre un nouveau virus.

Il va de soi que le plan de prévention contient un large chapitre pour l'information du public et les précautions sanitaires à prendre. De même il porte sur l'accueil hospitalier pour les personnes qui pourraient présenter des complications.

Enfin, il faut préciser que depuis 2003 un système de médecins „sentinelles“ a été mis en place au pays pour dépister ensemble avec le laboratoire national l'apparition de cas de grippe.

Session ordinaire 2004-2005

Question urgente 0127 (14.10.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant le plan de vigilance nationale:

Haut gëtt gemellt, datt eng Grupp Islamisten Attentater op EU-Institutionen zu Lëtzebuerg geplangt hätten. Den 28. am Heemount dës Joers hat ech, gläichfalls an enger dréngender parlamentarescher Fro, op dës Risiko higewisen (cf. ci-avant question N°0017).

A senger Äntwert (26. August 2004) huet den Här Statsminister e „Plan de vigilance nationale“ ugekënnegt, dee vum „Conseil su-

périeur de la Protection nationale“ ausgeschafft géng ginn, deen „un système de niveaux de sécurité et de degrés d'alerte combiné à un ensemble de mesures, essentiellement préventives, destinées à protéger les cibles d'une éventuelle menace“ instauréiere géng. Et huet och geheesch, datt d'Population iwwert dëse Plang „le moment venu“ informéiert géng ginn.

Bis haut ass vun dësem Plang näischt méi ze héiere gewiescht. Leider huet sech haut awer d'Realitéit vun der islamistescher Terrorgefor och fir Lëtzebuerg bestätegt. De „Moment venu“ fir d'Population iwwert d'Preventivmesuren ze informéiere kéint een antëscht als iwwerfällig bezeechen.

Dofir dës Froen:

- 1) Wéini ass de „Plan de vigilance nationale“ fäerdeg gestallt - wéi wäit ass den zoustännege Conseil mat senger Aarbecht?
- 2) Wéini ginn d'Bierger iwwert dëse Plang informéiert?
- 3) Ass d'Opdecke vun deem méiglechen Uschlag op d'Iwwerwaachung vun der islamischer Communautéit hei am Land zréckzeféieren (Raziae vum vergaangene Joer)?

Réponse (21.10.2004) de M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Les différents services de sécurité travaillent en étroite coopération depuis les événements dramatiques du 11 septembre 2001 sur toutes les questions ayant trait à la lutte contre le terrorisme.

Dans ce contexte, des plans d'intervention ont été élaborés qui, en raison de leur nature, ne peuvent évidemment pas être publiés.

Au niveau opérationnel, l'accent essentiel depuis 2001 a été mis sur la prévention des attentats terroristes, notamment ceux à l'origine desquels se trouve le terrorisme international qui se nourrit du fondamentalisme islamiste.

Les opérations menées depuis lors par les différents services de sécurité permettent d'affirmer que certaines activités terroristes ont pu être déjouées. Ce travail judiciaire, policier et de renseignement continue évidemment.

Les travaux relatifs à un plan de vigilance qui a une vocation plus générale ne sont pas encore terminés, mais les éléments essentiels existent depuis deux ans.

Question 0128 (18.10.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant les propos racistes d'un policier dans le cadre d'une interview au sujet du trafic de drogues:

An enger Lëtzebuenger Wochenzeitung war d'lescht Woch Folgendes ze liesen:

„Die Mehrzahl der Afrikaner, die wir hier antreffen, hat Dreck am Stecken. Dies aber nachzuweisen, ist schwierig.“

Dës Aussoe sollen anscheinend vu Polizeibeamte gemaach gi sinn am Kader vun engem Interview mat de Journaliste vun der virzitéierter Wochenzeitung. Ech fannen et net nëmme schlëmm, datt esou Aussoe vu Beamten am Dëngscht solle gemaach gi sinn, mä gradeou schlëmm, wann esou Aussoen och nach publizéiert ginn. Dat kann derzou féieren, datt op eemol all Afrikaner marginaliséiert an ewéi e Verbriecher ugekuckt gëtt. Et kéint awer och virkommen, datt de Lëtzebuenger Stat weinst esou Behauptunge vun engem vu senge Beamte kéint verklot ginn, weinst rassisteschen Aussoen (Gesetz vum 19. am Heemount 1997).

Den Här Statsminister huet am Zesammenhang mat engem rezenten traurege Virfall gesot, datt et hei zu

Lëtzebuerg kee Rassismus gëtt, geleeëntlech rassisteschen Ausdrücker awer kënnen virkommen.

Wann et och Problemer mat enger Rei vun Afrikaner am Zesammenhang mam Drogenhandel gëtt, muss awer opgepasst ginn, datt net ganz Nationen dofir a Verruff bruecht ginn.

Kann den Här Justizminister mer duerfir dës Froen beäntweren:

1. Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir datt zumindest Beamten aus dem öffentlichen Dëngscht esou Aussoen ënnerloossen?
2. Gedenkt den Här Minister ënnersichen ze loossen, ob dës Aussoen effektiv vu Polizeibeamten an deem am Artikel zitierteren Zesammenhang gemaach goufen?
3. Gëtt et iwwerproportional grouss Problemer mat Afrikaner am Zesammenhang mat illegalen Akten? Wa jo, a wat fir engem Beräich, a wat sinn d'Méiglechkeeten, fir dat an de Grëff ze kriegen, ouni datt all Afrikaner als potenziellen Delinquent ugesi gëtt?

Réponse (5.11.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

Les propos anonymes relatés sont identiques à ceux de plusieurs autorités politiques, judiciaires et policières et concernaient, dans un cadre géographique déterminé («die wir hier antreffen...»), le trafic de la drogue.

Ces propos décrivent une triste et nouvelle réalité en matière de trafic de la drogue.

Les autorités continueront à lutter avec fermeté contre le trafic des drogues auquel, depuis 2003, de nombreux demandeurs d'asile africains sont mêlés. Dans ce contexte, plus de cent arrestations ont été opérées à ce jour.

Le Gouvernement estime qu'il ne sert à rien de cacher aux citoyens la réalité quant à certains types de criminalité: par ailleurs, le Gouvernement a toujours rappelé que ni tous les demandeurs d'asile ni toutes les personnes de couleur ne sont mêlés au trafic de drogue.

Question 0130 (19.10.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant l'autorisation de desserte d'une compagnie aérienne immatriculée au Ghana:

Il me revient qu'un avion de la compagnie aérienne MK (Michael Kruger) immatriculée au Ghana s'est écrasé le 14 octobre dernier à Halifax au Canada. L'avion avait quitté la veille le Luxembourg. L'accident a eu lieu à l'approche de l'aéroport. De 1992 à aujourd'hui trois autres avions de la même compagnie se sont également écrasés soit au décollage ou à l'atterrissage (dont deux provenaient du Luxembourg). Il semblerait qu'à chaque fois des problèmes techniques en aient été la cause. D'après mes informations la flotte de 747 de la compagnie MK a en moyenne 20 ans d'âge. Certains pays auraient retiré l'autorisation de desserte à la compagnie aérienne en question. La compagnie de fret MK dessert quotidiennement l'aéroport de Luxembourg.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance des faits relatés ci-dessus?
- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre n'estime pas que le fait d'autoriser ladite compagnie à desservir notre aéroport ne comporte des risques?
- Au vu de la fréquence des accidents de la compagnie aé-

rienne MK, est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner si l'aviation civile a intensifié les contrôles relatifs aux engins de cette compagnie?

- Enfin, est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer sur les démarches qu'il entend entreprendre dans ce dossier?

Réponse (12.11.2004) de M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*:

Les vérifications effectuées par mes services dans la banque de données européenne SAFA (banque de données regroupant les résultats de contrôles techniques inopinés sur des avions de pays tiers) n'ont jusqu'à présent fait ressortir aucun manquement grave de la compagnie aérienne MK Airlines aux normes de sécurité aérienne. Il n'y est fait état d'aucun cas d'immobilisation d'un appareil de ladite compagnie ni d'une interdiction de survol ou de descente de la part d'aucune autorité aéronautique. Les appareils exploités par MK Airlines du type B747 et DC8 ont subi cinq contrôles à l'initiative des autorités d'États membres de l'Union européenne en 2003 et quatre contrôles jusqu'à présent en 2004.

Les derniers contrôles techniques diligents par les services de la Direction de l'Aviation civile sur des avions MK Airlines n'ont par ailleurs pas révélé de déficiences techniques particulières.

Les autorités canadiennes ont associé le bureau en charge de la sécurité aérienne auprès de notre Direction de l'Aviation civile à l'enquête technique à effectuer en vue de déterminer les causes exactes du crash survenu le 14 octobre dernier à Halifax.

Les services de la Direction de l'Aviation civile ont été instruits de réserver dans le cadre des contrôles SAFA une attention particulière aux vérifications à effectuer sur des appareils de la compagnie précitée.

Question 0131 (19.10.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant l'évolution des statistiques de criminalité:

A senger heiteger Usprooch beim Patronatsfest vun der Police huet den Här Justizminister zouginn, datt d'Abrech hei am Land dëst Joer ëm 17,5% geklomme sinn.

Dës Entwécklung beweist net nëmmen, datt d'Police net iwwerall present ka sinn, wat deelweis och verständlech ass, mä virun allem, datt eise Stat senger primärer Funktioun, d'Sécherheet vu senge Bierger ze garantéieren, ëmmer manner gerecht gëtt. D'Verseue vun dësem Stat zwingt esou ëmmer méi Bierger, selwer an hir Sécherheet ze investéieren.

Seriö Investitiounen a privat Sécherungsmesuren zéien awer e Käschtepunkt mat sech, dee vu ville Matbierger net aus eegener Kraaft ze leeschten ass. Dofir wier et sennvoll, wann de Stat - dee jo mat sengem Verseue hei an der Pflicht steet - senge Steierzueler géif finanziell entgéintkommen. Dëst géif sécher och dozou bäidroen d'Police ze entlaaschten.

An deem Kontext sief un déi Motioun erënnert, déi ech den 10. am Chrëschtmount 2003 an der Volleksvertiederkummer zur Ofstëmmung bruecht hunn an déi d'Regierung opgefuert hat „d'Méiglechkeeten ze analyséieren, anhand vun deenen d'Uschafe vu Sécherheitsanlage vu Privatpersone ka staatlech ënnerstëtzt ginn, iwwer Subsidien oder steierlech Ofschreiwungen.“

Dofir dës Froen:

1. Wéi ass d'Entwécklung vun den Abrechszuelen an de

leschten zéng Joer an absoluten, a wéi a relativen Zuelen?

2. Wéi ass gläichzäiteg d'Entwécklung vum „taux d'élucidation“ wat dës Abrech ugeet?
3. Wat gedenkt den Här Minister konkret ze ënnerhuelen, fir d'Sécherheet vun eise Matbierger virun Abrech, déi all Kéiers och eng Gefor fir d'kierperlech Onversiertheit duerstellen, an Zukunft besser ze garantéieren, ouni datt do duerch d'Polizeieffektiver musen erweidert ginn?
4. Gedenkt den Här Minister der Regierung virzeschloen, privat Sécherheitsinvestitiounen (Alarmanlagen, abrochshemend Fënsteren/Dieren,...) staatlech subventionéieren ze looszen, wann neen, firwat net?
5. Falls d'Bierger an hirem Beméien an hirer Privatinitiativ hir Sécherheet ze verbesseren staatlechersäits net ënnerstëtzt solle ginn, wéi gedenkt den Här Minister dann de Bierger ze hëllef, hiert Hab a Gutt besser kënnen ze schützen?

Réponse (17.11.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

L'évolution des cambriolages depuis quelques années se présente de la manière suivante:

Année	Nombre de faits
1998	2.649
1999	2.092
2000	2.081
2001	1.947
2002	1.992
2003	2.206

De manière générale les cambriolages représentent environ 12,5% du total des infractions relevées par la police grand-ducale.

Le taux d'élucidation pour cette catégorie se situe aux alentours de 5%.

L'augmentation évoquée lors de la fête patronale repose sur une comparaison des chiffres des huit premiers mois de 2003 et 2004 et il convient de réexaminer cette tendance après consolidation des chiffres de l'année 2004. Il faut également souligner que pour la période comparée on constate une diminution sensible pour les catégories d'infractions „vols liés aux véhicules et autres vols“, tendance qui reste également à être confirmée.

Afin d'assurer la sécurité des citoyens dans ce domaine, le Gouvernement maintient le niveau de recrutement de la police à un rythme élevé. La mise en place des cellules régionales de police technique en vue de relever systématiquement les traces sur les lieux de cambriolage constitue un élément vital dans l'efficacité des enquêtes. Une deuxième priorité constituent les efforts en matière de prévention et notamment de sensibilisation dans le cadre de projets locaux ou régionaux, tel que c'est le cas pour le plan régional de sécurité de Capellen.

Le Gouvernement n'entend pas subventionner les investissements en matière de sécurité privée.

Question 0133 (20.10.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant l'amélioration de la relation ferroviaire à haute vitesse entre les trois villes sièges européennes:

Il me revient, par voie de presse, que la rigueur budgétaire préconisée par le Gouvernement belge pour l'exercice 2005 aurait pour conséquence de réduire considérablement l'enveloppe budgétaire destinée aux investissements de la SNCB. Ainsi, les travaux prévus sur l'axe Namur-Luxembourg seraient reportés et ne seraient donc pas

réalisés en 2005 comme cela a été prévu initialement.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance des faits relatés ci-dessus?
- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre ne pense pas que cet état de fait met en danger la volonté affichée par les Gouvernements luxembourgeois et belge d'améliorer le temps de parcours de la liaison Luxembourg-Bruxelles?
- Enfin, est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire dans quelle mesure cette décision affecte le projet „Eurocap-Rail“ retenu comme prioritaire par la Commission européenne et ayant pour objectif de relier les trois villes sièges de l'Union européenne à savoir Strasbourg-Luxembourg-Bruxelles par une ligne à grande vitesse?

Réponse (12.11.2004) de M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*:

Comme Monsieur le Député le relève à juste titre, l'amélioration de la relation de chemin de fer Luxembourg-Bruxelles fait partie intégrante du projet Eurocap-Rail qu'ensemble avec la Belgique et avec l'appui de la France, le Luxembourg a pu faire inscrire sur le relevé des grands projets d'infrastructure de transports transeuropéens arrêté le 12 octobre 2003 par la Commission européenne comme devant être réalisés prioritairement.

Ces projets sont susceptibles de bénéficier des soutiens financiers prévus à ces fins dans les budgets futurs de l'Union européenne.

Le projet Eurocap-Rail comporte deux tronçons, le premier reliant Luxembourg via Metz à Strasbourg, le second étant formé par la ligne de chemin de fer Luxembourg-Bruxelles.

Quant au premier tronçon, il sera réalisé dans le contexte du TGV est-européen grâce à l'amélioration de la ligne existante entre Metz et Luxembourg d'ici 2007 pour permettre une circulation confortable des TGV. Au sud de Metz, les trains à destination de Strasbourg emprunteront la ligne nouvelle qui sera réalisée en première phase jusqu'à Baudrecourt à l'échéance précitée et qui sera prolongée en deuxième phase jusqu'au nord de Strasbourg selon un échéancier qui reste à être déterminé par les autorités françaises mais qu'il est doré et déjà envisagé d'entamer dès l'ouverture du premier tronçon.

Parallèlement, les Gouvernements luxembourgeois et belge ont, tout en se félicitant de l'inscription du projet Eurocap-Rail sur la liste des projets transeuropéens prioritaires, convenu le 28 avril 2004 de faire réaliser par la SNCB et les CFL une étude de marché sur le potentiel de trafic sur la relation ferroviaire Luxembourg-Bruxelles et d'analyser le volet financier du projet.

Le scénario d'amélioration de la ligne qui retient plus particulièrement l'attention dans le cadre de cette étude consiste

- à effectuer dans le cadre du plan pluriannuel d'investissements de la SNCB 2001-2012 des investissements sur l'ensemble de la ligne d'un ordre de grandeur de 366 millions d'euros notamment pour améliorer la qualité de circulation des trains et pour augmenter la vitesse à respectivement 160 km/h entre Ottignies et Ciney et 140-150 km/h entre Ciney et la frontière luxembourgeoise;

- à réaliser entre Ciney et Libramont un nouveau tronçon de ligne conçu pour la grande vitesse et permettant de raccourcir le trajet d'une trentaine de kilomètres requérant un investissement supplémentaire de 664 millions d'euros;
- à viser une réduction du temps de parcours de 2 heures 15 minutes actuellement à 1 heure 30 minutes.

Hormis l'accord de principe du Gouvernement luxembourgeois pour envisager une participation financière en vue des investissements en territoire belge, il convient d'ajouter que côté luxembourgeois le projet Eurocap-Rail requiert en sus les investissements suivants:

- le renouvellement de voies et d'appareils de voie;
- le renouvellement d'ouvrages d'art;
- le remplacement du poste de signalisation;
- la réélectrification à 25 kV;
- le relèvement de la vitesse de 130 à 140 km/h;
- la création d'une nouvelle gare internationale, régionale et intermodale à Cessange.

La fonction internationale dédiée à la Gare de Cessange permettra d'éviter le rebroussement en gare de Luxembourg des trains circulant sur la relation Bruxelles-Luxembourg-Strasbourg avec un gain de temps de parcours des trains internationaux de plus de dix minutes.

Il convient de préciser à cet égard que de toute façon quelque 75 millions d'euros devront être prévus à moyen terme pour la modernisation et le renouvellement de l'infrastructure en place.

Je compte mettre à profit la prochaine entrevue des Gouvernements belge et luxembourgeois pour évoquer le dossier en vue de faire avancer le projet dans le sens souhaité.

Question 0134 (20.10.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant les recommandations pour les sacs à dos des écoliers:

Wann ee Primärschoukanner op hirem Schoulwee gesäit, muss een ëmmer erëm mat Erschrecke feststellen, datt hir Schoulmappe respektiv Rucksäck, ëmmer méi schwéier ze gi schéngen. Ech hu mer soe gelooss, datt dës Kanner heiansdo bis zéng Kilo Gewicht um Bockel matschleefen. Dësen Emstand ass ëmsou méi bedenklech, ewéi grad fir Kanner an deem Alter d'Gefor fir bleiwend gesondheetlech Schied (Haltungsschied) manifest ass.

An Däitschland gëtt et Länner, wou den Éducatiounsministère d'Schouldirektiounen opfuert, d'Kanner an och d'Elteren iwwert d'gesondheetlech Risiko vun ze schwéiere Schoulsäck ze informéieren an hinne Mesuren un d'Häerz ze leeën, fir onnéideg schwéier Schoulsäck ze vermeiden (zum Beispill de Schoulsäck all Dag nei a just mat deem wierklech Noutwendege bekafen). De Schoule gëtt a sou Länner (Beispill Rheinland-Pfalz) och recommandéiert de Schüler Schléissfächer zur Verfügung ze stellen, esou datt se nëmmen dat néidegt Schoulmaterial mat heem ze huele brauchen.

Offiziell Recommendatiounen an Däitschland soen, datt e Schoulsäck nëmmen 10% vum Kierpergewicht vun engem Kand dierf weien. Geet ee vun engem Duerchschnittsgewicht vun engem Kand am 1. Schouljoer vu 25 kg aus, dann dierf de Schoulsäck maximal 2,5 kg weien, zitt een dovunner d'Gewicht vun engem handelsübleche

Schoulrucksack of (1-1,5 kg), dann dierf een net méi allvill zoulueden.

Dofir dës Froen:

1. Ginn et och hei am Land Reglementer oder Recommendatiounen, wéi vill e Primärschoukand maximal u Gewicht a sengem Schoulsäck dierf/soll mat sech droen?
2. Wa jo, wellech sinn dat a virun allem, wéi ginn d'Schüler, d'Schoulpersonal a virun allem d'Elteren doriwwe informéiert/sensibiliséiert?
3. Wann neen, gedenkt d'Madame Ministesch dëse Problem ze analyséieren a konkret Mesuren/Instruktiounen ze erloossen, fir datt an Zukunft de Primärschoukanner hir Gesondheet net duerch iwwerméisseg schwéier Schoulsäck op d'Spill gesat gëtt?
4. Wier et net sennvoll, an alle Schoulgebaier, verschléissbar Casieren zur Verfügung ze stellen, fir datt d'Schoukanner nëmmen dat néidegt Schoulmaterial hin an hier mussen schleefen?

Réponse (22.11.2004) de Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Et existéiere keng Reglementer oder Recommendatiounen doriwwe, wéi vill e Schoulsäck vun engem Primärschoukand weien dierf.

Mir hunn awer Är Informatioun, datt d'Kanner bis zu 10 kg Gewicht misste schleefen, iwwerpréife gelooss a konnte glécklecherweis feststellen, datt zum Beispill am sechste Schouljoer d'Bicher fir d'Haupfächer ronn 2,7 kg an déi fir d'Nawefächer ongeféier 1,5 kg weien. Rechent een d'Gewicht vun den Hefter dobäi, da si mer nach e gutt Stéck vun 10 kg ewech.

De gesunde Mënscheverstand seet och, datt d'Kanner net all Dag sämtlech Bicher an all Hefter mat heem schleefe mussen, well normalerweis all Kand a sengem Klasesall e Schaf oder eng Case huet, wou et déi Saachen ofleeë kann, déi et net brauch fir seng Hausaufgaben ze maachen.

Den Éducatiounsministère ass sech der Problematik awer bewosst an huet schonn am Schouljoer 2001/2002 Mesurë geholl, fir d'Gewicht vun de Schoulbicher ze reduzéieren. Esou konnt duerch de Gebrauch vu méi lichte Pabeier a vu méi dënne Deckelen d'Gewicht vun de Bicher ëm ronn 10% reduzéiert ginn.

Ech sinn dës Weideren der Meinung, datt d'Enseignanten an d'Elteren zesummen, wann et si muss, eng zefriddestellend Léisung am Interessi vun de Kanner fannen, ouni datt den Éducatiounsministère dofir en neit Reglement ausschaffe muss.

Question 0139 (25.10.2004) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant le fonctionnement du Conseil national de l'Énergie:

Le Conseil national de l'Énergie, créé par la loi du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie, est un organe consultatif réunissant des acteurs de tous les secteurs de l'énergie qui assiste le ministre dans l'exécution de sa politique énergétique. Cet organe dispose par ailleurs d'un droit d'initiative pour émettre des avis sur des points jugés importants par ses membres en matière de politique énergétique comme par exemple la problématique relative à la réduction des émissions de CO₂. Le règlement grand-ducal du 11 août 1996 concernant la constitution d'un Conseil national de l'Énergie stipule à l'article 4 que „Le Conseil se réunit au moins une

fois par an. Il est convoqué par son président ou par le ministre au moins sept jours ouvrables avant la date de la réunion." Au cours de l'année 2001, de même qu'en 2002, le Conseil national de l'Énergie s'est réuni à quatre reprises alors qu'au cours de l'année 2003, il n'a pas siégé. Selon mes informations, aucune réunion n'est prévue pour l'année 2004 et le nouveau plan national d'allocation CO₂ n'a pas été soumis à l'avis du Conseil national de l'Énergie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Pour quelles raisons le Conseil national de l'Énergie n'a pas siégé en 2003, ni en 2004?
- N'y a-t-il pas en l'espèce violation des dispositions du règlement grand-ducal du 11 août 1996 concernant la constitution d'un Conseil national de l'Énergie?
- Pourquoi le nouveau plan d'allocation CO₂ n'a pas été soumis à l'avis du Conseil national de l'Énergie?

Réponse (17.11.2004) de M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Le Conseil national de l'Énergie n'a effectivement pas siégé en 2003 et ne pourra probablement pas siéger en 2004. Cette situation déplorable est pour une large part causée par une surcharge croissante des deux fonctionnaires responsables, entre autres, de la Présidence (Ministère de l'Environnement) et du secrétariat (assuré par la Direction de l'Énergie et des Communications) du Conseil national de l'Énergie. Afin de remédier à cet état des choses, j'ai décidé d'augmenter les ressources humaines à la disposition de la Direction de l'Énergie et des Communications.

La question de savoir si oui ou non les dispositions du règlement grand-ducal du 11 août 1996 concernant la constitution d'un Conseil national de l'Énergie ont été violées est de nature théorique étant donné qu'aucun intérêt d'un tiers n'a été lésé et qu'aucune demande de convocation n'a été émise ni de la part d'un de ses membres ni de la part de mon prédécesseur.

Selon mes informations, le plan d'allocation national en matière d'émissions de gaz à effet de serre a dû être élaboré sous une forte contrainte de temps qui n'a malheureusement pas laissé de temps à une consultation préalable du Conseil national de l'Énergie. Il s'y ajoute que le plan d'allocation a été intensivement discuté avec la Fédil et les industries et les ministères concernés. À noter que tant Fédil que les autres ministères concernés sont également représentés au Conseil national de l'Énergie. Au lieu de cette consultation, un hearing public au niveau de la Chambre des Députés a été organisé pour pouvoir entendre toutes les opinions exprimées par les forces vives de la nation concernant le plan d'allocation national.

Question 0140 (26.10.2004) de M. Gast Giberyen (*ADR*) concernant l'autorisation d'établissement pour les activités réglementées:

Geschäftsleit, déi de Gros vun hirem Akommes iwwert d'Participation u Foiren a Mäert verdengen, hu séier mat finanzieller Problemer ze kämpfen, wa se aus gesondheetleche Grënn e puer Mol net un deene respektive Mäert participéiere kënnen.

Fir dese Beruufsstand wier et e Segen, wa Familljememberen oder Frënn an esou enger Situatioun

dierften asprangen a se op deem entspreichende Maart kéinte vertrieben. Momentan ass et esou, datt bei Kontrollen et an esou engem Fall, heiansdo verbuedet gëtt, heiansdo awer toleréiert gëtt.

A mengen Ae schéngt hei d'Gesetz vum 28. Dezember 1988 ze spillen, dat den Zougank zu verschiddeenen „fräie“ Beruffer regelt an do besonnesch den Artikel 5: „L'autorisation d'établissement est strictement personnelle (...)“. Dessen Artikel muss awer net heeschen, datt deen, deen déi entspreichend Autorisation huet, net engem aneren zum Beispill eng schrëftlech Permissioun dierf gi fir hien op sengem Verkaufsstand un engem bestëmmten Dag ze remplacéieren.

Dowéint des Froen:

1. Dierf e Maarthändler sech op engem Maart remplacéiere loosse?
2. Wa jo, wéi eng Pabeiere muss de Remplaçant eventuell bei sech droen?

Réponse (15.11.2004) de M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*:

Als Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N°0140 vum 26. Oktober 2004 vum Här Gast Giberyen iwwert d'Remplacéiere vun engem Maarthändler wéll ech Folgendes soen:

Ee Maarthändler mat enger Handlungsgenehmigung ka sech während enger kuerzer Zäit, zum Beispill fir iessen ze goen, ersetze loosse, an deem Fall muss de Remplaçant awer d'Handlungsgenehmigung vum Maarthändler virweise kënnen.

Ee regelméisseg oder laangfristeg Remplacement ass awer net doduercher ofgedeckt. An esou engem Fall muss deen, deen um Maart steet, selwer eng Handlungsgenehmigung hunn.

Question 0144 (27.10.2004) de M. Marco Schank (*CSV*) concernant les travaux de rénovation au Château de Clervaux et le 50^e anniversaire de l'exposition photographique „The Family of Man“:

„The Family of Man“ est une exposition de photographies créée en 1955 par Edward J. Steichen, artiste-photographe américain d'origine luxembourgeoise, qui a marqué la photographie du 20^e siècle. Récemment la légendaire exposition photographique, installée en permanence au Château de Clervaux, a été inscrite dans le registre „Mémoire des collections documentaires“ de l'UNESCO. Inutile de mentionner que l'exposition constitue une attraction touristique connaissant un attrait populaire remarquable. Le 24 janvier 2005, la collection photographique fêtera donc ses 50 ans. Par ailleurs, le 27 mars 2004 marque le 125^e anniversaire de la naissance d'Edward Steichen.

D'après mes informations le Château de Clervaux fermera ses portes en 2005 pour effectuer des travaux de rénovation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre concerné:

1. Quelles sont les festivités planifiées par le Gouvernement luxembourgeois pour rendre hommage à cet artiste incomparable et à l'exposition photographique?
2. Est-ce que les travaux de rénovation au château de Clervaux affecteront les festivités programmées?

Réponse (15.11.2004) de Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

Les hommages luxembourgeois à Edward Steichen ont depuis des années trouvé des expressions diverses dans le cadre de très nombreuses manifestations, organisées par le Gouvernement, des communes et des particuliers. L'année Steichen 2004 a vu ainsi le dévoilement de la „stèle UNESCO“ devant l'entrée de l'exposition au Château de Clervaux, rappelant son inscription dans le registre Mémoire du Monde de l'UNESCO. Je renvoie également à l'édition en mai 2004 du livre „Humanismus und Postmoderne, eine Revision von Edward Steichens Fotoausstellung“, édité par Jean Back et Madame Viktoria Schmit-Linsenhof de l'Université de Trèves. Je rappelle la récente campagne publicitaire du CNA ainsi que le projet „Jardins à suivre“, qui a renforcé la promotion de l'exposition sur le site lui-même et ceci d'une manière très solide. Finalement, le Ministère de la Famille a contribué en 2004 par une belle initiative consacrée aux familles aux festivités de cette année d'anniversaire.

Les projets pour continuer les hommages à Steichen et pour mettre en valeur son patrimoine au Luxembourg, et en particulier l'exposition de Clervaux dans le cadre de son 50^e anniversaire, ne s'arrêtent pas pour autant et seront développés dans le rythme nécessaire pour exécuter les projets dans les règles de l'art:

À court terme:

- La récente création d'une a.s.b.l. pour porter l'idée d'un Prix international Edward Steichen est ainsi une initiative prometteuse, garantissant un rayonnement international de l'artiste et de son œuvre. Les travaux de l'a.s.b.l. commenceront en 2005.

- Le musée de Clervaux sera équipé à partir de 2005 d'un système d'audio guidage mettant en lumière les nombreux paramètres de l'exposition. De même, les films vidéo dans l'exposition seront remplacés et mis à jour.

- Le projet Jardins à suivre trouvera une suite dans la mesure où le CNA, en collaboration avec la commune de Clervaux et Leader, cherchera à continuer à mettre en valeur l'exposition à travers des travaux photographiques contemporains présentés en plein air au pied du Château.

- L'intérêt pour des visites guidées est grandissant et l'accueil de plus de 1.000 jeunes dans le cadre des journées de diocèse et en provenance de l'Europe entière est d'ores et déjà préparé par mes services pour août 2005.

À moyen terme:

- Le projet d'aménagement du Château d'eau à Dudelange pour y installer de manière définitive la collection The Bitter Years reste d'actualité. Le musée pourrait voir le jour en l'année culturelle 2007 et sera une très forte initiative phare, tant pour l'exposition de Clervaux que pour le nouveau site du CNA. Les travaux pourraient de ce fait commencer en 2005.

- La médiathèque/bibliothèque dans le nouveau bâtiment du CNA verra la création d'un point de recherche international, offrant au visiteur tous les documents (articles de presse, publications etc.) par rapport à The Family of Man gardés au CNA.

Les initiatives pour rendre hommage à Edward Steichen et à son œuvre ne cessent donc de prendre de l'ampleur et je me réjouis de l'intérêt que ces manifestations continuent à rencontrer auprès d'un public international.

Les travaux de rénovation dans les salles à Clervaux seront reportés à une date ultérieure. La fermeture de l'exposition est donc prévue,

comme au cours des années précédentes, du 31 décembre au 1^{er} mars afin de permettre d'effectuer les analyses nécessaires et les interventions de la restauratrice sur les panneaux photographiques.

Question 0147 (27.10.2004) de M. Jean Huss (*DÉI GRÉNG*) concernant la demande le retrait du marché de deux détergents multi-usages en France:

Selon des articles parus dans la presse luxembourgeoise, l'association française de défense des consommateurs „UFC - Que Choisir“ a annoncé hier son intention de saisir le Ministère de la Santé à Paris pour demander le retrait de deux nettoyeurs ménagers multi-usages des marques Ajax et Saint-Marc susceptibles de présenter des risques pour la santé selon des tests qu'elle a réalisés elle-même.

Elle précise que „ces deux détergents liquides émettent en effet du formaldéhyde, un gaz très irritant pour le système respiratoire et classé 'cancérogène certain' par le Centre International de Recherche sur le Cancer“.

Les mesures effectuées „révèlent des mesures de 30 microgrammes (pour Ajax au savon de Marseille multi-usages) et 26 microgrammes (pour Saint-Marc au savon de Marseille) par mètre cube d'air quatre heures après l'application des produits alors que l'Organisation mondiale de la Santé recommande de ne pas dépasser dix microgrammes par mètre cube pendant une demi-heure pour les personnes sensibles“.

Ces produits étant également en vente au Luxembourg, j'aimerais connaître l'attitude du Gouvernement luxembourgeois face à ces révélations de l'association française de défense des consommateurs.

Réponse (17.11.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Mes services, mis au courant du problème soulevé par l'honorable Parlementaire avant que celui-ci en ait fait l'objet de la présente question parlementaire, ont immédiatement contacté les autorités françaises compétentes. À ce jour celles-ci n'ont cependant pas fait part de quelconques actions entreprises à l'égard des produits visés.

Il est certes bien vrai que le Centre International de Recherche sur le Cancer a classé le formaldéhyde comme cancérogène pour l'homme, sans cependant se prononcer sur des concentrations seuils à partir desquelles cet effet aurait lieu.

En revanche l'OMS a bien fixé une valeur limite. Cette limite est de 100 microgrammes pendant trente minutes d'exposition. Une limite particulière pour personnes sensibles n'est pas fixée. Dès lors la limite de dix microgrammes, indiquée par l'association française de défense des consommateurs, et reprise par l'honorable Parlementaire, doit être le résultat d'une erreur de lecture ou de transmission. En toute hypothèse la valeur limite de 100 microgrammes a été confirmée sur demande à mes services tant par le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC) que par l'Institut national de l'Environnement industriel et des Risques en France.

Du reste le CIRC constate des concentrations habituelles à l'intérieur des habitations variant entre 20 et 60 microgrammes et des teneurs de l'air extérieur en milieu urbain de l'ordre de 20 microgrammes. Ces valeurs rejoignent celles constatées par le Service de Médecine de l'Environnement de la Direction de la Santé lors de ses enquêtes.

Même s'il n'y a dès lors pas lieu à une action dans le présent dossier, mes services ne manqueront pas de suivre l'évolution.

Question 0152 (29.10.2004) de M. Jacques-Yves Henckes (*ADR*) concernant le passeport d'énergie:

Wann et no de Pläng vun der EU geet, da muss vum 2006 un all Haus en Energiepass hunn. Sënn an Zweck vun deem obligatoreschen Energiepass soll et sinn, datt Keefer a Locatairé vu Wunnenge e gesteigerte Wäert op den Energieverbrauch vun der Immobilie solle leeën. Vu Januar 2006 u soll dese Pass bei all Besëtzerwiessel vun engem Haus oder engem neie Locataire obligatoresch sinn. An dese Päss soll dann zum Beispill stoe komme wéi gutt d'Gebai isoléiert ass a wéi effizient d'Heizung schafft. D'Skala reecht vun engem gréngen „A“ fir e vollgedämmten neit Haus bis zu engem donkelrouden „I“ fir e schlecht sanéiert aalt Haus.

Hannergrond vun deser Regelung ass, datt d'Locatairé respektiv d'Keefer eng transparent Information solle kréien iwwert d'Hëtze- an d'Waarmwaasserkäschten. Doduerch soll dann den Drock op de Propriétaire wuessen, fir méi energiebewusst ze bauen oder ze renovéieren. Verschidde Modeller vun esou engem Pass, deen da vun Ingenieuren oder Architekten erstellt soll ginn, ginn de Moment analyséiert. Esou e Pass kann den Hausbesëtzer dann eventuell bis zu 1.000 Euro kaschten, jee nodeems wéi ausféierlech dese Pass soll sinn.

Wann een esou en Energiepass beim Verkauf vum Haiser nach kéint verstoen, esou schéngt awer esou ee Pass bei all Locatioun oder Locatairéwiessel, besonnesch un bürokratesche Pläng, iwwerdréiwelen.

An deem Zesammenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

- 1) Wéi steet déi lëtzebuergesch Regierung zu de Pläng vun der EU en Energiepass auzeféieren? Wéini soll dese Pass och zu Lëtzebuerg ageféiert ginn? Gëtt esou e Pass nëmme bei engem Hausbesëtzerwiessel agefouert oder och bei all Locatairéwiessel?
- 2) Gedenkt d'Regierung deene ville Kritiken (zum Beispill héich Käschten, grouse bürokrateschen Opwand asw.), déi un des Initiativ adresséiert ginn, Rechnung ze droen, a wa jo, wéi?
- 3) Lait dat entscheidend Energiepueerpotential zu Lëtzebuerg haaptsächlech am Isoléiere vun den Haiser?
- 4) Wéi deier kënn d'Erstelle vun esou engem Energiepass den Hausbesëtzer zu Lëtzebuerg?

Réponse (22.11.2004) de M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Den Här Deputéierten Jacques-Yves Henckes bezitt sech bei senger Fro sécher op d'Directiv 2002/91/CE vum 16. Dezember 2002 iwwert d'„performance énergétique des bâtiments“.

Den Artikel 7 vun deser Directiv handelt vun dem „certificat de performance énergétique“ op lëtzebuergesch géif een dat wuel „Energiepass“ oder „Gebäudepass“ nennen.

Deen ugeschwaten Artikel seet ganz kloer, dass esou een Energiepass och bei der Lokatioun (Verlounen) géllt. Et muss awer net bei all Locatairéwiessel esou e Pass erstall ginn, well de Pass eng Gëlltegkeet vun zéng Joer huet. Wann en Haus eng Zentralheizung huet,

geet e Gesamt-Zertifikat(pass) fir dat gantz Haus duer. Den Artikel 15, zweete Paragraph iwwert d'Transpositioun gëtt d'Méigelechkeet fir den Energiepass méi spéit anzeféieren, wann een net genuch Experten huet, fir déi Aarbecht ze maachen.

Lëtzebuerg wäert sécher vun där Regelung profitéieren. Et ass also éischter mat enger méi spéider an och nëmmen étapweise Aféierung vum Energiepass ze rechnen.

D'Erstelle vun esou engem Energiepass ass net mat enger Energieetüd ze verwiesselen. Et geet just doréms graff feststellen, ob en Haus vill oder net vill Energie verbraucht, wat een normalerweis ganz einfach feststelle kann, wann een e Bléck op d'Fënsteren, d'Fasad, den Daach an och an den Heizungskeller werft.

Wéi vill schlussendlech esou een Energiepass kascht, hängt vun der Gréisst vum Haus of. Fir een Eefamilienhaus gëtt et sécher méi bëlle, wéi fir eng grouss Residenz. Dobai dierft och net vergiess ginn, datt den Energiepass zéng Joer laang gutt ass.

Ob d'Aféierung vun engem Energiepass vill wäert bréngt fir den Energiespuerpotential an de bestehenden Haiser, dee bei ronn 30% läit, ze notzen, sief dohinner gestallt. Insgesamt kéinte bei den Haiser, duerch eng besser Isolatioun, ronn 17.000 Tonnen CO₂ pro

Joer gespuert ginn. D'Gesamtpotential fir CO₂ am Albau anzespue-re gëtt vun Experten op 850.000 Tonnen CO₂ geschätzt.

Question 0178 (17.11.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant les devoirs des communes face aux problématiques des drogues, de la violence et de la délinquance scolaire:

Il me revient par voie de presse que lors d'une manifestation du Syvicol le Ministre de la Justice aurait affirmé que les communes devraient se consacrer davantage aux problématiques des drogues, de la violence et de la délinquance scolaire. Par ailleurs, Monsieur le Ministre aurait qualifié la peur de surveillance par les caméras comme - je cite - „grossen Blödsinn“ (LW, 17.11. 2004).

Dans ce contexte, j'aimerais donc savoir de Monsieur le Ministre:

- S'il peut confirmer ses propos?
- Dans l'affirmative, le Ministre de la Justice estime-t-il que les communes soient bien équipées pour s'occuper davantage de ces problèmes? Aussi, j'aimerais savoir quelles démarches concrètes Monsieur le Ministre estime-t-il que les

communes devraient entreprendre dans ce domaine?

- En ce qui concerne la surveillance au moyen de caméras et à la vue des propos tenus par le Ministre estime-t-il vraiment que toutes les craintes autour de la protection des données individuelles qui se posent lors d'une surveillance par caméras soient injustifiées?

Réponse (19.11.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

Les propos relatés ne reflètent que la moitié des propos effectivement tenus.

1. En ce qui concerne le rôle des communes dans la lutte contre la délinquance, j'estime que les communes peuvent utilement participer à la prévention de la petite délinquance, notamment par des informations à la population ou à la police ou encore par des aménagements urbains. C'est toute l'utilité du partenariat État-communes, notamment dans le cadre des plans locaux de sécurité. Par contre, j'ai souligné que pour certains types de criminalité grave (ex. terrorisme, attaques contre les transports de fonds) ou encore pour la répression, l'État a un rôle exclusif à jouer.

2. À propos des caméras de surveillance, j'ai dit qu'il était bête de critiquer par principe toute vidéo surveillance en insinuant que les

pouvoirs publics voudraient ainsi contrôler les gens (référence a été faite au reproche du „Big Brother“), mais que je considère que les caméras de surveillance à certains endroits sensibles, et à condition que le traitement des données ainsi collectées réponde aux règles existantes, est un instrument utile pour la prévention de certains types de criminalité.

Question urgente 0187 (23.11.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant les mesures préventives contre la transmission de la tuberculose en milieu carcéral:

Il me revient qu'un détenu a été incarcéré récemment au Centre pénitentiaire de Schrassig et que l'on craint qu'il n'ait contracté la tuberculose.

Cependant, il semble que peu de précautions pour éviter un contact avec le personnel du CPL ainsi qu'avec les autres détenus n'aient été prises.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information?
- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre a-t-il décidé d'en in-

former le personnel du CPL, les membres de la police grand-ducale ainsi que les magistrats et greffiers qui sont entrés en contact avec cette personne?

- Quels sont les mesures et traitements qui vont devoir être appliqués?

- Quelles sont les mesures préventives que le Ministre préconise pour tester les prévenus à la tuberculose?

Réponse (29.11.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

Il est vrai qu'un détenu étranger, actuellement hospitalisé, est atteint de tuberculose.

Sitôt la direction et le service médical du CPL informés, il a été fait appel aux membres du personnel et aux détenus qui ont été en contact avec le détenu malade de faire subir un test à la tuberculine. Les noms des personnes extra-pénitentiaires éventuellement entrées en contact avec le malade ont été recensés par le service médical du CPL et transmis aux services compétents du Ministère de la Santé qui décideront des suites à donner.

À ajouter encore qu'au CPL les mesures préventives pour le dépistage systématique d'une tuberculose sont prises selon les directives du Ministère de la Santé.



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu

mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live